N° 500 — Tome CXXXII 16 Avril 1919

MERCVRE

DE

FRANCE

Trentième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois



HENRI ALBERT, UN ANCIEN DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, G. AUBAULT DE LA HAULTE CHAMBRE, JACQUES-ÉMILE BLANCHE, MAURICE BOISSARD, R. DE BURY, LIEUTENANT-COLONEL CHENET, GEORGES DUHAMEL, M. ESCH, LOUISE FAURE-FAVIER, J. GALZY, GEORGES LE CARDONNEL, LEGRAND-CHABRIER, HENRI MAZEL, CHARLES MERKI, PAUL MORISSE, J. MUROL, JEAN NOREL, RACHILDE, PAUL RUGIÈRE, GUDMUND SCHUTT, CARL SIGER, DOCTEUR ERNEST SYRMEN.

PRIX DU NUMÉRO

France... 1 fr. 50 | Étranger... 1 fr. 75.

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

—

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

—

MCMXIX

SOMMAIRE

—

Nº 500. — 16 AVRIL 1919

REVUE DE LA QUINZAINE

MANUSCRITS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

COMPTES RENDUS. — Les ouvrages doivent être adressés **impersonnellement** *à la revue. — Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages* **personnels** *et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.*

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir, accompagnés de 0.50 en timbres-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er du mois suivant.

D'UN CERTAIN ROMANTISME A UN CLASSICISME MODERNE

EUGÈNE MONTFORT

La génération des écrivains qui a atteint aujourd'hui la quarantaine s'intéresse surtout à l'étude de l'homme et de ses passions qu'ont dédaignée un peu trop leurs aînés immédiats. Elle comprend d'abord des romanciers et des conteurs; il s'y rencontre peu d'auteurs dramatiques. Il faut dire que le théâtre s'était à tel point éloigné de la littérature pendant les années qui ont précédé la guerre, que la plupart des pièces qui triomphaient à la scène n'avaient vraiment pas l'air d'être de chez nous. Même quand la langue employée par leurs auteurs était à peu près la langue française, elles semblaient écrites pour satisfaire un public dans lequel l'élément français entrait pour peu; ainsi le théâtre, qui permettait à un auteur dramatique de s'enrichir très vite, paraissait dans la situation du roman à l'époque où Zola et ses disciples gagnaient de l'argent. Le roman était devenu, par contre, d'un bien mauvais rapport commercial. Aussi, quel beau moment pour sa renaissance littéraire, puisque un écrivain ne pouvait plus guère songer à écrire cette sorte de livres que pour son plaisir ! Et si un romancier ne devait plus espérer qu'un petit nombre de lecteurs, il lui fallait du moins quelque mérite pour les recruter dans une élite.

Les écrivains de la génération de M. Montfort produisent d'abord pour leur plaisir. Ils ne se rapprochent même qu'en cela des symbolistes. Ceux-ci se désintéressaient en effet à peu près totalement de l'aventure humaine. L'homme n'apparaissait jamais dans leurs œuvres qu'abstraitement ; pour un peu, ils n'auraient jamais écrit « homme » qu'avec une majuscule. C'est pourquoi, vers 1895, un art plus directement humain était attendu. Il était vraiment impossible que notre littérature continuât de se préoccuper aussi peu de l'humanité et dédaignât à ce point de rejoindre l'homme de tous les temps à travers le nôtre. Une littérature plus vivante était attendue qui renouvellerait le roman de mœurs, le roman psychologique et remettrait en honneur les mémoires et les récits de voyages.

Ceux qui atteignirent leur vingtième année vers 1896, ou l'avaient alors à peine dépassée, aimaient la vie sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Jamais jeunesse ne vécut avec plus d'allégresse. A l'encontre de leurs aînés, ils ne montraient pas le moindre pessimisme, ne se complaisaient pas dans l'étrange et l'artificiel, n'affectaient pas une incompréhension totale du monde nouveau : « Avons-nous été assez honnis au temps de nos vingt ans pour avoir dénoncé les dangers de la littérature artificielle et nous être regimbés contre la corruption esthétique qui sévissait alors ! — a dit M. Maurice Leblond dans une étude consacrée à M. Eugène Montfort (1). Ce fut pourtant le mérite de notre groupe et, bientôt de toute notre génération littéraire de proclamer pour l'écrivain le droit d'être de son pays et de son époque. Et nos idées n'ont pas tardé à prévaloir. Toute une littérature est née dans ce sens que nous entrevoyions alors avec une si claire lucidité. Et comme l'écrivait Montfort : Le naturel, la simplicité, l'humanité, sont les caractères de cette littérature nouvelle, alors que ceux de la précédente étaient la recherche, le compliqué, le manque d'humanité. »

Or, de quoi auriez-vous voulu que se préoccupassent alors des jeunes gens de vingt ans, sains, robustes, qui aimaient la vie et l'action, sinon d'amour, dans un monde où les occasions d'être héroïques n'étaient pas quotidiennes, à moins qu'ils ne se fissent explorateurs, aviateurs ou n'allassent com-

(1) Introduction à l'*Essai sur l'Amour*, paru dans la *Feuille Littéraire*.

battre aux Colonies? L'affaire Dreyfus, qui apparaît aujourd'hui si médiocre et si lointaine, les passionna bien, mais juste assez pour dégoûter la plupart de la politique. L'amour préoccupa ceux qui avaient quelque imagination et des loisirs, et, comme ils étaient sans hypocrisie, ils ne le cachèrent point dans leurs écrits. M. Eugène Montfort débuta dans les lettres avec *Sylvie ou les Emois passionnés* (1), histoires d'amour d'un jeune homme avec une de ces demoiselles de Félicité. C'est ainsi que M. Saint-Georges de Bouhélier appelait si gentiment ces personnes dont la vertu la plus singulière consiste « précisément à n'en avoir aucune qui leur interdit l'impudeur, la volupté ou la luxure ».

« Cette histoire de Sylvie, ce n'est rien moins que la banale et sublime aventure de deux amants heureux que sépare le Destin », annonçait M. de Bouhélier dans la préface qu'il écrivit pour le livre de M. Montfort. Celui-ci n'ignorait certes pas qu'il racontait cette histoire après beaucoup d'autres. Mais comme la manière d'écrire de ces jeunes écrivains était différente de celle qu'ils devaient adopter plus tard ! Ils pouvaient montrer du mépris pour la pensée, les sentiments, souvent aussi l'absence de pensée de leurs aînés ; néanmoins, si loin qu'ils se sentissent d'eux, ils subissaient leur influence. Ils n'osaient pas encore raconter une histoire humaine avec simplicité. Des années de tâtonnements sont nécessaires pour apprendre que l'art commence où finit la « littérature ». Aujourd'hui, M. Eugène Montfort raconterait avec sobriété l'histoire de « Sylvie » ; en 1896, il l'écrivait en style véhément.

Il y avait cependant déjà de belles qualités dans ce poème en prose dont certaines pages d'une émouvante fraîcheur font penser à l'éveil d'un beau jour d'avril, à la lisière d'un bois, parmi les émois passionnés des bêtes. En dépit de maladresses, jamais, peut-être, n'avait été encore mieux exprimée l'impression de joie totale en même temps que de possession de toute la chair par une sorte de sentimentalité qu'éprouve tout jeune homme, lors de son premier amour complet.

Chair (2) est de la même famille que *Sylvie*. Il s'agit encore de la découverte de l'amour. Si le romantisme commence,

(1) *Sylvie ou les Emois passionnés*, édition du *Mercure de France*.
(2) *Chair*, édit. *les Marges*.

selon l'opinion de M. Pierre Lasserre, au moment où l'intelligence ne commande plus au sentiment et à la sensibilité, un curieux romantisme sensuel se révèle dans ces proses effrénées. M. Eugène Montfort et d'autres de sa génération ne se sont d'ailleurs jamais défendus d'avoir commencé par être, en une certaine manière, d'abord des romantiques. Mais le romantisme des jeunes hommes de 1896 était fort différent de celui qui a donné son nom à une époque littéraire ; il était même très éloigné de celui des jeunes gens de 1880. Les premiers ne pensaient pas qu'il fût d'une distinction suprême d'avoir le teint jaune et le spleen ; et s'ils étaient maigres, leur maigreur était musclée. Pourquoi d'ailleurs auraient-ils été tristes? Leur sensibilité ne s'était pas développée dans des conditions particulièrement douloureuses ; ils n'appartenaient pas, comme Senancour, Chateaubriand, Vigny, Musset, à une classe récemment déclassée ; ils n'avaient pas, comme leur aînés de 1880, grandi dans l'affreux trouble qu'une guerre malheureuse jette dans un pays. Ils étaient nés dans les premières années qui avaient suivi la guerre de 1870, dans le moment de renouveau et d'espérance infinie que connaissent les grands peuples qui veulent se relever. Leur romantisme ne venait pas d'un dégoût, mais plutôt d'un enthousiasme exagéré en présence de la vie. Aussi, que d'exclamations, de gesticulations dans leurs premières proses ! Vraiment, ils paraissaient découvrir la nature pour la première fois. Ils exagéraient même un peu. Ils témoignaient un émerveillement particulièrement extraordinaire en présence de la femme. Les poètes qu'ils avaient admirés dans leur adolescence ne leur avaient jamais parlé que de femmes vaporeuses ou qui avaient des yeux de pierreries et un ventre d'ivoire. Ils semblaient n'en pas revenir de pouvoir tenir dans leurs bras des vivantes, qui, si elles n'étaient pas toutes belles, n'étaient du moins pas toutes fatales et n'étaient polychromes que lorsqu'elles le voulaient bien.

Un autre livre, dont les tendances sont aussi romantiques, c'est encore cet *Essai sur l'Amour* (1), que M. Montfort considérait en 1899 comme son premier ouvrage sérieux : celui où, assurait-il, il exprimait des idées sur le monde qui plus

(1) *Essai sur l'Amour*, 1 vol., Paul Ollendorff édit. — *Id.*, avec une introduction de Maurice Leblond, *Feuille littéraire.*

tard feraient l'armature de ses romans et de ses drames. Il y prétendait donner l'acte de foi d'une génération qui croit en la beauté et nous apportera la grandeur et la force, « vers lesquelles chacun tend son cœur comme une coupe avec avidité ». Il voulait que la voix du poète, comme autrefois les cloches, sonnât dans toutes les âmes ; qu'elle les réunît « dans un vol unanime »; qu'elle les fît vivre ensemble « dans le temple incommensurable » qu'est le monde.

A chaque page il criait qu'il avait découvert l'Amour : « Ecoutez-moi, aimez ! l'Amour réalise tous nos désirs et nous rend beaux ». Et, en effet, la découverte était admirable. Elle était celle de l'Amour absolu, de l'Amour rêvé par tous les hommes qui eurent une véritable adolescence. Stendhal a écrit le plus clairvoyant des livres sur l'Amour ; aussi *De l'Amour* est-il, en vérité, le livre de l'amour malheureux. M. Eugène Montfort entreprit d'écrire à vingt ans le livre de l'impossible amour heureux : de l'amour avant la lassitude, la trahison, le mensonge, la perte des illusions, l'analyse qui dessèche ; de l'amour qui s'épanouit naturellement au-dessus de la société ; pour qui rien ne peut exister qui ne lui soit soumis ; de l'amour qui ne peut être imaginé qu'éternel. Mais, comme il est d'essence romantique, cet amour absolu qui prétend nous faire connaître la beauté parfaite et ne saurait chercher sa fin qu'en lui-même !

M. Montfort aurait pu s'efforcer de conserver dans ses œuvres suivantes cet état lyrique, de prolonger cette crise d'illusions de sa première jeunesse. Heureusement, il y avait déjà en lui un réaliste qui aimait Stendhal pour avoir « rendu la vie simplement, directement, avec la certitude de causer ainsi la plus forte émotion d'art possible ». Son réalisme, qui n'a fait que grandir avec l'âge, en même temps que son amour des vieux maîtres, nous a valu cette série de romans, tous plus savoureux les uns que les autres, qui va des *Cœurs Malades* à *la Belle-Enfant* et a fait justement dire à M. Marcel Coulon : « Les romans de M. Eugène Montfort appartiennent au genre qui, sorti des contes du moyen âge, a régné jusqu'à la fin du XVIIIe siècle et même un peu au delà ; de *l'Histoire de Jean de Paris* aux *Liaisons dangereuses* à *Adolphe*, en passant par *la Princesse de Clèves* et *Manon Lescaut* (1).

(1) *La Revue de Hollande*, n° d'avril 1918.

§

Un réaliste qui se souvient d'avoir été romantique pendant sa première jeunesse est naturellement enclin à nous décrire les désordres de l'amour. Les héros de M. Montfort sont tous des inquiets à la recherche d'un impossible bonheur. Ils ont fait le rêve de le rencontrer tout en le redoutant, mais, quand il leur est arrivé de croire que le hasard le mettait enfin sur leur chemin, ils ont bientôt perdu jusqu'à l'espérance, et la vie les a douloureusement blessés. C'est ainsi que dans *Les Cœurs Malades* (1) M. Montfort nous raconte avec sympathie et pitié l'histoire de deux malades d'amour en proie aux désirs les plus contradictoires. La femme, Colette, qui vient de se séparer de son mari, pleure déjà son bonheur perdu. L'homme avec lequel le hasard l'a fait se lier a brisé de son côté une union avec une maîtresse, qui durait depuis six années. Il est venu à Marseille pour essayer d'oublier. A la faveur du récit de leurs souvenirs, ils deviennent amants. Cependant, à mesure qu'ils s'épuisent à essayer de s'aimer, Colette se rend compte qu'elle aime toujours son mari, tandis que, pas un instant, il n'a cessé d'adorer son ancienne compagne. Malgré tout, ces deux êtres ne peuvent se quitter, comme s'ils avaient besoin l'un de l'autre pour ressusciter un passé qu'ils ont peur d'abolir. Nous avons là un curieux livre, d'une observation psychologique passionnée, dans lequel deux amants mettent leurs cœurs à nu pour le mieux déchirer.

Le héros du *Chalet dans la montagne* (2) est un frère d'âme de l'amant douloureux de *Cœurs Malades*, mais Aurélia, l'héroïne, est d'une essence plus délicate. C'est un homme à la recherche du bonheur absolu et qui croit le rencontrer dans toute femme. Qui est cette Aurélia qu'il vient de remarquer dans ce chalet, en pleines Alpes Dauphinoises : jeune femme en fichu noir qui marche en chantonnant d'une voix douce et jolie ? Une petite bourgeoise en quête d'aventures, ou bien une petite artiste en voyage ? Entre eux s'établissent des relations d'abord vagues d'inconnus qui s'efforcent de pénétrer leur mystère. Et voici que plus il l'approche, plus elle lui apparaît comme l'attendue de toujours. Elle se surprend

(1) *Les Cœurs Malades*, roman, 1 vol., Eugène Fasquelle édit.
(2) *Le Chalet dans la montagne*, 1 vol., Eugène Fasquelle édit.

de son côté à éprouver auprès de lui un sentiment inconnu, mais elle est très honnête et elle est liée à son mari par une affection profonde. Nous sommes en présence de deux êtres que la vie va séparer et qui auraient pu s'approcher l'un par l'autre du bonheur absolu dans l'amour. Ou plutôt, n'est-ce pas parce que la vie les sépare, qu'ils pourront croire encore à la possibilité d'un bonheur qui leur a semblé passer près d'eux et que plus jamais ils ne convoieront? Et quand il est forcé de partir, tandis qu'elle doit rejoindre son mari, ils se font de mélancoliques et touchants adieux.

Rien n'empêcherait Jacques et Nelly de ce délicieux livre, *La Maîtresse américaine* (1), de s'aimer et d'être heureux. Mais Jacques gâtera par l'analyse tout le plaisir qu'il pourrait avoir de sa liaison avec cette extraordinaire Miss, qui lui a dit s'appeler Nelly et lui témoigne un amour non moins passionné que le sien. Il se gardera bien d'accueillir, sans en demander davantage, une passion cependant aussi charmante. Il lui semble qu'il possédera plus complètement encore cette femme s'il parvient à pénétrer son mystère. Naturellement, quand il apprend qu'elle n'est pas miss du tout et tout simplement du demi-monde, il n'en veut rien croire, mais cette révélation empoisonne son existence. Il entreprend alors, avec le mensonge de Nelly, une lutte sans merci, dans laquelle elle se défend avec l'ingéniosité d'une femme qui entend sauver son amour ; jusqu'au jour où, vaincue, elle s'en va en le tutoyant pour la première fois dans un adieu de fille.

Sophie Mittelette de *La Turque* (2) ne cherche pas à se donner pour autre qu'elle n'est. Elle se tuera de désespoir à la pensée qu'elle ne pourra plus jamais être qu'une pauvre fille d'amour, tandis qu'au début de sa jeunesse, elle avait eu une passion très pure pour l'étudiant allemand Schlosch qu'elle avait connu à Grenoble où elle était fille de brasserie. Il l'aimait lui-même « de toute son adolescence et de tout son exil ».

Pendant plusieurs mois leur union s'était prolongée, puis Schlosch était retourné dans son pays et n'en était pas revenu. Alors elle était partie pour Paris. Elle y était devenue *la Turque* et avait connu les tristesses, puis l'apparente fortune de la vie des pierreuses heureuses.

(1) *La Maîtresse américaine*, roman, 1 vol., Arthur Hebert édit. (Bruges).
(2) *La Turque*, roman, 1 vol., Eugène Fasquelle édit.

Un soir triste d'automne, vers cinq heures, en sortant d'un bar de la rue Caumartin, elle rencontre Schlosch dans la rue Auber. Voici que, tout de suite, ils se répètent les mots de leur amour ancien. Schlosch lui raconte qu'un jour il s'était pris à la regretter; alors, il était retourné à Grenoble. Si à ce moment il l'avait retrouvée, il serait revenu à elle pour toujours. Maintenant, il était marié dans son pays ; il n'était pas heureux. Plus jamais il n'avait connu la vie d'autrefois, la « seule, celle de son premier et unique amour ». Il la retrouvait, « comme on retrouve son pays d'enfance, où chaque pierre, chaque branche, chaque ornière vous arrête et réveille cent souvenirs ». Et cependant, ces deux anciens amants, si liés qu'ils se sentissent encore, ne songeaient pas à remêler leurs jours.

Ce fut ce soir-là, après le départ de Schlosch, que « la Turque » alla se jeter dans la Seine.

Carmela, de *la Chanson de Naples* (1), jolie fille du peuple, vivait sage avec sa grand'mère. Elle devient une possédée d'amour depuis qu'elle est prise d'une passion folle pour le beau Giovanni, sorte de lazarone, habitué du théâtre Parthénope, et qui sert de guide aux étrangers. Giovanni la trompe avec une Russe fantasque et riche, puis avec la Tolla, femme d'un farouche Piémontais. La Tolla, dans un moment de colère, jette à la face de son mari que Giovanni a été son amant. Le Piémontais jaloux tue son rival à la fête de Santa-Maria del Carmine, et la douce Carmela, qui n'est plus qu'une femelle sauvage, venge Giovanni en poignardant la Tolla en plein marché.

Ainsi, vous nous faites assister aux désordres du tout puissant amour : amants des *Coeurs Malades* et de la *Maîtresse américaine*, qui vous êtes cherchés et vous déchirez pour ne vous être point trouvés ; amants du *Chalet dans la Montagne*, qui avez fui le bonheur entrevu, comme si vous aviez redouté de connaître l'amertume de sa cendre ; pauvre Turque qui, pour avoir perdu le bonheur, l'ayant une fois rencontré, n'avez pas pu vivre avec la détresse de votre pauvre cœur ; Carmela, amante farouche, qui avez dû assouvir votre douleur dans le sang de celle qui vous avait ravi toute joie !

(1) *La Chanson de Naples*, avec illustrations de Valère Bernard, 1 vol. (Les Inédits), Arthème Fayard édit.

Si Nelly ment, c'est pour être mieux aimée. Si la Turque se tue, c'est pour avoir découvert la sainteté de l'amour ; elle s'est rappelée qu'elle s'était trop entièrement donnée à Schlosch pour se reconnaître encore le droit de se prêter. Si Carmel a tue, c'est qu'elle ne peut supporter que la lumière du jour puisse luire encore pour celle qui a fait tomber la nuit dans son cœur. De toutes ces femmes on pourrait dire que, chacune à sa manière :

C'est Vénus toute entière à sa proie attachée.

Aurélia, du *Chalet dans la Montagne*, moins instinctive, moins simple, plus intelligente, plus spiritualisée, a conscience de l'inévitable malheur qui la guette. Elle fuit un bonheur qui mourrait d'être trop étreint et elle est de celles qui ne sauraient se contenter d'un demi-bonheur.

Quant aux hommes de ces romans, ils pourraient tous à peu près dire comme le héros du *Chalet dans la Montagne :* « Quand j'ai commencé à m'intéresser passionnément à un cœur, il faut l'écarter de ma vie, et que je fuie. Si mes ailes ont enfin poussé et si elles vont s'ouvrir, je les brise. »

Le vicomte de Gardane, des *Noces Folles* (1), est aimé par une jeune Italienne avec une passion si forte qu'il en a bientôt la lassitude. Mais il regrettera cet amour dès qu'il aura tout fait pour l'anéantir. De passage à Naples, il s'est épris de cette jeune fille pour l'avoir surprise à une fenêtre, en face de la chambre qu'il habite dans une ruelle de la ville. Ce soir-là, il l'a désirée au point d'aller la rejoindre en pleine nuit, en marchant sur une planche au-dessus du vide. Elle l'a reçu avec une terreur naïve à laquelle s'est mêlée une curiosité sympathique, à cause de l'action périlleuse. Elle s'appelle Lina. Elle est fille du marquis de Baïano. Une nuit, celui-ci surprend les deux amoureux. Il menace d'abord le jeune homme de le tuer, puis, se ravisant, il se prête, en homme d'esprit qu'il est, à une comédie ingénieuse qui aboutira à un mariage. Voilà certes une histoire pour le moins abracadabrante. Elle exigeait d'être contée avec un grand talent pour ne point apparaître d'un romanesque ridicule. M. Montfort y est parvenu comme en se jouant.

Le couple vient à Paris. C'est alors que le vicomte de Gar-

(1) *Les Noces folles*, roman, Eugène Grasset édit.

dane replie ses ailes sentimentales. Il s'aperçoit que la sensibilité de Lina et la sienne sont tout de même un peu différentes. Il pense : « Cet enthousiasme, cette exaltation, ces grands élans, cela me paraissait vraiment trop beau ! En somme, on n'est pas toujours prêt au sublime. A Naples, la passion, c'est parfait ; le milieu, la vie de ce pays, et je m'étais monté ; je m'étais mis au diapason ; maintenant, je redescendais. » Et puis, à Paris, les défauts de Lina lui apparaissent : « Elle comprenait tout par la sensibilité; elle avait trop d'âme, une âme trop riche, elle ne pouvait parler qu'avec expansion, avec des exclamations, avec exagération. Elle sentait trop vivement ce qu'elle disait. Elle manquait de mesure ; elle ne possédait pas ce que nous appelons le tact ».

C'est le moment où le vicomte de Gardane est prêt à accueillir une aventure plus reposante. Celle-ci se présente dans la personne d'une amie d'enfance, Suzanne, qui vient de divorcer. Mais, naturellement, à peine Suzanne est-elle devenue sa maîtresse, qu'il souffre déjà qu'elle ne soit pas aussi passionnée que la jeune Italienne. Il n'a désiré qu'une passade et ce libertinage lui semble maintenant fade. Et quand Lina lui dira adieu pour toujours, après l'avoir trompé par vengeance, il se désespérera d'avoir perdu par sa faute un tel amour.

§

Tous les personnages des romans de M. Montfort sont malheureux pour avoir cru que la recherche du bonheur par l'amour est la seule chose qui vaille au monde. Ainsi son œuvre de romancier aboutit à une critique des sentiments romantiques exaltés dans *Sylvie*, *Chair*, l'*Essai sur l'Amour*. C'est qu'il ne s'est préoccupé que d'écrire des romans auxquels, réaliste supérieur, il a entrepris de faire rendre la vibration même de la vie. Comment ceux-ci n'auraient-ils pas conclu, dès lors, comme la vie elle-même ? M. Montfort s'est ainsi trouvé tout naturellement faire œuvre de moraliste, sans même s'en apercevoir ; ce qui est pour un romancier la manière la plus honnête ; à coup sûr, celle qui risque le moins d'engendrer l'ennui.

Gustave Flaubert ne procède pas autrement dans *Madame Bovary* et dans l'*Education sentimentale*. Mais ce grand maître n'avait pas à aboutir à la critique du romantisme en amour. Pour

Mme Bovary l'amour n'était qu'un moyen de sortir d'elle-même, de s'évader de son existence prosaïque de petite bourgeoise. De son côté, Frédéric Moreau, de l'*Education sentimentale*, ne désirait devenir un grand amant et un grand artiste que pour s'élever au-dessus de sa condition. Il lui était apparu, quand il avait atteint ses vingt-deux ans, que le bonheur mérité par l'excellence de son âme tardait bien de venir. En somme, il ne manque sa vie que pour avoir seulement rêvé de faire de l'art et d'avoir un grand amour. Il en accuse les circonstances, l'époque : *L'Education sentimentale* se termine dans le plus désespérant pessimisme.

Le romantisme des personnages de M. Montfort est tout différent. Ceux-ci sont d'authentiques amants. Les douleurs de leur vie naissent des déceptions qu'ils éprouvent de n'avoir pas trouvé le bonheur qu'ils attendaient de l'amour ; ou bien les hasards de l'existence ont dressé des obstacles chaque fois qu'ils ont cru toucher à ce bonheur. Mais comme ils ne se considéraient pas comme le centre du monde, ils n'ont pas plus conclu de leurs malheurs particuliers contre l'époque qu'ils n'en ont tiré une philosophie pessimiste de la vie. Les sages de ces romans, ce sont Aurélia du *Chalet dans la Montagne* et le touriste au cœur endolori qu'elle se surprend à aimer secrètement, et qui ne devinera ce sentiment qu'au moment de la quitter : ils n'anéantissent pas leur bonheur en essayant de le réaliser.

Le Chalet dans la Montagne fait déjà pressentir la conclusion de *la Belle-Enfant* ou *l'Amour à quarante ans*, qui pourrait bien fermer le cycle des romans d'amour de M. Montfort. C'est de la bouche d'un poète que celui-ci a fait sortir, dans la *Belle-Enfant*, des paroles de sagesse. Il l'a voulu jeune et beau. Il est Mercutio ; il est Ariel ; il est surtout Guy-Joli : « C'était une tête blonde, aux cheveux bouclés, un visage d'une jeunesse et d'une fraîcheur charmantes, une sorte de Raphaël Sanzio. L'animation rosissait ses traits, et sur ses lèvres fleurissait le sourire le plus pur. » Guy-Joli, qui est la fantaisie même, considère la vie comme un songe, mais un songe actif, vivant, créateur et non point stérile. Et que dit Guy-Joli ? Que le bonheur appartient à ceux qui sont assez forts et assez orgueilleux pour vivre au-dessus de l'amour : « Ils ont atteint la sagesse, la vie est devenue pour eux un songe. »

Telle est la morale que Guy-Joli tire du terrible drame d'amour auquel il a assisté.

Un autre personnage de *la Belle-Enfant*, qui, lui, atteint à la quarantaine, Garcin, pense que la sagesse pourrait bien se trouver non plus sur la voie de l'amour égoïste, mais de l'amour qui se mue en infinie bonté. Didier Cassenoir, un peu plus jeune que Garcin, s'épuise à rechercher l'absolu dans les choses relatives de la vie. Officier, il a donné sa démission, parce qu'il a vu commettre des injustices autour de lui. Il est riche. L'existence l'a de toutes manières comblé; cependant il est malheureux. Il essaye de se distraire de son incommensurable ennui en vagabondant sur la mer, à bord de son yacht « La Belle-Enfant », en compagnie d'une étrange créature, Diane, qu'il aime trop pour qu'elle l'aime. Celle-ci est l'éternelle insatisfaite. Elle ne rêve qu'aventures, conquêtes. Elle n'est capable que d'aimer l'homme qu'elle pourra difficilement conquérir. Elle s'est éprise de Guy-Joli. Mais le poète n'a pas voulu paraître comprendre. Il n'a répondu aux provocations de la belle qu'en lui récitant des vers dans lesquels il célébrait sa beauté. Garcin, lui aussi, aime Diane; mais il conserve son sentiment secret et tâche de s'en distraire en faisant discrètement le plus de bien autour de lui. Il y a aussi Ecartelance, ami d'enfance de Didier, que celui-ci a rencontré par hasard. Voilà un homme qui est à l'antipode de Garcin et de Guy-Joli. C'est le type de l'homme de proie, de l'homme d'affaires qui croit que tout peut s'acheter, même l'amour de n'importe quelle femme. Il désire follement Diane. C'est une raison de plus pour qu'il lui fasse horreur. Comme elle se refuse violemment à lui, il l'enlève par surprise, la tue au cours d'une terrible scène et se suicide ensuite. Quelques jours après, Didier et Garcin se retrouvent avec Guy-Joli; c'est alors que le poète leur expose sa conception du bonheur, tandis que Didier s'aperçoit que Garcin, dont la douleur est aussi profonde que la sienne, aimait aussi Diane, et se consolait dans la charité d'un amour qu'il avait voulu lui laisser ignorer.

Voilà un roman qui conclut autant en faveur de la revanche de la raison que de celle du rêve. Guy-Joli se garde de demander à la réalité de lui donner ce qui appartient au domaine de celui-ci. Il est par excellence un homme raisonnable. Les vrais poètes sont d'ailleurs plus souvent des êtres de rai-

son que le vulgaire ne l'imagine. Nous nous trouvons, dans cette dernière œuvre de Montfort, en présence d'une conception plus largement humaine de l'amour. Ce roman révèle, de toutes les manières, par son mouvement, le grouillement des personnages, le plein mûrissement d'un beau talent.

§

Si tous ces romans valent par leurs sujets, ils valent peut-être plus encore par la façon dont ces derniers sont traités. Ces sujets sont généralement assez simples, n'ont aucune prétention à l'étrange. Les personnages n'ont rien de particulièrement singulier; ils tiennent leurs misères et leurs joies des conditions de leur humaine nature; quand ils les exagèrent, M. Montfort n'en est pas la dupe; c'est dire que si leurs sentiments sont romantiques,les drames qui en naissent ne sont pas racontés romantiquement. Le principal intérêt de ces romans est dans leur psychologie intimement liée à l'action; les sentiments y apparaissent eux-mêmes comme des faits, et leur révélation se mêle à l'expression des actes; ainsi l'étude de l'homme par le jeu des passions y occupe une place prépondérante. Aussi est-il possible de raconter leur essentiel sans même presque parler du lieu où l'action se déroule. Ils ont de plus la forme de récits. C'est pour toutes ces raisons que M. Coulon ne s'est pas trompé quand il a écrit qu'ils étaient de la lignée des romans classiques de Mme de La Fayette et de l'abbé Prévost, bien que les sujets dont ils traitent ne les rapprochent guère de *La Princesse de Clèves* et que le réalisme de M. Montfort soit incontestablement plus appuyé que celui de l'abbé Prévost. Ce qui différencie surtout M. Montfort de ses maîtres, c'est qu'il se sert de tous les moyens dont dispose le romancier moderne pour nous montrer ses personnages dans un décor et sous un ciel particuliers; il ne se contente pas de l'uniforme grisaille des vieux romans classiques; il ne répugne même pas au pittoresque. Mais, à aucun moment, ces moyens dont dispose le romancier moderne ne sont pour lui une fin; ainsi, jusque dans la manière dont il les emploie, il demeure classique.

La description savoureuse des milieux où se meuvent ses héros, plus évocatrice avec couleur que détaillée à l'excès, ne sert jamais qu'à les faire mieux voir dans le drame où ils

s'agitent, tandis qu'à travers eux l'auteur entend sans cesse rejoindre l'homme éternel. Ce fut toujours l'effort des œuvres de haute littérature d'aboutir à la critique de l'homme par la peinture de la vie et des sentiments des hommes.

Nous pouvons imaginer avec quelle grossièreté un écrivain naturaliste eût écrit par exemple un livre comme *La Turque*. Le sujet lui aurait été un prétexte à décrire des bas-fonds parisiens. Il aurait désiré nous donner ce qu'on appelait encore, il y a quelques années, des tranches de vie : ainsi, l'accessoire fût devenu le principal : le drame sentimental de Sophie Mittelette demeure, au contraire, l'essentiel du roman ; la description des tavernes, des milieux de filles, tout le pittoresque d'un certain Paris ne sont là que pour nous mieux faire pénétrer dans l'intimité de l'héroïne ; le décor, qui ne cesse pas un instant de faire corps avec le sujet, reste un accessoire.

Dans *Les Cœurs Malades*, son demi-bohême de héros et Colette appartiennent à cette société mal définie qui touche au demi-monde et le fréquente volontiers, Mais que M. Montfort nous promène dans les jardins enchantés de Nice ou dans des milieux vagues de Marseille, à la fois sordides et colorés, de logeurs louches et de filles, le drame psychologique de Colette et de son amant nous sollicite d'abord.

Dans *la Maîtresse américaine*, les descriptions parisiennes du Bois et des quartiers élégants des environs de l'Etoile n'ont d'autres raisons que de nous plonger dans l'atmosphère même où vivent Jacques et Nelly.

Dans *Le Chalet dans la Montagne*, quelques esquisses rapides de coins de montagne nous évoquent les Alpes Dauphinoises à la fois accidentées, puissantes et riches ; mais c'est seulement pour nous aider à nous mettre au diapason sentimental d'Aurélia et de son compagnon :

Aucune maison, nul passant ; le pays désert comme un bout du monde. On ne voyait rien d'humain, mais seulement des roches, de l'herbe jaune, de la glace et des nuées. On n'entendait que le bruit des cascades dans un silence lourd et inquiétant. Les nerfs étaient tendus par l'expectative de l'orage.

M. Montfort ne nous montre ainsi d'un paysage que ce que son héros dut pouvoir lui-même en retenir. Il entend surtout reconstituer pour nous l'atmosphère dans laquelle celui-ci

vivait, nous faire ressentir son impression en présence du spectacle qui l'entourait au moment de l'action. Ainsi il nous aide, pense-t-il, à le mieux comprendre. Il lui suffit pour cela de quelques traits vivants, synthétiques, rapides, aboutissant autant que possible à éveiller une émotion d'ordre psychologique. Ou bien, nous considérant comme des spectateurs de l'action, il entend nous donner l'illusion d'y assister ; il nous évoque l'endroit où elle se passe en quelques traits caractéristiques, laissant à notre imagination le soin de créer les détails.

Dans *Les Noces Folles*, M. Montfort nous suggère plus qu'il ne nous décrit des coins de Naples et de Paris ; et c'est pour nous faire mieux saisir l'évolution du sentiment de Gardane à l'endroit de Lina.

La Belle-Enfant nous promène dans un Marseille éclatant de couleur, avec son vieux port, ses filles, ses matelots, sa mer chantante et divine. Mais Marseille ne nous est évoquée qu'à l'occasion de scènes que le romancier nous décrit. Il serait impossible de séparer cette évocation de celles-ci, à tel point la soumission du sujet à l'objet est complète ; et l'objet du roman reste d'abord le récit du drame d'amour de *La Belle-Enfant*.

Dans *La Chanson de Naples*, la tentation pouvait être forte de prendre prétexte de l'histoire de Carmela pour nous parler surtout de Naples. Voilà qui eût été bien plus facile. Ils sont nombreux les romanciers qui n'auraient pas su y résister. Mais ils seraient certainement moins bien parvenus à nous faire pénétrer dans l'âme de Naples que n'y réussit le récit coloré des amours malheureuses de la farouche Carmela et du lazarone Giovanni, dans un grouillement de cortèges bizarres, au milieu de fêtes populaires traversées par des moines mendiants, des ciceroni, des Giovanni, des Carmela, sans que cependant la trame du récit cesse un instant de nous intéresser avant tout.

« *La Chanson de Naples* passionne par la trame du récit, a écrit Jean Moréas dans *Variations sur la Vie et les Livres*, égaie par un grouillement qui rattrape *sans cesse le rythme*. C'est un livre qui ne s'attarde point. » On ne saurait mieux dire ; et ce grand et pur poète a écrit encore à propos de ce livre : « Montfort a de la fougue, et il ne manque pas de

mesure. Il est écrivain et fastueux en art. » Si Moréas vivait, que ne dirait-il aujourd'hui de *La Belle-Enfant* ?

§

Voilà donc un écrivain qui se garde de mêler les genres ; et c'est cela qui est d'un classique. Romancier, il écrit de vrais romans. S'il veut décrire des paysages ou bien certains milieux, il raconte ses voyages ou publie des recueils de notes prises sur nature dans ces milieux ; mais il ne s'est pas avisé d'écrire, par exemple, *là Chanson de Naples* pour faire un sort à ses notes sur Naples ; ou *La Turque*, à celles qu'il a pu recueillir à Montmartre ou sur les boulevards ; pas plus qu'il n'a songé à écrire *La Belle-Enfant* pour le seul plaisir de nous parler de Marseille. Il adore bien trop la note prise sur le vif pour que les siennes ne se suffisent pas à elles-mêmes, au point d'atteindre naturellement à l'œuvre d'art, et qu'il ait besoin d'écrire des romans afin de les placer. Il a dit dans *Les Marges* :

La note a pu saisir tout le frémissement d'une seconde de vie, elle est une œuvre d'art. Le croquis est une œuvre d'art. Mais, cette fois, il faut que la note et le croquis soient capables de nous donner l'émotion de la réalité essentielle. Ce qui est la fin même de l'art.

Mais, précisément, pour que cette note atteigne à l'œuvre d'art, il est nécessaire qu'elle n'ait pas été prise avec la préoccupation de servir à un roman ; elle doit garder les qualités de spontanéité, de fraîcheur d'une note prise pour le seul intérêt d'elle-même. M. Montfort a reproché à ce propos à Taine d'avoir pensé à toutes sortes de choses quand il prenait les siennes ; c'est pourquoi celles-ci ne nous donnent pas l'impression de l'illumination soudaine ; nous n'éprouvons pas à les lire le choc de l'artiste au moment où il les a prises. Les Goncourt notaient bien ; ils avaient seulement le tort de placer toutes leurs notes dans leurs romans. Ils ne semblaient pas les prendre pour faire des romans, mais composer des romans pour leur donner un sort : « De là, nous dira M. Montfort, des romans mosaïques, des séries de notes reliées les unes aux autres plus ou moins spécieusement. On obtient ainsi de beaux morceaux, mais point de livres, car, avec ce procédé, l'unité de la composition est rendue impossible ; l'ouvrage est disloqué. »

Les notes que M. Montfort a cueillies dans ses voyages en Italie, en Angleterre, en Espagne, car il est grand voyageur, prennent d'ailleurs elles-mêmes la valeur de petits récits savoureux qu'il a intitulés : *Chausey*, *Nuits d'Espagne*, *Sensations anglaises*, *Voyage à Florence* ou bien *En flânant de Cadix à Messine* (1).

Alors, comme dans ses romans, le paysage se mêle au récit. Jamais il ne décrit pour décrire. Il s'efforce de nous faire vivre en sa compagnie dans les pays ou les villes qu'il traverse. Afin de nous les faire mieux comprendre, il nous racontera, par exemple, des faits dont il a été témoin. Dans ses notes sur Naples, pour nous faire saisir le caractère napolitain, il n'imaginera rien de mieux que de nous conter un accident de la rue. Il nous mènera au restaurant, au théâtre, au café-concert, dans des maisons de filles, sur le pont d'un navire, dans un musée. Il fait part de ses impressions par des traits essentiels, sans disserter jamais. Tout un pays vit ainsi devant nous, tel qu'il l'a vu. Ses notes sont de véritables photographies psychologiques et morales. C'est même ainsi qu'il a, d'ailleurs, appelé celles que lui ont inspirées certains milieux parisiens et qu'il a réunies dans *Montmartre et les Boulevards* (2).

Presque chacune d'elles pourrait fournir matière à une nouvelle naturaliste : ce serait une nouvelle inutile de plus, comme la plupart des nouvelles écrites aujourd'hui, qu'une simple note, quand ce n'est pas un écho, remplacerait avantageusement ; tandis que trop de romans épais gagneraient à être réduits aux proportions d'une nouvelle !

§

Un écrivain curieux de toutes les façons humaines d'être et qui promène sans cesse sur les hommes comme sur les paysages des yeux de voyageur : tel apparaît M. Montfort. Ses romans sont eux-mêmes des sortes de voyages autour et dans les êtres ; c'est pourquoi il a pu réunir *le Chalet dans la Montagne* à ses notes sur *Chausey*, à ses *Nuits d'Espagne*, aux *Sensations anglaises*, à un *Voyage à Florence*, sous le titre « *Voyages vrais et imaginaires* ».

Il aime les personnages de ses romans comme les villes ou

(1) *En flânant de Cadix à Messine*, 1 vol., Arthème Fayard édit.
(2) *Montmartre et les Boulevards*, 1 vol., Floury.

les campagnes qu'il nous décrit. Il s'efforce à les comprendre, à entrer dans leurs raisons d'agir, à éprouver leurs sentiments. La plupart de ses héros ont éprouvé, d'ailleurs, ou éprouvent encore les sentiments du lyrique qui a écrit *Sylvie* et *Chair*, les croyances et les illusions de l'essayiste de l'*Essai sur l'Amour*. Il lui a donc suffi, pour les faire vivre, de se souvenir des voix qui avaient jadis chanté en lui. S'il avait écouté leurs seuls échos, il aurait certainement écrit de tout autres œuvres que ses meilleurs romans; elles eussent été d'un sentimentalisme et d'une sensualité romantique déchaînés, au lieu d'aboutir à une critique vivante de ce genre de déchaînements. S'il a pu être l'acteur secret de certains de ses livres, il n'a cependant jamais cessé d'être au même moment son propre spectateur : un spectateur qui ne perdait pas de vue la réalité qui l'entourait et profitait de son enseignement. Il a ainsi toujours composé ses romans autant avec le plus profond de lui-même qu'à l'aide de son observation de la réalité, et sous le contrôle d'un sens critique très sûr. Car il y a en lui un critique qui accompagne toujours l'homme sensible et l'observateur. C'est le critique qui a écrit dans *Les Marges*, au moment où il les rédigeait seul, de pénétrantes pages sur le romantisme : Stendhal, Gérard de Nerval, Jean Moréas, Maurice Barrès, « cet autre romantique que nous pouvons aimer avec Gérard de Nerval ». Il a exalté le lyrisme de Shakespeare, l'émotion intense d'un Thomas Hardy; il a révélé, le premier, Paul Claudel. Il n'a pas ménagé son admiration pour Tristan Bernard, parce que l'auteur de *Amants et Voleurs* sait « dans le moindre trait mettre toute sa force expressive ».

Il peut être dangereux pour un romancier ou un auteur dramatique d'être aussi un critique ; il ne le serait pas moins pour lui d'être dépourvu de tout esprit critique; ses erreurs en deviendraient différentes, et voilà tout ! Mais, dans le cas de M. Montfort, nous avons un exemple de ce que l'esprit critique peut apporter d'ordre dans les richesses d'un écrivain d'imagination, quand il demeure contenu dans de justes limites et se borne à exercer une sorte de contrôle sur ses autres facultés.

§

C'est de la collaboration de notre génie le plus profondément

national avec le génie gréco-latin qu'est né le classicisme français. Le génie gréco-latin lui a en effet donné la forme. Chaque fois que cette forme tend à n'être plus que le contour harmonieux d'une matière qui s'épuise, il nous faut retourner à notre précieux fond, écouter l'appel des plus antiques voix de la race, celles qui inspirèrent le génie épique et le génie lyrique de notre Moyen Age, retrouver ce don de l'expression sincère et naïve qu'avaient nos pères; en un mot, retourner au peuple. C'est à notre fond national que Rabelais, Molière, La Fontaine, Beaumarchais doivent le meilleur d'eux-mêmes; leur mérite est d'avoir su lui allier la culture de la Renaissance, et aussi d'avoir continué une tradition de spontanéité et de malice, essentiellement de chez nous, mais dans laquelle ce serait une erreur de croire que nous sommes en entier. Quand la culture gréco-latine donne sa forme à notre matière purement nationale, nous avons des œuvres classiques où se retrouve l'équilibre français. Et tantôt nous devons retourner à notre fond, tantôt retrouver notre culture classique, suivant que l'équilibre se rompt dans l'un ou l'autre sens. Ce n'est évidemment pas autre chose que voulut dire Barrès quand il déclara à Moréas : « Je reconnais les Grecs pour nos maîtres; cependant il faut qu'ils m'accordent l'usage des trésors de mes sentiments. Avec tous mes frères romantiques je ne demande qu'à descendre des forêts barbares et qu'à rallier la route royale, mais il faut que les classiques, à qui nous faisons soumission, nous accordent les honneurs de la guerre, et qu'en nous enrôlant sous leurs disciplines parfaites, il nous laissent nos riches bagages et nos bannières assez glorieuses. »

Et Jean Moréas répondit : « Nous sommes tous plus ou moins romantiques. Et quant à ces bannières, gardons-les! Mais que le souffle d'Athènes dispose leurs plis selon le seul rythme qui pourra néanmoins avoir des nuances et des modalités. »

Moréas répéta plus tard à son lit de mort à Maurice Barrès : « Il n'y a pas de classiques et de romantiques. Tout ça, c'est des bêtises. »

La vérité est qu'il y a de bons et de mauvains écrivains, et le romantisme, c'est une façon de mal penser et même de mal sentir et par suite de mal écrire.

M. Pierre Lasserre a donné à propos de Jean Moréas criti-

que cette forte page qui pourrait bien mettre au point la conclusion de cette vieille querelle, et à laquelle peuvent, semble-t-il, souscrire tous les écrivains de talent : (1)

Etre antique et « contemporain ». — Contemporain, c'est-à-dire vivant par la puissance de l'imagination, du sentiment et de la sensation, par la vertu de ce mystère des entrailles qui est le don, qui est la passion et la force de créer. Antique, c'est-à-dire universel, humain par l'ordre qui épure la flamme, en fait de la lumière en la distribuant selon des lois, au fond rigoureuses, et dont les modèles d'application existent. Lois trop fortes pour qu'elles se refusent à capter une imagination débile et froide, de telle sorte que, si le pastiche romantique est aisé, le pastiche classique est impossible. Vous pasticherez, Campistron, quand vous aurez voulu pasticher Racine. « La Grèce, dit Joseph de Maistre, qui ne pouvait souffrir les Grecs, a découvert le beau : il faut toujours faire comme elle, sous peine de mal faire. »

M. Montfort ne se prive pas de bénéficier de tout ce que les écrivains dits romantiques et à leur suite les écrivains du XIX[e] siècle ont pu apporter d'excellent pour faire regretter plus encore leurs erreurs, la partie caduque de leurs œuvres. Les personnages des *Cœurs Malades*, du *Chalet dans la Montagne*, de la *Maîtresse américaine*, de *La Turque*, de *la Chanson de Naples*, des *Noces Folles*, de *La Belle-Enfant* nous sont montrés se mouvant dans un milieu qui a sa couleur et sa vie particulières. C'est ainsi qu'on peut dire de M. Montfort qu'il est un littérateur pour qui le monde extérieur existe. Mais, jusque dans la manière de le faire intervenir dans l'existence de ses personnages, il réagit contre les diverses erreurs romantiques : d'abord contre celle des symbolistes pour qui la réalité du monde extérieur était méprisable quand elle n'était pas une pure illusion de l'esprit ; contre celle des naturalistes pour qui la peinture des milieux était au moins aussi importante que le sujet du roman, quand elle n'en tenait pas lieu ; contre celle des romantiques proprement dits qui ne se préoccupaient que de nous présenter une réalité de fantaisie, sans même se soucier qu'elle fût plausible, tout en prétendant cependant donner l'illusion de la vie. C'est ainsi que M. Montfort s'efforce d'être classique jusque dans sa façon d'être moderne, en ne faisant concourir à son œuvre la réalité

(1) *Portraits et discussions*, par Pierre Lasserre, 1 vol. *Mercure de France.*

extérieure avec son pittoresque que dans la mesure où elle contribue à donner de la vie à son récit. Pour ce qui est des sentiments de ses héros, il ne lui répugne pas qu'ils soient romantiques, puisque les sentiments romantiques existent dans la vie. Si un écrivain devait en effet ne s'inquiéter que de sentiment raisonnable pour être classique, dans quelle platitude ne tomberions-nous pas ? Il y a un romantisme éternel. Ni les transports de Didon, ni les fureurs de Phèdre ne sont raisonnables. Et la première aventure romantique pourrait bien être, en somme, celle qui, selon la Bible, bouleversa la vie édénique de nos premiers parents, victimes d'une illusion passionnée, et qui en perdirent le bonheur. S'il peut y avoir une manière classique de raconter le plus romantique des conflits humains, il peut y avoir une manière romantique de conter la plus plate histoire.

Pourquoi ne dirait-on pas qu'un écrivain s'égare hors de la grande voie royale chaque fois qu'il ne crée pas, avec l'idée préconçue d'une perfection que l'on ne saurait imaginer sans le respect de cette sublime hiérarchie de l'intelligence, du sentiment et de la sensibilité : hiérarchie qui ne peut s'obtenir ni par l'appauvrissement du sentiment, ni par celui de la sensibilité, mais par la domination sur l'un et l'autre d'une intelligence qui les pénètre d'une chaleur venue de son foyer ardent, pour donner à toute l'œuvre on ne sait quel éclat vivant comparable à celui que met l'intelligence sur le visage de l'homme.

Ce qui paraît intéressant de faire remarquer, c'est que M. Montfort était parti, dans ses premières œuvres de jeunesse : *Sylvie*, *Chair*, l'*Essai sur l'Amour*, d'un certain romantisme sentimental et sensuel qu'il exaltait et dont il semblait dupe. Son genre de romantisme aurait pu, tout comme un autre, faire dévier son œuvre littéraire vers des erreurs analogues à celles que causèrent les romantismes précédents. Or, à mesure qu'il tendait vers son classicisme tout moderne, son œuvre concluait d'elle-même davantage contre les illusions de son romantisme initial, et cela tout naturellement, sans même qu'il parût y prendre garde. Parti de *Sylvie*, il aboutit à *La Belle-Enfant*, où tous les sentiments sont remis à leur vraie place et dans leur lumière. *Sylvie* nous donnait les cris de joie étonnée et d'amour d'un adolescent qui entendait

embrasser le monde dans la personne de sa bien-aimée ; *La Belle-Enfant* est déjà l'œuvre d'un homme qui atteint à la compréhension de l'humanité. Et il se trouve précisément qu'il y a entre *Sylvie* et *La Belle-Enfant* toute la différence qui peut exister entre une œuvre inorganisée, chaotique, débridée, sans mesure, en un mot littérairement romantique, et une œuvre qui aspire à la perfection classique; entre l'œuvre d'un adolescent qui est encore presque un enfant, et celle d'un homme. Il semble d'ailleurs que dans tout romantique il y ait toujours eu une manière d'enfant qui se faisait du monde une idée fausse, souvent d'après des lectures, ou, comme ce fut le cas de M. Montfort, d'après ses premiers étonnements. C'est ainsi que le barbare, le demi-sauvage est naturellement romantique ; celui qui a atteint un degré plus élevé de civilisation, qui a pris une conscience plus exacte de lui-même dans l'univers, s'efforce à être classique. Et d'ailleurs, les drames humains ne naissent-ils pas que de conflits entre des êtres qui ont perdu la possession d'eux-mêmes ou ne l'eurent jamais, qui se laissent gouverner par des sentiments qu'ils devraient conduire, et retournent à une demi-barbarie ?

M. Montfort rejoint ainsi, par l'enseignement qui se dégage de son œuvre aussi naturellement que de la vie un critique comme M. Pierre Lasserre, qui du point de vue politique, moral, social, a condamné le romantisme, à cause du danger qu'il pourrait y avoir pour des hommes à se laisser dominer, dans l'organisation de leur existence en société, par des erreurs susceptibles de les conduire individuellement aux pires catastrophes. Il a cherché dans le romantisme français l'origine de ces erreurs.

Mais M. Montfort, critique uniquement littéraire, a dit lui-même dans *Les Marges* :

> On écrivait au temps classique pour exprimer une idée ou des sentiments ; l'idée ou le sentiment à rendre commandait le mot. Au temps romantique, l'idée naît du mot, les mots créent les idées en les ordonnant ; quant aux sentiments, peu ou point ; mais leur pauvreté ou leur absence se dissimule sous la pauvreté et l'éclat des sons : « Romantique » signifie surtout apoplexie verbale.

Il aurait pu ajouter qu'au temps romantique les sentiments et même les sensations suscitaient aussi les idées. Et qui ne comprend que M. Montfort, critique rejoint ainsi M. Pierre

Lasserre? Que peuvent bien valoir, en effet, autant humainement que moralement et socialement des idées créées et ordonnées par des mots ?

Cependant, quel que soit le jugement que l'on puisse être tenté de porter sur les sentiments romantiques et les erreurs les plus diverses qu'ils causent, il n'en existera pas moins toujours des êtres en proie aux ravages de ces sentiments, dans la conscience de qui s'agitera tout le vague, tout le confus possible, en qui il semblera que toute hiérarchie soit rompue. Il ne cessera pas d'être du domaine du romancier de nous montrer les conflits qui bouleversent leurs existences. Mais ce n'est point parce qu'un romancier nous montrera des personnages en proie à des sentiments romantiques qu'il sera lui-même romantique ; il ne commencera à l'être que s'il écrit son œuvre sous l'influence des désordres que de tels sentiments entraînent à leur suite ou des erreurs qu'ils accréditent.

§

Pourquoi M. Montfort, dont l'œuvre est cependant déjà considérable, n'a-t-il pas conquis, dans le grand public, la place qu'il paraît mériter ? Peut-être à cause même de ses qualités que le temps surtout permettra d'apprécier. Il y avait en France, il faut bien le dire aussi, avant la guerre, plusieurs publics. Il y en avait un à demi-barbare, qui allait d'instinct à l'informe et au bizarre ou bien à la littérature purement commerciale. Ce public ne pouvait naturellement goûter le talent mesuré de M. Montfort. Barrès avait raison quand il déclarait, il y a déjà plusieurs années, qu'il était temps de restaurer la culture française. Depuis trop longtemps, une société dans laquelle se mêlaient trop d'éléments étrangers, où même de dangereuses influences ennemies étaient trop facilement accueillies, entreprenait malheureusement de donner des directions au goût français. Il n'existait, pour essayer de neutraliser son influence, qu'un public amorphe ou bien un semblant de société grisâtre, qui, sous prétexte de tradition, n'encourageait guère qu'une littérature niaise et d'un idéalisme plat. M. Montfort crut devoir prendre l'offensive contre ce public et cette littérature. En réalité, l'influence de cette société cosmopolite, agissant à la manière d'un ferment, était autrement redoutable pour notre génie que les

conspirations littéraires de quelques vieilles dames et de quelques vieux messieurs. Il existera toujours une pseudo-littérature, insuffisamment humaine, jusqu'à la niaiserie, à l'antipode d'une autre pseudo-littérature commerciale, pornographique et non moins inhumaine. Ces deux pseudo-littératures sont nécessitées par les besoins mêmes de publics qui ne sauraient en goûter d'autres. Elles n'ont aucune importance, du moins littéraire. Il n'en va pas de même de certaines déviations du goût français, qui sont souvent la conséquence, non point seulement d'influences, mais de véritables intoxications étrangères. Quand il arrive que certaines modes passagères, mais successives, entendent leur donner place dans la cité des Lettres, il se trouve malheureusement trop facilement une jeunesse pour les épouser.

Quelle pouvait donc être, avant la guerre, la situation d'un écrivain indépendant, qui ne désirait pas plus être le prisonnier d'aucun clan ou salon, que travailler pour des marchands, qui avait librement choisi ses maîtres parmi les plus purs écrivains de France, dont un des plus grands mérites était de s'efforcer à la vérité et à la mesure et qui entendait aussi user de la liberté de tout dire ? S'il ne pouvait espérer être apprécié dans les salons où Tartuffe converse avec Joseph Prudhomme, non plus que dans ceux où M. Homais entreprend de réformer la Société, en collaboration avec Bouvard et Pécuchet, il ne pouvait songer à l'être davantage des milieux où dominaient des éléments venus de tous les coins du monde pour donner des directions au génie français.

A défaut d'une société vraiment française, dominant par la finesse de son goût et notre génie civilisé, et en attendant le jour où elle pourrait se reformer pour accueillir dans les beaux jardins de France l'invité étranger et ami, en l'initiant aux plus hautes joies de notre esprit, jamais les nécessités d'une impitoyable critique, qui aurait remis à leurs places les vraies valeurs françaises, ne s'étaient fait sentir autant qu'à la veille de la guerre. L'asservissement grandissant de la presse aux puissances d'argent ne laissait malheureusement pas prévoir la possibilité de sa venue. C'est la guerre qui est venue, formidable, terrible, inattendue de qui ne savait pas voir ; une guerre dont toute la signification apparaît aujourd'hui même au plus aveugle ; une guerre qui a remis tout en ques-

tion avec l'existence de la France et de tout ce qu'elle représente dans le domaine de l'esprit.

C'est le sort de notre civilisation et de notre génie qui s'est joué en ces terribles années ! Pour que la victoire de ce génie et de cette civilisation soit complète, il sera plus que jamais nécessaire de mettre de l'ordre dans le chaos qui va suivre ; ce qui est une des raisons d'être de la critique.

GEORGES LE CARDONNEL.

LES TROIS BATAILLES DE VERDUN ET LA VICTOIRE

—

PREMIÈRE PARTIE

Verdun (1916-1917).

On peut maintenant discuter en connaissance de cause et plus librement les événements qui se sont déroulés à Verdun, surtout au début de l'offensive allemande, en février 1916.

La chute rapide des Places de Liége, Namur, Maubeuge, Anvers, en 1914, et des forteresses russes, en 1915, avait montré que nos Places ne pouvaient pas résister aux canons de gros calibre des Allemands, mortiers de 420 notamment. On décida, en août 1915, de les désarmer et de substituer les Régions fortifiées aux Places fortes, dont les forts et ouvrages ne devaient plus servir que de points d'appui éventuels aux armées de campagne.

Cette suppression des Places était logique en principe. On peut douter cependant que les Allemands, quoique connaissant les effets de leurs obus de 420, soient arrivés à la même conclusion que nous, et qu'ils aient jamais songé à désarmer Metz, par exemple, même lorsque les Américains et nous le menacions directement en septembre 1918. Il est vrai que les forts de Metz auraient offert une résistance beaucoup plus grande que les nôtres. Depuis 1900 les Allemands avaient construit, en avant des anciens forts de 1re ligne, surtout sur la rive gauche de la Moselle, une série de forts, ou plutôt de festes, à une dizaine de kilomètres de la ville, pour la construction desquels ils avaient dépensé 100 millions, alors qu'à Verdun on en dépensait 25. Les pièces qui composent l'armement

sont sous tourelles (1) : généralement 2 tourelles de 10 à 12 cm., à tir direct, de chaque côté et en arrière du réduit, organisé uniquement pour l'infanterie, une batterie de 4 à 6 tourelles de 15 cm., à tir indirect, à droite ou à gauche. Ces batteries, munies d'abris bétonnés pour les servants, sont précédées d'un parapet d'infanterie et d'un triple réseau de fils de fer. Réduit et batteries sont entourés d'une enveloppe garnie de blockaus, tours de guet, etc..., bétonnés, avec parapet d'infanterie et réseaux de 30 m. Ces feste, très solides, ont dû être construites pour résister à un obus analogue à l'obus de 420.

Les emplacements de batteries destinés à recevoir un armement complémentaire avaient été construits, à la mobilisation, dans l'intervalle des ouvrages, et une série de positions fortifiées avaient été organisées en avant des festes, qui en formaient pour ainsi dire le réduit. Les Allemands travaillaient encore à l'organisation de ces positions la veille de l'armistice.

Si nos Places, à nous, ne pouvaient résister aux obus de 420, il était naturel de les désarmer, ou plutôt d'enlever les approvisionnements de toute espèce : munitions, vivres, etc.., qu'elles renfermaient ; car, depuis fin septembre 1914, leur armement (800 pièces environ de tout calibre à Verdun) et la garnison étaient utilisés sur le front, les canons de 155 et 120 pour former l'artillerie lourde dont nous manquions. A Verdun on avait toutefois laissé, dans les secteurs voisins du front, de Bois Bourru au Rozelier, une partie des batteries existantes.

Mais, tout en adoptant le principe du déclassement, il fallait chercher à tirer le meilleur parti possible de la force considérable que représentaient les forts, ouvrages et abris de toutes sortes, bétonnés, qui constituent une grande Place. Nous avons appris, à nos dépens, par l'exemple de Reims, le parti qu'on peut tirer d'une Place, même lorsque les ouvrages ne sont pas bétonnés.

Pour la Place de Verdun, dont les forts, dans le secteur N.-E., n'étaient qu'à 6 ou 8 kilomètres au maximum des tranchées allemandes (le fort de Douaumont est à 6 kil. des Jumelles d'Ornes), et qui pouvait être exposée d'un moment à l'autre à une attaque qu'on sentait venir, la prudence conseillait

(1) L'organisation donnée en exemple est celle du fort de Saulny (feste Lothringen), sur la route de Metz à Saint-Privat.

de conserver la Place avec une garnison aussi réduite que possible, mais suffisante pour en assurer la sécurité, en cas d'avance de l'assaillant, et en attendant l'arrivée des réserves.

La solution adoptée ne remplissait pas précisément ces conditions. On laissa dans les forts et ouvrages intermédiaires, outre les 6 tourelles de 155 (Souville, Rozelier, Moulainville, Douaumont et Charny) et les tourelles de 75 et de mitrailleuses, une pièce sur deux dans les coffres de contrescarpe, destinés au flanquement des fossés, et dans les casemates de Bourges, destinées au flanquement des intervalles des forts. Mentionnons aussi, outre les affûts trucs de 120 et 155 court sur voie étroite, affectés normalement à la Place, 3 canons de 155 L., 2 obusiers de 200 et un canon de 305 de l'A. L. V. F. sur affûts-trucs (voie normale), pour lesquels on avait construit des embranchements allant jusqu'à près d'un kilomètre des tranchées, et 4 canons de 14 cm. de la Marine, installés sur des chalands remorqués sur le canal. Ces 4 canons faisaient partie d'un lot de 19 canons de 14 cm. et 2 canons de 24 cm. de la Marine envoyés à Verdun d'octobre à décembre 1914. Les canons de 14 cm., placés sur tourillons exhaussés, pouvaient tirer à 14.700 mètres, sous l'angle de 35°.

En fait de garnison, on ne laissa dans les forts que les artilleurs affectés au service des tourelles et des pièces de flanquement. Les forts et ouvrages restaient comme points d'appui éventuels pour les troupes des secteurs N.-O. et N.-E., qui formèrent la R. F. V. On ne paraissait d'ailleurs pas bien fixé sur le rôle éventuel de ces ouvrages, puisqu'on avait préparé des dispositifs de mine pour les faire sauter, en cas d'avance de l'ennemi, mesure qui reçut un commencement d'exécution au fort de Vaux.

La Place fut réduite à l'ancien noyau central, comprenant la ville et la citadelle avec leurs enceintes et les établissements militaires des faubourgs: parc d'artillerie, boucherie militaire, casernes, etc..., sous les ordres d'un Général.

Mais le Général Commandant la Place n'avait aucune autorité sur les forts, sauf en ce qui concernait les dispositifs de mines, dont il devait assurer le fonctionnement éventuel.

Presque tous les officiers faisant partie de l'ancienne garnison, y compris les états-majors du Gouverneur et des secteurs, reçurent d'autres affectations; le Général Coutanceau,

ancien Gouverneur de la Place, qui commandait ensuite le secteur Nord de la R. F. V., avait quitté lui-même la Place le 20 janvier 1916, de sorte que, lorsque l'attaque se produisit, il n'y avait plus d'officiers connaissant à fond la Place, ses propriétés et ses moyens de défense, et qu'on dut faire appel, par exemple, pour organiser provisoirement la ligne Belleville-Saint-Michel, au moment le plus critique, à un Général du Génie qui ne connaissait même pas Verdun.

Les réserves qui, aussitôt débarquées, devaient aller occuper leurs positions, de nuit généralement, n'étaient pas toujours suffisamment guidées.

Depuis le 25 février, en effet, date à laquelle la 72e division de réserve, qui faisait partie de la garnison de Verdun, fut retirée du secteur Nord, quatre jours après le début de l'attaque, il n'y eut plus, à proprement parler, un seul exécutant dans ce secteur qui connût la Place.

Le déclassement de la Place de Verdun, ou plutôt les dispositions défectueuses prises à la suite de ce déclassement, et notamment l'éloignement systématique de ceux qui avaient préparé la défense de la Place, faillirent amener la chute de Verdun. Lorsque les troupes du secteur attaqué, le secteur Nord, durent, sous l'action d'un bombardement des plus violents, évacuer la première ligne, et se replier, plus ou moins en désordre, la ligne de défense avancée de la Place, pourtant si bien organisée, qui allait de la côte du Poivre au village de Bezonvaux, en passant par la ferme des Chambrettes, ne fut ni occupée ni défendue. Personne, dans le secteur attaqué, ne songea à faire occuper par l'infanterie le fort de Douaumont, où les Allemands entrèrent par la gorge, sans résistance, ce qui n'empêcha pas Guillaume II de déclarer à tout l'univers que ses troupes avaient enlevé « la pierre angulaire » de la défense de Verdun, et il avait raison. La prise du fort de Douaumont faillit, comme nous le verrons, amener celle de Verdun, en février d'abord, et un peu plus tard en juin, lors de l'attaque de Fleury.

Si le fort de Douaumont avait été occupé par 3 ou 4 compagnies, jamais les Allemands ne l'auraient pris. Le temps qu'ils ont mis à prendre le fort de Vaux (3 mois), les efforts que nous avons faits en vain pour leur reprendre les forts de Reims, non bétonnés, qu'ils occupaient, en particulier celui de

Brimont, où, malgré une longue préparation d'artillerie, nous avons seulement réussi, lors de l'offensive d'avril 1917, à nous maintenir accrochés sur les pentes du fort, le prouvent surabondamment.

L'attaque de Verdun était décidée par l'Etat-Major allemand dès le début de la guerre. Les Allemands voulaient comme frontière le cours de la Meuse, comme au moyen âge, de même qu'ils voulaient la Belgique et le Nord de la France. Verdun, considéré par le parti militaire allemand comme une porte ouverte sur la Lorraine et une menace permanente pour Metz, était surtout réclamé par les métallurgistes pour la sécurité du bassin minier de Briey.

C'est dans l'importance du bassin minier de Briey et de Verdun qui en est la clef, comme Longwy est la clef du bassin de Longwy, qu'il faut voir la raison principale de l'attaque de Verdun et, en tous cas, du choix de Verdun comme objectif dans l'offensive allemande de février 1916. Si cette attaque n'a pas eu lieu plus tôt, et notamment après nos premiers revers, en août, au moment où les armées françaises, battant en retraite sur la Marne et l'Ornain, avaient abandonné la Place à ses propres moyens, c'est que les Allemands ne pouvaient, à ce moment, prélever sur leurs armées de campagne les 3 ou 4 corps d'armée nécessaires pour tenter une attaque brusquée sur la Place.

Ils n'avaient plus comme disponibles dans cette région que les troupes de la garnison de Metz, qu'ils employèrent, le 7 septembre, à l'attaque brusquée du fort de Troyon, fort non bétonné, comme les autres forts de la Meuse d'ailleurs. L'ordre général de retraite, après la défaite des Allemands sur la Marne et en Lorraine, vint à point pour sauver l'héroïque petite garnison, qui avait résisté 4 jours et avait subi des pertes élevées. Les Allemands essayèrent, à diverses reprises, après avoir bombardé le fort, notamment avec des mortiers autrichiens de 305, d'aborder les réseaux du fort. Chaque fois la garnison, sortant de ses abris, arrêta ces attaques par ses feux, en utilisant les pièces non démolies et même les mortiers lisses, aidée d'ailleurs efficacement par les forts de Génicourt et des Paroches, auxquels elle indiquait par téléphone les points à battre.

A Troyon, les Allemands, à chaque tentative d'attaque du

fort, suspendaient le tir, et la garnison du fort venait aussitôt garnir les crêtes. Au Camp des Romains, dont la garnison devait être réfugiée dans les casemates, ils se bornèrent à allonger le tir ; ils purent ainsi s'approcher du fort par surprise et faire prisonnière la garnison, mal gardée (25 septembre). Cette défaillance du fort du Camp des Romains permit aux Allemands d'occuper Saint-Mihiel et d'y établir une tête de pont sur la rive gauche de la Meuse.

Au dire d'officiers rentrés de captivité, la prise du Camp des Romains serait due à la présence rapprochée de ravins ou pentes non battus, par lesquels les Allemands, après un bombardement de 48 heures par du 305, purent arriver jusqu'à un fossé, y descendre sans être gênés par le tir des caponnières détruites, et escalader le mur d'escarpe avec des échelles.

Ce genre d'attaque n'aurait pas pu réussir si le fort, renforcé et bétonné comme ceux de Verdun, avait été muni de coffres flanquants de contrescarpe. La garnison aurait pu tenir, en tous cas, jusqu'à l'arrivée d'une division de secours envoyée en hâte, et qui arriva quelques heures trop tard.

Quand on songe aux conséquences, plus graves encore, que faillit avoir la prise du Camp des Romains et de Saint-Mihiel, on ne peut que regretter que, pour une économie de cinq à six millions, on ait laissé les forts de la Meuse, sur lesquels reposait notre plan de défense, dans le même état relatif d'abandon que nos Places en 1870. La même observation s'applique à la Place de Maubeuge, où un seul fort, malgré les demandes réitérées des services compétents, était bétonné, et dont la garnison dut, par son héroïsme, suppléer au manque d'organisation de la Place.

Dès le mois de septembre 1914, on apprenait à Verdun que les Allemands construisaient des plates-formes bétonnées aux carrières de Rouvres, au N.-E. d'Etain, ainsi que dans la forêt de Spincourt, dans les bois de Forges et Consenvoye, etc., et qu'ils construisaient des voies ferrées dans la forêt de Spincourt. La grande portée des pièces allemandes de gros calibre étant encore mal connue, ces renseignements furent d'abord accueillis avec un certain scepticisme. On reconnut par la suite qu'ils étaient fondés : les plates-formes des carrières de Rouvres ne furent pas utilisées, parce que la gare d'Etain et la voie du chemin de fer étaient battues par les pièces de 14 cm.

de la Marine, qu'on installa dès le commencement d'octobre ; mais, dès la fin de 1914, le fort de Douaumont était bombardé, sans résultat sensible, d'ailleurs, par des pièces de 15, 21 et 28 cm. installées dans la forêt de Spincourt et le bois de Wavrille, et, le 25 février 1915, par des mortiers de 420, installés dans le bois d'Hingry (12 kil. N.-E. du fort de Douaumont), et des pièces de 380. Le fort recevait environ 50 obus de 420.

Le réglage du tir devait être fait au moyen de pièces de 15 cm. et 28 cm., qui en tous cas tiraient en même temps que les 420 ou 380. Le fort de Vaux recevait également une cinquantaine d'obus de 420. On peut voir dans la cour des Invalides un de ces obus de 420, tombé sur le massif de béton de la tourelle de Douaumont, qui ricocha sans éclater et vint tomber dans la cour du fort, où on le désamorça, avant de l'exposer à la citadelle, puis à la mairie de Verdun.

Les bombardements exécutés à deux jours d'intervalle, avec les calibres de 380 et 420, sur le fort de Douaumont avaient bouleversé les parapets et les masses couvrantes, démoli la porte d'entrée du fort, la boulangerie de siège, la gaîne d'accès conduisant à une des tourelles de 75, et enlevé un large ménisque de la collerette de béton de la tourelle de 155 R. Toutefois, cette tourelle, légèrement coincée, tirait à nouveau deux heures après ; les fossés et les défenses accessoires restaient intacts. C'est à la suite de ces bombardements qu'on retira la garnison du fort de Douaumont, en ne laissant que les artilleurs pour le service de la tourelle.

Au fort de Douaumont, construit dans des terres argileuses, les terres des entonnoirs, qui avaient 4 mètres en moyenne de diamètre, étaient comme volatilisées ; on n'en retrouvait pas trace ; ces entonnoirs furent comblés avec des sacs à terre. Au fort de Vaux, construit dans un terrain calcaire pierreux, les terres étaient soulevées verticalement et retombaient dans l'entonnoir. Cette circonstance a certainement contribué à prolonger la résistance des abris du fort de Vaux et par suite du fort lui-même.

Le 4 juin 1915, la citadelle et la gare de Verdun recevaient une trentaine d'obus de 380, tirés d'une batterie installée dans le bois du Tremblois, au sud de Muzeray (ouest de Spincourt), à 25 kil. environ. C'était le prélude de l'attaque de Verdun. Le plan de cette attaque avait été établi certaine-

ment à l'avance, et élaboré probablement à Metz, sous la direction du Maréchal von Haeseler, ancien Gouverneur de Metz. Ce plan utilisait les lignes de chemin de fer existantes : Conflans-Etain et Conflans-Longuyon, complétées par des lignes à créer, de Spincourt à Damvillers et Dun notamment, pour amener l'artillerie de gros calibre et les munitions en face des forts de Moulainville, Vaux et surtout Douaumont, qu'on pouvait aborder par les Hauts de Meuse.

Il résulterait de renseignements secrets qu'après avoir, en 1895-1896 et 1905, choisi Douaumont comme point d'attaque, les Allemands avaient décidé, après longue discussion, en 1913, que ce point d'attaque serait le Rozelier, comme offrant un saillant plus facile à envelopper.

C'était en effet le danger de la position du Rozelier ; mais l'assaillant n'aurait pas eu, comme pour l'attaque sur Douaumont, l'avantage que présente la grande forêt de Spincourt, pour installer des lignes de chemin de fer et des batteries à l'abri des vues, et, d'autre part, le fort du Rozelier, étant au milieu des bois, en retrait de 4 kil. par rapport à l'escarpement des Hauts de Meuse, l'observation du tir aurait été beaucoup plus difficile.

Quoi qu'il en soit, c'est l'attaque par Douaumont qui prévalut. Le fort de Douaumont étant considéré également par nous comme le point d'attaque le plus probable, ce secteur avait été renforcé en conséquence. En particulier une ligne de défense avancée, très solide, avait été établie à 3 kil. en avant de la ligne principale Froide-Terre-Douaumont, de la côte du Poivre aux Chambrettes et au village de Bezonvaux, situé dans la Woëvre, au pied des Hauts de Meuse.

C'est certainement le plan dont nous venons de parler qui fut suggéré au Kronprinz par le maréchal von Haeseler, et c'est son échec qui a amené la disgrâce de ce dernier. Ce plan, très bien combiné pour le cas d'une attaque de Verdun en tant que Place forte isolée, aurait très probablement réussi en septembre 1914, alors que l'organisation des défenses extérieures n'était pas encore terminée. En se basant sur la durée de résistance de Maubeuge (13 jours), on peut admettre que la Place, à ce moment, aurait pu tenir de un mois à six semaines au maximum, contre une armée de siège pourvue du matériel de 420 et 305.

Mais, en février 1916, les conditions générales n'étaient plus les mêmes ; Verdun n'était plus qu'un point d'appui de deuxième ligne, à 6 ou 7 kil. en arrière du front occupé par les armées françaises. L'attaque ne devait pas être conduite comme une attaque brusquée d'une Place forte isolée, réduite à ses propres ressources.

Les Allemands savaient certainement que la Place avait été désarmée presque complètement à partir d'août 1915 et ils escomptaient probablement cette circonstance ; mais, même avec cette organisation réduite, elle constituait, ou pouvait constituer un point d'appui très solide de 2e ligne, permettant à des réserves, amenées à temps, d'arrêter l'assaillant.

Bien que l'attaque brusquée par le secteur Nord ait failli réussir, par suite d'erreurs et d'ignorance des lieux principalement, le point faible de cette région était entre la rive gauche de la Meuse et l'Argonne, parce qu'en produisant une fissure dans cette zone, vers Dombasle et Aubréville, l'ennemi, même en négligeant la Place forte de Verdun proprement dite, menaçait d'encerclement les troupes occupant la rive droite depuis Brabant-sur-Meuse jusqu'à Saint-Mihiel, et aurait provoqué leur retraite précipitée, dans des conditions désastreuses.

On sentait très bien à Verdun, après l'affaire de Saint-Mihiel, que le danger était de ce côté ; c'est par là que l'ennemi devait attaquer, au lieu d'exécuter un plan conçu pour une situation tout à fait différente.

L'attaque, prévue depuis plusieurs jours (1), commença le 21 février à 7 heures du matin. Elle comprenait le secteur Nord de la Place, formé par les Hauts de Meuse, et elle s'étendait du village de Brabant-sur-Meuse, sur la Meuse, au village d'Ornes, dans la Woëvre, au pied des Hauts de Meuse et des Jumelles d'Ornes, sur un front de 12 kil. En arrière de ce front, à une distance variant de 6 à 8 kil., on trouvait la ligne principale de défense de la Place, constituée par les ouvrages de Froide-Terre et de Thiaumont, le fort de Douaumont (8 kil. de la ville) et le massif boisé d'Hardaumont, avec les ouvrages d'infanterie d'Hardaumont et de Bezonvaux. Le fort de Vaux, à 2 kil. 500 au sud de cette

(1) Les aviateurs avaient photographié une douzaine de lignes de chemin de fer ou embranchements, à voie normale, de construction récente.

ligne, faisait face au N.-E. et à l'Est, et regardait surtout la Woëvre.

Les forts de Souville, Saint-Michel et Belleville, non bétonnés, formaient, à 4 kil. environ en arrière, une 2e ligne de défense. La ligne de défense avancée était formée par la crête côte du Poivre-Ferme des Chambrettes, à 3 kil. environ en avant de la ligne principale Froide-Terre-Douaumont.

Le fort de Douaumont occupait, sur les Hauts de Meuse, le point culminant de toute la région. De là, on découvrait, sur la rive gauche, les plateaux ondulés qui portent les pitons de Montfaucon et de Vauquois, et, au fond, l'Argonne, où le canon tonnait sans interruption. Au nord on voyait, à gauche, la vallée de la Meuse dans la direction de Consenvoye et Dun-sur-Meuse; au centre, les plateaux boisés des Hauts de Meuse coupés de profonds ravins ; à droite, les jumelles d'Ornes, les côtes de Damvillers et de Romagne, où les Allemands avaient installé, sur la côte d'Horgnes, un pylône métallique servant d'observatoire, qu'on n'a réussi à démolir que le 21 août 1917 avec une pièce à longue portée. A l'est, on découvrait toute la plaine de la Woëvre dans la direction d'Etain et Briey. Quand il faisait beau, on voyait les trains allemands circuler sur la ligne Conflans-Spincourt-Longuyon, à 20 kil. environ, et on apercevait les cheminées fumantes des mines du bassin de Landres; on distinguait même, par temps clair, avec une lunette, les maisons de Saint-Privat et les parapets du fort du Point du Jour, sur la route de Mars-la-Tour à Metz.

Le fort de Douaumont était le fort le mieux organisé et le plus solide de toute la Place. La position de Douaumont, très forte naturellement, renforcée encore par les ouvrages de fortification et les défenses qu'on y avait multipliées depuis la mobilisation, donnait une impression de force et de sécurité presque absolue; aussi, lorsqu'ils apprirent, par le communiqué allemand, quatre jours après le début de l'attaque, la prise du fort de Douaumont, ceux qui connaissaient la Place la crurent perdue (1).

L'organisation défensive du front de la région de Verdun avait pendant un certain temps laissé à désirer et comprenait,

(1) A Verdun on s'attendait à voir les Allemands entrer dans la ville deux heures après la prise du fort ; la ville fut évacuée en hâte, pour la plus grande partie.

en général, une seule tranchée avec réseau de fils de fer plus ou moins solide. Quand on allait, par exemple, en avril 1915, visiter les tranchées en avant de Brabant-sur-Meuse, face à Consenvoye, on trouvait une première ligne à 4 ou 500 mètres en avant du village, avec quelques abris sommaires, plutôt contre la pluie. Aucun boyau pour relier cette première ligne au village de Brabant, dont les débouchés étaient simplement barrés par quelques charrettes. En arrière du village se trouvait une tranchée pour la compagnie de réserve, et, un peu plus loin, dans une carrière, le poste de commandement du Commandant du bataillon. Le village de Samogneux, à 3 kilomètres en arrière de Brabant, celui de Vacherauville, n'avaient aucune organisation défensive; il fallait arriver jusqu'à la côte du Poivre (entre 7 à 8 kil.) pour en trouver une.

Sur la rive gauche de la Meuse, où les Allemands avaient créé dans le bois de Forges un véritable réduit fortifié, avec abris bétonnés, la situation était la même. Du poste de commandement, installé sur la crête du bois de l'Oie ainsi que la tranchée pour la compagnie de réserve, il n'y avait aucun boyau pour arriver au village de Forges et aux tranchées qui s'étendaient en avant ; il fallait s'abriter, plutôt mal que bien, dans le fossé de la route qui va de Cumières à Forges, route vue et dominée par les tranchées allemandes établies en avant de la lisière du bois des Forges. De la crête du bois de l'Oie au fort de bois Bourru en arrière (6 kil.), aucune organisation défensive : les villages de Cumières, Chattancourt, Marre n'étaient pas protégés par la plus petite tranchée.

Il est juste de dire que, dans le courant de 1915, on travailla, aussi activement que le comportaient les effectifs et les combats fréquents auxquels avait à faire face la garnison, à l'organisation défensive de la R. F. V., région qui allait à ce moment de Bethincourt, sur la rive gauche, jusqu'aux Eparges, sur la rive droite. Au 1er janvier 1916, cette organisation était à peu près la suivante : sur la rive nord du ruisseau de Forges, un réseau de tranchées de 500 mètres à 800 mètres de profondeur, avec les villages de Bethincourt et de Forges, sur le ruisseau, fortifiés, et, sur la crête Mort-Homme-Bois des Corbeaux-côte de l'Oie, deux lignes de tranchées reliées par des boyaux, avec des abris de 3 mètres de profondeur sous terrain vierge.

De Brabant-sur-Meuse, qui était fortifié, à Ornes, en passant par le bois d'Haumont, le bois des Caures et l'Herbebois, l'organisation était analogue. Le massif d'Hardaumont, le village de Vaux étaient également protégés par des tranchées et réseaux de fils de fer. Ces organisations comportaient un certain nombre d'abris bétonnés pour hommes et pour mitrailleuses sous béton, entre Brabant et Ornes.

Le Général de Castelnau, qui était venu inspecter la région de Verdun le 26 janvier, avait approuvé l'organisation du bois d'Haumont et du bois des Caures et prescrit l'établissement, d'urgence, en arrière de certaines positions, de lignes à contre-pente.

Il n'en est pas moins vrai qu'entre le front proprement dit, Brabant-Ornes, et la ligne avancée de défense de la Place, côte du Poivre-Louvemont-ferme des Chambrettes-Bezonvaux, c'est-à-dire sur une profondeur de 4 kil. environ, il n'y avait à peu près aucune défense.

Il faut ajouter que l'artillerie répartie sur ce front était insuffisante ; on n'avait cessé, depuis août 1915, d'en retirer pour d'autres secteurs. L'artillerie ramenée au dernier moment ne connaissait pas la Place et ses abords ; aussi les barrages s'en sont ressentis.

Le retard apporté dans l'organisation défensive de la région de Verdun, dont s'étonnaient un certain nombre d'officiers, doit être attribué d'abord à des idées tactiques erronées sur la guerre de tranchées. D'après la théorie qui avait cours dans l'armée à laquelle la Place de Verdun était rattachée en 1914, les troupes auraient une tendance à ne pas défendre suffisamment la première ligne, quand il en existe une seconde en arrière. Mais la raison principale doit être attribuée surtout à l'idée généralement admise, dès l'automne 1914, que nous prendrions l'offensive au printemps suivant et que les positions occupées n'étaient que provisoires.

C'est pour cette même raison qu'un projet établi par la compagnie de l'Est, en 1914, pour relier Verdun à la ligne de Bar-le-Duc-Paris vers Revigny en passant par Souilly, n'avait pas été pris en considération, ou, en tous cas, n'avait pas eu de suite. Malgré les bombardements répétés de la voie ferrée Verdun-Châlons, aux gares d'Aubréville et de Suippes, et les nombreux incidents qui se produisirent entre Verdun et l'Ar-

gonne, où des attaques partielles des Allemands réussirent à enfoncer notre première ligne et à s'emparer, au moins momentanément, des batteries les plus avancées, les choses restèrent en l'état.

Ce n'est qu'après l'offensive allemande de février 1916 et sous la pression des événements que l'on se décida à construire, en toute hâte la ligne Verdun-Revigny, l'armée de Verdun n'ayant pour se ravitailler que la route Bar-le-Duc-Verdun et le chemin de fer à voie étroite Verdun-Bar-le-Duc, dont le rendement était insuffisant.

Sous l'influence persistante de cette idée d'offensive et aussi dans le but de soustraire la ville de Verdun à un bombardement, les troupes de la garnison de Verdun furent employées à élargir toujours le front de ce secteur, au nord vers le bois de Consenvoye, et surtout dans la Woëvre, dans la direction d'Etain. Le front occupé était ainsi devenu hors de proportion avec les effectifs des troupes. En septembre 1915, le front de R. F. V., partant de Béthincourt-Forges, passait par Brabant-sur-Meuse et Ornes, et, dans la Woëvre, par Maucourt, Hennemont, Riaville, Champlon, pour aboutir aux Eparges, qui était le point extrême et le plus agité, en raison d'une guerre de mines très dure qui absorbait une fraction importante de la garnison. Ce front avait un développement de 57 kil., pour un effectif de 49 bataillons, soit 0,8 homme par mètre courant. Le 20 janvier 1916, cet effectif était même réduit à 44 bataillons.

Les pièces lourdes, même du plus gros calibre, étaient également portées toujours plus en avant pour les mêmes raisons, souvent à petite distance des premières lignes de tranchées.

Les Allemands ayant attaqué le 21 février, avec des forces très supérieures et une artillerie lourde formidable, les troupes du secteur Nord durent, après un bombardement des plus violents par des pièces de gros calibre exclusivement, battre en retraite à découvert, perdant, outre les tués et les blessés, un grand nombre de prisonniers, cernés dans les bois, ou dont la retraite était coupée par des tirs de barrage des plus violents. C'est ainsi, notamment, que fut tué le Colonel Driant, qui commandait un groupe de deux bataillons de chasseurs à pied, dont un très petit nombre purent s'échapper. La plupart des pièces lourdes furent ou détruites par le feu de l'artillerie ennemie ou prises.

L'ennemi enlevait nos positions successives de défense, dont quelques-unes furent défendues jusqu'à la dernière extrémité, celle de l'Herbebois notamment ; il s'emparait, par surprise, de la ligne avancée de la Place : côte du Poivre-Louvemont-ferme des Chambrettes, qui ne fut pas défendue, et, le quatrième jour, entrait dans le fort de Douaumont, qui n'était pas occupé ; ils n'y trouvaient que les artilleurs de la tourelle de 155, qui continuait à tirer, alors que les assaillants avaient déjà pénétré dans l'ouvrage.

On peut dire, sans exagération, que cette erreur regrettable ne se serait pas produite si la Place de Verdun avait été défendue par sa garnison de guerre. La position trop avancée du bois d'Haumont et du bois des Caures, qui était prise de flanc, de front et à revers par l'artillerie ennemie, aurait été certainement perdue. Mais la position côte du Poivre-Louvemont-Hardaumont aurait été défendue jusqu'à l'arrivée des réserves ; la stabilisation du front se serait faite sur le front Vacherauville-côte du Poivre-Bezonvaux, et on n'aurait pas été dans l'obligation de faire replier jusqu'au pied des Hauts de Meuse les troupes qui occupaient la Woëvre. C'était l'hypothèse envisagée, avant août 1915, alors que la Place de Verdun formait un secteur du front sous les ordres du Gouverneur.

En même temps qu'ils attaquaient le front Nord et bombardaient les communications en arrière, les Allemands bombardaient la ligne de Sainte-Menehould à Verdun, qui était coupée en plusieurs points par des obus de gros calibre et rendue inutilisable pour le transport des réserves et le ravitaillement des troupes.

Il y eut à ce moment une période réellement critique, une angoisse générale. C'est alors que l'ordre fut donné aux troupes qui occupaient la Woëvre de se replier au pied des Hauts de Meuse ; là aussi une partie de l'artillerie lourde, tirée de l'armement de la Place dut, faute d'attelages qui avaient pourtant été réclamés à plusieurs reprises par le Général Commandant le S. N. de la R. F. V. en 1915, être abandonnée après avoir été mise hors de service. Le nombre total des pièces perdues par nous en Woëvre et dans le secteur Nord atteignait environ 200, chiffre annoncé par les Allemands ; celui des prisonniers atteignait à ce moment, 15.000 ; il s'éleva d'ailleurs par la suite.

Les acteurs de ce drame ont eu l'impression très nette que les Allemands, après l'occupation du fort de Douaumont, n'avaient presque plus rien devant eux ; si, à ce moment, profitant de l'effet de la surprise, ils avaient lancé sur Verdun de fortes colonnes d'attaque par la route de Fleury et par celle de Bras, où quelques éléments s'étaient déjà avancés jusqu'à l'ancienne batterie de Montrignon, à 1 kil. de Belleville, ils auraient passé (1).

L'art consiste à exploiter immédiatement le résultat d'une surprise, sa durée étant éphémère. Les Allemands ont commis la faute qu'ils nous reprochent d'avoir commise en Artois, en Champagne et sur la Somme.

Un document émanant de l'état-major allemand dit, au sujet de cette dernière offensive :

Dans les premiers jours de juillet 1916, de chaque côté de la Somme, les Anglais et les Français avaient produit un grand enfoncement dans notre ligne de défense. Nos pertes sur ce point-là étaient tellement élevées qu'il n'y avait littéralement plus de forces pour exécuter les contre-attaques voulues.

Prisonniers du système dit de la progression méthodique, nous n'aurions pas su exploiter ce succès. On a trouvé au Mort-Homme, sur un officier allemand, un ordre interdisant formellement à l'infanterie de dépasser la position assignée à l'avance. Cette méthode prudente diminue les risques, mais, dans certains cas, ne permet pas de tirer tout le parti possible d'un avantage obtenu. C'est ce qui est arrivé aux Allemands après la surprise de Douaumont.

L'hésitation des Allemands permit à nos réserves, transportées par automobiles par la route de Bar-le-Duc à Verdun, d'arriver et de relever les troupes du secteur attaqué. La tâche des 1er et 20e corps d'armée, qui arrivèrent les premiers sous le commandement du Général Pétain, fut rude et leur conduite héroïque ; à peine débarqués, ces régiments contre-attaquèrent les Allemands surpris, reprirent notamment le village de Bras, qu'ils occupaient déjà, et refoulèrent leurs éléments avancés. Le village de Douaumont, repris, fut perdu à nouveau. Les

(1) D'après le témoignage d'officiers français faits prisonniers dans les premiers jours de l'offensive et interrogés à Dun-sur-Meuse, au quartier général des Allemands, ceux-ci auraient cru à un piège. L'artillerie française, disaient-ils, etait concentrée derrière la côte de Saint-Michel et prête à les massacrer. Ils concluaient aussi de la capture de quelques noirs que toute l'armée noire était arrivée à Verdun.

troupes s'établirent, au moins provisoirement, sur une ligne partant de la Meuse, entre Bras et Vacherauville, passant par la partie sud de la côte du Poivre, la ferme de Thiaumont, le bois de la Caillette et aboutissant au village de Vaux.

Les hommes restaient le jour et la nuit sur le sol gelé, couvert de neige, n'ayant pour abri que les trous d'obus, prêts à repousser les attaques avec le concours des batteries de 75 qui se bornaient à faire des tirs de barrage. Nous n'avions plus comme artillerie lourde que les deux pièces de 155 de l'ancienne tourelle de Souville, qui tiraient sans interruption.

Les Allemands couvraient d'obus, de gros calibre exclusivement, nos fantassins et nos artilleurs, qui poussèrent l'abnégation jusqu'au sacrifice. Les réserves de l'infanterie, les attelages de l'artillerie, repérés par les avions qui descendaient jusqu'à 300 mètres, étaient bombardés jusque dans les ravins du bois de Souville. La ville, les faubourgs, tous les cantonnements, tous les chemins, ainsi que les ponts sur la Meuse, au nord et au sud de Verdun, étaient également bombardés ; le pont de la Galavaude, reliant Verdun au faubourg Pavé et à Belleville, fut seul atteint, deux fois, par des obus ou bombes d'avions ; la charge de poudre préparée pour le faire sauter fit explosion.

Les ravitaillements en vivres et en munitions, très difficiles, ne pouvaient se faire qu'à travers champs. Les conserves et le biscuit furent, pendant de longs jours, quand ils arrivaient, à peu près la seule nourriture des troupes.

Les avions et les batteries lourdes vinrent enfin à notre secours et finirent par rétablir à peu près l'équilibre.

L'attaque brusquée des Allemands échoua parce qu'ils ne surent pas exploiter le résultat de leur surprise, après l'occupation du fort de Douaumont. Mais la plus grosse faute qu'ils aient commise réside dans le choix du point d'attaque. S'ils avaient attaqué le front Bethincourt-Avocourt-Vauquois (15 kil. environ) avec les mêmes moyens en hommes et en artillerie, nul doute qu'ils ne soient arrivés, en quelques jours, à travers la forêt de Hesse, jusqu'à la route et au chemin de fer de Verdun à Paris, sur le front Dombasle-Aubréville, distant de 8 kil. environ de leur front et de 34 kil. de Saint-Mihiel. L'effet de surprise produit et la crainte d'un encerclement

auraient très probablement eu pour résultat l'évacuation de la région de Verdun et de nos positions de la rive droite de la Meuse, dans les conditions matérielles les plus difficiles et sous le feu des batteries à longue portée de l'ennemi. La Meuse était en effet débordée et les communications d'une rive à l'autre ne pouvaient se faire que par quelques ponts, que l'ennemi essaya, mais en vain, de détruire par le tir ou des mines flottantes jetées de Saint-Mihiel.

C'est le but que les Allemands se sont proposés, sans succès d'ailleurs, en attaquant à partir du 7 mars la rive gauche, de Cumières au Mort-Homme et au bois d'Avocourt, après leur échec sur la rive droite. Les Allemands ont reconnu leur erreur, mais trop tard ; leur offensive tardive par la rive gauche, dont les derniers échos se sont prolongés jusqu'à notre offensive du 20 août 1917, devait échouer. Leurs attaques dans la région du Mort-Homme et de la côte 304 ont été poussées avec une violence extrême et des effectifs considérables. Mais l'effet de surprise ne pouvait plus se produire ; la vaillance de nos soldats et l'habileté de leurs chefs devaient amener leur échec final.

En même temps qu'ils attaquaient à Cumières et au Mort-Homme les Allemands, après s'être rendus maîtres du village de Vaux, lançaient une série d'attaques furieuses contre le fort de Vaux, dont la prise avait été annoncée par eux le 9 mars ; en réalité il résista héroïquement pendant trois mois. Le brave commandant Raynal, de la territoriale, ne l'a rendu qu'à la dernière extrémité. Le récit officiel allemand constate que, depuis le 3 juin, il y avait en réalité deux commandants du fort de Vaux : un commandant français, sous terre, et au-dessus de lui un commandant allemand. Le 7 juin, à 3 h. 50 du matin, les postes de signaleurs saisissaient encore ces trois mots émouvants comme des mots d'agonie : « Ne quittez pas ! » Le fort de Vaux avait succombé. Il ne communiquait plus avec l'extérieur, depuis un certain temps, que par un coffre de contrescarpe.

La tentative suprême des Allemands, fin juin, contre le village de Fleury et le fort de Souville, dont la garnison fit une quarantaine de prisonniers sur les ruines même du fort, tentative qui faillit réussir (les Allemands arrivèrent jusqu'au ravin qui précède l'ouvrage de Belleville), n'aboutit en défini-

tive qu'à nous faire reculer momentanément de quelques centaines de mètres, jusqu'au pied des pentes du fort.

La Place de Verdun, quoique désarmée presque complètement, a contribué, pour une large part, au succès définitif, par les abris et les ressources diverses qu'elle a procurés aux défenseurs. Le fort de Vaux a arrêté pendant trois mois l'avance de l'assaillant. Les ouvrages de Froide-Terre et Thiaumont, bétonnés, le fort de Souville, de 2e ligne, quoique non bétonné, les batteries extérieures enterrées, dont plusieurs étaient bétonnées, les abris de combat de l'infanterie, les magasins de secteur et dépôts intermédiaires de l'artillerie, etc..., ont rendu les plus grands servicesaux défenseurs. Notons aussi les casemates de la citadelle, dues à l'initiative du Général Guinot, alors chef du Génie à Verdun, qui servirent à abriter les troupes, les états-majors, la population civile et de nombreux visiteurs français et étrangers, et où une boulangerie de siège ne cessa pas de fournir, au plus fort de l'attaque, 30.000 rations de pain par jour.

On peut donc dire que la Place de Verdun, malgré les erreurs commises, a largement rempli son rôle de point d'appui de l'armée de campagne, le seul que pouvaient remplir nos Places désarmées.

L'erreur initiale de l'ennemi dans le choix du point d'attaque, son inaptitude à exploiter le résultat obtenu par la surprise des premiers jours dans l'attaque de la rive droite, l'esprit de décision de nos chefs, et par-dessus tout l'admirable bravoure et la ténacité de nos soldats, qui ont su rétablir une situation des plus compromises, telles sont les causes du grave échec des Allemands dans leur offensive contre Verdun, à laquelle mit fin l'offensive de la Somme, en juillet.

Cet échec des Allemands a encore été souligné par notre brillante attaque du 24 octobre 1916, où nous avons repris, outre le fort de Douaumont, un terrain s'étendant sur un front de 7 kil. et une profondeur atteignant 3 kil., que les Allemands avaient mis cinq mois à nous enlever. Ce succès était complété, peu après, par la reprise du fort de Vaux (2 nov.) et des villages de Vaux, Damloup et Bezonvaux, les jours suivants. Notons en passant que c'est par le communiqué allemand que les assiégeants apprirent l'évacuation du fort de Vaux par la garnison allemande; craignant un piège,

on n'y envoya d'abord qu'un détachement du Génie, qui en prit possession. La Place de Verdun était reconstituée avec sa ligne de défense avancée.

Enfin le 20 août 1917, premier jour de la seconde bataille de Verdun, nous enlevions, sur un front de 20 kil. environ, du bois d'Avocourt au village de Bezonvaux, les positions ennemies sur une profondeur de 1.500 à 3.000 mètres. Le 22, cette avance était portée à 4 kil. sur certains points, par la prise des villages de Regnéville et Samogneux. Le 24, nous réalisions par la prise de la côte 304 une nouvelle avance locale de 2 kil., qui nous portait jusqu'au ruisseau de Forges, c'est-à-dire à 400 mètres environ des positions que nous occupions avant l'attaque du 21 février 1916. Le 26 août, puis le 8 septembre, une avance analogue, sur la rive droite, nous portait à la lisière sud du village de Beaumont et nous rendait maîtres des bois des Fosses et le Chaume, à l'est, et de la crête qui s'étend entre le bois des Caurières et le village d'Ornes, jusqu'à 1.200 mètres de ce village, rentrant ainsi en possession de tous les observatoires qui dominent la Place de Verdun, sur les deux rives.

En outre, les Allemands étaient obligés, par le tir de nos mortiers de 370, installés en arrière de la crête Marre-Bois-Bourru, et des obusiers de 400, de retirer du bois de Forges presque toute leur artillerie, qu'ils transportaient dans le bois de Consenvoye, à 16 kil. de Verdun (1).

La tourelle de 155 du fort de Douaumont, utilisée par les Allemands, fut retrouvée intacte, malgré les bombardements successifs de l'ouvrage, en dernier lieu par deux obusiers français de 400, installés aux environs de Landrecourt.

La tourelle du fort de Moulainville, quoique bombardée par le 420, n'a pas cessé de tirer. La petite tourelle de 75 de l'ouvrage de Froide-Terre est restée intacte. Si on avait renoncé provisoirement à s'en servir, c'est que son tir amenait

(1) Ce sont les mortiers de 370, dont l'obus contient environ 120 kil. d'explosifs, et les obusiers de 400, qui ont permis de détruire les nombreux abris bétonnés que les Allemands avaient créés dans toute la région allant de la côte 304 au Mort-Homme et à la Meuse. En particulier le tunnel des Corbeaux, qui traversait la côte de l'Oie, permettait aux assaillants ennemis, venant de Forges, de déboucher dans le ravin des Caurettes, à l'ouest de Cumières. Ce tunnel de 600 mètres de long, divisé en quatre branches, dont chacune aboutissait à une sortie, était desservi par un petit chemin de fer et éclairé à l'électricité; des postes de mitrailleuses gardaient les issues. La Division marocaine y fit 1.791 prisonniers plus 14 officiers.

chaque fois un bombardement de l'ouvrage par des pièces de gros calibre et des pertes d'hommes.

La résistance remarquable des ouvrages de la Place de Verdun, casemates, abris et cuirassement des tourelles, fait le plus grand honneur au service du Génie et aussi aux entrepreneurs, presque tous Verdunois, qui ont construit ces ouvrages. Mais cette résistance des abris bétonnés et des coupoles métalliques nous montre en même temps quel effort il nous aurait fallu faire si nous avions été amenés à faire le siège de Metz, où les Allemands avaient multiplié les abris bétonnés de toute sorte, en leur donnant une épaisseur encore plus considérable, et où presque toute leur artillerie était sous coupole.

En résumé, Verdun a bien rempli son rôle et a mérité la croix de la Légion d'honneur et la croix de guerre que le Président de la République lui a remises le 12 septembre 1916, en même temps que les décorations qui lui avaient été accordées par les chefs d'Etat des pays alliés : Russie, Angleterre, Italie, Belgique, Serbie, Monténégro. Si nos Places doivent disparaître, pour être remplacées par Metz et Strasbourg, au moins Verdun aura eu une fin glorieuse.

Ce rôle de protection tutélaire, Verdun le remplit depuis plus de 2.000 ans. Son nom gaulois était Viro-Dunum, nom formé de Dunum (château fort, Place forte) et, au premier terme, de l'adjectif *Viros*, signifiant « vrai, juste » ; Viro-Dunum signifie, d'après d'Arbois de Jubainville, « la vraie forteresse », la « ville vraiment forte », la « bonne forteresse ». On peut dire que Verdun, où sont venus se briser pendant dix-huit mois les assauts furieux des Germains, a bien justifié son appellation primitive. Nos ancêtres gaulois peuvent être fiers de leurs descendants ; ils se reconnaîtront dans le fier mot d'ordre qu'avaient adopté les défenseurs de Verdun : « On ne passe pas. »

Verdun restera dans l'Histoire « la bonne forteresse ».

LIEUTENANT-COLONEL CHENET.

POÈME POUR LE TEMPS PASCAL

à Weber.

Je voudrais qu'en rompant le pain,
Je voudrais qu'en buvant le vin,
Monte et frémisse en toi cette nouvelle idée
Qui transforme à présent le symbole divin :

Ce n'est plus pour louer le corps crucifié
Sur le Golgotha sombre et partager en toi
Cette souffrance extasiée
De celui dont la mort fut un acte de foi ;

Ce n'est plus pour clamer la douleur de sa chair
Faite de la même matière
Que ta chair blanche et ton visage clair,
Ni pour mieux attester l'identité foncière
De ton apparence d'un jour
Avec cette forme divine
Qui, sur la croix, porta la couronne d'épines
Qu'est le suprême et pur amour ;

Ce n'est plus pour te dire, ô Poussière, pareille
A ce geste étoilé qui hante encor le ciel
Malgré les siècles et les siècles ;
Ce n'est plus pour hausser le pain substantiel
A la hauteur de ce symbole,
Et te sentir unie à quelque dieu penché
Comme s'il effleurait d'un souffle ton épaule...

Trop d'hommes ont refait le don désespéré
De leur souffrance et de leur sang et de leurs larmes;
Et ce pain que tu romps ne doit plus contenir
Le souvenir sacré
Mais unique et lointain des divines alarmes.

Tu dois rompre le pain en songeant à la chair
Qui pourrit au fond des ravins,
A ces morts enterrés par la lenteur des pluies,
Dilués sous le ciel dont la brume ruisselle
Et leur tisse un linceul de sa main éternelle;

Tu dois rompre le pain en songeant à la chair
Que torture le mal sur les lits de souffrance,
Ces lits blancs que tu vois,
N'est-ce pas? répandus sur le monde blessé,
Etroits et si nombreux qu'ils sont comme un immense
Cimetière, où, vivants, les hommes sont tassés...

Tu dois rompre le pain en songeant aux douleurs
Que tu n'as pas connues et qui sont surhumaines :
Aux cris du vain amour, aux inutiles pleurs,
A toute cette chair d'ardeur et de misère
Qui ne croit même plus que les plis du suaire
Puissent s'imprégner de lueur...

Tu dois boire le vin en comprenant, ce soir,
Qu'il n'est plus le vin clair de l'éternelle vigne,
Qu'il n'est plus désormais cette rosée insigne
Qui s'écoulait à flots du céleste pressoir,
Qu'il n'est plus signe du mystère
Et qu'il n'évoque plus ce grand geste d'espoir
Que les mains transpercées étendaient sur la terre.

Trop de sang a coulé d'humbles corps déchirés,
Le sol s'est trop pétri de leur sueur gluante
Et la terre a cette épouvante
D'être toujours mêlée à leur odeur pourprée;

Trop de fleuves se sont abreuvés aux blessures,
Trop d'hommes ont refait l'holocauste sauveur
Et ce vin que tu bois n'est plus le rédempteur
Simulacre d'un sang qui de la croix obscure
Tombait en gouttes de lueur.

Tu dois boire le vin, en évoquant le sang
Qui transforme aujourd'hui les fleuves en artères,
Et qui chemine et s'insinue,
Allant de plaine en plaine nue,
Comme les veines de la terre ;

Tu dois boire le vin en évoquant le sang
Qui s'échappe, là-bas, des poitrines viriles
Que la mort étreint et secoue,
Et de corps pareils à la boue
Tant ils sont enfoncés dans les blêmes argiles !

Tu dois manger le pain avec une autre foi
Que la foi séculaire,
Tu dois boire le vin avec un autre émoi,
Plus large, plus humain, plus triste et plus farouche,
Car ceci est la chair, car ceci est le sang
Que tu vois, que tu touches
Et que tu dois mêler à toi
A jamais, comme avec le baiser de ta bouche,
Pour mieux communier à la douleur humaine
Répandue sur les monts, les cités et les plaines,
Car c'est l'homme à présent qui, s'ignorant divin,
S'offre en victime volontaire,
Humblement, sans savoir si ce n'est pas en vain;
Ce sont les hommes de la terre,
Obscurs, et plus nombreux que des grains de poussière,
Qui pour tout inconnu autant que pour un frère,
Pour toi aussi bien que pour moi,
Osent le don d'amour qu'un Dieu fit sur la croix !

Jeudi Saint, 1918.

J. GALZY.

LA
PSYCHOLOGIE DU SOUS-MARIN

—

A ceux qui recherchent jusqu'où peut remonter leur vocation maritime, il ne peut échapper qu'elle puisa en partie ses premières illusions dans l'élégance et la coquetterie de l'ancienne marine ; enfants, ils s'extasiaient devant d'éclatants pompons, de grands cols bleus qui battaient de l'aile au souffle du mistral ; leur plus grande joie était de passer dans l'ombre humide de poupes à galeries, et leurs rêves étaient traversés de blanches embarcations venant égoutter l'eau de leurs avirons au long d'escaliers monumentaux, aux lourdes boucles d'airain.

Et parfois leur déception fut grande, tant l'évolution technique manqua d'égards envers les soucis artistiques du bon temps jadis.

N'en serait-il pas de même pour qui a pu admirer, en aval du pont de la Concorde, les cuivres reluisants du Montgolfier, le jour où il lui faudrait vivre dans la rude réalité de la vie sous-marine ?

Et cependant, dans un cas comme dans l'autre, loin d'être déçues, de solides vocations se sont renforcées ; vers quelles sources allaient-elles donc plonger leurs racines ?... Loin de ces futiles apparences ; vers des vérités à la fois moins élégantes et plus belles, car ce qui les enchaîne à tout jamais à ces coques d'acier, c'est leur connaissance profonde de l'âme étrange et complexe du bateau.

★

L'âme du sous-marin ! non point celle du commandant ; pas

davantage celle de l'équipage... Il s'agit bien d'un tout unique, indivisible, quoique intégrant de multiples éléments : éléments humains et éléments matériels; car c'est bien là qu'est la particularité du cas : quand on torture la matière jusqu'à lui arracher ses plus profonds secrets, ne réagit-elle pas, elle aussi? Dans cet ensemble de mécanismes qui sont comme autant de défis de l'homme à la passivité matérielle, chaque appareil n'a-t-il pas son caractère, ses caprices, ses révoltes? Est-ce bien tout-à-fait la vie de l'homme qui les anime? Non!.. pas encore... Ne sont-ce pas, parfois, tout au contraire, les singularités de l'appareil qui font l'homme?

Pour approfondir l'histoire de tel ou tel événement sous-marin il faut faire œuvre de romancier naturaliste... Les lois s'enchaînent inéluctables; le détail d'aujourd'hui fera le grand geste de demain.

Telle physionomie vous attire parce qu'expressive : ainsi de l'aspect du sous-marin; ses hommes ont dans les yeux la douceur vague des horizons marins, mais aussi la gravité qui naît de la conscience des responsabilités, et, dans la complexe apparence de ses mécanismes, ne peut-on pressentir qu'ils ont à triompher de difficultés telles que la science de l'homme a dû aller pour eux jusqu'à son extrême limite?

C'est avec un étonnement un peu épouvanté qu'on contemple, au long des quais, ces formes étranges et qu'on rapproche de l'obstacle à vaincre la faiblesse et aussi l'habileté des moyens. Cependant, dans la navigation sous-marine, rien qui puisse, de prime abord, vous étonner... L'appréhension mène à la déception. J'en prends à témoin ce journaliste, qui, installé dans la chambre d'un commandant, exprima timidement le désir d'être prévenu au moment de la plongée : le bateau était depuis une heure à vingt mètres. Et aussi certain officier aviateur que l'on trouva, après dix minutes de plongée, absorbé par la lecture d'un précis de philosophie!

Il ne lui était même pas apparu, dans l'ennui de la manœuvre, que, pas plus que l'avion, le sous-marin n'est un « rampant », ayant, lui aussi, sa liberté de mouvements dans les trois plans; que, comme lui, il a ses réflexes, plus lents, il est vrai, mais non moins réels, et que, si son léger rival aérien peut avoir son caractère fantasque d'insecte capricieux, il a, lui, le monstre d'acier, son âme pesante et grave, en laquelle mûris-

sent les froids calculs qui président aux implacables décisions.

★

En dehors de toute influence du personnel, chaque sous-marin a son caractère propre; il est de bons plongeurs, il en est de déplorables; celui-ci ne s'enfonce volontiers que quand la mer vient du travers; cet autre, bon bateau de surface, plonge comme un canard qui patouille; son arrière sort de l'eau, situation critique si un chasseur se trouve à portée.

On voit des bateaux refuser obstinément de plonger par gros temps; mieux leur va, semble-t-il, de rouler et tanguer sur la lame! L'instabilité de la position d'équilibre entre deux eaux fait que le sous-marin a toujours l'une ou l'autre de ces deux tendances fâcheuses : remonter et recevoir les coups de l'ennemi, ou encore couler... ce qui ne vaut guère mieux.

Au commandant de connaître ces tendances, aux équipes de barre de les combattre.

De même, chaque organe du bord a ses singularités; leur connaissance et plus encore leur prévision sont mieux qu'une science, presque un art... assez obscur parfois. Voici un moteur électrique dont le collecteur s'entête à cracher des étincelles; les praticiens l'entourent, consternés; ils ont tout tenté; les plus modestes se taisent, tandis que les savants se perdent en de stériles bavardages; l'officier spécialiste arrive : il tâte telle ou telle pièce, examine d'un air convaincu, ne dit mot, met en marche... tout va bien! Pourquoi? qu'a-t-il fait? le sait-il lui-même? Secret professionnel!... Ainsi de certains médecins; ils vous soignent et Dieu vous guérit...

Ainsi les fonctions se répartissent tout naturellement; le marin soigne dans ses détails l'appareil qui lui est confié; l'officier en second dirige cet entretien et les visites qui en découlent; le commandant, dont les connaissances ont pris la valeur d'idées générales solidement établies, intervient dans les cas graves, et il lui faut, pour son prestige, réussir d'un mot... ou tout au moins en avoir l'air.

★

Un trait domine la physionomie de l'équipage du sous-marin : il fait corps avec son bateau; du commandant au matelot de pont, chacun sait que toute inattention peut être fatale; chacun à bord a le sort du bateau entre ses mains;

de là cette gravité dans l'accomplissement de la tâche quotidienne.

Rien ne rebute davantage qu'un travail sans but apparent ; mais, jusque dans le calme du port, ils travaillent, eux, pour défendre leur propre existence ; cette pompe qui ne refoule pas les empêchera de tenir la plongée ; une émersion du bateau trahira sa présence et causera sa perte sous les bombes ou les grenades ; cette perte électrique allumera un incendie en plongée ; le mauvais fonctionnement de ce compas provoquera l'échouage sur la côte ennemie. Ils savent tout cela.

Et ce qu'ils savent aussi — et qu'ils espèrent, — c'est qu'un jour viendra, dans un mois, dans un an... où, brusquement, l'ennemi passera ; en quelques minutes, toute cette énergie tendue depuis toujours, toute la synthèse de ces rudes labeurs va atteindre ses fins ; le mécanisme, tout entier tendu jusqu'à l'extrême limite de ses moyens, va s'ébranler frémissant vers la formidable destruction, sa raison d'être. Qu'un rouage, si minime soit-il, faiblisse un instant et tout cela aura été vain, tout ! les années de labeur et les milliers d'heures de veille et les dangers courus.

Or, combien d'équations faut-il résoudre pour solutionner ce problème : couler un ennemi ?

Que le commandant chasse dans de bonnes conditions ; le matériel résistera-t-il aux épreuves limites ? les équipes de barre tiendront-elles l'immersion, quel que soit le temps ? Que le lancement des torpilles soit bon : mais elles-mêmes, organismes délicats, répondront-elles aux espoirs du chef ? Des années d'entretien, tous les patients et constants efforts du réglage auront-ils suffi ? Que la torpille, si elle touche le but, explose dans de bonnes conditions : l'étanchéité de sa charge aura-t-elle résisté aux traversées prolongées et aux plongées profondes ?

Problème quasi insoluble que d'aucuns, filleuls de la Fortune, solutionnent du premier coup, sur lequel tant d'autres se sont penchés vainement malgré d'incroyables efforts !

Je sais des commandants, qui, ayant approché l'ennemi à trois cents mètres, en bonne position de lancement, ont vu leur bateau et leur périscope s'enfoncer dans l'eau et ont perdu ainsi à tout jamais la radieuse vision de la Victoire ! Leur cœur était-il moins broyé que celui de tel autre qui, ayant lancé

deux torpilles sur un sous-marin ennemi, vit l'une passer sous sa quille et l'autre bondir rageusement par-dessus son pont ?

Ingrate et paradoxale tâche! défi à la mer, défi à la matière, défi à l'homme !

L'aviateur qui se bat — en de gracieuses et légères arabesques — respire et voit ; dans la lente éclosion des drames sous-marins, l'homme étouffe et ne sait rien ; il pressent que, force cachée parmi tant d'autres dans le ventre magnifique de la mère des mondes, il doit, suivant l'inéluctable loi, préparer la mort et aussi s'y soumettre. Avant de la chanter comme bienfaisante Michelet s'est effrayé de la puissance de la mer, de ses colères, de ses haines ; mais chez le marin qui n'analyse pas, la résignation, fille de sa vocation, est immédiate.

C'est dans cette résignation que je vois l'origine de l'étonnante simplicité de cet être étrange : le marin, le sous-marin. il est, lui aussi, un grand enfant... un grand enfant très assagi.

Il a ses naïvetés, il a ses manies ; il n'écrit aux siens que dans tel coin sombre ; il croche son hamac dans d'inconfortables recoins, parce que, là, tout près, il y a son sac et, dans ce sac, le coffret aux vieilles lettres fanées ; il prend ses repas sous la pluie, mais sur son bateau ; son chef peut être dur parfois, — quoique paternel toujours, — mais c'est Son commandant.

Et nous négligerions un facteur essentiel de son existence en ne parlant point de son chien, le chien du bord ; non pas un toutou de luxe, mais un bon gros cabot « de gouttière », hideux souvent, sale toujours : Kaiser, l'horrible bull ; Pétrole, qui, après cinquante heures de plongée, fut promu quartier-maître ; Youyou, qui plongea avec *la Circée* devant Cattaro, traversa l'Adriatique en hydravion, si calme qu'on ne sut jamais qui du moteur ou de lui avait ronflé davantage ; et Benjamin qui, sur ses vieux jours, reçut une niche d'honneur : la villa Benjamin, munie d'une antenne de TSF ! Grands enfants touchants de naïveté que nos marins ! Et l'on comprend la jolie dédicace d'une de nos plus charmantes actrices, marraine de sous-marin : « A mes chers enfants héroïques... »

★

De la connaissance approfondie de ce matériel avec tous ses

caprices, de ces hommes avec leurs particularités naissent le mérite et la valeur de l'officier en second. Ombre du chef, éminence grise aux cent yeux, le « lieutenant », suivant des directives bien déterminées, règle en tous ses détails la vie précise du bateau : entretien, réparations, traditionnelle propreté, popote des mathurins. Reflet de son commandant, il en est le principal moyen d'action. Les marins demandent à être commandés ; ils apprécient l'ordre, pourvu que ne suive pas un contre-ordre ; le système D ne peut s'épanouir là où tout est complexité ; il leur faut la claire vision et l'organisation méthodique qui doivent caractériser leur lieutenant.

Et celui-ci, fier de l'universalité de son rôle, devient jaloux de ses fonctions ; il a des regards obliques quand le commandant s'occupe des détails ; il dit, plus encore que les hommes : Mes Dièsel, Mes accumulateurs ; seulement si Ses Dièsel et Ses accumulateurs ne marchent pas, il sait ce que son commandant en pensera.

★

Car celui-ci, bien souvent, se contentera de penser... et de ne rien dire. Il représente à bord la personnification du Devoir et de la Connaissance, je ne dis pas de l'Autorité, car elle en découle et ne saurait s'imposer seule. Plus que ses paroles — qui doivent être rares et pesées, — sa présence, ses regards sont à bord les régulateurs de toutes choses.

Le rôle du chef est plus psychologique que matériel.

Cet homme qui passe sans mot dire, avec parfois une tape amicale sur un dos voûté, de quelle puissance formidable ne jouit-il pas ? Et d'où la tire-t-il, cette autorité qui rend austères les visages les plus jeunes, calmes les tempéraments les plus exaltés ? Oui ! ce jeune homme, que vous avez rencontré insouciant, gai, étourdi peut-être, c'est ce même homme que vous voyez à bord grandi d'une surprenante grandeur ! Commander ! oh ! l'insigne honneur et la redoutable charge. Partout où dans cette étude nous avons essayé d'isoler une influence, partout nous en avons été empêché par ce reflet qui est en toutes de la volonté du chef...

Synthèse du bord, hommes et choses ; vibrant de toutes leurs vibrations et les dirigeant aussi ; connaissant son bateau comme on se connaît soi-même, avec la crainte de ses défauts.

C'est cet homme qui leur dira : « Nous irons là ! » et ils iront. Pour eux il veillera, tandis que dans la nuit sinistre ils mettront en œuvre l'Usine monstrueuse ; pour eux il verra et seul il saura... et il verra et il vivra des heures de tragique angoisse... tandis qu'Eux, à ses pieds, accroupis en leurs passives attitudes, asservis à l'Unique Volonté, ils agiront avec le calme qui naît de la confiance.

Commander ! c'est avoir entre les mains un merveilleux outil dont on sent le moindre battement de cœur ; c'est être le père de ces grands enfants qui ne vivent que de vous, esprit et chair... et c'est les mener au grand combat glorieux avec la certitude qu'ils ne vaudront que par vous ; que la Victoire ou la Défaite, c'est vous !

Heureux celui qui, dans l'angoisse des navigations périlleuses, entre les mines qui guettent, dans l'étau des puissances aveugles, a pu relever la tête et dire : « Mon bateau ! Mes hommes ! »

Mais leur âme, leur âme à tous, hommes et machines, qu'est-ce donc, sinon leur chef ?

L'avoir compris, c'est commencer à pénétrer ce mystère, troublant parce que tellement surhumain, qu'est la Mort glorieuse de ceux qui ont voulu s'engloutir avec leur bateau. Parfois, au coin du feu, dans de lourds fauteuils, des bourgeois posés ont osé le discuter avec calme ; ils ne comprenaient pas que pas plus dans leurs crânes épais que sous le manteau de leur cheminée, les tempêtes du large n'avaient soufflé leurs ferments d'héroïsme. A l'école de la mer, l'arithmétique n'a point sa place ; pour ceux qui savent jusqu'à quelles couches profondes la tradition maritime va plonger ses racines, devant les héroïques victimes de l'Immense Sacrifice, il n'est qu'un geste possible : ployer le genou.

★

Par un jour gris, sous un ciel pleurant d'ennui, j'ai vu une étrange coque que des remorqueurs entraînaient ; plus un homme sur son pont ; plus un panneau ouvert ; plus aucun de ces mille détails par lesquels se manifeste la vie. Comme d'un sang coagulé, un rouge minium tachait de-ci de-là la coque sombre qui se raidissait, cadavérique, dans la pureté de ses lignes ; ainsi s'en allait à tout jamais ce qui avait été un glorieux sous-marin.

Les eaux glauques de l'Adriatique n'avaient pour lui aucun mystère ; sous les bombes des avions, au long des filets de Cattaro, dans les champs de mines de Raguse, longtemps il avait promené son insouciante témérité...

Et maintenant plus rien que cette masse d'acier et de bronze ! L'âme du sous-marin s'en était allée...

Et dans les yeux des marins, furtives, des larmes glissaient...

PAUL RUGIÈRE.

L'ORGANISATION ACTUELLE

DU

SERVICE DE SANTÉ EN CAMPAGNE

—

Lorsqu'aux premiers jours d'août 1914 la guerre éclata soudain, la France entière fut surprise. Elle aimait la tranquillité, les plaisirs, la paix, ne demandait qu'à vivre en bonne intelligence avec tous ses voisins et ne s'attendait pas à un tel événement. Les premiers sons du tocsin, égrenés au-dessus des campagnes par la voix de tous ses clochers, provoquèrent un moment de stupeur. Mais cette dépression subite, ce réflexe que produisent tout phénomène inattendu et toute vision imposée, mais vague, d'un inconnu toujours mystérieux et angoissant, dura, ce que durent les réflexes, l'espace de quelques secondes.

Aussitôt s'éveilla dans les cœurs la foule des anciens souvenirs. Dans les yeux brilla le reflet de tout le glorieux passé de notre magnifique histoire. On se rappelait soudain les exploits guerriers de nos aïeux, et, plus près de nous, les récits oubliés des combattants de 1870, toute la tragique épopée de notre dernière défaite. Dans les âmes s'éveillèrent les désirs de revanche qui sommeillaient depuis longtemps; à la stupeur première, bien vite envolée succéda la réaction d'enthousiasme délirant dont tout le monde se souvient. Tous les Français prirent les armes et se jetèrent dans la mêlée avec le ferme espoir de victoires prochaines, avec la fougue et l'ivresse de notre tempérament formé par des siècles de gloire.

Notre armée ne manquait pas de précieux éléments pour

s'opposer victorieusement à la ruée allemande. Mais, dès le début, elle ne parut pas bien préparée à soutenir une pareille lutte. Et, semblable à beaucoup d'autres services, — sauf peut-être celui de l'Intendance, — le Service de Santé n'était pas prêt. Au moment de jouer le rôle essentiel qui lui est dévolu, il parut surpris, quelque peu désemparé.

Le personnel mis à sa disposition fut utilisé trop souvent d'une façon assez curieuse. Beaucoup de médecins furent mobilisés comme infirmiers et chargés, pendant de longs mois, de balayer les salles et les cours de la multitude d'hôpitaux surgis dans tous les coins de France. Un agrégé de chirurgie, de la faculté de Toulouse, partit comme médecin de bataillon et reçut, de son médecin chef, l'ordre de ne jamais se servir d'un bistouri. D'autres partirent avec des sections d'infanterie pour faire le coup de feu. On a objecté que ces médecins méritaient leur sort, parce qu'après leur service militaire, ils avaient refusé d'entrer dans le cadre de réserve pour ne pas être gênés ensuite par des périodes bisannuelles. D'autres n'étaient pas dans le même cas : ceux dont l'état de santé, au moment de leur premier conseil de révision, avait provoqué l'ajournement ou l'exemption définitive ne furent pas mieux partagés. L'intérêt général exigeait pourtant que chaque Français se trouvât à la place où il pouvait rendre le plus de services. Le nombre des médecins, leur nom, la valeur scientifique de chacun d'eux étaient exactement connus. Il n'était pas impossible de les charger d'assurer les fonctions que leur bagage professionnel leur permettait de remplir pour le plus grand bien de tous.

Au point de vue des moyens et des ressources mis à la disposition de ce personnel, l'organisation du Service de Santé ne parut pas bien meilleure. Sans vouloir entrer dans les détails de l'approvisionnement de certaines ambulances qui partirent, soit avec un litre de teinture d'iode, soit avec quelques tubes de vaseline, je n'en donnerai comme preuve que le spectacle des rescapés du champ de bataille arrivant dans les hôpitaux de l'intérieur. Tout le monde a vu la foule lamentable de ces hommes hâves, déguenillés, couverts de haillons boueux et mourant de soif ; les rangées de brancards alignés sur les quais des gares pour permettre aux moribonds d'aspirer un peu d'air pur ; les pansements souil-

lés, les plaies semblables à des flaques de pus fétide où grouillait de la vermine ; le tétanos s'installant en maître sur ce terrain magnifique, emportant en quelques jours le blessé dans une dernière et terrible convulsion. Tout le monde connaît l'épidémie de fièvre typhoïde qui fit dans nos rangs tant de ravages pendant les premiers mois de 1915. Cette tragique histoire, reléguée déjà dans le passé, montre trop bien à quel point le Service de Santé était peu préparé, peu apte à faire campagne.

Heureusement il s'est vite repris, et son adaptation aux difficultés créées par une guerre utilisant des méthodes toujours nouvelles a été facilitée par l'énorme affluence des médecins de réserve formés à l'école de la clientèle. Grâce à eux, il a acquis la souplesse qui lui manquait. Il a appelé à lui tous les maîtres réputés de nos hôpitaux civils, profité de leur expérience scientifique et clinique et subi leur autorité. Nos professeurs, nos agrégés ont eu, malgré les récriminations de leurs camarades de l'active, les galons nécessaires pour imposer leurs idées et leurs méthodes et rendre fécond en résultats l'apport de science qu'ils mettaient au service de la patrie. Les médecins de réserve, plus obscurs, ont apporté leur abnégation et leur esprit de sacrifice ; ils ont surtout apporté cette nouvelle méthode, inconnue de la médecine militaire, qui consiste à examiner un soldat malade comme on examine un client, sans le considérer a priori comme un menteur. Grâce à ce nouveau personnel dont le nombre considérable a submergé les membres du cadre actif, le Service de Santé a évolué et transformé son organisation. Au moment où l'heure de l'armistice a sonné, quand, dans le ciel redevenu serein, a plané l'aile de la victoire, il était devenu un organe admirablement préparé au rôle qu'il doit jouer dans l'intérêt du combattant ; il était devenu presque parfait.

Organisation du Service de Santé pendant les derniers mois de la guerre.

L'étude de cette organisation est surtout intéressante au moment où le Service de Santé est en pleine action, pendant une période d'offensive ou dans un secteur actif.

Le soldat qui, au moment de l'assaut, est touché par une balle ou un éclat d'obus, est tué ou blessé.

LES MORTS. — Si ce soldat est tué, son cadavre est immédiatement enlevé par l'équipe des quatre brancardiers de compagnie, à moins d'impossibilité absolue. Cette impossibilité, due parfois à un tir ennemi de barrage trop intense, est surtout causée par la présence de blessés qu'il est plus urgent d'évacuer vers l'arrière. A ce sujet, le Service de Santé et le corps combattant n'ont pas toujours la même opinion. Le commandant de compagnie paraît très impressionné par la présence d'un cadavre dans la tranchée où ses hommes attendent le moment de franchir le parapet et de courir à l'ennemi ; il craint que la mort d'un camarade n'ait une répercussion fâcheuse sur le moral de ses frères d'armes et fasse naître en leur cœur une hésitation funeste au moment où ils vont s'élancer. C'est pourquoi il insiste pour que le corps soit enlevé immédiatement et caché aux yeux de tous. Pour le médecin, un blessé qui peut être sauvé par des soins immédiats est plus intéressant qu'un cadavre. De plus, il lui est parfois très pénible d'exposer à une mort probable quatre brancardiers chargés de ramener vers l'arrière leur camarade tué. Ces divergences d'opinion, dues surtout à l'énervement qui augmente à mesure que s'approche l'heure H, ne sont pas graves, et, soit immédiatement, soit à la tombée de la nuit, le cadavre est amené au poste de secours du bataillon.

Là, le médecin constate la réalité de la mort. Puis il procède à la fouille, réunit tous les objets destinés à être remis aux héritiers : le porte-monnaie, le portefeuille, les bijoux, les lettres de famille, le livret et la plaque d'identité ; il inscrit sur une feuille de papier l'inventaire de ces objets, et met le tout dans un sachet bien fermé. Ce sachet est adressé à l'officier de détails qui est chargé de le faire parvenir au bureau de comptabilité et de renseignements et de dresser les actes de l'état civil auxquels la constatation de la mort donne lieu.

Une fois ces formalités remplies, il fait enterrer le corps dans le cimetière militaire. Au début de la guerre, conformément aux prescriptions de la notice 14 annexée au règlement sur le Service de Santé en campagne, le corps sanitaire songeait surtout à l'assainissement du champ de bataille ; il enlevait aux morts leur unique plaque d'identité, faisait creuser de grandes fosses dans lesquelles on enfouissait en tas tous ceux que la bataille venait de faucher. En mai 1915, songeant

à la quantité de morts qui pourraient être réclamés par les familles, le G. Q. G. décida que tout homme aurait deux plaques d'identité : l'une d'elles destinée à être laissée sur le cadavre pour pouvoir l'identifier en cas d'exhumation ; il décida également que tout homme serait enterré avec un cercueil dans la mesure du possible. En juillet 1915, il créa les carnets du champ de bataille et de passage, sur lesquels sont inscrits tous les noms de ceux, tués ou blessés, qui sont passés au poste de secours. L'inhumation se fait maintenant dans une fosse individuelle, que l'on repère avec une croix de bois, sur laquelle on grave au fer rouge les inscriptions nécessaires.

LES BLESSÉS. — Le soldat que nous avons vu tout à l'heure tomber sous le projectile ennemi est blessé plus ou moins grièvement.

Le blessé léger, qui peut marcher prend dans la poche de sa capote le paquet de pansement individuel, l'applique sur sa blessure et se rend au *poste de secours du bataillon*. Le blessé grave est enlevé immédiatement par l'équipe de brancardiers après que l'infirmier ou le médecin auxiliaire lui ont fait le premier pansement ; il est couché sur un brancard dans la position que nécessite la situation de sa blessure et il est apporté au poste de secours du bataillon

Ce poste de secours est installé de 300 à 600 mètres de la première ligne. Cette distance varie avec les secteurs, avec la nature du terrain, la possibilité du défilement, la présence d'un village ayant des caves solides. Presque toujours, il est installé d'une façon assez sommaire à cause de la difficulté que le personnel sanitaire éprouve à se procurer les rondins et les tôles nécessaires pour assurer la solidité d'un abri. C'est là que vivent le médecin de bataillon, le caporal infirmier et une équipe de réserve de brancardiers, le médecin auxiliaire et le caporal brancardier vivant dans un abri encore plus sommaire à côté des compagnies en ligne. Le blessé est aussitôt examiné très soigneusement pour permettre le diagnostic précis de la blessure ; on lui fait boire le thé léger ou la solution de glyzine réglementaires pour calmer sa soif toujours vive et toujours impérieuse. Le médecin fait un pansement en partant de ce principe que la blessure elle-même ne réclame aucun traitement : pas d'antisepsie ; il suffit de badigeonner à la teinture d'iode la peau autour de la plaie et d'appliquer un

pansement aseptique bien fait. Dans le cas de fracture, il fait la réduction, et la maintient en appliquant des attelles ou bien en se servant d'une gouttière métallique. Après le pansement et les premiers soins destinés à combattre l'état de shock, le médecin inscrit sur une fiche de diagnostic de couleur rouge le nom du blessé, quelques indications sommaires sur sa situation militaire et le diagnostic aussi précis que possible de la blessure. Cette fiche est attachée par une ficelle à un bouton de la capote, si le blessé doit être évacué assis, épinglée au pansement du pied ou à la chaussure, s'il est évacué couché, pour permettre au médecin de l'ambulance de triage de lire le diagnostic, sans avoir besoin de voir le blessé, qui évite ainsi une fatigue et une perte de temps toujours dangereuses. Le médecin recopie la fiche de diagnostic sur son carnet du champ de bataille.

Puis, le blessé est transporté, soit par les musiciens au *poste de secours du régiment*, où se trouve le médecin chef, soit par une équipe de brancardiers divisionnaires au *poste de secours du G. B. D.* Pour ces évacuations vers l'arrière on avait creusé, en Champagne, en 1915, des boyaux spéciaux destinés aux blessés et au personnel sanitaire. Mais à Verdun, par exemple, les évacuations devaient se faire à découvert et en dehors des boyaux ordinaires dans lesquels un brancard ne peut pas passer.

En général, le poste de secours occupé par le médecin chef du régiment se trouve au bord d'une route praticable ou dans une situation telle que les automobiles sanitaires peuvent y accéder. Dans le cas contraire, le poste de secours du G.B.D. est toujours assez éloigné de la région soumise à un bombardement systématique et intense. C'est là que sont rassemblés tous ces blessés déjà soignés aux postes de secours des bataillons ; c'est là qu'arrivent les autos sanitaires chargées de les amener vers les formations plus éloignées des zones trop dangereuses.

Mais, soit au poste de secours du régiment, soit à celui du G. B. D., le blessé n'est soumis à aucun traitement. On ne touche pas à son pansement ; on le fait boire et on l'introduit dans l'auto sanitaire, qui se trouve là en permanence, et qui le transporte à l'*ambulance de triage*.

L'ambulance de triage est constituée par une ou plusieurs

ambulances divisionnaires, installées sous des tentes, à 4 ou 5 kilomètres des lignes. Quelquefois, surtout dans les secteurs très actifs, elle détache une section avancée qui s'installe en arrière du poste de secours du G. B. D., commence le triage et dirige les autos sanitaires vers telle ou telle formation.

Il existe deux ambulances par division et deux en réserve par corps d'armée. Des deux ambulances divisionnaires, l'une d'elle est, en général, chargée de recueillir les malades, l'autre les blessés. Cette dernière est une véritable ambulance chirurgicale. Elle comprend, en dehors de son personnel habituel, une *équipe chirurgicale* composée d'un chirurgien, de son aide, d'un anesthésiste et de deux infirmiers ; elle comprend également un organe créé pendant la guerre : un *groupe complémentaire de chirurgie*, constitué par un camion automobile et une remorque portant un groupe électrogène, du matériel radiologique, des appareils de stérilisation et une baraque opératoire démontable. A cette ambulance arrive donc le blessé que nous avons vu soigner au poste de secours du bataillon. S'il est gravement blessé et justiciable de la chirurgie d'extrême urgence, il est aussitôt opéré et hospitalisé. S'il est blessé légèrement, il est évacué sans retard par camion automobile sur la gare d'évacuation la plus rapprochée. Enfin, s'il est blessé moyennement ou gravement, et que son état nécessite une opération, il est évacué aussitôt sur l'hôpital d'évacuation.

Ce triage est basé sur des considérations d'ordre militaire et des considérations d'ordre technique. Les prémières résultent de la nécessité de conserver dans la zone des armées les blessés légers susceptibles d'être récupérés en 4 à 5 semaines, — d'évacuer le plus rapidement et le plus confortablement possible à l'intérieur tous les blessés nécessitant une hospitalisation de plus de 5 semaines — de garder dans la zone des armées les intransportables pour lesquels l'évacuation serait un danger. Les considérations d'ordre technique résultent de l'avantage qu'il y a pour le blessé à être transporté rapidement vers la formation sanitaire, laissant s'écouler un minimum de temps entre le moment de la blessure et le moment de l'intervention.

Le blessé transportable est donc amené à l'*hôpital d'évacuation*. Il y arrive pratiquement dans les 8 à 10 heures qui

suivent sa blessure. C'est là qu'il va être soigné sérieusement; il va recevoir l'injection de sérum antitétanique et il va être opéré dans les meilleures conditions, bénéficiant des moindres perfectionnements de la chirurgie moderne. L'Ho. E. est une véritable usine chirurgicale. Situé à 15 kilomètres environ de la ligne de feu, il est constitué par un groupement d'ambulances, installées dans une centaine de baraques en planches. Il peut loger environ 2.000 blessés. Son personnel comprend de 60 à 80 médecins, de 15 à 18 équipes chirurgicales et 800 infirmiers ; il comprend, en plus des ambulances divisionnaires et de corps d'armée, des *ambulances chirurgicales automobiles* ou *auto-chir.*, créées depuis la guerre, et constituées par trois camions portant du matériel de stérilisation, du matériel radiologique, un groupe électrogène et une grande salle d'opérations.

Lorsque le blessé sort de l'Ho. E., il a subi l'intervention demandée par son état ; la température des premiers jours qui suivent l'opération est devenue normale ; il est prêt à partir pour l'hôpital de l'intérieur, où l'on n'aura plus qu'à surveiller les plaies, pratiquer les interventions secondaires et hâter la guérison définitive. A l'Ho.E. ou à la gare d'évacuation arrive tous les jours le train sanitaire qui va emporter notre opéré vers des régions plus calmes. Avant de quitter la zone des armées, il va encore être revu à la gare régulatrice sanitaire, où les blessés, dont l'état s'est aggravé, sont hospitalisés, où l'on refait les pansements qui ont besoin d'être examinés de nouveau. Il arrive le lendemain à l'intérieur ; il entre dans un hôpital d'où il sortira convalescent.

LE ROLE DU MÉDECIN DE BATAILLON. — Je reviens de suite au service de santé de l'avant dont le rôle ne se limite pas aux soins à donner aux malades ou aux blessés. Si le personnel des ambulances remplit des fonctions purement professionnelles, aux attributions du service de santé régimentaire se sont annexées une foule d'autres occupations. Une étude du service de santé en campagne serait incomplète si elle n'essayait pas d'esquisser ce rôle si important que l'on fait jouer au corps sanitaire. Considérons la vie d'un médecin de bataillon. Ce médecin ne se contente pas de faire des pansements et de présider aux inhumations. Il doit assurer l'exécution des mesures d'hygiène destinées à assurer le bon état de santé des

troupes : faire creuser des feuillées, les désinfecter, javelliser l'eau de boisson. Depuis l'emploi par les Boches des gaz asphyxiants il doit veiller au bon entretien des masques ; il doit savoir, ou plutôt deviner, comment sont confectionnés, comment doivent fonctionner un masque M2, un masque A. R. S., un appareil Tissot, un appareil Draeger, enfin tout l'arsenal individuel ou de secteur destiné à combattre l'effet des gaz toxiques. Je dis qu'il doit le deviner, parce qu'on ne le lui a jamais appris ; de nombreuses circulaires ont bien donné des détails sur la manière de se servir de tous ces appareils ; mais je les ai toujours vues adressées au commandement, jamais au service de santé, seul chargé de s'en servir ; de plus, on a bien organisé à Paris des cours spéciaux auxquels ont été envoyés des médecins ; mais presque seuls y ont assisté les médecins de l'intérieur, qui n'ont jamais eu à se servir directement de ces enseignements ; quant aux médecins de bataillon (je parle de tous ceux que je connais), ils n'ont jamais été envoyés à ces cours et ils ont dû continuer à se servir des Tissot et des Draeger, à donner des conseils sur l'entretien de ces appareils, à faire des conférences sur la mise en place et le fonctionnement des divers masques utilisés, depuis la simple compresse de 1915 jusqu'à l'A. R. S. de 1918.

Ces nouvelles fonctions, dues à l'emploi par les troupes combattantes des gaz toxiques, touchent de très près à la médecine. Mais il est un rôle qui, lui, est tout à fait para-médical et que l'on demande au personnel sanitaire du régiment de jouer. Je veux parler du rôle moral qu'assure le médecin de bataillon. Ce dernier n'est pas seulement un médecin ; il est surtout un soldat. Comme l'officier combattant, il doit contribuer à soutenir le moral des hommes, à donner l'exemple de la discipline, de l'abnégation, du mépris de la mort. Il le doit et il est obligé de le faire. Comme exemple, je rappellerai qu'au moment de l'offensive de Champagne, en septembre 1915, beaucoup de médecins reçurent l'ordre d'aller se promener dans la tranchée de 1re ligne, quelques instants avant l'assaut, pour remonter le moral des troupes. Dans un régiment de zouaves, voisin de celui auquel j'appartenais, les médecins auxiliaires reçurent l'ordre d'être installés dans la tranchée ennemie cinq minutes après qu'elle aurait été prise

par la première vague d'assaut ; ils préférèrent prendre un fusil et partir avec la vague pour éviter le tir de barrage déclanché quelques secondes après le début de l'attaque. Dans ce même régiment, les postes de secours de bataillon furent installés sous la tente à moins de 500 mètres des premières lignes, toujours dans le but de remonter le moral des combattants. Le résultat le plus net fut que 52 médecins, infirmiers et brancardiers furent mis hors de combat et que cette seule journée d'offensive laissa sur le champ de bataille plus de 80 médecins dans l'ensemble du secteur d'attaque.

Je ne veux pas insister sur les conclusions auxquelles nous amène logiquement l'étude de ce rôle complexe que l'on fait jouer par le médecin de bataillon. Doit-il chercher la mort comme un soldat, ou doit-il vivre pour assurer les soins de ses camarades blessés ? D'après le combattant, le médecin, dont la « guenille » vaut celle de tout le monde, doit se faire tuer. D'après nous, il doit savoir mourir, mais il doit plutôt chercher à vivre pour assurer le plus longtemps possible la fonction essentielle dont il est chargé. Il serait intéressant de le discuter et d'étudier également la psychologie du corps sanitaire pendant la guerre, la façon dont il a compris son rôle et comment il l'a joué.

Malgré les critiques violentes dont il a été l'objet, et que parfois il a méritées, l'ensemble du Service de Santé peut être fier de son œuvre. Il est assez largement représenté dans tous les cimetières du monde pour qu'il ait le droit de lever la tête. On peut dire qu'il n'a fait que son devoir, *mais il l'a fait.*

Dr ERNEST SYRMEN.

GUILLAUME II

D'APRÈS SES DISCOURS

—

Si la vraie grandeur d'un homme se mesure d'après son attitude en face de la mort, le dernier des Hohenzollern apparaîtra bien petit aux yeux de la postérité.

Il lui eût été facile de finir avec dignité. Il n'avait qu'à se mettre à la tête d'un de ses beaux régiments de la garde, qui l'eût suivi dans la mitraille. Il avait tant de fois fait appel à l'esprit de sacrifice de ses soldats et de ses officiers ! Il n'était que juste qu'il scellât, à son tour, par sa mort, la fraternité d'armes dont il avait fait tant de cas durant les trente années de son règne.

Il n'a pas eu le courage du geste suprême, lui qui aimait tant le décor et la pompe, lui dont le geste théâtral avait été la grande et constante préoccupation. Tous ses gestes et toute la rhétorique grandiloquente de ses discours, sa fin les a démentis lamentablement. Si sa vie fut souvent celle d'un impérial histrion, on ne sait ce que c'est que sa fin, qui fut trop lamentable pour être une farce, trop grotesque pour être une tragédie.

Quand il parlait, et Dieu sait s'il a parlé ! des Hohenzollern, de l'Empire, de ses ancêtres, de son grand-père, de la mission providentielle des Germains, de lui-même, de *sa* politique, de *son* armée, de *sa* religion, c'était toujours *sub specie aeterni*... Tout cela n'a duré qu'un temps ; et si, aujourd'hui, où nous sommes encore si près des événements, nous avons quelque peine à voir dans cet effondrement une des grandes tragédies

retentissantes de l'histoire, cela tient surtout à la fin de celui qui en fut le principal acteur.

Et pourtant, non, ce ne fût pas le premier venu. Il y a de singulières incohérences et d'étonnantes contradictions dans les hommes. Il est trop tôt pour se faire de Guillaume II une image définitive. Les rois sont obligés de jouer un rôle et de se composer un personnage. Il peut donc paraître téméraire de construire leur image d'après les paroles prononcées en public. On n'y trouve guère l'expression exacte de leur vie intime, de leur valeur morale et intellectuelle. Puis, les sources les plus précieuses, la correspondance intime et les témoignages confidentiels ne sont guère abordables dès leur disparition.

Il me semble que l'on peut faire une exception pour Guillaume II. C'était une nature essentiellement impulsive, un tempérament qui avait le besoin constant de se communiquer. Autoritaire et autocrate au surplus, il entendait parler comme bon lui semblait, à tout propos et hors de propos. Voilà pourquoi ses innombrables discours et quelques lettres retentissantes sont une source précieuse et sûre pour une documentation psychologique. Rarement il a douté de lui-même. Ce fut, apparemment, un convaincu. Cela n'est pas pour diminuer sa responsabilité dans l'effroyable mêlée des peuples. Combien de fois des Allemands clairvoyants ont-ils gémi sur sa facilité oratoire ! Ses gaffes sont célèbres. Un exemple entre cent : aujourd'hui, en termes violents, il parle du péril japonais ; un an après, il salue l'entrée du Japon dans le concert des Grandes Puissances. La plupart des Allemands lui ont beaucoup pardonné, parce qu'ils croyaient en lui ; aujourd'hui, ses officiers pleurent de rage quand on prononce son nom.

C'était un nerveux et, sans parler de certaines tares physiologiques mal définies, probablement un dégénéré. Les psychologues de l'avenir étudieront ses atavismes ; pour nous, essayons de nous faire une idée, provisoire, certes, mais assez nette, de sa physionomie morale.

Dès son avènement, il affirma non seulement sa volonté de gouverner par lui-même, mais aussi le caractère divin de ses fonctions. Comme le premier roi de Prusse, qui disait : *Ex me nata mea corona*, il était profondément convaincu qu'il

était roi et empereur par la grâce de Dieu. C'est ce qu'il proclame solennellement dès 1890, et, sur ce point, ses opinions, qui ont évolué sur d'autres, n'ont jamais changé. En 1900, il déclare que le roi est roi de par la grâce de Dieu, et qu'il ne doit de compte qu'au Seigneur. Phraséologie mystique d'un autre âge et qui ne serait qu'un exercice de rhétorique, s'il ne l'avait prise au sérieux et s'il n'en avait dérivé les principes essentiels de son gouvernement.

Un homme qui gouverne avec ces convictions-là aura en lui-même une foi effrayante. La sincérité de ses convictions religieuses ne saurait faire le moindre doute. « Celui qui ne place pas sa vie sur la base de la religion, dit-il à Aix-la-Chapelle, en 1902, celui-là est perdu. » Il n'a jamais admis qu'on pût faire son salut comme on l'entend. Il n'a jamais rien compris à l'idée de l'État laïque. Il a toujours parlé avec horreur des libres-penseurs. Il cite l'Ecriture à tout moment, et l'on sait qu'il aimait à prononcer de véritables sermons devant ses soldats ou à bord de son yacht. Dans son discours fameux, tenu à Kœnigsberg, en 1910, après avoir rappelé que son grand-père, de son propre droit, se mit sur la tête la couronne royale, il termine ainsi : « Me considérant comme un instrument du ciel, je suivrai mon chemin, sans égard pour les opinions du jour... » Aux ouvriers de Breslau il dit en 1902 : « Craignez Dieu, aimez vos frères et honorez le roi. »

On se rappelle la fameuse lettre écrite en 1913 à l'amiral Hollmann, à propos d'une conférence de l'assyriologue Frédéric Delitzsch. Il reproche au professeur Delitzsch d'avoir mis en doute, au nom de la science, certaines vérités révélées. Il insiste sur *son* opinion personnelle en ces graves questions, et il n'admet pas qu'on soit d'un autre avis. « Voilà pourquoi j'estime que le brave professeur (!) doit éviter à l'avenir de parler religion dans ses conférences. »

Parfois ses développements oratoires sont plus étonnants encore. En 1905, devant les recrues de la flotte, à Wilhelmshaven, il explique l'héroïsme des Japonais. « Il ne faut pas, dit-il, tirer de la victoire d'un peuple païen sur un peuple chrétien la conclusion que Bouddha soit supérieur à Notre-Seigneur Jésus-Christ. Si la Russie a été battue, c'est que le christianisme russe ne vaut pas lourd, tandis que les Japonais font preuve de beaucoup de vertus chrétiennes. Car, n'est-ce

pas, seuls les bons chrétiens font les bons soldats. » Cela paraîtra plutôt simpliste, mais cela fut dit devant des recrues. Mais écoutez la fin de ce discours que je résume : « Dans le peuple allemand aussi l'esprit chrétien faiblit, *et il est douteux qu'en cas de guerre nous autres Allemands ayons encore le droit de demander la victoire à Dieu.* » Il ne croyait pas si bien dire.

Donc, cet homme, qui prétendait avoir au plus haut degré le sentiment de la lourde responsabilité qui pesait sur lui, qui prétendait puiser dans la religion le réconfort nécessaire pour la porter, apparaît comme une sorte de roi-prêtre.

Cela explique qu'il n'ait pas voulu être un roi-fantôme, un roi fainéant, et qu'il ait renvoyé en ses terres le grand maire du palais devant lequel, volontairement, son grand-père s'était effacé.

Son *grand-père !* Que de fois il l'a évoqué au cours de son règne ! Des innombrables passages de ses discours, où, en termes religieux, il lui construit la pieuse légende, je ne citerai que les suivants : (Dieu « se révèle » au cours de l'histoire dans les grands hommes.) « Tels furent Hammurabi, Moïse, Abraham, Homère, Charlemagne, Luther, Shakespeare, Gœthe, Kant, *l'Empereur Guillaume-le-Grand.* » Bossuet serait épouvanté de ce discours sur l'histoire universelle. L'apothéose est complète : « Si le grand homme avait vécu au moyen âge, il aurait été canonisé. » Heureuse ville, — il s'agit de Coblence, — dont son pied sacré a foulé le pavé !

Jamais il n'a fait tant abus de la phraséologie mystique qu'en parlant de son grand-père. Il lui apparaît à jamais auréolé de gloire, héros d'épopée comme Barberousse.

Guillaume II avait le sentiment de la *famille*, de la sienne surtout. Son père, un héros ; sa femme : « le diamant qui brille à mon côté » (Gotha, 1900). En 1902, il assiste avec l'impératrice à un *Kommers* des Borusses, à Bonn :

Jamais, depuis qu'on écrit l'histoire des universités allemandes, une université n'a eu pareil honneur. Dans la belle ville de Bonn, au milieu d'un cortège de princesses, l'impératrice a assisté à un Kommers d'étudiants. C'est à la ville de Bonn et au Corps « Borussia » qu'échut cet honneur sans précédent. J'espère que tous les jeunes Borusses, sur lesquels, aujourd'hui, a reposé l'œil de Sa Majesté, en auront reçu pour la vie une consécration.

Il aime à parler de sa femme et de ses enfants en des termes qui, aujourd'hui, choquent les convenances. Voici un extrait d'un toast qu'il prononça en 1911, lors d'un banquet en l'honneur du Schleswig-Holstein, pays d'origine de l'impératrice ; j'ai à peine besoin de souligner l'amère ironie des dernières phrases :

L'impératrice a donné à la maison des Hohenzollern une vie de famille que, seule, la reine Louise lui avait donnée avant elle. *Et elle est devenue l'exemple des mères allemandes, en élevant six fils pour en faire des hommes graves et vigoureux, qui n'entendent point profiter des avantages de leurs titres et de leur position et jouir simplement de la vie comme tant de jeunes gens d'aujourd'hui, mais vouer, dans le sévère accomplissement de leurs devoirs, toutes leurs forces à la patrie. En cas de guerre, ils seraient prêts à sacrifier, de grand cœur, leur vie sur l'autel de la patrie.*

On n'en croit pas ses yeux en lisant ces lignes....

Décidément, le docteur Bogdan Krieger, bibliothécaire de la Maison Royale, qui a publié le 4e volume des discours de son maître (4 volumes, 1.200 pages), a eu raison de dire dans sa préface que ces discours constituaient « un document humain de la plus haute importance ».

Après la famille royale et impériale voici la *noblesse*. Elle fait partie, essentiellement, de la royauté féodale, patriarcale et chevaleresque qui forme un anachronisme frappant dans l'Allemagne moderne. Aussi, si Guillaume II fait grand cas de son amitié pour Krupp et Ballin, s'il proclame, en 1908, le comte Zeppelin le plus grand Allemand du XXe siècle, au fond, la vraie patrie de son âme de romantique c'est la vieille Prusse royale. S'il comprenait fort bien le pouvoir suggestif que tout ce décor romantique exerce sur les masses, il est certain que là encore il était sincère. Les esprits avancés lui ont toujours reproché de recruter son entourage, ses ministres, ses diplomates et ses généraux parmi une caste dont le rôle devait être fini. Il ne l'entendait pas ainsi :

Messieurs, dit-il aux nobles prussiens, en 1891, l'opposition de la noblesse prussienne contre leur roi est un non-sens..... Comme le lierre se noue autour du chêne rugueux, l'orne de son feuillage et le protège quand la tempête secoue sa couronne, ainsi la noblesse prussienne se serre autour de ma maison.

La grande, la première préoccupation de sa vie fut *l'armée.* Son grand-père avait dit aux officiers : « Voilà les hommes auxquels je puis me fier. » Guillaume II a présidé d'innombrables *Paradetafeln*, assermenté d'innombrables recrues. Dès 1891 il déclare devant ses soldats :

Plus que jamais l'incrédulité et le mécontentement exercent leurs ravages ; il peut arriver — Dieu nous en garde ! — qu'il vous faille tirer sur vos parents et vos frères. Alors, scellez votre fidélité en sacrifiant le sang de votre cœur.

L'homme qui prononçait, tout jeune encore, ces effroyables paroles disait encore que c'était l'armée, non pas des majorités et des décrets parlementaires, qui avait forgé l'Empire.

L'esprit chrétien était à ses yeux une vertu militaire par excellence :

N'oubliez pas que vous êtes obligés de protéger l'ordre et la religion (1894). — Celui qui n'est pas bon chrétien n'est ni un honnête homme, ni un soldat prussien (1897).

La guerre de 1870, c'est la grande époque ; tous les princes qui y ont exercé un commandement, des héros. L'armée est l'instrument dont Dieu se sert pour la grandeur de l'Allemagne ; méditez ces phrases où s'affirme un orgueil naïf :

Nous sommes le sel de la terre, mais il faut que nous nous en montrions dignes. Voilà pourquoi la jeunesse de notre pays doit apprendre à se refuser ce qui ne vaut rien pour elle, à éloigner d'elle ce qui est d'importation étrangère, à observer les bonnes mœurs, la discipline et l'ordre, le respect et la religiosité. Puisse un jour l'histoire écrire du peuple allemand ce qui est écrit sur les casques du premier régiment de ma garde : *Semper talis*, toujours le même... (Brême, 1905).

A-t-il compris son peuple ? Et jusqu'à quel point est-il le représentant et le symbole de l'*Allemagne moderne ?*

Il a toujours prétendu l'être. Mais l'Allemagne moderne devait être telle qu'il voulait qu'elle *fût.*

La politique impériale devait être *sa* politique à lui.

Vous me connaissez assez pour savoir que quand je me suis proposé quelque chose, je l'exécute (Dantzig, 1901). — Je n'aime pas les pessimistes ; que celui qui n'est pas propre au travail s'en aille et, si bon lui semble, qu'il cherche une patrie meilleure (Breslau, 1906).

Même année, au romancier Ganghofer :

Je suis un optimiste imperturbable, et rien ne m'empêchera de le rester jusqu'à la fin de mes jours.

Là encore il lui fallut déchanter.

Il a voulu tout voir, tout diriger, tout faire par lui-même. A cette tâche surhumaine le grand génie aujourd'hui ne saurait suffire. Or, Guillaume n'était pas un homme de génie. Nous disions qu'il n'était pas le premier venu. Il n'était certainement pas un imbécile. Mais, fatalement, l'idée qu'il se faisait de sa mission divine et ses tendances absolutistes devaient l'amener à se croire du génie, ou du moins un talent universel. Il ne fut qu'un dilettante. Il a fait preuve de beaucoup de dévouement, et il a pris au sérieux son métier de roi et d'empereur. Mais il ne fut intelligent que dans les choses extérieures. Par contre, son intelligence a fait totalement défaut là où il s'agissait de pénétrer au fond des choses, de comprendre l'évolution intellectuelle, religieuse, morale et artistique de l'élite. L'élite avait beaucoup attendu de son règne; aucune de ces promesses ne s'est réalisée. Il a vécu à la surface, au-dessus et en dehors de l'évolution profonde des esprits. Il appartient tout entier au passé, sauf pour un point : *l'effort technique de l'Allemagne contemporaine*.

Là, il fut vraiment initiateur, instigateur enthousiaste et intelligent.

De l'Angleterre, qu'il admirait autant qu'il la craignait, il n'a guère compris que *l'effort naval et commercial*. Son règne était le règne de l'ubiquité impériale. Il ne lui déplaisait pas de s'entendre appeler le « voyageur impérial » (à Ganghofer, 1906). Le mot fameux : « Notre avenir est sur l'eau » (Hambourg, 1901) résume une des principales préoccupations de sa vie : la flotte. Elle est proprement son œuvre. En ce domaine, de même que dans les choses militaires, en général, il ne s'est pas contenté d'improviser des discours. Il paraît avoir eu une réelle compétence dans les questions de marine, encore qu'il soit difficile de démêler exactement quelle fut la part de ses collaborateurs et la sienne propre; sa protection et son amitié ont toujours soutenu les créateurs des grandes compagnies maritimes.

Vous avez compris, dit-il à Krefeld, en 1902, ce que signifie

l'apparition soudaine du pavillon allemand aux rivages lointains, quand le respect des cuirassés allemands s'éveille chez les populations où ils abordent. Il est indispensable qu'une flotte puissante protège le pavillon commercial, afin que vous puissiez trafiquer partout en toute sécurité.

Inutile de citer les nombreux discours de Hambourg, d'Altona et d'ailleurs, où s'affirme toujours la même préoccupation. Son appel, on le sait, fut entendu dès le début de son règne. Son nom demeurera intimement lié au gigantesque effort des commerçants et des marins allemands.

Il a poussé vigoureusement le développement technique de l'industrie, ainsi que la création des grandes écoles techniques qui sont une des principales causes des progrès de l'Allemagne moderne. On peut dire, sans exagération, qu'il a fait de son peuple un peuple industriel. Il semble avoir compris le rythme intense de la vie contemporaine. Sa nature nerveuse s'y prêtait fort bien. Sa prédilection pour le décor médiéval et l'onction mystique de ses discours n'excluaient point un esprit singulièrement averti de tout ce qui est américanisme. Il a joué souvent le rôle de grand commis-voyageur de son peuple.

Tout cela est vrai pour le côté technique et matériel du problème. Partout ailleurs, et malgré une évidente bonne volonté, il fut le pire dilettante.

En 1890, malgré l'opposition de Bismarck, il fit rapporter la loi de 1878 contre les *socialistes*.

Je suis résolu, dit-il alors, à prendre en main moi-même la cause des ouvriers allemands... (1890).

J'ai le plus vif intérêt pour les ouvriers, j'exhorte les mineurs à s'abstenir de toute intelligence avec les partis politiques, surtout avec les socialistes; car, dès que je verrais que le mouvement s'achemine vers le socialisme, je prendrais des mesures sévères pour l'étouffer. Et puisque le gouvernement dispose de forces considérables, on fusillerait sans pitié les fauteurs du moindre mouvement contre les autorités (1889).

Il entendit intervenir, là comme partout, au nom de sa mission divine et résoudre les problèmes sociaux par la charité chrétienne. Dans le socialisme il ne voit que « l'esprit d'insubordination » :

On se sert d'un océan d'encre et de papier pour obscurcir les

dessins nettement tracés pour tous ceux qui me connaissent, moi et mes principes. Cela ne m'en fera pas dévier (1891).

Les socialistes sont des trouble-fête ; il souhaite que ces importuns grincheux quittent au plus vite un pays où il se sentent si malheureux (1892). Car sa politique est la vraie et ceux qui ne sont pas avec lui sont contre lui.

Une bande de gens, indignes du nom d'Allemands, osent insulter le peuple allemand et traîner dans la boue la personne sacrée du vénéré empereur défunt. Puisse toute la nation trouver en elle-même la force de repousser ces attaques inouïes ! Si elle ne le fait pas, je vous invite à lutter avec moi *contre cette bande de traîtres*... (1895.)

Le socialisme est pour lui un phénomène passager qui disparaîtra quand il aura fait assez de bruit (1895). C'est une épidémie qui menace d'infecter non seulement le peuple, mais la vie de famille, et souvent d'ébranler ce que l'Allemand a de plus sacré, la situation de la femme (1897).

Plus on se retranche derrière les grands mots et les intérêts de parti, plus je compte sûrement sur mon armée... (1895).

Les socialistes ne cherchent qu'à exciter les ouvriers contre le patron, contre le trône et l'autel, et au fond ils les terrorisent et les exploitent honteusement. Leur influence ne sert qu'à semer la haine des classes et à dénigrer tout ce qui est sacré (1902). Il n'a jamais compris pourquoi les socialistes ont repoussé le fameux message impérial de 1891, qui prétendait inaugurer la politique sociale du jeune souverain. Il s'étonne qu'ils ne veulent devoir qu'à eux-mêmes l'amélioration du sort des classes ouvrières. En 1907, le discours du trône, lors de l'ouverture de la session du Reischstag, constate que les lois fondamentales pour la protection des faibles ont été créées malgré la résistance du parti qui se dit le vrai représentant des intérêts ouvriers, mais qui n'a rien fait ni pour eux, ni pour le progrès de la civilisation. Quoi de plus naturel que le parti socialiste n'ait point voulu accepter la législation sociale d'un homme qui s'appuyait sur les Junker, dont tous les instincts étaient contraires aux aspirations profondes de la classe ouvrière ! Guillaume n'a jamais connu que des « sujets ». Aussi, après le premier élan, il s'est détourné des problèmes sociaux et des « sans-patrie ».

Ceux-ci le lui ont bien rendu depuis. Les discours de l'impérial réformateur contrastaient étrangement avec ses intentions. La politique sociale, comme tout le reste, fut contradictoire.

Il a voulu aussi réformer *l'éducation nationale*. Certes, ici encore; ses intentions étaient loyales. Il convoqua en 1890 — on voit avec quelle rage il entreprend de transformer son peuple — la grande conférence scolaire de Berlin. Il y proclame, en homme qui ne doute de rien, la nécessité d'asseoir sur des bases nouvelles l'enseignement national. « Nous voulons former des Allemands, non pas des Grecs et des Romains. » Son appel fut entendu. Il serait puéril de nier qu'il n'y ait eu du bon dans son initiative. Dans le domaine scolaire l'Allemagne a réalisé des progrès immenses. Mais, en fait, l'empereur, si averti qu'il fût des besoins matériels des temps nouveaux, en voulant former de bons Allemands, ne songe qu'à former de bons sujets, de bons chrétiens, de bons soldats. L'idée patriotique qui pénétrait tout l'enseignement allemand, depuis l'école primaire jusqu'à l'université, n'était que l'idée dynastique. Il faut avoir parcouru les revues pédagogiques, les manuels et les règlements scolaires d'Allemagne pour savoir à quoi tendait tout cet effort gigantesque. Il n'est question, dans tout cela, que des Hohenzollern, de l'armée, de la nécessité d'être sur le qui-vive. Bref, l'esprit de cette éducation était l'esprit prussien, ce même esprit agressif que respirent les discours de Guillaume. L'organisation de la vaste machine scolaire est moderne au plus haut degré ; l'enseignement, à plus d'un point de vue, l'est également. Mais seuls les bien pensants jouissaient de la faveur impériale. Comme il avait *son* armée, *sa* politique, Guillaume voulait aussi avoir *sa* science. Ni Hæckel ni Ostwald n'étaient en faveur. Aussi, l'esprit de servilité et de basse adulation régnait-il jusque dans les universités, autrefois les berceaux de la pensée libre et du libéralisme politique. Ce même esprit était cultivé systématiquement jusque dans les associations d'étudiants, si nombreuses et si puissantes là-bas.

Le génie universel que se croyait Guillaume II prétendait également enrégimenter *l'art*, c'est-à-dire le domaine qui doit être essentiellement celui de la liberté, parce qu'il est celui de

la libre inspiration. Ici, l'influence du mécène impérial fut franchement néfaste. Il est inconcevable, sans plus, qu'aucun conseiller intime n'ait osé lui suggérer un peu de méfiance à l'égard de lui-même et de son dogmatisme grotesque. Son inintelligence absolue dans les choses de l'art, son manque total de goût et de finesse, les gaffes légendaires de son système protectionniste, doivent être attribués encore à l'idée, qu'une fois pour toutes, il s'était faite de sa mission et de ses dons universels. Il était impossible qu'il se trompât. « Un art qui dépasse les limites et les barrières fixées par *Moi* n'est plus de l'art. » Un point, c'est tout. Mais il faut relire en entier le mémorable discours-programme qu'il prononça le 18 décembre 1901, au banquet qui suivit l'inauguration du dernier groupe de l'Allée des Victoires !

Il avait réuni, pour créer ces monuments, un état-major d'artistes de son choix. Il a conscience d'avoir laissé à ses artistes toute la liberté voulue pour représenter les effigies des Hohenzollern. Il est fier de l'œuvre, qui atteste aux yeux du monde entier que la sculpture berlinoise n'a plus rien à envier aux plus belles époques de la Renaissance. Dans son rôle de Mécène il se réclame de l'exemple des princes italiens.

Puis il passe aux considérations générales. Elles ne sont pas moins saugrenues. Jusqu'ici, la sculpture s'est gardée intacte des soi-disant courants modernes. La liberté dans l'art conduit à la licence et à la présomption. L'art doit être un facteur éducateur, il doit être une source d'émotions idéales pour les hommes las du labeur de tous les jours. Il n'y a que les Allemands qui connaissent encore l'idéal. Le naturalisme est abject. Le vrai artiste n'a besoin ni de réclame, ni de presse, ni de relations. Bien faire et laisser dire. (Comme c'est simple !) Et pour finir :

Je puis vous dire, dès maintenant, que l'impression produite sur les étrangers par l'Allée des Victoires est imposante ; partout on rencontre un énorme respect pour la statuaire allemande.

Longtemps les artistes berlinois n'en purent revenir. C'était son style que Guillaume II inaugurait ainsi. Par l'emphase, le culte ridicule de ses moindres ancêtres, la tournure fadement académique, sentimentale et officielle, il rappelle exactement celui de ses discours.

Il n'a fréquenté que les expositions d'art bien coté. Les plus grands artistes de l'Allemagne moderne, tels que Klinger, Trübner, Lebermann, Marles, n'existent point pour lui. Ses artistes à lui, ce sont les von Werner, les Eberlein, de même qu'en littérature il honore une nullité comme Joseph von Lauff ou une honorable médiocrité comme Ganghofer. Il a fait tout ce qu'il a pu pour tuer l'art en Allemagne.

Il ne s'est intéressé ni à Dehmel, ni à George, ni à Wedekind. Parfois il témoignait son aversion pour l'art moderne par des gestes énergiques, témoin le jour où il renonça à sa loge au Deutsches Theater, parce qu'on y avait joué *les Tisserands* de Hauptmann !

Depuis longtemps, le Kœnigliche Schauspielhaus de Berlin, qui devrait être un théâtre national, n'a plus avec la littérature d'art que des rapports très lointains. Guillaume II a découragé tous les efforts d'art sincères, quand les artistes ne voulaient point de la tutelle de la Cour. Il n'a pas pris exemple sur Louis XIV, qui protégeait Molière.... Rien que de la rhétorique officielle, du décor officiel, de l'obéissance, de la bassesse : tel apparaît l'art, suivant Guillaume II.

Il n'a donc rien compris à son temps, sinon qu'il fallait des usines, des cuirassés, des débouchés commerciaux. C'est quelque chose, mais c'est trop peu.

Mais au moins, alors, en *politique?*... Hélas! Nous avons vu quelle fut son attitude vis-à-vis du mouvement socialiste. Il ne fut pas mieux inspiré ailleurs, ni mieux conseillé, pour autant qu'il s'est laissé conseiller.

Il a prétendu qu'il savait lire dans les yeux des hommes. Ainsi, il a lu dans les yeux des Lorrains que la Lorraine était attachée à l'Empire.

Il incarnait l'orgueil germanique. « Il n'y a plus que le peuple allemand pour garder, pour cultiver l'idéal... » (1901). Cet idéal, naturellement, était le sien. On conçoit quel dut être le choix de ses confidents, de ses ministres et de ses diplomates. Ce que fut sa politique extérieure, on le sait assez. Tour à tour flattant et blessant l'Angleterre, lançant à tout moment une de ses tirades belliqueuses, il finit par mécontenter tout le monde, y compris, et surtout, les Allemands.

Ils lui ont amèrement reproché sa politique « des occasions manquées ». Et ce n'est pas une des moindres ironies de l'his-

toire contemporaine que celui à qui les pangermanistes reprochaient son pacifisme à outrance soit l'auteur responsable de la guerre de 1914!

J'espère que l'histoire, dit-il au Guildhall de Londres, en 1907, me fera cette justice de reconnaître que tous mes efforts tendaient à assurer la paix.

Et à Strasbourg, en 1908 :

La plus sûre garantie de la paix, c'est, en tout premier lieu, la conscience des souverains et des hommes d'Etat de l'Europe, qui se savent et se sentent responsables, devant Dieu, de la vie et du bonheur des peuples confiés à leur direction.

A Bruxelles, en 1910, il admire le commerce et l'industrie de la Belgique, de même que ses poètes et ses artistes, et il espère que les liens d'amitié entre les deux gouvernements se resserreront toujours davantage.... En 1902, à Posen, dans l'assemblée des Etats, à laquelle les membres polonais n'avaient pas voulu prendre part, il regrette qu'une partie de ses sujets non allemands « n'acceptent que très difficilement la situation ». On était en pleine politique polonaise!

Dès 1888 il prononce ces paroles prophétiques :

Nous aimerions mieux laisser sur le champ de bataille nos 18 corps d'armée et nos 42 millions d'habitants plutôt que de rendre une pierre de ce que mon père et le prince Frédéric-Charles ont conquis par les armes.

On a deviné qu'il s'agissait de l'Alsace-Lorraine!

Je ne rappellerai point ici les discours des dernières années. Ils sont trop connus. « Ich führe euch herrlichen Zeiten entgegen! » Etait-il convaincu jusqu'au bout? Ou bien, comme il est probable, était-il devenu un simple instrument dans les mains de Ludendorff? Espérons qu'il aura le temps d'écrire ses mémoires....

M. ESCH
professeur au lycée de Luxembourg.

L'ENFANCE DE GEORGES AYMERIS

JESSIE. LA GUERRE DE 1870-1871.
LA COMMUNE. LE COLLÈGE

(D'après un journal aujourd'hui détruit.)

—

A l'âge habituel de l'heureuse ignorance, Georges Aymeris apprit que les hommes vieillissent, puis meurent, que parfois aussi les enfants disparaissent subitement pour ne revenir plus jamais. Il entrevit les horreurs de la guerre et connut les premières angoisses de l'amour.

De Marie, sa sœur, il ne se souvenait pas. Il avait un frère aîné, Jacques, joie de la famille Aymeris, un petit hercule de quatorze ans, bien droit sur ses jambes, gai, d'humeur aimable, et qui gagnait par son aimable naturel quiconque l'approchait.

Antonin, le maître d'hôtel, pensait :

— Qu'est-ce qu'on ne ferait pour monsieur Jacques? On se jetterait à l'eau pour lui plaire, il est si gentil ! Et point fier ! Tout comme Monsieur ! Il est juste et si généreux ! Il vous donnerait jusqu'à son dernier sou...

Les manières un peu brusques de Jacques, sa mine fraîche et ses gestes vifs contrastaient avec la pâleur, le silence de Georges, un tardillon portant encore des jupes et à l'air toujours effarouché.

— S'ils élèvent monsieur Georges, ils auront de la chance ! — disaient les domestiques.

Ses yeux, couleur de nigelle, semblaient suivre un rêve et

fuyaient les vôtres. On ne savait de quoi lui parler ; certains, qu'il déroutait par sa bizarrerie, le jugaient hautain.

Si différents l'un de l'autre, les deux frères ne se quittaient pas. Georges adorait Jacques, son maître, son chef, son Dieu ; Jacques avait pour son cadet l'admiration et la condescendance d'un molosse à l'égard d'un king charles. Georges ne se mêlait point aux jeux où la force se dépense, aux exercices dans lesquels excellait Jacques.

Antonin ayant dit à celui-ci :

— Tâchez donc de dégourdir votre petit frère, monsieur Jacques ! Vous ne lui faites pas honte, de ses poupées ? — la réponse fut : — Georges est trop mignon ! On a peur de le casser ! Il est content avec des boîtes à couleurs et des images ! Georges aime les livres, ce sera un savant, il est plus intelligent que moi, vous verrez !...

Jacques tâchait d'amener Georges, de l'entraîner à courir. Il l'avait, une fois, mis en selle sur son poney : Georges était tombé.

— Ce sera pour plus tard, — pensa-t-il, — laissons-le donc, il a bien le temps !

Un jeudi de mai, Octave, le cocher, donne à Jacques une leçon de guides ; les deux chevaux sont attelés au break. Dans a voiture, Georges, avec Nounou-Miette, prend l'air au bois de Boulogne ; on s'arrête auprès du lac pour distribuer du pain de seigle aux cygnes et aux canards, en attendant « l'heure » du Prince Impérial, qui parfois sort avec l'Impératrice. Octave entend de loin un cliquetis d'acier, le trot d'un escadron. Sont-ce les Guides ou les Cent-Gardes ?

— Le Petit Prince ! Fixe ! — commande Octave, militairement.

Mais Jacques, au lieu de se dresser sur le siège, son chapeau à la main, abandonne les rênes au père Octave ; pris de malaise, l'enfant pâlit, glisse du siège sur la banquette intérieure, désigne son ventre avec une expression de souffrance et un bon sourire qui voudrait rassurer la nourrice.

— Là ! J'ai mal, là, à droite... Ce n'est rien ! Mais ça me fatigue de conduire...

On rentre bien vite à la maison, dès que le Prince Impérial a disparu dans un tourbillon de poussière et le caracolement des chevaux.

Dès le soir, deux médecins et une religieuse sont au chevet de Jacques. Des portes sont ouvertes et fermées avec précaution ; on chuchote dans les couloirs, on prépare des cataplasmes, des tisanes, on manie le thermomètre. C'est l'appareil de la maladie, les visages inquiets, les voix changées. On ne s'occupe plus de Georges. Mais il tâche de saisir les dialogues mystérieux.

Une longue semaine — inoubliable, celle-là ! — Georges traîne des heures vacantes au fond du jardin ; les devoirs sont supprimés, les grands veulent qu'il joue seul.

Le prochain samedi, Georges est, avant le déjeuner, dans l'avenue qui descend vers la Seine ; accablante chaleur ! Des feuilles de marronniers emmêlent leurs anneaux d'ombre et de lumière sur le sable et le gazon; maman s'approche, d'un air qu'on ne lui connaissait pas ; elle pince les lèvres, hausse les sourcils et baisse ses paupières, sans ce rire de maman — où est-il, ce rire ? — qui accueillait les enfants... Une larme glisse sur les joues de Mme Aymeris. Georges soudain s'aperçoit qu'elle n'est pas jeune comme les autres mères.

— Cher petit, désormais tu vas être seul avec nous ; il faudra que tu sois bon, obéissant, très sage ! tu ne feras pas de chagrin ni à papa, ni à maman, mon chéri ! Jacques est *là-haut, avec le Bon Dieu*... Prie, pour que les anges le reçoivent gentiment parmi eux...

Georges se jette dans les plis d'une jupe noire, il pleure, il étouffe, sa maman le baise au front. Il n'ose interroger. Il fait grand jour et c'est la nuit !

Qu'est-ce qui se passe ?

★

M. et Mme Aymeris, accablés par la dernière catastrophe qui ruinait tant d'espérances, demeurèrent tremblants. Ils allaient être souvent malhabiles, comme père et mère du chétif marmot dont ils auraient pu être les grands-parents, auquel ils s'étaient promis de cacher l'image de la mort, comptant entretenir le plus longtemps possible dans son cœur l'illusion et la confiance, qui sont un rayon de miel au seuil de la vie. Selon les familles où ils naissent, et le caprice du destin, les grands mystères nous touchent plus ou moins tard; le rideau du théâtre s'entr'ouvre et se referme

sur d'obscures toiles de fond, qui inquiètent peu certains esprits, si elles réveillent chez de plus mièvres une furtive et angoissante curiosité. L'inconscience ne nous assure point à tous la félicité. Quoiqu'il ne possédât pas la joie de vivre, qui aux moindres gestes de Jacques donnait la grâce d'un jeune animal, ce soudain contact avec la mort avait frappé Georges de stupeur; dès ce moment il eût, à quelqu'un de sagace, révélé l'antinomie de sa rare intuition des choses et d'une crédulité dont il ne se corrigerait plus.

La plupart des enfants ne découvrent la mort que sous des allusions poétiques et fleuries; les grands ne l'évoquent guère en leur présence, à moins d'y être contraints, et ne la nomment-ils encore qu'en baissant la voix, ainsi qu'une dévote qui prononce le nom du Seigneur. A Paris, les cyprès dépassent à peine les murailles d'un cimetière lointain, si, au village, la fosse se creuse devant toi : le camarade d'hier qui était à tes côtés n'y est plus, on le porte un beau matin dans un coin de terre, où tu passeras le dimanche en allant à la messe, le même sol que tu fouleras demain, toujours. Mais à Paris, Montmartre, le Père Lachaise... ?

Jacques est parti... et, pour où donc ?

— Ton frère Jacques est au Paradis, — assure Mme Aymeris.

Georges ne demande pas où est ce Paradis. Il ne demande rien, mais il essaie de deviner. Puisqu'on lui parle de Paradis, c'est que cela existe. Georges croit tout ce qu'on lui raconte, mais il a besoin de voir, de se représenter l'image des choses dont on lui parle.

La plupart des adultes se rappellent mal ces premiers avertissements qui, parfois, influent sur toute l'existence d'un homme.

Dès le jour du « départ », les grandes personnes marquèrent à Georges encore plus de sollicitude que naguère; elles se forçaient à rire, puis poussaient des soupirs comme auprès d'un malade. Georges devenait un personnage. Il s'entendit appeler : l'héritier, l'enfant unique. Combien de temps encore ne devait-il se redire à lui-même : je suis un *enfant-tunique!* Pourquoi *tunique?* Etait-ce à cause de cette longue veste qu'on lui fit mettre, avec une paire de pantalons, ces culottes si désagréables et qui frottaient entre ses genoux? Il pleura, le

jour où on lui coupa ses boucles de cheveux, où sa jupe fut donnée à un plus petit que lui.

Il porta des cols bordés d'une double ganse noire, des gants de fil noir, un complet noir. On ferma à clef la chambre de Jacques, contiguë à la chambre de Georges, lequel fut installé dans un pavillon, au fond du jardin. La cloche resta muette pour l'annonce des repas, désormais servis à part pour l'enfant et ses bonnes; ces femmes, vêtues de noir comme Mme Aymeris, appelèrent Georges : *mon pauvre* petit. Pourquoi *pauvre* petit ? Georges était-il donc devenu un pauvre? Parce que Jacques était au Paradis? Où cela? Enfin, ailleurs! Ne le reverrait-il plus, son frère?

Les explications qu'on donne aux enfants — la plupart en demandent à propos de tout et se contentent des plus vagues — enrichissaient un dictionnaire dont les vocables continrent un sens provisoire, insuffisant pour l'intelligence de mon ami. Il fut exigeant au début, insista trop et, les réponses étant contradictoires, s'abstint de *questionner*, puisque les petits sont le centre d'un univers dont ils ne doivent rien savoir. Sans doute doit-il en être ainsi, dès que les pères ont un crêpe à leur chapeau, et que les mamans rangent leurs bijoux dans les écrins. C'est maman qui paraissait *pauvre*, sans ses boucles d'oreilles et sa châtelaine d'or!

La maladie, un malade? Qu'est-ce? Souvent Georges toussait; alors on le confinait au lit. Etait-ce là le signe de la maladie? Non! Georges voulut être un malade « pour de bon », comme Jacques. Par esprit d'imitation, il se plaignit, sans dire précisément de quoi... enfin les médecins lui tâteraient-ils le pouls? Si, de sa propre expérience, Georges pouvait enfin savoir « ce qui se passe » quand les parents changent de visage et parlent bas! Il se plaignit donc d'avoir mal au ventre, à droite, comme Jacques. Il irait peut-être au « Paradis » où l'on est reçu par les anges ». Il savait que les anges sont blancs et qu'ils ont des ailes. Mais le Paradis ?... sa couleur ?

Couché, Georges ne mourut point comme il le souhaitait; mais il languit, s'ennuya, il eut trop chaud sous ses couvertures, patienta, tels les pêcheurs à la ligne au bord du Lac, puisque le docteur Brun disait :

— Il est prudent d'attendre : rien encore ne se déclare. Il

n'a pas de fièvre, seulement un peu de température. Je reviendrai demain.

Nulle fièvre ne se déclara. Bientôt Georges voulut reprendre ses expéditions au Bois de Boulogne, entre l'ancienne nourrice de sa sœur, Nou-Miette, et une Anglaise, Miss Ellen, par M. et Mme Aymeris engagée dans le dessein d'alléger par sa jeune présence l'atmosphère devenue, dans le chagrin, si lourde et si funèbre.

On amena chez Georges de petits camarades avec lesquels « il ne savait quoi faire ». Il leur eût donné ses joujoux et les tartines de son goûter, mais il s'essoufflait à suivre les courses folles des garçons, des diablotins sans beaucoup d'attrait pour lui. Devant ces furieux soldats, ces sauvages, ces explorateurs, Georges demeurait comme un stupide ; des filles lui eussent mieux convenu, eût-il été moins timide avec elles. Ses délices, c'était de combiner tout seul, pour les anciennes poupées de sa sœur Marie, des robes avec des bouts de soie, des déchets de rubans à sa mère. Une cliente de son père lui envoya d'Amérique une négresse à la jupe multicolore, les pieds dans des sandales d'amadou, enrichies de perles, la tête casquée de plumes. Il la débarbouilla jusqu'à la rendre blanche, parce que, hanté par le souvenir de la maladie, il la prononçait atteinte de la fièvre typhoïde. Cette négresse s'appelait Selika ; elle fut le jouet le plus cher à Georges. — Il faut qu'elle aille au dortoir, comme mes autres filles: — elles sont toutes malades. — Et il tondit la perruque de Selika, de Cécile, d'Augustine, de Joe, un poupard en cire, et il les baigna. Leurs membres se décollèrent, le son fit cataplasme : — Si tu ne sais pas mieux que cela soigner tes filles, on cherchera un autre docteur que toi, — dit Maman, en rangeant dans l'armoire ces précieux souvenirs de la pauvre Marie Aymeris.

Georges peignit à l'aquarelle sur de la toile à draps, qu'il clouait sur un châssis de sapin à la façon des tableaux à l'huile. On le conduisit au Louvre quand il pleuvait. Les salles égyptiennes eurent ses préférences. Assis sur un pliant qu'emportait la nourrice, il copia des momies et des sarcophages. Georges avait vu chez ses parents Mariette-bey, au milieu de savants et d'artistes, quand on le menait avec Jacques au salon, avant les fameux dîners du samedi.

On appela Georges *le petit égyptologue*. Les gardiens du

Louvre entourèrent ce gamin studieux, flanqué de ses deux dames d'atour, le prirent pour un prince ou le fils d'un ambassadeur. Nounou et Miss Ellen refusèrent de livrer le nom de ce « génie en herbe ».

Mme Aymeris s'occupa de son éducation. Il lisait mal ; quant à l'écriture, il en était encore aux bâtons et aux O. Papa et les médecins conseillèrent des ménagements. Mme Aymeris, déjà deux fois si cruellement frappée, n'hésita point entre l'ignorance et la fatigue : — Plus tard Georges rattrapera les autres ! La santé avant tout, — avouait-elle avec un regret.



Tantes Lucile et Caroline, deux sœurs très cadettes de M. Aymeris, étaient encore, quand je connus Georges, au premier plan dans les récits de son enfance. Ces demoiselles critiquaient les parents pusillanimes, tout en craignant, elles aussi, pour la santé d'un être aussi débile que leur neveu, *l'enfant-tunique*, « leur adoré, le dernier des Aymeris ».

Dans les cahiers de Georges Aymeris, écrits plus tard, j'appris que par caprice d'indépendante, Caro avait vécu en Algérie, tentée par « le désert et ses aventures ». Ayant voulu à dix-huit ans épouser un général trop connu dans le monde galant, elle était partie humiliée de subir la tutelle de son frère, Me Pierre Aymeris, qui lui refusa son consentement. Elle s'était mise en route, sans plan, sans projets définis, seule avec ses deux angoras favoris. L'épreuve fut au-dessus de son courage et, ces bêtes chéries dépérissant, elle revint à Paris, loua un minuscule appartement, rue de la Chaise, que douze autres chats, dont elle était toquée, remplirent de leur nauséabonde odeur ; ses voisins la firent expulser du respectable immeuble, et, dès lors, Mlle Caroline Aymeris décida qu'elle habiterait avec sa sœur, puisque « Lili » ne se mariait point, hélas ! Caroline Aymeris eût été farouche, dans la jalousie, si elle avait eu un mari ou un amant ; une mère intransigeante, sévère, terrible, avec un enfant. Elle fut un tyran pour Lili. Georges Aymeris me l'a décrite ainsi :

Grande brune aux prunelles d'aventurine, romanesque, passionnée, mais toujours sur la défensive, elle portait dans un corps de spadassin un cœur qu'elle eût voulu héroïque,

invulnérable. Lili, une blonde grasse, était aussi capable d'être une amoureuse, et qui copiait Caro, sans le savoir. Repliées sur elles-mêmes, elles n'eurent plus d'autres occasions de dépenser leur ardeur qu'auprès de Georges, désormais la raison d'être de leur existence, l'héritier de leurs principes, leur « propriété spirituelle ».

En âpre lutte avec leur belle-sœur, elles tâchèrent d'oublier leur neveu, s'éloignèrent de toutes relations dangereuses pour leur tranquillité, firent le vide autour d'elles ; mais Georges resta le dernier sujet extérieur de leurs préoccupations de solitaires, car elles avaient cet esprit de famille qui leur faisait prendre en public la défense de M. et Mme Aymeris, si, d'autre part, elles daubaient sur ces ingrats quand elles étaient tête à tête. Elles avaient, certes, pour leur frère « de la considération », et qui donc n'en aurait pas eu pour Pierre Aymeris? Quant à Alice, leur belle-sœur, elles la tenaient pour « un élément de désordre dans l'économie traditionnelle de leur maison ».

Avant d'aller plus loin dans ce récit, il conviendrait de faire connaître au lecteur les personnages dont notre héros portait en lui l'hérédité. Georges Aymeris a tenu, pendant une longue partie de sa vie, un journal qu'une main pieuse, mais criminelle, a détruit. Dans ces cahiers, Georges, à l'aide de ses souvenirs, avait reproduit, telles que sa mémoire le lui permettait, des anecdotes contées par sa mère, imprudemment peut-être, si l'on songe à l'influence qu'elles eurent plus tard sur lui. M. Aymeris avait la discrétion professionnelle ; Mme Aymeris n'en pratiquait aucune. A l'intimité presque choquante qui s'établit entre cette mère, âgée, et ce fils trop jeune, nous devons la partie la plus intéressante du journal — de 1880 à 1895 — date de la mort de Mme Aymeris. Il semble que ce fils et cette mère, qui avaient entre eux tant d'affinités et qui s'aimèrent si violemment, aient eu peu le sens des responsabilités vis-à-vis des autres. Georges me rapporta ce paradoxe du prince Edmond de Polignac, qui l'avait beaucoup frappé : « Parmi les secrets qu'on m'a divulgués, j'en sais peu qui méritassent de ne l'être pas à ceux auxquels on les avait confiés. »

Jamais Mme Aymeris, ni son fils ne comprirent que les faiblesses des gens qu'on aime le plus ne doivent point être jugées comme celles des autres. L'affection, l'amitié, l'amour

même n'infirmèrent pas leur raisonnement. En dépit des expériences cruelles que la vie leur réserva, la mère et le fils gardèrent toujours une candeur, un manque de méfiance, aussi tenaces que l'était leur goût pour « les autres ».

Mais avant de retourner au Passy d'avant la guerre de 70, quelques explications sont dues à ceux qui liront ce récit d'une longue et sinueuse carrière, assez représentative, selon le narrateur, d'une France agitée par la plus grande menace que la bourgeoisie ait encourue.

Habitant non loin de la famille Aymeris, notons que la mienne, de mêmes traditions que celle de Georges, ne fréquenta point ses voisins, si elle en parlait souvent. Je ne connus Georges, enfant, que de vue et pour rire de sa voiture à âne, du cocher et des femmes qui l'accompagnaient dans ses sorties. Nous fûmes en même temps au lycée, mais non dans la même classe ; nous allions être des confrères ; néanmoins, je ne devais me lier avec lui que beaucoup plus tard, et constater entre nous certaines analogies, au point qu'il me fut plus facile qu'il ne l'eût été pour un autre de reconstituer l'enfance et l'adolescence d'un Georges Aymeris...

J'ai dû recourir à l'obligeance d'amis communs, retrouver des lettres, et même introduire parfois des souvenirs personnels à moi, pour donner la vie aux personnages et au décor : d'où la forme double de cet ouvrage. J'ai donc voulu qu'il fût un roman, ou bien, autant valait-il ne publier que le journal d'Aymeris en entier, ce à quoi je ne fus point autorisé.

On y aurait mieux suivi la progression de sa pensée et de sa parole, la lente incubation d'une maladie, hélas, celle de tant d'artistes nés trop tard ou trop tôt, ayant leur place dans deux siècles dont ils sont, et qui ne savent jamais quel est celui où ils eussent souhaité d'agir pour s'exprimer.

Georges, malgré mes avertissements, allait renier son passé et courait à sa déchéance.

Pour ses premiers ans je tâcherai de maintenir un ton gris, pauvre et froid, avec quelques éclairs de chaleur, annonciateurs, comme, en Juin, dès la veille, d'un gros orage pour le lendemain.

★

Emmanuel-Victor Aymeris, bâtonnier de l'Ordre des avo-

cats, s'était marié deux fois. La première en 1804. De son premier lit naquit Pierre. La première Mme Aymeris, morte en donnant naissance à ce fils, ne laissa point dans la mémoire de la famille profonde trace de son passage ici-bas. Celle qui lui succéda, en 1820, dans la couche d'Emmanuel-Victor, fut la mère de Caroline et de Lucile ; Berthe Aymeris, Marseillaise d'origine, fille d'un amiral Chancelot, s'éteignit dans l'établissement d'un neurologue. Lili et Caro ne l'avaient pas revue depuis le jour sinistre où, les ayant prises pour des crapauds, la démente les poursuivit à coups de canne ; si ces demoiselles l'avaient aimée, maintenant elles ne faisaient plus allusion à leur mère. Caroline savait qu'elle ressemblait à la folle, et la crainte de ce funeste héritage fut pour elle une obsession. Pierre, Me Aymeris, tenait de la sienne un charme naturel, mais une bonté un peu passive, qui l'aurait servi dans sa carrière, n'eût-il reçu d'Emmanuel-Victor un jugement sûr, et que, seule, faisait parfois fléchir sa pitié pour l'infortune. Pierre Aymeris, avocat, aurait fait des excuses à la partie adverse, s'il eût osé : — Il ne plaide que pour les causes justes. Qui choisit Me Aymeris doit avoir le droit pour lui, — disaient ses clients. Les magistrats lui accordaient une place à part dans le barreau. Si son discours n'avait pas les fulgurances de son illustre père, on reconnaissait en Pierre Aymeris un plus sûr conseil qu'en Emmanuel-Victor. Excepté pour lui-même, le pauvre ! — eût dit sa femme et sa cousine germaine. Alice, dès le couvent, « s'était languie » du collégien Pierre, dont elle eût voulu se faire remarquer. Pendant les vacances, elle lui décochait de tendres œillades, commençait des phrases amphigouriques, tant émue en lui parlant, qu'elle « bafouillait ». Pierre la « reprenait ». La brusquerie d'Alice, ses saillies comiques s'amortissaient comme une balle contre la correcte façade du cousin. Alice était telle qu'une chèvre qui use de ses cornes contre ceux même qui la flattent. Attachée au piquet, si elle casse le lien, la pauvre bête est mise à la chaîne, un peu plus loin. L'enfant impatiente, mais sévèrement régentée, savait qu'au moindre mouvement d'indépendance elle serait punie. Ses plaisanteries étaient celles des enfants battus. Alice pinçait l'oreille de Pierre, lui glissait des billets doux dans ses poches et se sauvait. Pierre, au lieu qu'il l'en remerciât ou y répondît par

quelque gentillesse, corrigeait les fautes de grammaire de « la linotte », mais se dérobait à ses avances. A vingt ans, Alice dut se résigner ; elle s'arma de patience et attendit « le retour du voyage au long cours », — disait-elle ; — « la destinée lui ramènerait le capitaine las de parcourir le monde ». Alors serait-elle « sur le quai, toute prête à poser sur le visage du prodigue un baiser de pardon... »

Georges trouva dans les papiers de son père une lettre que Pierre Aymeris avait toujours gardée :

Cher Pierre,

Est-il trop tard? Est-il jamais trop tard? Tu en cherches peut-être « une » trop loin, quand tu la trouverais si près ! Passeras-tu à côté d'elle sans la voir ? A mon âge, je ne t'offrirai plus les aventures romanesques de l'amour ; mais je serai toujours là et jamais ne me lasserai d'attendre. Un mur se dresse de plus en plus haut, qui me cache le futur. Un regard de toi le ferait crouler.

Ta fidèle cousine, qui voudrait être ta fidèle compagne jusqu'au tombeau.

Alice.

P. S. — *Comme je voudrais t'aider ! Tu as besoin d'une femme énergique, avisée, qui te montrât les pièges tendus à ta bonté, et te protégeât contre les excès de ton cœur...*

Nous ignorons comment s'était conclue cette union des deux cousins germains, qui avaient déjà de beaucoup dépassé la trentaine.

Caroline et Lucile avaient peu d'idées communes avec Alice Aymeris, et moins encore de bienveillance pour cette cousine, qui avait donné des leçons de dessin ; — n'avait-on pas songé pour Alice à une situation de dame de compagnie ? Que Pierre épousât Alice équivaudrait, selon elles, à une mésalliance.

Alice Aymeris était passée, du couvent de son enfance, à celui des dames de l'Adoration Perpétuelle, où sa mère, veuve, avait élu domicile près de sa fille aînée, qui y avait pris le voile. Dans un corps de bâtiment où était la loge de la sœur tourière habitaient quelques « dames pensionnaires » laïques, elles-mêmes presque des religieuses.

En deux chambres froides, Mme veuve Caron-Aymeris vécut pauvrement avec Alice, afin d'être plus proche et « plus digne

de sa sainte fille Blanche », que des règles d'un Ordre cloîtré lui défendaient de voir ; mais elle entendait aux offices le soprano de Blanche monter sous les voûtes de la chapelle.

Mme Caron-Aymeris était janséniste, et d'une cruelle austérité. Alice faisait le ménage de sa mère, balayait les couloirs avec les sœurs converses ; elle aussi était une sorte de converse en bonnet et pèlerine d'uniforme. Ses cheveux se divisaient en bandeaux noirs et ustrés. Sortait-elle ? Espérant d'apercevoir Pierre chez l'oncle Emmanuel-Victor, elle ajoutait un col tuyauté, prenait sa robe de soie puce, et, sous sa capote améthyste à brides noires, ses yeux étincelants d'intelligence lui prêtaient une sorte de beauté. Dans la famille, le mot d'ordre fut : « Alice n'a pas d'âge, ni âge ni sexe. » — En l'épousant, Pierre, une fois de plus, s'oublie lui-même, — dirent ses sœurs, quand la nouvelle fut officielle.

Le bonheur ferait-il reverdir la plante aux feuilles jaunissantes ? Pierre et Alice, mariés depuis un an, Lili et Caro conclurent : Pierre a trouvé son maître en sa cousine... Ah ! la fine mouche ! Qui l'eût crue si maligne ? Elle tient son trésor, l'avocat en passe de devenir bâtonnier, celui que recherche le monde, qu'on invite aux Tuileries. Pierre n'aurait-il pu rencontrer parmi ses belles connaissances des douzaines de femmes qui eussent au moins su tenir sa maison, présider aux réceptions, faire figure ?

Mme Aymeris n'avait manqué que d'une occasion pour s'affirmer ; elle prit la barre, commanda et se fit obéir. Econome et prudente, elle mit bon ordre aux trop généreuses aumônes de son époux, tâchant d'avertir l'excellent homme qu'amollissait la pitié. Une franchise, parfois maladroite, irritait M. Aymeris et ne l'éclairait point.

Les enfants vinrent : Marie, Jacques, puis Georges. Les deux aînés moururent. — Si je les avais eus plus tôt, ce qu'ils seraient maintenant ! — disait Alice.

Ces maternités tardives, au lieu d'épanouir Mme Aymeris, l'épuisèrent. Les fruits de l'arbre vétuste tombèrent au premier souffle de l'aquilon.

★

Au début de son journal, Georges évoquait la maison de ses parents vers 1868. Il se voyait entouré de vieillards. Père,

mère, tantes, Mme Demaille, la marraine de Marie, Nou-Miette, les serviteurs, Miss Ellen, étaient pour lui des *centenaires*. Quand Georges demanda pourquoi Amable, la doyenne des Aymeris, qui l'avait tant gâté, était morte, on lui avait répondu :

— Parce qu'elle était très vieille.

— Quel âge ?

— Elle était une centenair .

— Une centenaire, qu'est-ce que c'est ?

— Une centenaire, c'est quelqu'un qui a vécu un siècle.

— Qu'est-ce que c'est, un siècle ? C'est vieux ?

Et Mme Aymeris, à bout de ressources, eut recours à une image.

— Le poirier qui ne donnait plus de fruits, tu sais, en bas du jardin, près de tes poules et de tes lapins, le tronc sur lequel grimpent des capucines ? C'était un centenaire, on en a fait des bûches.

— Ah ?

Et tout le monde était devenu pour Georges, les enfants exceptés, des *centenaires*, ceux qu'on emporte ailleurs, ceux qu'on abat comme des arbres.

Tel un oiseau des îles, rare et dépareillé, Georges, seul dans sa cage, voyait des gens, au travers des barreaux, faire des choses interdites à lui, et il ne rejoindrait jamais ces centenaires.

Plus de Ranelagh, à cause de l'humidité des pelouses et des quinconces ; défense de s'approcher des autres enfants qui ont la coqueluche ou des éruptions « mal guéries ». Autour du Lac, levant la tête, autant dire tenu en laisse par Nou-Miette, il assistait aux derniers fastes de l'Empire. C'était une procession de calèches, de daumonts, de « mylords », des livrées et des harnais de gala, plusieurs rangs de voitures d'où débordaient des crinolines, un roulement sourd dans l'avenue de l'Impératrice ; ces cortèges, qui passaient au-dessus de la ligne d'horizon comme des atomes de l'air dans un rayon de soleil, faisaient cligner les yeux de Georges, et ses oreilles bourdonnaient encore quand il regagnait la triste maison des siens.

En juin, c'était Dieppe, où il habitait une autre maison de centenaires, celle de ses cousins Voinchot ; Dieppe, maintenant sans Jacques, jadis bâtisseur pour son petit frère Geor-

ges de châteaux en galets, de forteresses où brillaient des cabochons de verre, des fragments de bouteilles polis par le flux et le reflux, et qui ressemblaient à des émeraudes. Il y avait aussi du silex aux marbrures d'onyx, des coquillages, le sable et des herbes marines encroûtaient leurs arêtes. Miss Ellen veillait à ce que Georges « pataugeât » à marée basse, pour affermir ses chevilles dans l'eau salée des flaques ; mais Nounou tenait pour dangereuse la pêche aux crevettes. Georges traînait au bazar du Casino, aguiché par les sébilles russes, une pacotille d'objets algériens, des chinoiseries et des lanternes japonaises ; à l'atelier de l'artiste photographe, c'étaient des presse-papier de grès sur lesquels les voiles d'un brick se gonflent, un paquebot lutte contre la tempête ; sur un autre galet, le pinceau de M. Julius avait peint une mouette qui rase la « surface de l'onde », un oiseau aussi grand que ces barques polletaises, dont les rameurs en bonnet de coton piquent de rouge un ciel de tempête : cruelles tentations pour Georges, qui n'était pas très riche. Nou-Miette grognait :

— Et dire qu'il y a des petits comme toi qui n'ont même pas de pain à se mettre dans le ventre !... — Georges regardait, du coin de l'œil, les ivoiriers de la Grande Rue. Le pauvre Jacques avait-il assez raillé les stations de Georges devant les vitrines, pleines de poupées-baigneuses, de marchandes de harengs et de ces figurines en terre cuite que modelait alors le fameux Graillon...

M. et Mme Aymeris défendaient à Georges le bal d'enfants, de courir sur la plage, comme tous les plaisirs de son âge dont il se sentait peut-être moins privé, car la froideur de son sang avait fait de lui un petit vieillard, déjà un « centenaire » lui aussi. Pourtant les lois infrangibles qui régissaient ses jours comptés se relâchaient un peu pendant les quelques semaines à Dieppe ; il s'allégeait de ses châles de laine, des cache-nez, des guêtres, des pompons de soie bleue, cousus à son chapeau pour protéger ses oreilles en hiver. Oh ! le froid de ces longs corridors de Passy, de ces dalles noires et blanches, ces hauts murs d'où l'humidité suintait ! Un seul poêle à bois chauffait l'ancien rendez-vous de chasse d'un fermier-général devenu, sous Louis XVIII, une école de Maristes, puis qu'Emmanuel-Victor avait loué pour s'y camper tant bien que mal dans la banlieue.

Georges, se rendant d'une pièce dans l'autre par les couloirs, pliait sous la charge des paletots et des plaids que « ses femmes » jetaient sur ses épaules. Mme Aymeris, jusqu'à son mariage ignorante des précautions, subit l'influence de la crainte et du chagrin, devint capable, pour Georges, de menus soins qu'elle eût jugés absurdes, du temps de Marie et de Jacques : — Et j'ai refusé à ma pauvre fille Marie, pour son *renouvellement*, une trousse de toilette avec une lime à ongles ! Jacques, son grand, avait un appétit de chasseur ; Mme Aymeris s'était-elle avisée que les grosses tranches de viande fussent mauvaises pour l'intestin ? Et ces heures d'escrime, de gymnastique, de cheval ? Si c'était à refaire ! Et Mme Aymeris levait les bras au ciel, quand Miss Ellen lui disait :

— Madame, chez nous, les enfants mangent des purées et des légumes ; on a tué master Jacques avec les « joints » (1).

Miss Ellen avait, à ses débuts dans la maison Aymeris, voulu installer une *nursery*, avec le régime britannique. Nou-Miette s'était gaussée de « ces manières ». Elle bouda, et Mme Aymeris lui obéit. Selon cette campagnarde, les bains, les jambes nues, c'était bon pour les Angliches.

— Il faut être des Turcs pour résister à l'eau froide, — disait-elle. — Les petits Français portent des bas et sont propres, sans avoir des baignoires comme des femmes de mauvaises mœurs. Ah ! Madame ne voudrait pas !... Notre Jojo n'est pas un sac à bière, i'n'sera jamais un hercule de force, comme mon pauvre Jacques ! il lui faut de la bonne viande saignante et qu'il n'attrape pas froid...

Mme Aymeris ajoutait un caleçon de futaine, un gilet de tricot, et les prescriptions devenaient encore plus rigoureuses dans leur absurdité.

On allait s'occuper de l'instruction de Georges, à huit ans. S'ils hésitaient entre les différentes hygiènes, les Aymeris n'avaient pas de doute quant à la supériorité des femmes pour cultiver l'esprit d'un enfant délicat. Des maîtresses viendraient, chacune une demi-heure à la fois, pas plus, mais tout le long du jour, dispenser, « en se jouant », les multiples bienfaits de leurs respectives lumières. Georges apprendrait « en s'amusant ». Nou-Miette eût volontiers « fichu ces savantes à la porte ».

(1) Viandes rôties.

— Ces drôlesses-là, elles ne me donneraient même pas la main, bien sûr ! — ricanait-elle.

Soit incapacité d'un effort, ou par la faute des professeurs qui avaient ordre d'être indulgents, Georges apprenait mal, et la lecture le congestionnait. Il s'allongeait sur les sofas, dessinait, griffonnait au crayon de petites compositions littéraires, qu'il déchirait dès que finies. Il écoutait tante Caroline toucher du piano. Mme Aymeris lui enseigna les notes de musique, mais s'il avait de la mémoire pour les mélodies, et la voix juste, il ne retenait point le nom des notes. Mme Aymeris se munit d'un solfège dont elle le poursuivait jusque dans les escaliers ; elle s'asseyait sur les marches, Georges s'obstinait-il à y demeurer, ne le lâchait plus qu'il n'eût reconnu un *fa* d'un *ut*, un *dièze* d'un *bémol*, une *croche* d'une *ronde*.

— Faites-lui entendre de la musique ! — disait M. Aymeris. Je veux que mon enfant en entende de la bonne, tout de suite. Il voudra en faire aussi.

J'ai trouvé dans les souvenirs de Georges ce dialogue de son père et d'une certaine Mme d'Almandara.

(Du journal.)

Quand Fernande d'Almandara, ex-premier sujet à l'Opéra, détaillait un air de la Juive, *son grand succès d'antan, ou apportait la* Prière d'une Vierge *(elle était pianiste et pinçait de la guitare), mon père l'interrompait sans pitié : — Ma chère Fernande, pas de ces fadaises, je vous en supplie ! Vous donneriez à Georges de mauvaises habitudes. Il y a tant de chefs-d'œuvre ! Pourquoi pas l'*Adélaïde *de Beethoven ? Vous la « disiez » si bien, quand nous étions jeunes ! C'est loin, Fernande ! Y a-t-il longtemps de cela ! Vos boucles châtain se prenaient dans le bavolet de votre chapeau à épis de blé. Dès que Georges en saura plus long, donnez-lui donc des réductions de Gluck ! Ah ! cet* Alceste *! et Pauline Viardot ! Pauvre voix, mais quel style ! Gluck, Beethoven,* les Saisons *de Haydn ! Ma chère, c'est chez mon père que Berlioz a fait exécuter pour la première fois le septuor des* Troyens, *avec Gounod et Mme Charton-Demeure. Ici, l'on ne fera que de la vraie musique. Je sais ce que vous en pensez, ma chère Fernande, vous en tenez pour le* Bel Canto, *les vocalises à l'italienne, la* Cenerentola *! Madame Alboni et la petite Patti ! Vous êtes une cantatrice ! — Ce n'est pas si mal, soupirait Fernande, et peu importe la nationalité du compositeur et de l'interprète, pourvu qu'on distraie le mioche. C'est des côtelettes toutes crues*

que je lui ferais avaler, avant du Beethoven ! Tonifiez-le, faites-lui des muscles... Dieu sait ce que sera demain, pour lui !... Mon père ne me savait pas là, mais je l'ai bien entendu. Mon père s'émouvait alors et, plus bas, questionnait Mme d'Almandara : — Il est pâle, n'est-ce pas, Fernande ? Ah ! si nous n'avions pas l'horrible souvenir de notre Marie et de notre Jacques! Il est vrai qu'au dire de mes parents, je n'avais que le souffle à l'âge de Georges. Et je suis encore là, sur mes deux pieds! Tout de même, Georges me navre...

Toute conversation dans ma famille prenait vite un tour mélancolique ; on évoquait sans répit les jours de deuil. J'étais comme le fils d'un gardien de cimetière parmi les saules pleureurs ; on entretenait les tombes autour de moi, on m'en creusait une, on m'enterrait vivant. Je ne comprenais rien aux silences, sans doute pleins d'un sens poignant où se perdait mon imagination.

Suivait ceci :

Mes tantes déblatéraient à la cantonade. Elles parlaient en canon, l'une reprenant la phrase de l'autre, à un autre diapason : — Georges sera un mollusque, si Alice et Pierre ne le mêlent pas aux autres gamins de son âge, disait Caro à sa sœur. — Oui, Georges sera un mollusque, répondait tante Lili, mais si Alice avait pour deux sous de bon sens, c'est nous qui le prendrions en main, ce petit, et nous en ferions quelque chose. Pierre et Alice se débrouilleront, que veux-tu! Ceux-là, ce qu'ils ont peu le sens de l'éducation !...

Ma mère prétendait que mes tantes la souhaitaient morte, qu'elles n'aspiraient qu'à remplir sa place. Mon père prenait leur défense : — Du moins, elles sont discrètes, *mes bonnes sœurs, on ne les voit plus !... Te donnent-elles des conseils, à toi ? Je t'en prie, Alice, de l'indulgence! Tâche de les comprendre. Leur haute intelligence n'a pas d'exutoire. La vie est dure dans notre classe, pour les femmes célibataires..... Que veux-tu qu'elles fassent ? Ce qui manque à Lili et à Caro, c'est la tendresse d'un mari ; j'aurais dû les laisser libres de le choisir.*

— Peut-être ! Mais pourquoi ne donnent-elles pas des leçons comme maman ? Elles me méprisent, elles nous jugent, et comment ! Hier, je les écoutais, elles en avaient après nous : — Ah ! cette nourrice, cette Miss Ellen ! Des mercenaires, des exploiteuses. Alice et Pierre n'y voient que du feu. Un beau jour, ils verront ce qu'ils ont fait ! — Et elles ricanaient. Oh! ce ricanement ! Pourquoi en veulent-elles tant à Miss Ellen ?

— Alice, — implorait papa, — ne sois pas si nerveuse! Elles ont leurs principes: nous n'avons que de la tendresse et des craintes pour notre tardillon. Miss Ellen est une fille parfaite, Georges l'aime bien, laissons parler mes braves sœurs.....

Pauvre maman! J'avais, en pareil cas, envie de me jeter à son cou. Je ne concevais pas qu'elle pût se tromper.

★

Ailleurs :

Miss Ellen s'était assouplie et pliée à nos coutumes depuis son arrivée en France, deux ans auparavant; elle était descendue chez une parente à elle, Mrs Randall, ancienne gouvernante qui tenait un petit magasin de papeterie et de livres anglais, rue d'Aguesseau. Ellen avait traîné par le faubourg, dans des logements de cochers chics, avec des nurses. Mrs Randall, imbue des traditions de l'aristocratie, où elle avait elle-même servi, tenait à ses principes et croyait au rang. Ellen était d'une autre extraction que ces serviteurs de la haute finance, elle dérogerait, selon Mrs Randall, en se liant avec eux. Par l'entremise d'un fournisseur, celle-ci avait pu caser Ellen plus loin du quartier des Champs-Elysées et de ses tentations; par hasard, c'est à Passy, chez nous, qu'Ellen s'était engagée.

Les fonctions d'Ellen Mac Farren auprès de Georges consistèrent à lui apprendre la langue anglaise, par le jeu et la conversation. Paresseuse, et sentant le faisceau des Aymeris trop compact pour qu'elle glissât, par le moindre interstice, un peu de son autorité auprès de l'*enfant-tunique*, elle avait accepté d'être en sous-ordre de la toute puissante nourrice, afin de jouir des avantages d'une maison confortable, d'une vie facile et cossue.

La veuve Randall envoyait à Georges des bibliothèques entières de toy-books (1), des albums d'images en couleur, *Little Bo-Peep, Jack and the Bean Stalk*, des légendes de revenants, des contes fantastiques en quelques lignes, des histoires où les Anglais excellent à faire parler les animaux pour les petits enfants. Les gravures en taille-douce, dans une édition abrégée de Dickens eussent tenu Georges des semaines enfermé, hors d'atteinte, lui semblait-il, de ses tantes, qui n'admettaient que l'Histoire de France. Il était heureux loin du mobilier d'acajou, des vases d'albâtre, du *Tireur d'épines*, de la *Vénus de*

(1) Albums illustrés pour l'amusement des enfants.

Milo, et autres bronzes par quoi les clients témoignent à un avocat, ou aux médecins, de leur reconnaissance et de leur manque de goût.

Georges aurait voulu les connaître, les héros de Dickens et ceux des légendes, qu'il croyait vivre pour de bon dans un monde où le transportait son imagination. Combien il les préférait aux personnages de Mme de Ségur, de petits sots et des parents ennuyeux, qui parlent comme les tantes Aymeris !

— Miss Ellen, quand vous irez chez vous, emmenez-moi ! Connaissez-vous Mr Pickwick ? Et David Copperfield ? Et la Belle et la Bête ? Et le Prince Grenouille ? Est-ce qu'on les rencontre ? Sont-ils ressemblants, dans mes images ?

Ellen fit encadrer des chromos, extraites des numéros de Noël, du *Graphic* et de *l'Illustrated London News ;* Georges contemplait, quand il se réfugiait chez elle, des paysages d'Ecosse, certain château moyennâgeux aux fenêtres flamboyantes, par un clair de lune, qui bleuissait la neige d'un *Christmas Eve* (1). Le pendant était une salle de bal; des chasseurs en habit rouge buvaient à une table de souper. Il y avait aussi des chevaliers en cotte de mailles, des châtelaines vêtues d'orfroi et d'hermine, des écuyers galants, des Indiens enturbannés, des convois d'éléphants et des voiles de pagaies sur des flots d'azur ; un paysage de l'Hymalaya, perçant de ses cimes le tapis d'un ciel oriental.

— Racontez, racontez, Miss Ellen ! Comme c'est beau !

Et Miss Ellen enfilait des histoires jusqu'à ce que les tantes, s'avisant que Georges n'était point au salon, demandassent à Mme Aymeris : — Où est-il ? Encore parti ? Toujours avec l'Angliche ? La place de Georges ne serait-elle pas plutôt auprès de nous ? Et Mme Aymeris songeait aux courants d'air, à la fenêtre toujours ouverte chez Miss Ellen. — La fureur des Angliches, *l'air !* — Fresh air, fresh air ! — ricanaient ces demoiselles pour alarmer leur belle-sœur. — Nous, nous sommes *des Françaises !*

Georges allait s'enrhumer ! Et il descendait à l'appel de sa mère, dans la pièce aux fauteuils symétriques, dont le velours était d'un vert pisseux. Il y retrouvait l'accablant ennui du *Salon des Centenaires.* — Où est ma boîte à modelage ? Tantes, qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? J'ai assez de

(1) Veillée de Noël.

vos jeux d'oie, de vos dominos... Georges bâillait. Ces demoiselles grommelaient : — Alice ! Hein ? Avais-je raison ? Il était encore avec la Miss ! Mais mon pauvre enfant, la Miss est ici pour te laver, te nouer ta cravate, rien de plus ! Je parie qu'elle te parlait de ses chevaux, de ses grooms ?

— Mais non, c'était des voyages.

— Allons une partie de *bataille*, mon chou ! Lili, Lili, fais donc une partie avec Georges !

L'enfant s'enfuyait déjà ; on le rattrapait.

— Non ! Rendez-moi ma boîte à modelage !

Il n'y avait que cela qui l'amusât, ou les gravures.

Lucile et Caroline, ensemble, explosaient :

— Permettre à Georges de pétrir de la pâte plastique ! Ça sent bien mauvais et ça empoisonne les enfants. Le modelage ? un métier de maçon ! Aussi bien, faisons de lui un contremaître, un plâtrier, un mécanicien... Dieu sait quoi !... C'est effrayant, Alice ! Il voudra être tourneur sur bois, ce gamin-là, pourquoi pas ébéniste ?

Et, menaçant Georges : — Tu t'appelles Aymeris, mon cher, ton grand-père s'appelait Victor-Emmanuel Aymeris ! Il était bâtonnier de l'Ordre des Avocats, noblesse oblige !...

Mme Aymeris embrassait Georges, l'emmenait dans le vestibule, après avoir regardé les belles-sœurs avec rage, et elle claquait la porte.

— Tu n'a pas pris froid, au moins, là-haut, chez Miss Ellen ? La fenêtre était-elle ouverte, mon mignon ?

Mrs Randall passait le dimanche à Passy, prenait le thé avec Miss Ellen. Mme Aymeris, bienveillamment, causait avec la libraire, qui se crut autorisée à décrire la situation de ses autres neveux et nièces, orphelins dans la banlieue de Londres. L'un, Thomas, fréquentait une école qu'on ne pourrait bientôt plus payer ; il y avait une chétive fillette de dix ans et demi, à peine plus vieille que Georges, Jessie, qu'il faudrait placer quelque part « sur le continent », à Paris, sans doute, puisqu'elle aurait là du moins en Mrs Randall une correspondante. Celle-ci espérait que Mme Aymeris voudrait bien, en plus d'Ellen, patronner Jessie ; mais la fillette n'était pas encore d'âge, ni assez instruite pour être la gouvernante d'un enfant ; sa tante l'occuperait d'abord dans son commerce, quoique la patronne suffit pour répondre à la clientèle, dans un magasin qu'eussent

rempli trois personnes assez mal avisées pour y faire emplette à la fois. Et le logement en sous-sol ! Mrs Randall devait-elle condamner Jessie à l'atmosphère d'un fourneau à gaz et à un lit tout contre ? On ne pouvait plus se mouvoir dans ce minuscule capharnaüm, les loyers étaient ruineux, et comment s'agrandir ? Alice Aymeris s'émut. M. Aymeris, après quelques hésitations, décida que Jessie viendrait auprès de sa sœur Ellen et serait la compagne de Georges. Les sœurs de l'avocat crièrent au scandale. Lili ferait une exception, cette fois, car c'en était trop ! Elle se promit qu'elle « secouerait » Alice, de la « belle façon ». Elle lui dit :

— Eh quoi ? Tu as détruit ta santé, tu te mines d'inquiétude pour tes enfants à toi, tu as perdu Jacques et Marie, et tu vas recueillir une vagabonde, une inconnue, on ne sait quoi ? D'ici quelques années ce seront des rapports très gênants pour les enfants et pour nous. Une étrangère de plus !... Ça nous apportera la fièvre... Pierre a déteint sur toi, avec son besoin ridicule de faire le chien du Saint-Bernard ! Comme si tu étais à court de responsabilités ! Vous êtes fous, ton mari et toi, d'associer une fille à la fille manquée qu'est votre tardillon !... Caro me le disait pas plus tard qu'hier : *Vous ne vivez que dans les embrouilles !* Est-ce que nous nous jetons à la tête des autres, nous ? Nous avons toujours été *discrètes*, mais, cette fois, c'est moi qui parle au nom de la famille, pour la mémoire d'Emmanuel-Victor, notre père ! Il n'y a que nous qui ayons le culte de notre nom...

Les Aymeris songeaient parfois à adopter une fille, leur Marie leur manquait tant ! Peut-être Dieu leur envoyait-il Jessie : ils laissèrent dire, et, vers la fin de l'automne, la petite Anglaise fit son apparition.

Lorsque Georges Aymeris me parlait de cette époque, il revoyait toujours avec mélancolie sa première rencontre avec l'enfant dont il me donna le daguerréotype.

Du journal :

Elle était descendue de l'antique berline du Bâtonnier, devant le perron du « château », dans une jupe de tartan rouge et noir, plus courte que ses pantalons; ses bas étaient couleur magenta ; une toque de faux astrakan se tenait verticalement sur un front bombé; ses yeux hagards et à fleur de tête s'ouvraient jusqu'à ses oreilles, où des boucles de cheveux étaient collées par le se

marin, la tempête ayant fait rage entre Southampton et le Havre. Des mains osseuses, vertes et transparentes laissèrent choir sur le marchepied de la voiture une cantine mal ficelée, d'où s'échappèrent des rubans, d'innommables chiffons, un peigne édenté, une brosse sans poils et un savon. Miss Ellen nous présenta Jessie. Jessie grimaça un sourire triste et niais, rougit et se moucha; elle avait un rhume de cerveau, qui devait, hélas! devenir chronique. Sa voix nasillarde et sourde semblait sortir de son front. N'eût-elle fait tant de peine, dès l'abord on l'aurait prise en grippe, comme certains malades d'hôpital, qui découragent par leur seule apparence les meilleures intentions. J'embrassai Jessie, cela nous gêna tous les deux. Jessie monta dans la chambre de Miss Ellen. J'entendis mes tantes ricaner :

— Magnifique, la découverte d'Alice et de Pierre!

Je pleurai d'énervement. Je la trouvais très gentille!

Ainsi Georges dépeint, sans l'embellir, l'objet de son premier amour.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE.

(*A suivre.*)

REVUE DE LA QUINZAINE

LES POÈMES

Retour. — On a bien voulu me conserver cette place. Je la reprends. Je la reprends avec beaucoup d'inquiétude et après beaucoup d'hésitations. La guerre n'a pas trop diminué la production poétique de notre pays. La vie littéraire a continué, malgré tout. De vieux maîtres sont morts ; des poètes jeunes et ardents, qui semblaient promis à de riches destins, sont tombés dans l'immense massacre ; mais toute une génération nouvelle est apparue en pleine lumière ; les adolescents de 1914 sont maintenant des hommes audacieux, et, semble-t-il, avides de créer de belles choses.

Depuis cinq ans qu'il m'a fallu poser la plume du critique, la carte du « monde poétique » s'est donc profondément modifiée. Des réputations se sont effritées, d'autres ont gagné du relief et de la fermeté. La grande journée s'est déployée à la face du ciel, je me réveille à midi. J'ai peur de « n'être plus à la page », comme on disait pendant la guerre. Je suis allé au *Mercure de France*. La case où s'entassent les livres destinés à ma rubrique a été débordée tumultueusement. C'est devant un véritable océan d'ouvrages multicolores que je me suis assis avec mélancolie. Les exhortations, les consolations de l'ami indolent et bénévole qui voulut bien songer parfois à l'*intérim* n'ont pu m'incliner à faire un plongeon dans cette mer silencieusement agitée. Du moins, je me suis borné au plus rapide des inventaires. Il y a là, je n'en veux pas douter, le meilleur et le pire. En pourrait-il être autrement ? Il y a là, sans doute, quelques cris dignes de l'éternité et maints balbutiements qui déjà s'enfoncent dans l'oubli.

Que faire ?

Franchement, je crois qu'il y a prescription. Une chronique qui, par essence, s'alimente de l'actualité, ne saurait, sans danger et sans présomption, chercher dans cette masse confuse, où, seules, doivent maintenant choisir la gloire et la postérité.

Je n'élude pas la grave difficulté qu'il peut y avoir à démêler l'influence de la guerre sur notre poésie : c'est maintenant que la question va se juger. C'est maintenant que les poètes vont nous dire si la guerre doit faire jaillir d'autres sources que celles du sang et des larmes.

C'est maintenant qu'il nous sera peut-être donné d'entendre le chant rude, simple et si triste qui seul pourra s'élever à la hauteur des hommes de ce temps.

Ce grand débat critique ne nous échappe pas : il s'ouvre, au contraire et j'ai bien des raisons pour l'aborder avec un intérêt passionné.

Sacrifions donc le plaisir que nous aurions pris à nous entretenir de certains des ouvrages parus pendant ce dernier lustre pour nous tourner avec ardeur vers l'avenir.

§

Le travail ne nous fera pas défaut. Jamais la muse française ne fut aussi féconde; jamais, d'ailleurs, en dépit des difficultés de l'heure présente, elle ne fut peut-être plus luxueusement secondée par l'art du typographe ou du graveur. C'est en robe d'apparat qu'elle se montre à nous chaque jour. Ces grandes somptuosités nous charment sans détourner notre âme de la vraie richesse qui tient dans le sens profond des mots et non dans les élégances du signe.

Nous aurons donc beaucoup de travail, et du plus délicat et du plus difficile. De tout mon cœur, je souhaiterais que ce travail ne fût jamais pénible et qu'il ne servît jamais à la discorde. C'est une incroyable ambition. Pour vivre, la critique a besoin plus encore d'être passionnée que d'être juste. Et, dès lors, comment n'engendrerait-elle point la mésentente et le ressentiment ? Je suis pourtant bien résolu à ne pas commencer une autre guerre. Je suis pourtant bien résolu, d'autre part, à dire droitement mon avis à ceux qui m'auront fait l'honneur de me le demander. La question semble insoluble. J'espère qu'elle ne le sera pas. Depuis longtemps j'ai fait abandon de tout ce que l'on pourrait appeler des griefs littéraires. J'ai trop pâti des effets de la haine pour admettre encore qu'elle puisse se manifester à l'occasion d'une querelle de prosodie, par exemple. Mais, comme j'ai conservé bien des convictions, et le constant besoin d'enthousiasme, et l'amour de l'éternelle beauté, j'assure d'avance les lecteurs qui voudront bien lire cette chronique que mon désir est d'y poursuivre une discussion courtoise, cordiale et dévouée tout entière au culte de la pure poésie.

Que s'il m'arrive, dans le feu de la controverse, d'outrepasser les limites qu'esquisse un tel propos, j'en demande pardon par avance à ceux qui s'en trouveraient, bien contre mon gré, navrés.

Et, si vous le voulez bien, maintenant, à l'ouvrage !

GEORGES DUHAMEL.

LES ROMANS

Charles-Henry Hirsch : *Petit Louis, boxeur*, E. Flammarion, 3,50. — Jeanne Landre : *Bob et Bobette* et *l'Amant qui s'ignore*, Albin Michel, 4,50. — Francis Carco : *Scènes de la vie de Montmartre* et *Au coin des rues*, Fayard, L'E-

ventail, 3,50, 10 fr. — Alfred Machard : *Trique, gamin de Paris*, E. Flammarion, 3,50. — Maurice Magre : *La tendre camarade*, l'Edition, 4,50. — Elie Faure : *La Roue*, G. Crès, 3,50.— Gyp : *Le Journal d'un cochon de pessimiste*, Calmann-Lévy, 3,50. — Jean Larmeroux : *Jusqu'à la mort*, Plon, 3,50. — Capmarty : *Pages de gloire et feuillets de misère*, Jouve, 3,50. — Paul Souchon : *Les Tranchées de Pelissanne*, E. Flammarion, 3,50. — Louis-Frédéric Rouquette : *La Cité des vieilles*, Albin Michel, 3,50. — Jean Farmer : *César Napoléon Gaillard à la conquête de l'Amérique*, Payot, 4,50. — Maurice Duplay : *Les Mutilés*, Albin Michel, 4,50.— Delly : *Le Maître du silence* et *Le secret du Kou-Kou noor*, Plon, 7 fr. — André Romane : *Contes galants*, Edition des Gémeaux, 2,50. — Louis Dejean : *Du fond de ma province*. — H. Avelot : *L'homme verdâtre*, Edition illustrée, 2,50.— Eugène Montfort : *Mon brigadier Triboulère*, Société littéraire, 3 fr.

Petit Louis, boxeur, par Charles-Henry Hirsch. Un bon coup de poing est encore, dans certain cas, la meilleure des répliques. Oui, mais les forts seraient alors les seuls ayant droit à répliquer péremptoirement ? Nous avons vu, cependant, que les exercices violents, tous les sports favorisés depuis une quinzaine d'années en France avaient su préparer, entraîner la jeunesse aux rudes assauts de la nouvelle guerre. Faut-il continuer de plus belle et garer à jamais de la peur des coups tous les enfants de l'avenir ? Je ne me charge pas de résoudre ce problème d'éducation physique, mais il me semble que, l'homme, étant décidément né pour frapper l'homme, il n'y aurait qu'à l'endurcir de telle sorte que deux adversaires d'égale habileté n'auraient plus qu'à se regarder dans le blanc des yeux en se tenant sagement en garde l'un en face de l'autre. D'après le roman très technique de Charles-Henry Hirsch, quoique toujours d'un intense intérêt dramatique, nous suivons un héros de la boxe dans son rude apprentissage, ses combats, ses triomphes. Nous voyons d'abord le nègre, le pauvre nègre, douce brute qui aime son infidèle et ne peut combattre noblement que s'il sent venir à lui, du fond de la salle bondée, le parfum de la minuscule poupée de bazar à treize qui le terrorise. Ça, c'est la force animale sur laquelle on ne peut guère compter, parce qu'elle porte en elle l'embryon de défaillances mystérieuses. Puis nous sommes initiés aux beautés de la culture physique par le professeur Cabet : M. Cabet ne permet ni le vin, ni le tabac, ni les femmes. Tout au moins cherche-t-il à éloigner de ses disciples tout ce qui peut leur faire oublier qu'il faut frapper, dur et longtemps. Le jeune Louis Pont, fils d'une fruitière, a tous les renoncements et on espère le former. C'est un sage, mais il finit par se laisser tout de même enlever par la spectatrice qui admire ces performances, une Mimi d'Arthès, grue de haut vol. Il est à remarquer que ces hommes si forts ont une ennemie déclarée très dangereuse dans la moindre jupe, ce qui est au moins amusant... pour la galerie. Petit Louis, boxeur, c'est la force intelligente, l'éducation des nerfs et des muscles d'un parisien bien doué ; mais, comme le nègre Tom, il suffit d'une passante pour influencer désastreusement le plus noble des

sports. Cependant comme ils sont doux, ces philosophes du biceps ! Ils ont une telle vision bourgeoise de la vie qu'on serait tenté de les croire meilleurs que les gens faibles, toujours prêts à certaines compromissions pour sauver leur face. De temps en temps il y a bien un mauvais moment à passer, par ci par là une oreille décollée, un tympan crevé ou une cervelle moralement en bouillie, mais c'est le *métier qui entre*. Le roman de Charles-Henry Hirsch fera plaisir aux professeurs, aux élèves et aussi à ces foules qui suivent les péripéties des luttes avec un plaisir encore plus furieux que les coups portés. Je crois, en outre, qu'il ne faut pas oublier qu'en l'écrivant l'auteur a cédé à une très respectable préoccupation patriotique et nous convie surtout aux leçons de choses se résumant dans ce précepte : « Les hommes seraient meilleurs si tous les hommes boxaient. » Ça me paraît très exact, seulement, voilà, ils ne boxent pas tous : espérons qu'ils liront tous l'histoire de *Petit Louis*.

Bob et Bobette, par Jeanne Landre. Les enfants sont très à la mode et ils sont de plus en plus mal élevés, au moins dans les livres, mais les romanciers qui s'en occupent en tirent d'inattendues philosophies par le goût même qu'ils développent chez le lecteur de se porter sur l'avenir des races, au lieu de tabler perpétuellement sur l'acte d'amour qui les perpétue à l'aveuglette. Cela nous débarrasse des scènes rituelles de l'adultère ou du libertinage qui varient si peu. Les enfants perdus de Jeanne Landre sont des plantes poussées entre les pavés de Paris, mauvaises graines, mauvaises herbes et fleurs empoisonnées, dont les mères changent trop souvent les tuteurs. Ils ont acquis une connaissance de la vie terriblement profonde. Bobette serait facilement une innocente, mais Bob est de l'espèce des mâles révolutionnaires, plus soucieux de se débrouiller que d'éclaircir les problèmes sociaux. On sent qu'il arrivera. Dans la scène de la noyade du petit copain qu'on feint d'ignorer, il y a le drame le plus noir qui puisse se passer entre les hommes. Personne n'est coupable et tout le monde laisse faire. Il s'agit surtout de ne pas se compromettre par l'acceptation de certaines responsabilités. Le langage imagé de ces deux personnages va jusqu'au plus haut point de la verdeur. Jeanne Landre a retrouvé, dans ce livre, toute la faconde rabelaisienne de sa *Gargouille*. C'est le même torrent de mots à la fois salés et cocasses, les mêmes violences de tons et les trouvailles y sont tout aussi heureuses, d'une spontanéité merveilleusement truculente. Quelques-unes des réponses de Bob à Bobette suffiraient à illustrer un album de Forain.

L'Amant qui s'ignore est d'une autre qualité. C'est une ingénieuse fable psychologique amenant un brave garçon à souscrire aux pires situations par une veulerie singulière. Femme célèbre, actrice applaudie devenue infirmière, Simonne Gilbert éprouve une

admiration trop physique pour un beau soldat qu'elle soigne. Quand l'amour commence ainsi, il atténue toujours le sens moral chez l'un ou chez l'autre des deux amants. Simonne aurait tout ce qu'il faut pour devenir une petite bourgeoise, mais l'amant qui l'ignore lui donne un rôle de maîtresse perverse qu'elle souffre de jouer. Il la trompe et veut la tromper, de son propre consentement. Ils se trompent l'un l'autre sur leur propriété d'amoureux jusqu'au jour où, la guerre les pressant, ils retrouvent une véritable lune de miel. Si l'amant revient encore une fois de la tuerie générale, sera-t-il un nouvel homme ou un monstre encore plus ingénu? Ça, c'est le secret de Jeanne Landre! Dans ce roman, des théories au piment sur l'amour libre, qui en font son principal charme. L'auteur n'a rien d'une femme de lettres ordinaires. C'est un homme de lettres ou, mieux, un homme de grand talent, et il faut bien l'admettre tel qu'il est!

Scènes de la vie de Montmartre, par Francis Carco. La vie, dans ces milieux factices, ne perd aucun de ses droits, et ce n'est pas parce que sur des tableaux du maître Carrière règne une fumée singulièrement inquiétante pour les profanes, à la fois le nuage d'encens et la volute du cigare, que les figures apparues sont moins réelles. L'auteur a voulu indistincts les contours des formes acceptées du roman coutumier pour pouvoir y introduire une sorte de féerie. De la griserie perpétuelle de ces êtres qui se meuvent toujours entre deux élixirs : celui de l'espérance et celui de l'oubli, il jaillit de temps en temps cet éclair du surnaturel que nous attendons tous au tournant de nos histoires. On n'a pas d'amour sans une pointe d'idéal; même l'amour le plus parfaitement impur a son heure de chasteté, d'aspiration vers la caresse meilleure, celle qui ne finirait pas. Le poète Maurice ne travaille guère; pourtant il pense et s'efforce de se séparer de la vie trop quotidienne. Mlle de Beauchasse emploie des pièces d'or trouvées dans le ruisseau à ramener le feu sacré chez son amant et aussi le feu tout court. *L'esprit* arrive, il sort justement de l'immonde matière pour tourmenter les indécis. Que peut concevoir un esprit vivant séparé de son corps de suicidé? Rien ne va plus, parce que les pauvres gens cherchent des raisons en dehors du possible. Il y a un marchand de vin et de soupe qui est bien curieux, en mari trompé, mais content. Sur tout cela une brume : le brouillard, l'immonde brouillard des hivers pluvieux de Paris. Ce n'est pas pour rien qu'on a dit des gens ivres qu'ils étaient *gris*. Tout est gris, estompé, dans un crépuscule où l'on ne reconnaît pas son âme véritable entre les autres âmes fausses. C'est bien une atmosphère nouvelle, et, si cela se respire assez difficilement pour les amateurs de soleil cru, cela se sent et pénètre comme un intéressant frisson.

Dans **Au coin des rues**, un poète vagabonde et ne s'arrête que

pris par le tableau, la silhouette, un regard de fille souffrante. Illustré par de très beaux dessins de Maurice Barraud, dont les têtes de femmes sont d'une savoureuse fraîcheur et les nus si effrayants de réalisme, ces contes sont des souvenirs ou des études d'un épris du pittoresque des mauvais lieux. Mais on ne peut plus reprocher à l'auteur certaines spécialisations. Sur les dalles de sa Morgue il a mis beaucoup plus de malheureuses que de malheureux, et on devine qu'il a déposé là ces tristes héroïnes qui sont prisonnières des libertés de la rue avec un respect littéraire valant bien une décence. Il ne faut jamais reprocher son sujet à l'auteur, lorsqu'il est capable d'en respecter le caractère. La pensée et le mot ont besoin d'être probes et non propres au sens ordinaire.

Trique, gamin de Paris, par Alfred Machard. Continuant la série de ses types d'enfant de *l'Epopée au faubourg*, Alfred Machard nous montre *Trique* dans le milieu familial où l'on casse la vaisselle et expulse la pauvre mère douloureuse à grands coups de jurons. Ce gamin contemple la scène et cherche simplement à s'en servir pour lui-même. La tendresse ne domine pas chez les gens du peuple. Trique fera la connaissance d'une petite fille peureuse et douce, mais il la tuera sans s'en apercevoir, absolument comme son père, le poivrot, mènera sa mère à l'hôpital. La randonnée sur le *chemin du rêve* est le chef-d'œuvre de ce livre, dont tous les chapitres ont leurs trouvailles de situation et de mots. Romantique malgré lui, Trique enlève Pépé pour aller ramasser l'or à la pelle en Amérique. Ils vont jusqu'à Vincennes, où un orage les trempe jusqu'aux os et un commissaire de police les arrête. Pépé, la fille de la cartomancienne, en meurt, parce que l'on meurt toujours d'être allé sur le chemin du rêve. Au fond, c'est peut-être bien Trique le plus à plaindre, puisqu'il demeure en pleine réalité. Reverrons-nous Trique ? Espérons-le. En attendant, nous aurons *Poucette détective*, qui fit si bonne figure au *Journal*.

La tendre Camarade, par Maurice Magre. Ce sont de jolis tableaux un peu embrumés par la fumée de la drogue ; mais, cette fois, l'auteur n'a pas trop malmené ces dames, car il a pour les *petites alliées* un grand amour triste. La petite Aline est une créature intelligente que l'on sort un instant de son ruisseau pour lui montrer la beauté de la mer. Elle est touchée par la grâce de l'infini (et aussi de l'incohérence) poétique et puis on l'abandonne à mi-chemin de son bonheur. Gracieusement peint, le portrait de cette enfant condamnée à la joie nous touche, nous émeut, parce que la peine causée pour le plaisir est bien la plus redoutable dette que puisse contracter une humanité d'autant plus lâche qu'elle semble ignorer le besoin de mieux payer ses vices. Chacun raconte ce qu'il a cru être sa bonne action, mais qui songera à cette mauvaise action d'ouvrir la fenêtre

sur le jardin plein de fleurs, qu'Aline, la tendre camarade, n'a pas le droit de cueillir ?

La Roue, par Elie Faure. Roman philosophique. Un peu, parfois, grandiloquent, il est tout de même fort intéressant par son habile construction, présentant tour à tour les inconvénients des belles passions qui amènent des résultats aussi désastreux que ceux des mauvaises. Le résolu antimilitariste devient un bon capitaine, la femme sincèrement et uniquement éprise de son mari prend un amant, sans doute parce que la chaleur de son tempérament l'y incite, et quand la mère songe à élever son enfant dans l'horreur des tueries, elle le voit éventrer son polichinelle. La roue tourne et tous les humains sont des *roués*, les uns sous la régence, les autres, hélas, victimes sous la roue de la fortune.

Le Journal d'un cochon de pessimiste, par Gyp. Au moment du procès Villain, notons ce passage du journal... de Mme Gyp : « L'idée devait venir à n'importe quel exalté ou déséquilibré ou patriote simpliste de supprimer, en voyant éclater la guerre, l'homme qui nous a empêchés d'être armés. » Il y a des tas de choses comme ça dans ce recueil de pensées... sauvages !

Jusqu'à la mort, par Jean Larmeroux. Une idylle historique dont les principaux tableaux sont dans le cadre de Prague. Un indépendant qui s'éprend de la femme de l'oppresseur et obtient de mourir à la fois pour sa patrie, pour son amour, dans les bras de la princesse qui ne veut pas lui survivre. Roman certainement vécu sous d'autres noms.

Pages de gloire et feuillets de misère, par Capmarty. Il est curieux de constater, dans ces croquis de combattants pris sur le vif, qu'ils refusent presque tout le temps de supporter leur souffrance, renoncent en des termes vigoureux à accepter toutes les rigueurs d'un patriotisme exigeant, parce que militant, et qu'après avoir bien frondé, bien ronchonné, bien juré, finissent par exécuter des tours de force qu'on ne leur demande pas. L'auteur rappelle à ce propos le « personnage » qui prétendit qu'il ne donnerait pas pour la patrie la troisième phalange de son petit doigt, parce qu'elle lui servait à secouer la cendre de sa cigarette. Il est probable que ce personnage aurait, le moment venu, sacrifié sa vie entière... comme les autres. A mon avis, d'ailleurs, ce n'est peut-être pas ce qu'il aurait fait de mieux.

Les tranchées de Pelissanne, par Paul Souchon. Douce et rieuse satire des mœurs du midi... militaire. On s'endort au sein d'une belle nature où chantent les cigales et on joue à la guerre sans cible humaine. Petit à petit les besoins du service armé appellent au front ces embusqués et défont leur nid. On a tout de même

engrangé, vendangé, aidé la nature dans ses différentes parturitions, et cela, au fond, n'était peut-être pas si ridicule.

La Cité des vieilles, par Frédéric Rouquette. C'est Montpellier. Vieille ville, elle-même, elle n'est pas sevrée de tout plaisir, car les étudiants de ses écoles y respirent un air de liberté tout rempli de soleil. Elle réchauffe ses pierres dans un azur brûlant l'été et l'hiver, elle voit un tapis de violettes lui dérober la neige, car il y a toujours des fleurs dans les jardins de ses anciens hôtels. Un étudiant y aime un peu une actrice qui le trompe et il finit, las de la femme de quarante printemps trop fardée, par tomber dans ceux de la plus terrible encore vieille fille, la tante Lucile. Ces amours conduisent le héros à une mort prématurée, tant ces dames y ont mis de bonne volonté. Roman curieux et plein de détails de mœurs fort méridionaux.

César-Napoléon Gaillard, à la conquête de l'Amérique. Aventures d'un jeune homme qui n'a pas froid aux yeux. Gros livre très amusant par sa jovialité et son imagination entraînante. Les histoires à dormir debout de ce singulier commis-voyageur en spiritueux sont au contraire fort capables de nous faire passer une bonne veillée.

Les Mutilés, par Maurice Duplay. Le mari et l'amant sont réunis, par la guerre, dans la même gloire. Par conséquent les deux hommes finissent par s'aimer... au-dessus de la même femme, tellement au-dessus qu'ils l'oublieront, ce qui sera bien moral.

Le Maître du silence et **le Secret du Kou-Kou-noor**, par Delly. Grand roman feuilleton où l'on voit un espion à double face et des gens à qui l'on enlève l'usage de la parole. Dans une grotte est un trésor fabuleux...

Contes galants, par André Romane. Un mari qui envoie son ami de tranchée voir sa femme... et, ce qui en résulte : une amitié durable même après la guerre, car l'ami n'a pas trompé : il s'est trompé.

Du fond de ma province, par Louis Dejean. Un grand admirateur de Francis Jammes. Des poèmes en prose.... presque liturgique.

L'Homme verdâtre, par M. Avelot. Tous les poncifs du théâtre romantique et des feuilletons romanesques. Il y a quelques jolies trouvailles. Celle-ci : de blancs qu'ils étaient, ces cheveux étaient devenus poivre et sel.

Mon brigadier Triboulère, par Eugène Montfort. Une agréable fantaisie où les galejades alternent avec des remarques d'une grande finesse philosophique sous leur apparente jovialité. Triboulère brigadier, ancien vieux de la vieille au physique d'Henri IV, a fait tous les métiers et il a deux ménages. Il excelle surtout dans

l'art de conter des blagues bien françaises ; je pense qu'il en faut ainsi pour faire prendre la vie des camps en patience... et permettre de déguster le vin blanc haut en goût du style d'Eugène Montfort.

RACHILDE.

SCIENCE SOCIALE

Joseph-Barthélemy : *Démocratie et Politique extérieure*, Alcan, 7.50.— Maurice Privat : *Si j'étais Ministre du Commerce*, la Renaissance du Livre, 3,50. — A. Zévaès : *Socialisme français et socialisme prussien*, 17, boulevard du Temple, 1 fr. 50.— Jean Longuet : *La Politique internationale du Marxisme*, Alcan, 5 fr. — Zoretti : *Education, essai d'organisation démocratique*, Plon, 4,50. — Memento.

Le livre de M. Joseph-Barthélemy : **Démocratie et Politique extérieure**, traite un des sujets qui ont fait couler le plus d'encre ces derniers lustres. Un pays démocratique est-il à même d'avoir une politique étrangère ? est-il capable de faire la guerre ? dispose-t-il seulement d'une doctrine de droit international ? Chose curieuse, ce n'étaient pas seulement les gens d'extrême-droite qui répondirent non ; les gens d'extrême-gauche, il est vrai, pour des motifs différents, semblaient bien du même avis : *Faites un roi, sinon faites la paix !* criait M. Marcel Sembat sur la couverture d'un livre qui fit quelque bruit avant la guerre. L'auteur, quoique marxiste, était homme d'esprit, mais la réalité fut plus spirituelle encore que lui en l'obligeant à coopérer à un gouvernement qui, sans avoir fait de roi, ne faisait nullement la paix, au contraire ! Il est vrai qu'alors de fort mauvaise humeur, il se mit, ne pouvant pas saboter la guerre, à saboter les transports, et ainsi pouvait-il dire qu'il avait eu raison ; car, avec un gouvernement marxiste qui aurait traité toutes choses comme lui traitait les charbons, on n'aurait eu qu'à aller trouver le kaiser, en chemise et la corde au cou. Mais laissons là M. Marcel Sembat et occupons-nous de M. Joseph-Barthélemy.

Son livre, plein d'idées, plein de faits, plein de sagesse, répond affirmativement aux trois questions que je posais tout à l'heure : Oui, un pays démocratique est aussi apte qu'une monarchie à conduire des négociations ; et à mener à bien une guerre ; et à donner à la vie des nations une âme saine. Et tout ceci devrait être repris point par point, mais le gros in-8° dont je rends compte a plus de 500 pages compactes. Au surplus, les faits ont depuis quelque temps fait quinauds les pédantesques niais qui arguaient par apophtegmes. Ni les diplomates, ni les généraux des autocraties ne se sont décidément trouvés à la hauteur de ceux des démocraties, et toutes les calembredaines des kaiseristes et des marxistes ont finalement fait long feu. Ce n'est pas à dire, bien entendu, que les gouvernements parlementaires n'aient pas commis de fautes ; et ce n'est

pas nier que leurs avantages naturels sur tels points soient compensés par des désavantages non moins naturels sur tels autres ; et ce n'est pas enfin méconnaître que le terrorisme bolcheviste, auquel peuvent aboutir nos démagogies, ne soit pire que la chiourme esclavagiste à laquelle peuvent conduire les pouvoirs personnels excessifs ; mais en s'en tenant à la réalité présente, les républiques ainsi que les monarchies libérales et démocratiques sont sorties à leur honneur de leur terrible lutte contre les régimes qui n'ont que mépris pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

On lira donc avec autant d'agrément que de fruit le traité dont je rends compte; traité, le mot paraîtra bien scolaire à nos amateurs de papiers diurnalistiques, mais, à lire les articliers d'esprit et de polémique, on finit par les prendre en grippe et à n'estimer que les graves spécialistes, qui, au moins, savent ce dont ils parlent et parlent d'ailleurs avec toute la prudence et la mesure qui manquent aux autres (la discussion de M. Joseph-Barthélemy, par exemple, sur le Secret dans la diplomatie sous nos régimes parlementaires est un modèle du genre). Le livre du savant professeur de droit constitutionnel à la faculté de droit de Paris n'a qu'un défaut, c'est d'avoir été écrit en 1917, époque où bien des choses étaient en suspens ; l'auteur devrait, maintenant que les événements ont abouti à un état qui sera, espérons-le, définitif, donner une seconde édition de son ouvrage ; sa thèse, d'ailleurs si nuancée et si modérée, en prendrait une autorité elle-même définitive.

§

C'est un joli titre que celui du volume de M. Maurice Privat : **Si j'étais Ministre du Commerce** ! Quel est celui qui ne l'a paraphrasé à quelques heures d'impatience : Si j'étais le gouvernement! Le plus souvent ceux qui exhalent ce souhait amer sont de bien intentionnés et dangereux compagnons dont nous serions les fâcheuses victimes, si une Fée Carabosse les prenait au mot. Mais la formule : « Si j'étais Ministre du Commerce » n'est tout de même pas le *Si j'étais roi* de l'Opéra-Comique ; elle implique que l'auteur a des idées sur les tarifs de douane, les débouchés coloniaux, les banques d'exportation, les navires de commerce, les modes d'apprentissage et mille autres questions techniques qu'il n'est pas déjà commode de connaître, même en gros. D'autre part, l'auteur n'est pas précisément commerçant, si je suis bien informé, et, loin d'être une mauvaise note, ce caractère non professionnel fait bien augurer de son désintéressement et de sa largeur de vues, car trop souvent le commerçant ne souhaiterait d'être ministre du commerce que pour développer à outrance sa maison à lui sur les ruines des rivales. On lira donc avec profit les diverses vues ingénieuses et sérieuses de M. Privat. Sa proposition finale de réor-

ganisation du ministère du commerce devrait notamment être examinée par les spécialistes; il est certain que si l'on s'éveillait un beau matin ministre de quelque chose, on commencerait par se mettre bien en main les divers instruments du travail administratif de ce quelque chose. Le nouveau ministère que rêve l'auteur serait d'ailleurs un ministère de la Circulation économique plutôt qu'un simple ministère du Commerce, et avec un ministère correspondant de la Production économique tous deux embrasseraient toute l'activité matérielle nationale.

§

En comparaison de cette question de la production, tout le reste est sans importance, même le socialisme. Ou plutôt le socialisme ne sera louable que s'il favorise cette productivité et sera condamnable s'il la défavorise, et la question est de savoir ce que fera le nôtre. S'orientera-t-il vers la science, le travail et la concorde? ou bien vers la lutte des classes, la haine destructrice et toutes les folies kaisero-bolchevistes? C'est la question que pose M. Alexandre Zévaès dans sa substantielle brochure : **Socialisme français et Socialisme prussien** et à laquelle il répond de la façon la plus décisive. Une trop grande partie de notre socialisme, la partie politique, donc la plus nuisible, s'est mise trop longtemps à la remorque de Karl Marx et a tout subordonné à la guerre sociale et à la guerre civile. Or Karl Marx était, au fond, un pangermaniste qui ne poursuivait, sous le couvert de l'Internationale, que la domination de son pays et la sujétion du nôtre, qu'il haïssait et méprisait. Et je sais bien que son petits-fils, M. Jean Longuet, député et chef de ce socialisme-lutte-de-classes, a écrit un gros livre pour prouver le contraire : **La Politique internationale du marxisme. Karl Marx et la France**. Mais son plaidoyer est vraiment insuffisant. Que Marx ait eu de temps en temps des mots durs pour les hobereaux prussiens et des sourires engageants pour ceux qui, comme le père de M. Longuet, faisaient son jeu particulier, c'est certain ; mais il n'en restait pas moins très infatué de germanisme et très virulent de gallophobie ; et quand la guerre de 1870 éclata, il se réjouit de toutes nos défaites, même celles d'après le 4 septembre! Kaiser et République n'avaient à ses yeux aucune espèce d'importance quand la Prusse et la France étaient aux mains. Et je ne dis pas qu'il avait tort au point de vue judéo-allemand et kaisero-bolcheviste avant la lettre ; je dis seulement qu'il faut le savoir, et qu'il ne faut pas laisser les Longuet se figurer qu'ils nous ont bourré le crâne.

§

Le livre de M. Zoretti, **Education, un essai d'organisation démocratique**, est un plan complet de réorganisation de notre jeunesse. Ses idées se rapprochent beaucoup de celles des « Com-

pagnons »,ces jeunes universitaires qui ont publié un livre, l'*Université nouvelle*, dont il a déjà été parlé ici (1er mars) par M. Georges Duhamel ; elles se rapprochent aussi de celles que, pour ma part, j'ai exposées sur le même sujet dans *la Nouvelle Cité de France*. La réforme de notre éducation nationale est, après les mesures prises pour assurer la vitalité physiologique de notre race, la question qui devait s'imposer tout d'abord à nos dirigeants; le présent, on s'en tire tant bien que mal, et quand on s'en tire mal, on a toujours l'espoir que, l'avenir, s'en tirera mieux, mais à condition qu'on prépare justement l'avenir, et par conséquent les générations qui le constitueront.

M. Zoretti, professeur à la faculté des sciences de Caen, n'a peut-être pas la belle flamme juvénile des Compagnons, mais il creuse plus profondément les questions, et l'édifice qu'il construit est d'apparence harmonieuse et solide à la fois. Je me contente d'en dire les grandes lignes : Unité de l'enseignement, toute la jeunesse française soumise au même mouvement d'ascension et de sélection, avec une préoccupation de progrès synthétique et pratique, d'amélioration future de la productivité nationale; place dominante donnée à l'éducation physique, au perfectionnement moral, à l'apprentissage professionnel. Cet enseignement, que l'auteur appelle primaire et qui sera laïque, gratuit et obligatoire, se prolongera jusqu'à 15 ou 16 ans pour toute la jeunesse : ensuite s'ouvrira pour les uns la carrière lucrative du travail libre, pour les autres, qui formeront l'élite nationale, le lycée, lequel les mènera en trois ans à l'enseignement supérieur. Tout ceci, encore une fois, se rapproche beaucoup de mon propre plan,que je vais d'ailleurs reprendre avec plus de détails dans la revue l'*Ecole de la Vie*, où les spécialistes le trouveront; je ne me sépare de l'auteur que sur certains points secondaires, par exemple pour la place trop grande qu'il donne aux sciences (c'est sa partie) et la place pas assez grande qu'il donne aux langues ; je continue à penser avec Comte que, jusqu'à 14 ans, l'enfant ne doit faire que des arts et des langues, mais ce sont là, en somme, détails en comparaison des directions très importantes sur lesquelles nous sommes d'accord.

Ce qui est de caractère plus général, c'est l'insistance que l'auteur met à déclarer « socialiste » son système d'éducation. Tout a toujours été assez socialiste et tout l'est de plus en plus depuis 1914. La chose ne me fait donc pas peur, mais c'est le mot qui m'inquiète un peu, parce qu'un tas de nigauds l'accaparent. Avec un socialisme comme celui de M. Zoretti, qui vise à la productivité maxima du travail, on s'entendra sans peine, mais avec un socialisme ne visant qu'à la lutte des classes avec toutes ses conséquences, on ne s'entendra pas. M. Zoretti a-t-il eu tort de coller à son système cette étiquette

provocatrice ? En un sens non, puisqu'il lui attirera des sympathies bruyantes et ferventes, en un sens oui, parce qu'il effarouchera certains adhérents et qu'il risquera de le faire annexer par d'encombrants politiciens. A sa place j'eusse laissé de côté cet écriteau qui demande tant d'explications, mais enfin si cela lui facilite la réalisation de son plan, de *notre* plan de réforme éducationnelle, ce sera un bien actuel et c'est beaucoup ; quant au mal éventuel, on tâchera de s'en garantir, voilà tout.

Memento. — Dr Hélan Jaworski : *Le plan Social, L'Humanité.* I, *La croissance. II, Les Etapes de l'histoire*, 2. vol. à 4 fr., Maloine et Giard-Brière. C'est le commencement d'une « Somme » qui doit comprendre le Plan Biologique, le Plan social, le Plan cosmique et le Plan conscient, le tout en 7 volumes. Les deux,dont il est ici question,constituent une vue de l'histoire générale très intéressante, mais,à mon avis, très discutable; on a depuis longtemps renoncé à la thèse de l'organisme social, qui n'a produit que des métaphores et des à peu près : la croissance de la société humaine n'a rien de commun avec celle du corps humain, puisque celui-ci aboutit fatalement à la mort, et non celle-là ; et quant à entrer dans les détails et à préciser que la période romaine correspond à la 12e année de notre existence et la nôtre à la 18e, c'est là pure imagination. — V. Bourtzeff : *Les deux fléaux du monde : Les Bolchéviks et l'Impérialisme allemand*, Payot, 1 fr. 50. Ce petit livre est très précieux. Personne ne pourra suspecter la sincérité, la connaissance du sujet, ni la foi révolutionnaire de Bourtzeff. Tout ce qu'il dit sur le bolchévisme et le kaisérisme, ces deux ennemis mortels de la Civilisation, est à approuver. On se demande comment certains de nos compatriotes continuent, quand on leur en parle, à hocher la tête indéfiniment comme des magots chinois. — Dr Wintsch-Moleell : *Que font les Bolchéviks ?* Et Jules Ferdemann : *Bolchévisme et Socialisme*, Lausanne, Association Herzen. Autre brochure à verser au dossier de cette peste qui dépasse en horreur tout ce que l'histoire avait vu jusqu'ici. — Stephan Osusky et Jules Chopin : *Magyars et Pangermanistes*, Bossard, 3 fr. 60. La responsabilité des Hongrois est grande dans la série rouge que traverse l'Europe depuis quatre ans et plus, et il importe que ce peuple, jadis si sympathique, fasse amende honorable pour reprendre sa place dans le monde civilisé. Les temps d'Attila sont décidément passés. — Jurissaday : *La Palestine et la Renaissance du peuple juif*, Ruedi, Lausanne. Plaidoyer en faveur de la fondation en Palestine d'un centre national du peuple juif. Soit ! Mais si le peuple juif se reconstitue nationalement, cela n'aura-t-il pas son contre-coup pour la Diaspora ? J'ai peur que l'antisémitisme ne retrouve là un aliment nouveau. — André Lebon : *Les conditions économiques de la Paix*, Ligue française, 237, boulevard Saint-Germain. Courte et substantielle conférence, d'une clarté et d'une sagesse parfaites. — Dr Chauveau : *Le remembrement et la Propriété rurale*, Baillière. Question importante. Il faudra désormais intensifier au plus haut point notre production agricole, et le remembrement, c'est-à-dire la formation d'exploitations d'un seul tenant par échange ou cession de parcelles isolées, est un des facteurs de cette productivité; le sénateur Chauveau

a déposé sur cette matière une proposition de loi à laquelle ce volume est consacré. — Maurice Bouchor : *Programme de réunions civiques et familiales pour le temps de guerre et le temps de paix*, Ministère de l'Instruction publique. On sait combien l'excellent poète Maurice Bouchor s'est dévoué à l'éducation civique : ce volume montre la façon dont il s'y prend pour organiser ces réunions charmantes et réconfortantes de poésie, de chant et de concorde morale. Ah ! si nous avions des miliers de Maurice Bouchor ! — George Deherme : *L'Idéologie délétère. Les superstitions matérialistes. L'Idéologie salutaire.* Groupe Auguste-Comte, 6, boul. Madeleine, 2 plaq. On ne peut qu'approuver M. Deherme d'avoir montré qu'il y avait une idéologie bonne ; il n'y a rien de plus impatientant que les gens qui méprisent et condamnent tous les autres parce qu'idéologues. Le Tarte à la crême ! du Marquis Dorante, était au moins comique ! — Armand Detillaux : *La Philosophie sociale de M. Ernest Solvay*, Bruxelles, Lebègue, On voudrait approuver sans réserves le comptabilisme de M. Solvay ; du moins faut-il louer son sincère désir d'améliorer le sort du peuple. M. Solvay, on le sait, est un des grands bienfaiteurs de l'humanité sociale. — Raoul Ducray : *Clemenceau*, Payot, 2 fr.50 ; Auguste Mayoux : *Georges Clemenceau*, Mendel, 1 fr.50. Deux nouveaux livres sur notre grand Premier. Très élogieux. Justement élogieux. Mais, maintenant que la France est sauvée, il s'agit de la réorganiser ; et c'est tout autre chose.

HENRI MAZEL.

FÉMINISME

La Femme écrivain d'aujourd'hui. — Elle ressemble à peu près à celle d'hier — hier signifiant avant la guerre — comme une austère scandinave ressemble à une princesse d'Orient. Ne poussons pas trop la comparaison... Elle est juste pourtant. Il est bien vrai que les oripeaux, les décolletés lascifs, les trémoussements, les sourires aguicheurs et tant de cabotinage, que toute cette défroque dont se sont parées quelques femmes de lettres de 1900 à 1914 est maintenant reléguée au magasin des accessoires, pour n'en plus sortir.

La femme écrivain d'aujourd'hui s'avance, toute simple, son livre à la main, et ses confrères ne regardent que le livre. Peu importe qu'elle soit belle et charmeuse. On ne lui demande plus de se montrer, d'étaler ses grâces. On la prierait plutôt de rester tranquillement chez elle.

A-t-elle ou n'a-t-elle pas du talent ? Là est la seule question qui compte désormais. Si elle a du talent, son ouvrage sera accueilli par l'éditeur, puis analysé par la critique ; et elle fera sa carrière comme un homme. Si elle est dépourvue du don de l'écrivain, elle rentrera tout de suite dans l'ombre d'où elle n'eût pas dû sortir.

Avant la guerre, il n'en allait pas tout à fait de même. Par le moyen de relations brillantes, de bons dîners, de quelques invitations dans une propriété plaisante, promenades en auto et le reste,

la bonne hôtesse obtenait parfois les quelques lignes d'éloge qui donnaient satisfaction à sa vanité et le change au public. Oui, il y avait des critiques qui se laissaient faire, se vengeant à peine de leur article forcé par quelques légères ironies. Mais la dame était arrivée à ses fins. Aujourd'hui, je l'en défie bien.

Considérez la critique littéraire actuelle au point de vue du jugement des œuvres féminines. Vous n'y relèverez pas un seul article de complaisance, ni même d'indulgence. Quelques œuvres de femmes ont été signalées ; c'étaient toutes des œuvres de valeur. Les mauvais livres de femmes sont passés sous silence. Et voilà tout.

Le silence ! C'est désormais le silence qui accueillera la médiocre production féminine. Finies les diatribes à la Barbey d'Aurevilly, reprises par quelques facétieux qui mettaient leur plaisir à s'acharner sur un pauvre livre féminin mal écrit et faiblement pensé : L'effet de rire était sûr, mais par trop facile. On a mieux à faire désormais. Puis tout s'use, même les fléchettes décochées aux bas-bleus. Le silence est d'un bien autre ragoût.

§

Oui, les temps sont changés. C'est le règne de l'homme qui se prépare. Ne criez pas au paradoxe. Effet de la guerre, d'abord, qui a mis l'homme au premier plan. Effet de l'évolution féminine ensuite. Les femmes vont obtenir le droit de vote. Les femmes, égales des hommes, vont aborder la vie comme des hommes. Et, dans la concurrence terrible qui se prépare, elles seront traitées, par les hommes, comme des hommes. A salaire égal, camarade, il faut fournir travail égal !

Plus d'indulgence pour les faiblesses de la concurrente. Nous l'avons voulu ainsi. Ne récriminons pas. Peut-être avons-nous mangé notre pain blanc le premier. Tant pis pour nous. Préparons-nous bravement à améliorer notre pain noir.

La femme écrivain entre donc dans la littérature, non plus en grande dame oisive qui veut, par un livre élégant écrit au hasard de sa nonchalance et au péril de la langue française, ajouter un joyau à son apanage, mais en travailleuse, qui, ayant choisi la carrière des lettres, veut y tenir son rang courageusement et conquérir, par son seul talent, la place à laquelle elle a droit.

Attention ! Il faut que le manuscrit, sur lequel elle a peiné, soit pensé, écrit. On lui demande tout : une sensibilité personnelle, de l'originalité, et, parce qu'elle est femme, on exige d'elle plus encore : qu'elle écrive avec la fermeté d'un homme, la grâce et la fluidité d'une femme, la clarté d'un Français.

Bien. L'œuvre est terminée. L'auteur, dans l'inquiétude qui l'assaille, est tentée de la lire à des amis, — ce qui pour tant de jeunes écrivains est le réconfort qui donne l'assurance, — avant de se pré-

senter devant l'éditeur. Mais elle n'ose. Il y a trop de méfiance autour de la production féminine. Et puis, le croiriez-vous, elle est modeste. Elle a de la pudeur la femme écrivain d'aujourd'hui !...

Alors, elle s'en va, un matin, chez l'éditeur. Celui-ci la reçoit. Il ne dit plus : « Un livre de femme ! Hum ! Méfiance... » Il sait que la dame ne cherchera pas à forcer sa décision. Ce serait si inutile !...

Le manuscrit est lu et accepté, car l'éditeur a jugé l'affaire bonne pour lui, le livre étant d'une vente possible. En dehors de cette considération, rien ne compte pour l'homme d'affaires. Homme d'affaires, vous avez raison. Et la femme écrivain signe son traité, tout semblable à celui de ses confrères. Mêmes conditions pour tous.

Le livre paraît. Que fait la femme auteur ? C'est maintenant que sa situation d'infériorité commence. Ira-t-elle, comme ses confrères, romanciers, poètes, porter son livre aux critiques ? Elle est femme. Il y a toujours quelque chose d'un peu délicat dans ce fait de la visite d'une femme à un homme, — cet homme fût-il critique. Puis, il y a aussi, parfois, l'épouse ou l'amie du critique qui n'aime pas beaucoup les visites féminines. Car cela existe, l'inimitié et la jalousie des dames bourgeoises pour la femme écrivain. Mais oui, cela existe. Le talent, le vrai talent, c'est une grâce qui s'ajoute à d'autres grâces et attire les louanges des hommes en même temps que l'envie des femmes. Hélas ! Alors, la femme écrivain s'abstient et envoie son livre dédicacé. Et à la grâce du dieu critique !

Elle se répète cette pensée qu'elle a lue quelque part : Le vrai talent perce toujours, — et elle attend.

§

C'est fort bien d'attendre stoïque et modeste. Mais il faut que le livre se vende, ne serait-ce que pour satisfaire l'éditeur. La femme écrivain se livrera-t-elle à cette stratégie littéraire qu'un poète a esquissée avec quelle ironique maîtrise ? Ira-t-elle, dans les journaux, solliciter l' « écho », le « filet » qui mettrait son nom en vedette ? Non, car les journalistes l'accueilleraient mal. Ils réservent ces petites amabilités pour leurs confrères, parfois journalistes comme eux-mêmes, travaillant à la même table, partageant les mêmes soucis, courant les mêmes aventures. Camarades ! Camarades à qui la femme de lettre apparaît un peu comme une intruse. Camarades qui se retrouvent dans les petites revues où l'on élabore des enquêtes d'où les femmes sont exclues. Et je ne fais pas allusion ici à cette camaraderie qui s'écrit avec un K et qui évince systématiquement, comme indésirable, toute femme — parce qu'elle est femme. Non, il s'agit de la camaraderie française. Eh bien, voyez, dans ces revues de camarades, dites *revues de jeunes*, la petite, toute petite place accordée aux femmes, en comparaison de celle des hommes.

Lisez les éloges dithyrambiques qui saluent ceux-ci et les courtes lignes qui mentionnent celles-là. A talent égal, la femme est inférieure.

Car elle n'est pas la camarade. Du moins pas encore. Cela viendra peut-être, un jour prochain. J'en ai l'espoir. En attendant, elle est toujours la dame devant qui il faut ôter son chapeau — pas toujours ! — et même parfois se lever pour offrir sa chaise, — ce qui est ennuyeux, n'est-ce pas, Monsieur ?

Période intermédiaire où la femme écrivain n'a pas encore tout à fait conquis ses droits égalitaires et, ayant perdu ses privilèges, reste encore une femme : la femme de lettres.

Période difficile, où non seulement elle ne bénéficiera pas toujours de la solidarité qui s'établit de plus en plus entre les écrivains, mais où elle continuera d'être atteinte par cette sorte d'ostracisme qui s'attache à tout ce qui est féminin. Considérez déjà ce qui se prépare à l'heure actuelle dans le domaine purement littéraire, dans le journalisme aussi. L'Académie Goncourt remplacera-t-elle Judith Gautier par une femme ? « Pas de femmes ! » clament quelques-uns de ces messieurs. Pas de femmes ! malgré les beaux talents consacrés, malgré l'intelligente activité, malgré la digne conduite des femmes de lettres pendant la guerre ! Et je ne parle pas non plus du fameux prix Goncourt annuel qui se fait gloire, à la face du monde, de ne pas récompenser d'œuvres féminines, alors qu'ailleurs le grand prix Nobel de littérature a couronné une Selma Lagerlöf.

Venez avec moi jusque dans les journaux. Un *Cercle français de la Presse étrangère* se crée à Paris d'où on exclut, à priori, toute femme journaliste. Que devient la courtoisie française en cette affaire ? Que devient la simple justice ? Comment peut-on écarter certaine femme, honneur du journalisme français ! Comment peut-on évincer — ce qui est plus grave encore — certaines journalistes étrangères qui ont rendu à la France envahie de si grands services, en lui créant ou en lui maintenant des sympathies ! Je m'étais promis de ne pas citer de noms au cours de cette étude ; je ne résiste pas cependant à nommer Marika Stjernstedt, la journaliste suédoise qui, en pleine défaite de Charleroi, a écrit, dans un journal de Stockholm, un article vibrant sur *le Soldat Français*, et qui, tout au long de la guerre, continua courageusement, et malgré de violentes oppositions, de célébrer la France. Et Carmen Burgos en Espagne, francophile ardente, et Margherita Sarfatti en Italie...

Cependant les organisateurs du Cercle des Journalistes ont dit eux aussi : « Pas de femmes ! Ah ! surtout pas de femmes ! » Et ne trouvant pas de bonnes raisons, ils ont du moins trouvé un prétexte : « Les cercles sont fermés aux femmes ! » Aux femmes, aux dames, oui, Messieurs, mais aux femmes journalistes, non, Messieurs.

Ce n'est pas encore la fraternité et ce n'est déjà plus la courtoisie.

La courtoisie, dans les lettres, est désormais réservée à l'homme, d'abord. A lui les louanges. C'est le règne de l'homme, ne vous l'ai-je pas dit? Il est d'ailleurs fort naturel qu'il en soit ainsi. L'homme revient de la guerre. Ses exploits, ses souffrances lui font une auréole. On nous décrit son visage amaigri, son allure martiale et la mèche romantique qu'il dut raser. Son costume bleu horizon est bien plus beau que la plus belle des robes de bal. Il est un solide cavalier ; il a donné Verdun. Elle est brillante amazone : qu'importe ! Fût-elle écuyère de haute école, elle n'est pas allée à l'école de la guerre. Mesdames, attendez peu des journalistes, attendez peu des hommes, jusqu'à ce que la paix soit signée.

Quelqu'un m'a dit : « Eh bien, les femmes écrivains n'ont qu'à créer entre elles la même solidarité ; leur union s'opposera à celle des hommes. Mais est-ce possible? » C'est non seulement possible, Monsieur, c'est fait. J'ai eu l'occasion de diriger plusieurs enquêtes auprès des femmes de lettres. Je veux ici rendre hommage à la parfaite correction dont elles usent les unes vis-à-vis des autres. Je n'ai pas entendu un propos jaloux, un potin malveillant. Elles se jugeaient les unes les autres avec équité. J'ai admiré leur cerveau élargi et leur bon cœur. Sans doute les femmes de lettres se sont constituées en une académie qui, chaque année, distribue un prix d'une façon d'ailleurs heureuse. Mais, ce résultat mis à part, leur association est purement platonique. Elles ne possèdent pas de journaux. Sauf une ou deux d'entre elles qui servent utilement dans des revues la cause de la littérature tant masculine que féminine, elles ne disposent pas d'influences. Non, la solidarité féminine ne contre-balance pas, quant aux effets pratiques, la solidarité masculine.

§

Alors, faut-il conclure que la carrière d'écrivain est, pour les femmes, une dure carrière, et le sera de plus en plus dans la société de travail organisé, d'âpre concurrence qui se prépare, jusqu'au jour où s'établira enfin le règne de l'égalité entre les sexes?

En attendant, que la femme écrivain s'arme de courage et surtout de patience. Elle marquera souvent le pas, de ses petits pieds à talons pointus, et, souvent, se verra devancer injustement par son confrère botté ou même simplement chaussé de brodequins à forte pointure. C'est le règne de l'homme! Qu'elle ne récrimine pas et attende son tour modestement. Elle peut, d'ailleurs, se répéter tout bas, en guise de consolation : Le vrai talent perce toujours !

LOUISE FAURE-FAVIER.

ARMÉE

A propos de téléphone. — *Réponse à un reproche de particularisme étroit de l'arme de l'artillerie.* — Dans un article du Commandant G. Glück publié par le *Mercure* du 1er février 1919, on lit (page 447, dernier alinéa) :

Quel officier d'artillerie n'a pas maudit, par exemple, le ridicule appareil téléphonique dont étaient dotées, à cette époque, les batteries de 75, téléphone qu'avait fait adopter le particularisme étroit de l'arme en vertu duquel tout ce qui était en service dans l'artillerie devait avoir été construit par elle ; comme si un industriel achetait des chaussures ailleurs que chez le bottier !

Voici les faits ; nous garantissons la documentation :

Le 2 août 1914, le matériel téléphonique réglementaire pour l'artillerie de campagne était dit du modèle 1908-1913 ; il consistait simplement en un téléphone à grenaille allégé de l'appel. C'était un appareil très comparable en puissance de transmission et de réception, il est facile de le vérifier encore, aux meilleurs appareils construits pendant la guerre. Ce fait n'étonne pas ceux qui sont quelque peu au courant des questions d'électricité ; tant que les transmetteurs comporteront des crayons ou de la grenaille, il sera difficile de faire mieux qu'Ader et Edison.

Pourquoi la suppression de l'appel ?

Parce que les militaires les plus avisés de l'époque n'envisageaient que la guerre de mouvement ; ils avaient horreur des impedimenta ; il leur fallait du léger, du solide aussi. Notons incidemment qu'on imposa au matériel téléphonique de se loger dans les cases à petits vivres des avant-trains du 75 et d'y subir des épreuves de roulement, sur piste pavée, de 600 kilomètres, à raison de 12 kilomètres à l'heure, épreuves réglementaires du matériel d'artillerie. Aucun des appareils nés de la guerre n'est capable de subir cette épreuve.

Le règlement d'artillerie du 8 septembre 1910 renvoyait pour la description et l'emploi du matériel téléphonique à *l'instruction du 12 juin 1909*.

On trouve dans cette instruction :

— des prescriptions détaillées pour la pose rapide et l'entretien, sous le feu, de lignes de 500, 1.000, 1.400 mètres et au delà.

— les modes d'emploi du matériel téléphonique pour :

1° le commandement d'une batterie à distance ;

2° relier un capitaine au chef de groupe ;

3° relier le chef de groupe à l'éclaireur d'objectif.

Il est spécifié (page 13) que dans ce dernier cas « *la longueur des lignes peut atteindre de 1.500 à 2.600 mètres* », pareille spécifi-

cation était quelque peu audacieuse, puisqu'il était admis couramment que la distance normale de tir était 2.500 mètres.

Notons enfin un chapitre très détaillé sur l'entretien et le montage de la pile. L'instruction résolvait le problème de la conservation indéfinie d'une pile en magasin. Ce problème va encore se poser ; les matériels actuels ne l'éludent pas.

Le matériel comportait comme dispositif original l'utilisation de la carcasse de la bobine d'induction pour soutenir l'un des « écouteurs » (écouteur à manche). Les matériels allemands contemporains n'avaient pas ce dispositif ; il est piquant de constater que l'ennemi l'a introduit seulement dans son matériel de 1913. Il faut noter aussi que, dans les instructions sur le mode d'emploi de leur matériel, les Allemands copièrent textuellement les figures et le texte de l'instruction française du 12 juin 1909. (Lire notamment : *Descripcion, manejo y empleo de los teléfonos portatiles sistema Siemens et Halske. — A = G para artilleria, infanteria, caballeria é ingeniores*, par Paul Barrera, de l'artillerie argentine (1912).

Matériel et instruction furent passés au crible des commissions de tir composées d'artilleurs éminents, avant tout manœuvriers, peu disposés à se laisser *faire* par la *technicité ;* imbus des doctrines de la guerre de mouvement, ils voyaient tout ce qui pouvait être appareil plutôt d'un *mauvais œil.*

Le matériel M[le] 1908 fut longuement expérimenté à Poitiers concurremment avec le matériel Siemens et Halske. L'industrie française ne s'était pas fait représenter. L'auteur du matériel français fut soigneusement tenu à l'écart ; le ministre eut même le soin d'appeler l'attention sur l'importance de cette mesure pour la sincérité de l'expérimentation.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer maintes fois cet auteur sur les champs de tir. Ingénieur électricien de la rue de Staël, ayant pratiqué la construction électrique, il se défendait énergiquement d'avoir inventé « *un téléphone* ». Il expliquait que ce genre d'appareil ne s'inventait plus. Par contre, il se disait l'apôtre du commandement à distance ; s'acharnait à montrer les avantages de cette pratique nouvelle ; ses expressions favorites étaient :

Agrandissement du champ de bataille ; les batteries deviennent indépendantes du terrain ; elles se placent partout ; on ne peut plus dire que nous avons trop de canons ; le grand défilement devient possible, il révolutionne la tactique d'artillerie ; il n'est plus possible de déclarer les grandes portées inutilisables, puisque l'observateur reste à courte distance de l'objectif, la ligne seule s'allonge, etc... [Voir articles dans la *France Militaire* de l'époque ; Enseignements d'un chef d'Escadron à ses capitaines sur le commandement à distance (*Spectateur militaire* d'avril 1910). Résultats de tir, Enseignements (*Revue d'artillerie*, avril 1912).] — Nous avons entendu l'officier en question dire à Mailly, à une assemblée de colonels d'artille-

rie des plus renommés : « Je crois au commandement à distance, parce que j'ai pu l'expérimenter. Le téléphone m'a été un moyen indispensable. Voici le spécimen dont je me suis servi ; le champ de ses améliorations est ouvert à tous. »

En fait, lors de la déclaration de guerre, le Ministre, à la suite des rapports annuels sur les écoles à feu, avait réalisé des améliorations sensibles :

— substitution d'un microphone à grenaille rigoureusement étanche au microphone Ader ;

— augmentation de la dotation du fil ;

— mise en service, en grand, du matériel, au lieu de ne livrer aux régiments que quelques appareils d'instruction (1).

D'autres améliorations :

— adjonction d'un appel à sonnerie et magnéto plusieurs fois proposés ; simplification de la prise de terre, etc..., étaient sur le point d'aboutir.

En somme, comme tous les matériels d'artillerie (75 notamment), le téléphone d'artillerie évoluait lentement, certainement. Pour les corps de troupe, il était à peine né en 1913. Mais il faut se rappeler qu'en temps de paix, dans un pays qui a de la peine à croire à la guerre, la « génération spontanée » est impossible. Le souci de l'économie des deniers de l'Etat paralysera longtemps encore l'exécution des meilleurs projets. Au surplus, le matériel 1908-13 n'était pas le seul matériel téléphonique de l'artillerie.

Les batteries de siège — il en existait — étaient dotées d'un matériel complet comprenant :

— téléphone avec appel par magnéto et sonnerie ;

— tableau annonciateur.

Ce matériel, dit « de Saint-Etienne », a bravement subi toutes les épreuves de la guerre ; il en existe encore dans les batteries affirmant par une endurance exceptionnelle que la construction des usines de l'Etat a du bon. Il suffisait de multiplier ce matériel pour obtenir, du même coup, la standardisation et la robustesse qui sont loin d'être réalisées malgré les millions absorbés par les constructeurs de la guerre.

Quels officiers peuvent avoir maudit le téléphone ?

Avant la guerre, il y avait les adversaires du commandement à distance ; ils emboîtaient le pas derrière des chefs de file de marque, nombreux. L'un de ceux-ci, le colonel Potel, est mort glorieusement

(1) Adopté en 1908 et mis en fabrication immédiatement, le matériel n'était pas encore livré aux corps de troupe en 1910. On constitua un stock de mobilisation et on ne donna d'abord aux corps de troupe qu'un appareil par groupe pour l'instruction. Ce n'est guère qu'à partir de 1913 que chaque batterie put avoir son matériel.

pour la Patrie. Nous saluons pieusement sa mémoire, c'était une noble figure. Il écrivait :

(*Journal des Sciences Militaires*, 1er juillet 1912) :
Le commandement à distance est une chimère ; une batterie qui n'est pas sous l'œil de son capitaine est un corps sans âme ; elle est privée de tout rendement ; elle cesse d'être une batterie à tir rapide. L'échelle observatoire, ajoutait-il, placera, en toutes circonstances, le capitaine là où il doit être, c'est-à-dire près de son personnel, qu'il tiendra en main par son attitude, qu'il surveillera de l'œil du maître et qu'il animera de la voix.

D'autre part, le règlement d'artillerie du 8 septembre 1910 considérait le grand défilement comme une pratique exceptionnelle ; il affirmait que les batteries seraient rarement à moins de 200 mètres des crêtes (voir titres IV).

Résultat : Répondant au questionnaire du général Châtelain, Inspecteur des cours de tir, sur les connaissances des stagiaires à l'arrivée en ce qui concernait *le maniement des instruments et des divers moyens de commandement*, un Directeur de Cours écrivait dans son rapport, daté du 21 avril 1914, ce qui suit :

Un seul a été capable de décrire le matériel téléphonique en faisant un schéma ; beaucoup ignorent même l'existence de l'Instruction du 12 juin 1909 relative à ce matériel. Aucun ne s'est servi du téléphone en observant les prescriptions du n° 15 de cette instruction, rappelées par la note sur les écoles à feu de 1913. Les prescriptions n° 14 relatives à la manœuvre du personnel de reconnaissance, également très importantes, ont été aussi peu pratiquées.

S'ils ne maudissaient pas le téléphone, les adversaires du commandement à distance ne pouvaient guère s'y intéresser. Le Ministre commençait à s'inquiéter de la situation en 1913, d'où le questionnaire du général Châtelain et ses efforts pour pousser au commandement à distance.

Quand la guerre éclata, les idées sur le commandement à distance étaient en pleine évolution, comme le matériel téléphonique.

A ce moment, les partisans se hâtèrent de parer aux lacunes en réquisitionnant du fil et même des appareils. Beaucoup de réfractaires, subitement convertis, firent de même (1). Les autres.... attendirent.

Aussi, à l'une des premières batailles de la mi-août 1914, où les 30 batteries d'un C. A. étaient alignées en deçà d'un bois de plusieurs kilomètres de profondeur, nous vîmes les adeptes du téléphone installer leurs observateurs à la lisière opposée, à quelques centaines de mètres des objectifs et tirer à coup sûr ; les autres, se lamentant

(1) C'était facile ; si l'on ne pouvait improviser des canons lourds, les téléphones et le fil ne manquaient pas en France.

parce que l'échelle observatoire était trop courte et que le téléphone ne marchait pas, tirèrent « *au sentiment* ».

. . . .

Que maudirent-ils ? Que pouvaient-ils maudire ?.... Tous ou presque tous ne tardèrent pas à décider qu'il y avait mieux à faire pour éteindre le feu qui menaçait de dévorer la maison. Ils apprirent, bravement, sous les marmites, la manœuvre qu'ils avaient dédaignée sous le ciel calme des champs de tir.

Le téléphone fut-il adopté par le particularisme étroit de l'arme en vertu duquel tout ce qui était en service dans l'artillerie devait avoir été construit par elle ? Nous venons de répondre.

Nous ajouterons en toute connaissance de cause : la première commande fut donnée en 1908 à la Manufacture de Saint-Etienne, parce que :

1° cet établissement construisait, depuis plusieurs années déjà, du matériel électrique et notamment du matériel téléphonique ;

2° les frais généraux d'outillage devenaient négligeables de ce fait ;

3° les ouvriers réclamaient des commandes.

Il est intéressant de noter qu'après plus de quatre années de guerre le Ministre de la reconstitution industrielle — un civil — ne désavoue pas ces errements : jugeant sans doute le « *bottier* » bon, il met en construction, à Saint-Etienne, non plus du matériel téléphonique « militaire », mais du matériel téléphonique « *civil* ».

On lit en effet (n° 44 du *Journal officiel*, séance de la Chambre des Députés du 14 février 1919, page 636) :

M. LOUCHEUR, Ministre de la Reconstitution Industrielle. —... Nous avons pensé que, sans donner à ces établissements un développement qui serait évidemment hors de proportion avec leur outillage, en général très spécialisé, nous pouvions aussi consacrer nos efforts à la fabrication d'autres matériels utiles à l'Etat.

Ainsi, pour le matériel de téléphonie et de télégraphie, nous pourrons apporter une aide à l'industrie privée et nous avons obtenu une commande du ministère du commerce, des postes et des télégraphes. Nous fabriquerons ce matériel à Saint-Etienne....

L'article tout entier du commandant G. Glück appellerait beaucoup d'autres mises au point.

Nous nous bornerons aux observations d'ordre général suivantes :

— Le sage n'affirme que lorsqu'il sait ;

— Il faut se garder d'écrire l'histoire d'avant guerre avec une mentalité d'après guerre ;

— Il ne faut pas oublier que la France pacifique avait laissé le choix de l'heure à son adversaire. Celui-ci a attaqué lorsqu'il a cru

tous les atouts dans sa main. Il s'est procuré souvent ses atouts en nous volant, en donnant une forme pratique à nos idées. Il nous a surpris en pleine évolution.

Quoi d'étonnant à cela ?

Nos petits-fils connaîtront pareille surprise s'ils s'obstinent à rester pacifiques devant un ennemi belliqueux.

UN ANCIEN DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

QUESTIONS COLONIALES

La paix coloniale française. — Memento.

La **Paix coloniale**, la paix tout court, ah ! comme elle était belle... pendant la guerre ! Elle apparaissait alors comme un splendide mirage, comme un beau rêve que certains, pessimistes et lassés, tenaient pour irréalisable. Cependant le plus grand nombre tendaient de tout leur cœur, de toutes leurs pensées, de toutes leurs forces vers sa réalisation, et, sur le front, sur tous les fronts, les soldats se faisaient tuer. Que de cadavres ! Nous savons aujourd'hui à peu près le total officiel : plus de sept millions de morts, et, sur ce chiffre, la France, de beaucoup, proportionnellement à sa population, tient la tête dans l'effroyable sacrifice, et les Etats-Unis ne figurent au monstrueux bilan que pour 50.000 victimes. Il serait stupide de reprocher à ces amis de la dernière heure qui ne veulent, à aucun prix, être des alliés, la faiblesse de leur participation au carnage. Il n'a pas dépendu d'eux qu'elle fût plus forte, et ce n'est pas leur faute si, *militairement*, nous avons gagné la guerre *presque sans eux*. Leurs intentions étaient généreuses, leurs promesses immenses et leurs commencements de réalisation intéressants. Mais leur délégué à la Conférence de la Paix se représente-t-il avec suffisamment de netteté ce que la paix devait être dans l'esprit et dans le cœur de la majorité des Français ? Pour presque tous, on peut dire pour tous, en faisant abstraction de quelques brebis égarées, la paix, ce devait être, d'abord, la fin du massacre qui, depuis des années, angoissait toutes les consciences et torturait toutes les sensibilités. Ce devait être ensuite l'expiation et *le prix du sang*.

Je n'aurai pas le mauvais goût, n'ayant pas pris part à la guerre, je veux dire, ne m'étant pas battu, de prétendre expliquer comment et pourquoi nos soldats ont si admirablement lutté et se sont si héroïquement sacrifiés. *Ils l'ont fait* et cet acte de prodigieuse abnégation se suffit à lui-même, n'a pas besoin de commentaires. Mais rappelez-vous ce qu'on disait au cours de l'été de 1915 : « Il n'y aura pas, il ne pourra pas y avoir une seconde campagne d'hiver. » Et au printemps de 1916 : « Une troisième campagne d'hiver est impossible. La guerre ne peut pas continuer ! » Or, elle continua et si elle

continua, contrairement à toutes les prévisions et même, pourrait-on dire, contre toutes les possibilités humaines, ce fut en vue de ne pas perdre le bénéfice des souffrances déjà endurées. Aux gouvernants responsables des destinées du pays il apparaissait inadmissible de ne pas prolonger l'effort, de ne pas poursuivre jusqu'au bout la sanglante lutte, alors que le salut du pays était en jeu et que les meilleurs de ses enfants jonchaient déjà la route suivie. Oui, *il fallait que tout cela fût payé*, et voilà ce qui constitue le caractère profondément émouvant du drame qui se joue en ce moment : il s'agit de savoir si la récompense suivra le sacrifice. D'une part, près d'un million et demi de tués, des centaines de milliers de blessés, nos champs dévastés, nos maisons ruinées, nos mines noyées, nos forêts abattues. D'autre part, un formidable point d'interrogation, et, en attendant la réponse, des cris, des pleurs, des appels de haine, la vie chère et déséquilibrée, un profond malaise économique, un inextricable chaos financier.

Qui donc paiera les frais de la guerre ? Les vainqueurs ou les vaincus? L'armistice est signé depuis des mois et, en dépit d'interminables discussions et de la réunion à Paris des personnalités les plus qualifiées de l'univers, la question ne semble pas encore tranchée. A-t-elle même été pratiquement abordée ? Il serait imprudent de l'affirmer.

Qui paiera ? Vainqueurs ou vaincus ? A cet égard, deux conceptions sont en présence : la conception simpliste et traditionnelle, d'abord, celle qu'appliquaient nos diplomates d'ancien régime et en vertu de laquelle la victoire était sanctionnée par le paiement d'indemnités et surtout par l'annexion des pays conquis et occupés. Le protocole de paix représentait la loi du vainqueur et les vaincus payaient ce que les Allemands appelaient encore en septembre 1918 la carte de guerre.

A cette conception s'oppose celle qu'on pourrait appeler la conception wilsonienne. M. Wilson ne m'a fait aucune confidence. J'imagine cependant qu'il a dû, en tant qu'historien, d'abord, en tant qu'homme d'État, ensuite, être frappé du caractère de *vendetta* qu'offrent la plupart des guerres, la dernière s'apparentant toujours à la précédente, celle de 1870 ayant évidemment engendré celle de 1914. Cet enchaînement des guerres les unes aux autres, le Président des Etats-Unis l'a considéré comme un phénomène de fausse logique, qu'un puissant effort de sincérité pourrait briser à tout jamais. Déjà, certains internationalistes au cours de la guerre et dans un état d'esprit voisin s'étaient arrêtés à la formule sensationnelle : « Ni annexion, ni indemnités ! » Le Président ne pouvait évidemment aller jusque-là. Il a admis la nécessité de certaines réparations. Mais, dans tous ses sermons, l'ambiguïté des formules traduit l'arrière-pensée de ne

pas donner comme sanction finale à l'effroyable tuerie une paix de force instituant des spoliations. La France, au lendemain de 1870, a vécu avec la préoccupation de la revanche. Le Président Wilson rêve évidemment d'une paix après la signature de laquelle toutes les parties contractantes se tiendraient pour satisfaites. Il s'agit, en un mot, d'instaurer la parfaite entente entre tous les peuples vainqueurs et vaincus et de prévenir à tout jamais les revendications pour cause de violation du droit.

Il est inutile d'insister pour établir ce qu'a de théorique une semblable conception. Les événements l'ont déjà démontré, puisqu'une des premières délibérations de la Conférence des Alliés a abouti au fameux article 19 qui règle, ou prétend régler, les principes de gouvernement à appliquer « aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment ». Que faut-il lire sous cette formule? Simplement ceci : « L'Allemagne ne rentrera pas en possession de ses colonies. »

Certes, ce n'est pas moi, — alors que, dans un précédent article (1), j'ai exposé toutes les raisons pour lesquelles ses colonies ne devaient pas être rendues à l'Allemagne, — ce n'est pas moi qui vais blâmer le Président Wilson de s'être rendu compte de cette nécessité. Mais, étant donnés les principes qu'il a solennellement énoncés et le vaste rêve d'entente universelle dont il poursuit la réalisation, il faut bien reconnaître que l'article 19 du projet de Société des Nations y apporte une grave entorse. Cet article 19, *l'article colonial*, constitue une terrible fissure. Je le répète, la paix sentimentale, la paix absolue, quasi-religieuse, rêvée par M. Wilson, cette trêve sacrée du Président valant *in æternum* est viciée à la base par l'hypocrite compromis de l'article 19, compromis monstrueux entre une conception de droit idéale et les appétits des Puissances et, notamment, du Japon et des Dominions anglais. Pourquoi, en effet, sous la fiction menteuse du mandat, donner les îles allemandes du Pacifique au Japon, que la guerre a enrichi et à qui elle n'a pas coûté un millier d'hommes?

La thèse wilsonienne, pour être vraiment forte, pour être inattaquable, pour constituer le pur élan de sincérité voulu par son auteur, doit être un lingot sans scories ni alliage. Or, l'article 19 n'est que contradictions et impuretés. C'est la raison pratique triomphante qui vient s'opposer à la raison pure, c'est le ver dans le fruit. A la rigueur, pouvait s'admettre comme punition la remise des colonies allemandes à la Société des Nations, cela correspondait en effet à un point de vue biblique et chrétien, « les pécheurs seront punis et se repentiront ». Mais, après cette remise, quelle valeur, et en droit et

(1) Cf. *Mercure de France* du 1er mars 1919.

en équité, peut bien posséder l'opération qui consiste à les confier respectivement à titre de mandataires aux puissances qui les ont conquises? Alors, voici cette très grande et noble dame que devait être dans l'esprit de son père la Société des Nations qui fait soudain piteuse figure de *personne interposée!*

Le tour de passe-passe est joué. La Société des Nations reçoit les colonies allemandes et les livre aux puissances qui les occupent déjà. Personnellement, ce retour, après les subtilités du Droit, à la réalité du Fait n'est point pour me gêner. J'applaudis : on sort en effet des nuages pour rentrer dans la vie, on quitte les avenues célestes pour les sentiers battus des hommes.

Mais qu'alors au moins la franchise règne, qu'au moins la *traditio* aux Puissances occupantes soit nette et sans ambages et s'effectue comme une dévolution naturelle. Or, il n'en est pas ainsi : en vertu de je ne sais quelle hypocrisie, en raison de je ne sais quel sacrifice à quelles considérations plus que pratiques, voici que cette dévolution s'opère avec des modalités diverses selon les bénéficiaires. « Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman » sont reconnues « provisoirement indépendantes » et seront seulement « guidées » par la Puissance mandataire. Certaines îles du Pacifique austral sont admises « à faire partie intégrante » de l'Etat mandataire. Cela, c'est la concession à l'Australasie! Pourquoi la Nouvelle-Guinée sera-t-elle « intégrée » à l'Australasie, alors que le Togo ne le sera pas à la France? Mystère! De même, pourquoi revêtir de jargon métaphysique la clause des plus discutables qui imposera aux pays de l'Afrique l'égalité commerciale, ressuscitant ainsi le néfaste Acte de Berlin qu'on espérait à jamais abrogé?

Pour me résumer, j'estime que les dispositions introduites dans l'article 19 suffisent à ruiner dans son principe même l'édifice laborieusement conçu par le Président Wilson. Je le répète, pour que cette œuvre fût viable et eût vraiment pour résultat grandiose d'assurer la Paix du monde, il eût fallu qu'elle apparût à tous les hommes de bonne volonté comme pure et désintéressée. Or, il n'en est rien : les clauses compliquées et byzantines de l'article 19 ne sont que la consécration du marchandage anglo-saxon, et elles suffisent à ruiner jusqu'à la base la tour branlante de la Société des Nations.

Il est bien évident, en effet, que l'Allemagne, qui n'a jamais compris, qui ne comprend et ne comprendra jamais que la force, se serait inclinée devant l'attribution loyale de ses colonies aux Puissances occupantes. Mais, certainement, elle ne s'inclinera pas devant cette formule bizarre du Mandat. Ses jurisconsultes, sans avoir besoin de recourir aux leçons de Savigny ou de Iehring, savent que tout mandat est essentiellement révocable et la République impériale de Scheidemann et d'Ebert *travaillera sans se lasser à la révocation de*

ce mandat. Cela, c'est l'évidence : inutile d'y insister. Partisan résolu de la force, — non pas de la force allemande bestiale, mystique et sans nuances, mais de la force française, souple, élégante et logique, — je ne saurais souscrire aux étranges tractations qui s'élaborent à l'heure où j'écris ces lignes. J'aurais cru, j'espérais que des négociations conduites sur notre sol de France, sous le ciel clair et léger de notre Ile-de-France, s'inspireraient davantage des traditions de netteté et de raison de notre race.

Personnellement, et pour ne parler que de ce qui fait l'objet de cette rubrique, j'aurais conçu autrement *la paix coloniale française.* Comme premier principe j'aurais posé le maintien intégral de notre domaine colonial d'avant guerre, et je n'y aurais admis de modification ou de remembrement que sous forme d'agrandissement où d'amélioration certaine. En ce qui concerne les colonies allemandes, elles nous revenaient naturellement du fait de la possession d'Etat et de nos accords avec les Anglais, nos co-conquérants. Enfin, j'aurais systématiquement écarté toute conception à base d'internationalisation ; les leçons de l'histoire et d'une histoire toute récente nous montrent, en effet, que l'internationalisation engendre fatalement et à brève échéance frictions et conflits. Un règlement précis et définitif de toutes les questions coloniales pendantes, voici ce qui était souhaitable.

Mais, hélas ! ceci n'est qu'un vœu et je n'ose penser à ce que la Conférence aura adopté quand paraîtra cet article. Au lendemain de la plus effroyable tuerie de tous les temps, la loi des contrastes veut qu'un bourdonnement philanthropique envahisse l'univers. Parmi une humanité de névrosés, d'amoindris et de stropiats, des prophètes viennent célébrer la douceur de Caïn. Ainsi que le fantôme dont parle Carlyle, le Président Wilson traverse les mers, vient dans cette Europe qu'il a prise en profonde pitié et s'écrie :

« Je nettoierai vos carrefours fangeux et de ce cloaque du diable qu'est votre monde je ferai un jardin du ciel ! »

Attendons patiemment, mais non sans angoisse qu'au jardin wilsonien les roses aient fleuri !

Memento. — Débordé par l'actualité des négociations coloniales, je ne puis consacrer que quelques lignes à deux ouvrages qui mériteraient mieux, ouvrages d'inspiration sœur : l'un de M. Jean Mélia, écrivain vivant et plein de talent, *la France et l'Algérie,* l'autre, œuvre posthume du grand savant et du géographe lyrique que fut Onésime Reclus, *l'Atlantide.*

M. Jean Mélia part de cette idée fort juste que la France, nation colonisatrice par excellence, ne pourra, après la guerre, se reconstituer que par les colonies. Onésime Reclus, avant la guerre, avait eu la même pensée en écrivant : « Pas de grand peuple sans colonies. » Pour Jean Mélia comme pour M. Onésime Reclus l'avenir de la France est en Algérie.

Dans la célébration enthousiaste de l'Afrique du Nord le Stendhalien précis s'accorde exactement avec le chantre vibrant de l'Atlantide.

« Les destins sont pour nous, déclare M. Jean Mélia, puisque des deux rives de la Méditerranée pour la plus grande puissance et la plus complète expansion de la patrie et, désormais, véritablement, pour d'incalculables effets sur la civilisation et le commerce du monde, se dressent, mains jointes, mêmes cœurs et visages pareils, la France et l'Algérie. »

Onésime Reclus imagine que la France, s'appropriant les paroles de Perse, dit à l'Atlantide : « Tu sais à n'en pas douter qu'un pacte sûr lie nos destins, qu'un même astre nous guide. »

C'est la même pensée : la plus grande France *africaine*. Pour des raisons que j'ai déjà exposées ici, je me permets de préférer une plus grande France *mondiale*. J'estime, en effet, qu'il serait dangereux de limiter l'action de notre pays à la seule Afrique. Quoi qu'en ait pensé le grand écrivain défunt, l'Asie mérite bien un sourire, et si les puissances européennes, la France en tête, abdiquaient devant l'impérialisme japonais, ce serait l'irrémédiable faillite du vieux monde !

CARL SIGER.

LES JOURNAUX

M. Henri de Régnier et le Symbolisme à l'Académie (Le Temps, 21 mars). — *Un projet de Caisse nationale littéraire* (La France, 15 mars). — *L'Etat Mécène* (Le Figaro, 8 mars).

Dans sa réponse au discours de réception de M. René Boylesve, M. Henri de Régnier a évoqué ses souvenirs sur le symbolisme et salué ses compagnons de lettres en des termes émus qui méritent d'être rapportés et fixés dans *Mercure*, qui fut l'organe officiel du symbolisme. J'emprunte au **Temps**, qui le publie intégralement, ce fragment du discours de M. Henri de Régnier. Il s'adresse à M. Boylesve :

Tandis que les jeunes gens que tourmente le démon de la littérature éprouvent le besoin de se grouper, — peut-être un peu pour devancer la véritable notoriété future par des renommées de cénacles qui leur en tiennent lieu provisoirement, — vous, vous restiez soigneusement à l'écart de leurs réunions. Vous ne montriez aucune disposition aux camaraderies littéraires. Vous leur étiez même un peu trop sévère et vous aviez contre elles des préventions un peu exagérées, car il serait injuste de n'attribuer qu'à l'effet de petites vanités cet instinct de groupement dont témoigne la jeunesse. Au temps de la nôtre, du moins, il n'en était pas ainsi. Nous nous assemblions pour mettre en commun nos aspirations réciproques et pour les contrôler les unes par les autres. Tel fut bien, n'est-ce pas? le caractère des écoles littéraires dans la curieuse période qui va de 1887 à 1900, et qui s'appellera dans l'histoire des lettres la période du Symbolisme. On y était, dans les divers groupements qui se succédèrent, peu préoccupé du succès et de trouver accès auprès du grand public. On s'y contentait d'adhésions amicales, et la meilleure récompense de nos efforts était l'assentiment des maîtres que nous nous étions choisis.

J'en appelle à vous, mes compagnons de jeunesse, dont beaucoup ont déjà disparu ! Souvenez-vous de nos rêves et de nos idées d'alors, de notre dédain de l'opinion, de notre indifférence au succès, de notre amour de l'art pour l'art lui-même. Amis du temps lointain du Symbolisme, rappelez-vous nos ambitions en ces années où la presse se gaussait de nos théories et où le public ne se souciait guère de nos tentatives. Quels âpres conquérants de la gloire nous faisions, vraiment, en ces temps où nous allions écouter dans les tavernes les soliloques nocturnes de Villiers de l'Isle-Adam, où nous allions visiter Verlaine à l'hôpital et Stéphane Mallarmé en son modeste logis de la rue de Rome ! Qu'ils nous accordassent un mot d'encouragement ou d'approbation, nous étions heureux et fiers. Que nous importait le reste ?

Vous avez connu, monsieur, d'un peu loin peut-être, mais vous avez connu ces milieux littéraires de l'époque du Symbolisme. Sans vous être mêlé directement à eux vous avez vécu dans leur voisinage intellectuel, et je suis certain que vous ne contrediriez pas au souvenir que j'en ai gardé. Vous fûtes témoin du parfait désintéressement qui y régnait, du noble idéalisme des jeunes écrivains qui les composaient, de leur dévouement à l'ar et à la beauté. Si certains, à qui la vie fut plus clémente, n'ont pas donné leur mesure, si d'autres sont morts prématurément, il n'en est pas un qui n'ait rêvé de belles et grandes choses. Leurs noms méritent de ne point périr et plus d'un en sont déjà assurés. Saluons les Remy de Gourmont et les Albert Samain, les Jean Moréas, les Jules Laforgue, les Stuart Merrill, les Pierre Quillard et les Ephraïm Mikhaël, les Hugues Rebell et les Marcel Schwob et vous, Jean de Tinan, et vous, Charles Guérin, pour ne pas parler des survivants. Associons-les aux hautes et glorieuses mémoires d'un Villiers de l'Isle-Adam, d'un Stéphane Mallarmé, d'un Paul Verlainè.

A ce moment littéraire si actif, si curieux, si fécond en quelques-unes de ses directions, vous n'avez pas, comme je viens de le dire, pris part personnellement. La raison en fut ce goût pour l'isolement que j'ai constaté chez vous. Vous eussiez cependant été accueilli avec sympathie, bien que l'état d'esprit, dans ces milieux, fût assez différent du vôtre. Mais vous n'avez pas tenté l'aventure et vous êtes resté à l'écart. Vous êtes demeuré un isolé, un solitaire. En effet, durant ces années, on ne vous vit nulle part, ni dans la cave des Hydropathes, ni chez les Hirsutes, ni chez les Rose-Croix, ni aux banquets de la *Plume*, ni aux dîners des Têtes de Pipe, ni aux soirées du Chat-Noir. On ne vous rencontrait ni au chevet de Verlaine, ni aux mardis de Mallarmé, ni aux samedis de Heredia. Pas plus à Medan, chez Zola, qu'au « grenier », chez Goncourt. Vous ne fûtes d'aucune école, d'aucune chapelle, d'aucun cénacle. Pas plus que chez les Décadents et les Symbolistes, vous ne fréquentâtes chez les Naturistes et les Humanistes. Votre indépendance ne s'accommodait d'aucune étiquette et ne souffrait aucun embrigadement. Et pourtant, une fois, à cette époque, je crois bien vous avoir rencontré à une réunion de l'*Ermitage*. L'*Ermitage* était une revue dont le nom avait sans doute apprivoisé votre sauvagerie. Vous vous y laissâtes conduire par un ami, mais on y était volontiers mystique, théosophique, hermétique ; aussi ne fîtes-vous qu'y passer. Votre instinct de solitude vous ramenait toujours à vous-même.

Mais peut-être y a-t-il encore de vieux Académiciens qui seront étonnés d'apprendre que Villiers, Verlaine, Mallarmé, Jean Moréas, Remy de Gourmont sont de grands écrivains et de grand poètes, dont les noms et les œuvres grandiront avec les siècles, tandis qu'eux-mêmes seront retombés dans l'oubli, couchés dans leur habit à palmes vertes, leur inutile petite épée au côté.

§

La France publie une proposition de loi tendant à la constitution d'une Caisse nationale littéraire, présentée par M. André Lebey.

La France, écrit-il, doit beaucoup à ses écrivains et il n'apparaît pas que tout le nécessaire ait été fait pour eux. Les prix accordés par des académiciens sont « une récompense plutôt qu'une garantie »; les sommes allouées par le Ministre sont attribuées un peu au hasard et prennent trop facilement l'allure fâcheuse d'une aumône : « une pension, précise, légale, connue », apparaît préférable.

Cette sollicitude à l'égard des écrivains est légitime, et le Parlement s'honorera tout à fait de la sanctionner. Les conditions de la vie, souvent de plus en plus rigoureuses et dures, en dépit des apparences, aux êtres désintéressés et nobles pour lesquels le goût, l'ardente pratique de la pensée et la passion créatrice priment les soucis personnels au soin desquels leur grandeur même les rend souvent inhabiles, nous incitent au devoir de prendre soin matériellement de ceux qui réservent ainsi le meilleur d'eux-mêmes, leurs plus belles qualités personnelles, au culte des lettres. Il nous faut donc les aider dans toute la mesure du possible. Nous n'accomplirons pas seulement de la sorte une œuvre de solidarité humaine, personnelle et collective à la fois, nous défendrons encore le patrimoine de la pensée nationale. Non seulement nous permettrons à celle-ci de s'exprimer en toute indépendance ainsi que d'atteindre à sa plus haute valeur pour la liberté spéciale que nous lui vaudrons en la débarrassant des soucis matériels obsédants, mais encore en l'arrachant à l'influence néfaste et déprimante du besoin, qui entraîne quelquefois les âmes les plus fières à capituler devant la nécessité ou à céder sur les principes ; en supprimant, pour tout dire, le mal qui peut résulter de la loi de l'argent, nous maintiendrons les talents dans leur ligne propre, nous leur faciliterons l'affirmation croissante d'eux-mêmes, le développement total, sans compromission, de leur personnalité.

Souvenez-vous, Messieurs, de toutes les misères qui ont si souvent accompagné l'homme de lettres, soit qu'elles l'aient entravé dès les premiers essais dans sa jeunesse, où elles risquaient de l'arrêter, soit qu'elles aient été le résultat — rançon odieuse — de son indépendance, de sa fierté, de sa scrupuleuse conscience. Qui sait si plusieurs ne furent pas paralysés au point de se refermer à jamais sur eux-mêmes ! Je n'ignore pas que la thèse contraire peut être soutenue et qu'elle est en partie très défendable. Un vrai talent possède, en général, un courage à sa hauteurs, qui lui permet de percer quand même, et les obstacles accumulés sur sa route deviennent des motifs renouvelés de combat, d'activité créatrice, les

matériaux eux-mêmes des victoires successives qu'un heureux génie lui fait remporter sur le Destin. La grande figure de Balzac s'impose à l'esprit et le relief qu'elle accuse sur ce fond tumultueux ajoute encore à la puissance de ses traits. Mais des exemples contraires pourraient être fournis, celui d'Albert Samain, notamment ; plus libre, débarrassé du bureau misérable où il lui fallait gagner sa vie par une besogne pour laquelle il n'était pas fait, il aurait pu soigner sa santé compromise et prolonger une existence précieuse, qui ne cessa jamais le travail poétique auquel sa nature l'avait voué. Quoi qu'il en soit et quoi qu'on pense, des spectacles comme celui de Baudelaire nécessiteux, de Verlaine, traînant une vie mourante d'hôpital en hôpital, de Villiers de l'Isle-Adam, réduit à une petite mansarde, de Lamartine contraint jusque dans sa vieillesse à écrire sans arrêt, usant ses jours, déjà si douloureux, à des productions où il lui fallait ruser pour laisser battre, quand même, les ailes de sa grande âme, tant d'autres encore que je pourrais nommer, tout cela ne doit pas être. J'ajouterai que cette aide est presque due, tant la carrière d'homme de lettres nourrit peu son homme.

Et, parlant de la Commission de vingt membres qu'il propose, composée d'hommes politiques, d'académiciens, de poètes et d'hommes de théâtre, M. Lebey pense que la diversité même de ce choix empêchera l'art officiel et qu'une tendance puisse même prédominer. Il fait allusion à ces prix d'Académie distribués d'une façon tout à fait tendancieuse et réservés — on ne sait pourquoi — aux ouvrages bien pensants, souvent si mal pensés. C'est, écrit-il, « au-dessus de toutes les confessions religieuses, ou mêmes laïques, sans distinctions de classes, ou de partis dans le domaine de l'Esprit que le choix se fera ».

M. Lebey répond par avance à l'objection que l'écrivain n'écrirait plus lorsqu'il aurait sa vie assurée : « On écrit, dit-il, malgré soi, parce qu'on ne peut pas faire autrement. »

Croyez-vous que si Gustave Flaubert n'avait pas possédé une certaine aisance, il aurait pu mener son œuvre à bien ? Balzac, dont nous parlions plus haut, et qui sut vaincre quand même, combien de fois ne s'est-il plaint, non pas du labeur géant pour lequel il était fait, mais des conditions difficiles que la vie de son temps lui imposait et des exigences nombreuses qui ne lui permettaient pas de se consacrer à ce labeur seul ! Qui sait si son œuvre, déjà si forte, grande et belle, n'aurait pas été plus ordonnée, plus complète, plus définitive, s'il avait été maître de son temps ! Dans une de ses préfaces, celle de la *Femme supérieure*, publiée avec la *Maison Nucinge* et la *Torpille*, en 1839, il l'a laissé nettement entendre. Permettez-moi de vous remettre sous les yeux cette plainte éloquente : « Avant le désastre qui empoisonna ses derniers jours, sir Walter Scott vivait en gentilhomme dans son château d'Abbostford, au milieu d'une magnificence digne de sa royauté littéraire, dotée d'une liste civile de trois cent mille francs. Il écrivait à son aise et à sa guise un ouvrage par six mois, sans autres engagements que ceux qu'il prenait avec la gloire. Dans cette situa-

tion, un écrivain est tenu de ne publier que des chefs-d'œuvre complets. L'auteur français n'a qu'une liste incivile et des engagements aussi sérieux que ceux inscrits par les jeunes filles sur le vélin de leurs éventails, au bal. » Et Balzac montre que l'imperfection de ses livres découle des faits, non de lui-même.

..... « Rubens, Van Dyck, Raphaël, Voltaire, Aristote, Montesquieu, Cuvier, etc., ont-ils pu monumentaliser leurs œuvres sans les ressources d'une existence princière ? J.-J. Rousseau ne vous a-t-il pas assuré que le *Contrat Social* était une pierre d'un grand monument auquel il avait été obligé de renoncer ? Nous n'avons que les rognures de Jean-Jacques, tué par les chagrins et la misère. »

§

Aucun doute, chacun est de l'avis de M. Lebey, écrit Eugène Montfort dans le **Figaro**, il faut aider, il faut protéger les écrivains. Mais, en vérité, cela est peut-être moins facile que notre parlementaire-poète ne semble le penser. Et les vingt Mécènes de M. Lebey, sa commission de Mécènes, ne lui inspirent, au fond, qu'un petit enthousiasme. « On écartera le génie — le génie qui est trop voyant, qui est discuté, qui n'est pas de tout repos, et l'on pensionnera quelques médiocres... » Il est vrai que le génie trouve en lui-même sa propre joie, même douloureuse. Mais, ajoute M. Montfort, qui développe ici une théorie toute romantique :

Il faut dire aussi, — cela est affreux, mais cela est vrai, — qu'il y a des génies que la souffrance même fait s'épanouir. Gérard de Nerval parle du *Soleil noir de la mélancolie*, ce soleil qui, de ses rayons sombres, illumine le cœur amer de certains artistes.

Le génie porte le malheur en soi — le génie, qui est inhumain, le génie, qui est voisin de la folie, le génie, qui est une longue patience (si l'on prend le mot *patience* dans son sens originel).

Chez tous les hommes de génie on a découvert des tares physiologiques, ce qui fait supposer que certain développement du cerveau ou de la sensibilité ne peut se réaliser que sous l'influence de l'irritation produite par telles dispositions morbides. Le grand poète a la notion de cette relation directe entre sa souffrance et son génie, entre son malheur et son inspiration. Aussi tient-il à son mal, condition de son illumination intérieure, aussi tient-il à son *soleil noir*. Il ne voudrait pas revenir à la vie normale au prix d'une guérison qui le bannirait en même temps d'un univers sublime. Il ne consentirait pas, retombant sous la loi commune, à n'être plus rien qu'un homme ordinaire, avec une intelligence moyenne et un petit bonheur stupide.

D'ailleurs, chacune de ces douloureuses vies d'artistes est d'une beauté singulière. Et l'artiste lui-même n'est pas insensible à cette beauté dont il meurt, et il admire la signification profonde de son existence.

J'ai connu Moréas en des jours durs pour lui, il les contemplait ; en respirant leur odeur funèbre, il en méditait la logique. C'est que chaque vie est une et nécessaire. On le comprend lorsqu'elle est écoulée et qu'on peut l'embrasser tout entière du regard : on voit alors qu'il eût été impossible

d'y rien changer, que l'existence de tout homme, telle qu'elle est, est parfaite, étant conditionnée par la nature, par l'être de cet homme-là ; dès le premier jour, il la porte en soi-même tout entière.

Par exemple, n'est-il pas impossible, ne serait-il pas absurde d'imaginer un Balzac vivant comme un Flaubert, ou un Baudelaire comme un Victor Hugo ?

Certes ces douloureuses vies d'artistes sont d'une beauté singulière, mais ce n'est pas la misère qui en fait la beauté. La douleur d'un Moréas venait de plus haut et le Pactole lui-même n'eût pu étouffer le sanglot de son cœur. Il ne faudrait tout de même pas s'imaginer que le génie ou même le talent soient incompatibles avec la fortune, et continuer à symboliser l'artiste par une mansarde. Cela ne tendrait qu'à favoriser une littérature de pauvres qui n'est souvent que de la pauvre littérature. On voudrait se faire du grand écrivain, du grand artiste une conception haute dans l'Etat, puisqu'il représente l'intelligence de la Nation, mais il n'y a plus de rois pour le distinguer et lui donner la première place ; il n'y a plus pour lui que la place qu'il saura prendre en luttant, il n'y a plus que les quelques billets de mille francs que lui offre une Commission de vingt Mécènes sans enthousiasme.

Pourtant, il n'est pas absolument nécessaire que l'homme de génie soit méconnu. Il ne l'est en réalité jamais. Ni Gauguin, ni Verlaine, ni Villiers n'ont été méconnus, puisqu'ils ont vécu parmi une cour de fervents admirateurs. Seulement, à ce moment, comme à beaucoup d'autres dans l'histoire, nous étions gouvernés par des Béotiens, et les représentants officiels de l'Art officiel étaient aussi des Béotiens.

M. Lebey veut nous persuader que l'Etat désormais saura assurer l'existence de ceux dont elle a tiré de tout temps, comme l'écrit M. Montfort, le plus brillant de son lustre. Essayons : cela profitera toujours à quelques-uns.

R. DE BURY.

THÉATRE

THÉATRE CLUNY : *L'Héritier du Bal Tabarin*, vaudeville en 3 actes, de M. N. Nancey (11 mars). — THÉATRE SARAH-BERNHARDT : *La jeune Fille aux joues roses*, pièce en 3 actes et 9 tableaux, en vers et en prose, de M. François Porché (13 mars). — THÉATRE ANTOINE : *Le Bourgeois gentilhomme*.

On a souvent dit beaucoup de mal du vaudeville. Ce n'est pas, en effet, une forme littéraire bien relevée. C'est pourtant la plus véridique. Peut-être n'en a-t-on dit autant de mal que parce qu'elle nous offre trop de ressemblances avec nous-mêmes et avec nos propres actions. Quoi qu'en puissent penser les gens graves et qui prennent tout au sérieux, la vie que nous menons n'est qu'un vaste vau-

deville, même dans ses parties tristes, qui sont souvent les plus drôles. Une chose, d'autre part, qui m'a toujours effaré, c'est l'ingéniosité des auteurs de ce genre de pièces. Comment diable trouvent-ils de pareils sujets ? Savoir observer, avoir le sens des ridicules n'y suffirait pas, je le sens bien. Il faut encore avoir dans l'esprit une certaine cocasserie, un certain don d'invention bouffonne. Et s'il est vrai, et c'est vrai, que les gens qui font rire sont souvent au fond d'eux-mêmes affreusement tristes; quel champ de réflexions cela ouvre encore ! Vous voyez que je sais aussi faire le psychologue, quand je veux. Voici, par exemple, le nouveau vaudeville de M. Nancey : **L'Héritier du Bal Tabarin**, que vient de donner le Théâtre Cluny. Comme sujet, ceci : un bon provincial, homme fort rangé, n'ayant jamais mis les pieds à Paris, et qui se trouve hériter de l'établissement en question, avec l'obligation de le gérer. Vous allez sans doute me trouver déplorablement dénué d'invention : jamais, pour ma part, je n'aurais trouvé cela. A moins que, là, comme ailleurs, il ne s'agisse que de commencer et qu'une fois dans cette voie les idées les plus folles vous viennent toutes seules. M. Nancey a développé ce sujet de la façon la plus bouffonne, secondé avec zèle, pour l'interprétation, par des acteurs d'un comique parfois réussi et par quelques jolies femmes fort heureuses de se montrer. Et que les gens graves auxquels j'ai fait allusion plus haut se rassurent sur le dénouement: la bouffonnerie finit de la façon la plus convenable. L'héritier du Bal Tabarin, en fin de compte, peut retourner dans sa province jouir très moralement de sa fortune, et l'Etat achète l'établissement pour y construire à la place un lycée de jeunes filles, auxquelles on apprendra là, une fois de plus, en les détournant de leur voie naturelle, les mirifiques préceptes de la vertu et du devoir.

La nouvelle œuvre dramatique de M. François Porché n'a pas réussi. Il n'y a pas besoin d'user de périphrases pour le dire. Les intéressés eux-mêmes l'ont reconnu tout les premiers dans un communiqué que les journaux ont publié. Sur ce point là, d'ailleurs, je ne pense pas qu'ils puissent s'étonner. **La jeune Fille aux joues roses** n'était pas une pièce pour le grand public. M. François Porché a voulu faire la satire lyrique de la vie artificielle d'un peuple trop savant, en opposition avec la vie plus vraie et la plus franche, en communion avec la nature. Les visages gris sont des gens, un petit État, si vous voulez, qui vivent enfermés, calfeutrés dans des batiments sans fenêtres, régis par mille prescriptions et défenses sanitaires, encombrés de livres, de fiches, de rapports, de statistiques, ne connaissant des plantes, des fleurs, des arbres, du ciel et de l'eau que le nom et rien de leur aspect réel, ne voyant, ne concevant, ne se représentant tout que sous l'aspect écrit, décrit, mentionné et catalogué. L'entrée, au milieu d'eux, de Rosette, créature vraiment humai-

ne, qui porte sur ses joues les couleurs de la vie réelle, leur cause à la fois de la surprise, de l'effroi, une sorte d'émerveillement, jusqu'au moment où sentant leurs préjugés, leurs habitudes, leurs intérêts, tout ce qu'ils ont arbitrairement érigé en vérités, mis en danger par les propos trop vivants de la nouvelle venue, ils concertent de la mettre à mort, ce qui n'arrive pas, les partisans de Rosette la protégeant et la pièce finissant dans une sorte de farandole. Comme on le voit, un sujet purement intellectuel, un conflit purement d'idées. Intéresser à ce sujet, à ce conflit le grand public, qui ne se passionne que pour des questions de sentiments? C'eût été une merveille que n'ont point fait se réaliser même les parties plaisantes, jusqu'à être parfois un peu farce, que M. François Porché a placées çà et là dans son œuvre. Cela dit, il faut ajouter que *La jeune Fille aux joues roses* est déconcertante à plus d'un titre. Il semble qu'il y ait là deux pièces, composées exactement chacune de chaque moitié de l'œuvre, la première concise, éloquente, nerveuse, mordante, extrêmement séduisante, contenant déjà tout le sujet traité par l'auteur ; la seconde molle, discoureuse, longue, pleine d'un lyrisme trop fleuri et partant un peu fade, et qui donne l'impression à la fois que l'auteur n'a plus songé qu'à des effets et qu'il a été embarrassé plus ou moins pour finir. Ce dernier point, j'entends cet abus du lyrisme, devient même un motif de surprise quand on connaît les poèmes de M. François Porché, si sobres, si humains, si brefs, même si frustes dans leur ton et dans leur forme qu'on leur a quelquefois reproché de manquer un peu d'art, oubliant de voir qu'ils ont mieux : beaucoup de vérité et d'émotion. Les lois du théâtre, surtout du théâtre en vers, exigent-elles qu'on manque à toutes ces qualités, et ce qui, dans un livre, prend sa force dans l'expression concentrée et directe, doit-il être, sur la scène, allongé, détaillé et orné à plaisir? Comme moi, vous répondrez certainement : non, et que ce qui est long doit être évité partout. Ne soyons pas, toutefois, trop fiers de notre réponse. Elle est celle d'un lecteur, d'un spectateur. Un auteur dramatique, lui, nous en ferait peut-être une autre, à savoir qu'il faut compter avec les interprètes, qui sont toujours portés à trouver qu'ils n'en ont pas assez à dire et qui veulent toujours, à un endroit de la pièce ou à un autre, leur petite apothéose.

Le Théâtre Antoine, par les soins de M. Gémier, a donné une série de belles représentations du **Bourgeois gentilhomme**, interprété remarquablement par M. Arquillière, qui joue le rôle sérieusement, et par là n'en est que plus bouffon. On peut, certes, faire quelques réserves quant à la mise en scène, qui se ressent un peu des modes d'art actuelles. L'essentiel, c'est que M. Gémier a composé là un très beau spectacle. La musique de Lulli est charmante. Je la connais par cœur. Que de fois elle m'a enchanté, quand j'étais enfant, et

qu'à la Comédie Française, dans le trou du souffleur, je regardais se balancer, sur ses cadences, les petits marmitons et les garçons tailleurs du *Bourgeois*. L'autre soir, en rentrant du Théâtre Antoine, je la fredonnais tout le long du chemin, soudain reporté, avec quelle vivacité ! à ces lointaines soirées. Les costumes dessinés par M. Ibels ont des couleurs délicieuses. Qu'ils soient vraiment ceux de l'époque, je n'en jurerais pas, surtout dans le ballet final, baigné d'un clair de lune vaporeux et bleuâtre et qui évoque de la façon la plus pénétrante un parc de Watteau. Mais quel art dans les couleurs, le jeu des lumières, les évolutions des personnages, quelle langueur et quelle légèreté tout ensemble !

> Votre âme est un paysage choisi
> Que vont charmant masqués et bergamasques
> Jouant du luth et dansant et quasi
> Tristes sous leurs déguisements fantasques.
>
> Tout en chantant sur le mode mineur
> L'amour vainqueur et la vie opportune,
> Ils n'ont pas l'air de croire à leur bonheur,
> Et leur chanson se mêle au clair de lune.
>
> . . . .

Tout à fait cela !

MAURICE BOISSARD.

ART DRAMATIQUE ANCIEN

La Danse macabre et Hagoromo à l'Odéon. — Ce fut une vraie vision d'eurythmie, quelque chose de lointain, d'étrange, de merveilleux, de non-vu jusqu'à présent, une surprise pour les esprits et les yeux, que cette manifestation esthétique qui vint rappeler à plusieurs, de si prenante façon, la fameuse danse des Morts de Bâle, la danse macabre du cimetière des Innocents, celle de l'église bretonne de Kermaria, et les sculptures ciselées sur les chapiteaux de ce joyau d'architecture qui est Saint-Maclou de Rouen. Je chercherais longtemps, je crois, avant de pouvoir certifier par un vocable assez vivant ce qu'il y eut de charme, de science, d'art, de dévouement, dans cette évocation précieuse d'un passé très ancien. Je viens d'écrire le mot « dévouement » : je ne saurais aller plus avant sans exalter la plénitude de celui dont firent preuve, en la circonstance, avec la bonne grâce et l'entendement dont ils ont coutume, M. Autant-Lara et Mme Lara, car ils se dépensèrent inlassablement pour la parfaite réussite d'un spectacle qui fut unique et triomphal.

Le *Comité d'initiative artistique de l'Odéon* fondé par Eug. Figuière, grâce à l'aide de M. Paul Gavault, a le droit d'être glorieux : l'événement a prouvé qu'il avait pour lui les vents et les étoiles. Déjà, avant la guerre, Eug. Figuière avait créé, de conserve

avec Antoine, Paul Fort et Alex. Mercereau, le *Comité d'initiative théâtrale*, et les lettrés ont gardé souvenance de la lecture qui s'y fit d'une pièce du Maître Han Ryner, laquelle était intitulée : *Vive le Roi*. En décembre dernier, Figuière reprit son idée d'avant-guerre; il trouva en M. Paul Gavault le directeur éclairé qu'il fallait ; les choses marchèrent comme par enchantement : mais aussi sied-il de dire que les deux meneurs n'épargnèrent rien pour que tout leur succédât. M. Paul N. Roinard fut élu président effectif, M. P. Gavault demeurant président d'honneur et Eug. Figuière faisant office d'administrateur. Le concours d'artistes de qualité rare fut acquis, et Figuière inaugura la série des conférences par une heureuse causerie sur Walt Whitman, agrémentée d'auditions de Mme Lara, de M. Duard, de M. de Max, de M. Joubé et de Suzanne Tessier.

Je viens à la matinée du vendredi 28 mars. Le Comité avait eu la bonne fortune de mobiliser les *Confrères* de l'Association d'élite qui abrite son méritoire effort sous la rubrique *Art et Action*. On élabora un programme qui comportait représentation de la *Danse macabre* et d'un *nô* japonais *Hagoromo*,

Connaissez-vous le *Speculum choreæ mortuorum*? C'est un livret écrit en allemand et dont il parut en 1486, à Paris, une traduction française : il portait ce sous-titre explicatif : « *Ce petit livre est appelé miroir salutaire pour toutes sortes de gens et de tous états, et est de grande utilité et récréation* », il contenait un texte de la *danse macabre*. Je ne saurais dire si les admirateurs du spectacle de vendredi, à l'Odéon, en retirèrent grande utilité pour leurs âmes, encore qu'il valût les meilleures prédications de carême, mais ce que je puis assurer, sans crainte aucune d'errer, c'est qu'ils y prirent une récréation merveilleuse.

La *Danse macabre* ou *danse des Macchabées* : *chorea Macchabæorum*, car c'est tout un (et cela semble prouver que le nom de macchabée, consacré en langue verte pour dire un mort vient de loin et n'est pas neuf), la *Danse macabre*, dis-je, était une cérémonie à la fois dramatique et réjouissante imaginée par les gens d'Eglise pour le plus grand bien des chrétiens: S'il me fallait illustrer d'une glose étymologique le mot *macabre*, je dirais, en tranchant du docteur, qu'il ne vient pas de l'arabe *makbara*, chambre mortuaire ou funéraire, non plus que du bas latin *maccheria*, muraille, parce qu'on représentait le plus souvent la *danse des pauvres trépassés* sur les murs des cimetières et des églises, et encore moins du nom de saint Macaire (en grec makar, makairos, qui signifie heureux, bienheureux), bien que ce Père du désert se retrouve fréquemment dans des figurations cousines de la danse des Morts, notamment dans celles qui s'inspirent d'une légende très en vogue au moyen âge et connue sous le titre d' *Histoire des trois Morts*

et des trois Vifs ; l'étymologie constante dérive du génitif *Macchabæorum*, dont on a fait *macchaber* et *macaber :* c'est l'explication donné par D. du Cange et retenue par le vicomte de Saint-Amour, Littré, et moi ; la raison en est que le *mystère* essentiellement *parénétique* des Macchabées, où l'on voyait les sept frères défiler en invitant les spectateurs à vivre dévotement, a donné l'idée première des danses *macabres* et les a inspirées.

Les *Danses macabres* sont des créations exclusivement chrétiennes et catholiques, car il ne saurait venir en pensée à personne de prétendre que l'Antiquité les connût. Le bas-relief de Cumes, retrouvé en 1810 et où l'on voit trois squelettes baller devant un berger qui joue du pipeau, n'apporte rien en faveur de cette thèse. Le seul souvenir antique que nous ayons en fait de choses macabres est celui des Romains faisant circuler un crâne dans leurs repas, ainsi que nous l'apprend Pétrone, dans la description du festin de Trimalcion ; ils agissaient de même non pour s'exciter à pénitence comme les chrétiens du moyen âge, mais bien pour s'inciter à jouir dans toute la mesure possible d'une vie qui est brève.

Récitée et jouée comme les *mystères* et les *moralités*, d'abord dans l'église même, puis sous le porche, et enfin sur un théâtre en plein air, la *Danse des Morts* était un drame où passait une procession dans laquelle figuraient tous les états et tous les âges, selon une gradation descendante qui allait du pape, de l'empereur et du roi, au manant, au villageois et au mendiant. La mort en était le coryphée et le diable en dirigeait la cérémonie avec une fourche, ou tout au moins un petit trident qu'il agitait en ses pattes griffues. La moralité qui se dégageait de cette sarabande était que tous les hommes sont égaux devant la mort et le jugement. La *Danse macabre* n'est qu'un commentaire plus ou moins amplifié de l'avertissement que la Liturgie sacrée fait dire, au début du carême, à chaque fidèle, par le prêtre qui impose les cendres : « Memento, homo, quia pulvis es, et in pulverem reverteris ; souviens-toi, ô homme, que tu es poudre et que tu retourneras en poudre. » Il s'y mêlait toujours beaucoup de farce. Le Diable et la Mort faisaient des jeux de mots, lançaient des pointes, se montraient persifleurs ou sarcastiques. On y disait hardiment leurs vérités aux autorités établies, tant du Monde que de l'Eglise. « La Mort, dans les danses macabres, dit M. de Chateaubriand avec son désenchantement coutumier, est variée à l'infini, mais toujours bouffonne à l'instar de la vie qui n'est qu'une sérieuse pantomime. » Les défunts entrés dans la danse sermonnaient et prêchaient à leur tour les *vifs*.

Ces danses des morts eurent, en leur temps, un succès immense. La peinture, la sculpture et l'enluminure les reproduisirent chacune à sa manière ; c'était une prédication muette, car, comme l'écrivait

si joliment et avec son fin bon sens le délectable Adam de Saint-Victor : « *Les sçavants ont les livres, les ignorants ont les ymaiges* » ; et maître François Villon ne fait-il pas sa mère dire à Notre-Dame :

Femme je suis povrette et ancienne
Ni rien ne sais ; oncques lettres ne lus :
Au moustier vois dont suis paroissienne
Paradis peint où sont harpes et luths
Et un enfer où damnés sont boullus.
L'un me fait peur, l'autre joie et liesse.
La joie avoir fais-moi, Haute Déesse !

Mais trêve ! La *Danse macabre* vient de nous être restituée, et de la bonne manière. Expertement adaptée sur un texte de 1460 par M. Carlos Larronde, mise en musique congruente par M. Honegger, jouée et dansée à ravir par des artistes que Mme Lara avait stylés, et Fauconnet costumés, la vieille distraction moyen-âgeuse connut un succès de franc aloi. Je m'en voudrais de ne pas distiller la louange en l'honneur des interprètes qui furent tous, sans exception aucune, à la hauteur de leur tâche. M. Marc Herrand tint le rôle ingrat et difficile de la Mort avec une maîtrise et un art de haut goût : M. Henri Rollan montra la souplesse de son talent en incarnant le plus agréablement du monde des personnages fort disparates : M. Marnès se signala dans les divers rôles qu'il remplit et M. Fraticelli fut vraiment excellent. Mme Mad. Geoffroy, Mlles Sevé, Bardou et le petit Fleury charmèrent tout le monde. Quant à Mme H. Sauret et à M. Le Vigan, je m'assure que le Diable, qui n'est pas toujours le père du mensonge, leur avait dit, avant moi, combien leur jeu fut gracieux, joli et plaisant.

A la danse macabre succéda un *nô*, c'est-à-dire un *mystère* japonais, qui est bien, comme eût dit Huysmans, une décisive merveille. C'est l'histoire d'un Ange-Fée qui a perdu sa robe de plumes et vient la réclamer au pêcheur qui l'a trouvée, afin de pouvoir regagner le ciel. Le pêcheur ne consent à la lui rendre qu'au prix d'une danse céleste : et l'Ange-fée acquiesce.

Mlle Choten s'acquitta de son rôle angélico-féerique avec un galbe exquis : elle prouva, une fois de plus, que la danse, telle que la définit Platon, est la « *perfection du mouvement* » ; elle m'a rappelé délicieusement le « *celestamente ballando* » de Dante. M. Hara fut un *mime* parfait. Les gestes, tant de la danse que de la mimique étaient rythmés par des accords et des vocalises que M. L. Ygouw avait transcrits, de la musique japonaise, pour la joie des oreilles. Le texte français du *nô*, lu avant l'action, par Mme Lara, Mlle Viala et M. Fraticelli, était une translation de M. Michel Revon.

Ce dont je n'ai point parlé c'est de l'argument de M. Carlos Lar-

ronde; car je le réserve pour la bonne bouche. En quinze minutes l'aimable *confrère* enucléa tout ce qui a trait à la *danse macabre* et au *nô* japonais avec aisance, érudition et bon goût. J'ai eu regret de voir la Mort, sous les espèces et apparences de Marc Herrand, venir l'enlever dans ses bras, pour le faire taire, ce qui fut un jeu de scène ingénieux et joliment exécuté. Pour moi je suis heureux d'être encore sur terre, au nombre des *vifs*, pour le louanger comme il le mérite.

Et, pour finir, s'il m'est permis d'exprimer un désir, je souhaiterais de revoir et la *Danse macabre* et *Hagoromo*. Fassent les dieux qu'il en soit ainsi.

G. AUBAULT DE LA HAULTE CHAMBRE.

OUVRAGES SUR LA GUERRE ACTUELLE

F. Engerand, député : *Le Secret de la Frontière, 1815-1914. Charleroi*, in-8, Bossard, 15 fr. — Général Palat : *La Grande Guerre sur le front occidental*, tomes II et III, in-8, Chapelot. — A. Degouy : *Pour en finir avec les sous-marins*, in-8, Payot. — Auguste Gauvain : *L'encerclement de l'Allemagne*, Paris, Editions Bossard, 3 fr. — André Fribourg : *Le Poing allemand en Lorraine et en Alsace*, Paris, Editions d'Alsace et de Lorraine, 4 fr. — Ernest Colin : *Saint-Dié sous la botte*, Berger-Levrault, 3 fr. — Dr Bogumil Vosnjak : *Un rempart contre l'Allemagne*, Chapelot, 4,80. — Paul Bonnefon : *Le premier « as », Pégoud*, Berger-Levrault, 3,50. — Lucien Descaves : *Dans Paris bombardé*, Berger-Levrault, 0,90.

Je suis au regret de me trouver si en retard pour rendre compte de la belle étude de M. F. Engerand : **le Secret de la Frontière 1815-1914. Charleroi**. J'aurais désiré en parler dès son apparition ; car de tous les innombrables livres que j'ai dû lire depuis le commencement de la guerre, c'est, certes, celui qui m'a le plus passionné. Inspiré par un haut sentiment de loyauté, le souci de rétablir la vérité en son intégrité et le désir de rendre justice aux chefs, qui furent brutalement sacrifiés, M. F. Engerand, quoique représentant du peuple, a dû employer « deux ans d'un travail sans partage », nous dit-il, pour découvrir la cause de nos échecs répétés au mois d'août 1914. C'est dire que toutes portes ne se sont pas ouvertes devant lui. Au fait, il a abordé un sujet terriblement épineux ; il en a eu une conscience très nette, et son gros livre, bourré de faits, de considérations techniques et de longues discussions, ne s'adresse pas au grand public ; mais il vise, comme il le dit lui-même, l'élite, qui a le goût de la réflexion et « qui peut empêcher qu'on ne fraude l'Histoire ».

« La pensée du Haut-Commandement, dit M. Engerand, c'est là toute « l'énigme » de Charleroi ». En fait, il n'y a plus de pensée, mais simplement une volonté vacillante, surtout après l'échec d'un plan préconçu, qui se mit à craquer de toutes pièces dès la première heure. Jusqu'au 15 août le G. Q. G. reste frappé de cécité,

après s'être opposé à l'envoi de nos cinq corps d'armée de la région du Nord au secours de l'armée belge, envoi promis dès le 3 août par notre ministre de la Guerre. A la réflexion, cependant, on se dit que, même à Vitry-le-François, il n'était pas possible de ne pas se rendre compte, dès les premiers jours, que l'attaque principale viendrait par la Belgique et plus encore par la rive gauche de la Meuse. Sans cela l'attaque de Liége restait inexplicable. Mais on considéra sans doute que, sans abandonner le plan initial, on pourrait suspendre l'effet de la menace en attaquant à la droite du dispositif, là où nos troupes étaient à pied d'œuvre : de là, les offensives décousues en Alsace-Lorraine, qui furent sans lendemain. Encore les eût-on nourries et poussées à fond, de manière à atteindre la ligne du Rhin, peut-être nous auraient-elles valu quelque avantage, au moins par la suite. On le sait, il n'en fut rien. Ces offensives étaient en cours, qu'on enlevait aux armées, qui en étaient chargées des corps entiers, pour les porter vers la frontière belge. Dans de telles conditions, elles ne pouvaient qu'avorter. Longtemps, le mystère a plané sur ces premières opérations, bien qu'il fût aisé, avec un peu de bon sens, de deviner ce qui s'était passé, au moins dans les grandes lignes. Pour la première fois, au mois de mars 1915, le public apprit que les premiers échecs de nos armées étaient dus « à des fautes individuelles et collectives » de la part des exécutants. Comme le public savait depuis longtemps, à cette date, que des généraux avaient été relevés de leur commandement, il se rangea à cette opinion, commode, simple, quoique dénuée de tout sentiment d'équité et peut-on dire de générosité. Cette opinion est contenue dans un Exposé officiel, communiqué au début de 1915 à l'Agence Reuter. Il s'agissait sans doute de rassurer l'opinion anglaise. Le public français en eut connaissance par *le Times* du 22 mars. Ce compte-rendu s'exprime ainsi dès les premières lignes : « Le 2 août, les Allemands traversant la Belgique, notre concentration fut légèrement modifiée par le général Joffre, en vue de diriger notre principal effort au Nord ». On peut se demander comment une *légère* modification apportée à notre concentration, qui devait avoir lieu face à l'est, de Mézières à Belfort, aurait pu avoir pour conséquence de « diriger notre principal effort au Nord ». Quoi qu'il en soit, il est utile, en regard de cette affirmation, d'opposer la version qu'apporte M. Engerand. A la date du 14 août, nous dit-il, le général Lanrezac, commandant la 5e armée (aile gauche, entre Mézières et Mouzon), avait fait entendre sans succès toute une série d'avertissements sur le danger qui menaçait sa gauche. Mais laissons M. Engerand raconter lui-même la scène suivante :

Le 14 août le général Lanrezac se rend au G. Q. G., à Vitry-le-François. Reçu aussitôt par le général Joffre, qui a près de lui le major général et

le premier aide-major, il redit, avec sa netteté coutumière sa crainte que les Allemands ne prennent l'offensive en grandes forces par la rive gauche de la Meuse, au moment où la 5e armée se portera sur le front Neufchâteau-Paliseul ; le pays où opérera l'armée est tellement difficile qu'un succès marqué et prompt ne peut être envisagé et l'ennemi aura tout le temps de réaliser son mouvement débordant. Le général Joffre et ses deux collaborateurs répondent comme un seul homme : « Nous avons le sentiment que les Allemands n'ont rien de prêt par là ». Lanrezac se retira la mort dans l'âme.

Heureusement pour nous, le 15, l'avant-garde de la IIIe armée allemande se livre à une attaque intempestive contre Dinant. Du coup, le G. Q. G. a le sentiment qu'il y a tout de même quelque chose par là : le général Lanrezac reçoit l'ordre, le soir du 15, de porter son gros sur la ligne de la Sambre.

Rien, en somme, écrit M. Engerand, n'arrivait comme notre état-major l'avait prévu et rien n'arrivait de ce qu'il avait prévu ; c'était la surprise sur toute la ligne, le désarroi intellectuel, la pagaye.

Le général Cherfils est encore plus sévère : « Stratégie incohérente et affolée ! » a-t-il écrit.

M. Engerand aurait désiré apporter à l'appui de son exposé des pièces officielles. Député, il s'adresse au ministre de la guerre pour avoir communication de certains documents. On lui oppose un refus formel, en se basant sur une décision du 28 avril 1915, interdisant la communication de pièces d'une nature très confidentielle, dont la divulgation peut présenter des inconvénients tant que la guerre n'est pas terminée. Une telle interdiction se défend très bien. Mais M. Engerand ajoute : « Plus heureux que la Représentation nationale, M. Hanotaux, l'éminent historiographe de cette guerre, a pu se documenter... » Ainsi M. Hanotaux, et nul autre. Il est vrai que ce dernier s'acquitte de sa tâche avec une abondance telle, qu'en apparence, il ne laisse rien à faire après lui.

Je ne veux pas m'étendre davantage sur le grand acte de courage qu'est le livre de M. Engerand. Il y traite les questions de l'évacuation de Lille et de la reddition de Maubeuge dans le même esprit. Nous reviendrons certainement un jour sur ces douloureux événements. S'il a ainsi sondé nos plaies, s'il a fait toucher du doigt l'énormité de nos fautes initiales, son labeur ne reste pas inutile même aujourd'hui : il aide à mieux comprendre, comme il le dit lui-même, la grandeur de notre relèvement à la Marne. A ce propos, qu'il me permette de faire remarquer que c'est encore l'esprit des Règlements des 28 octobre et 2 décembre 1913, si incriminés par lui, qui animait l'armée française dans les grandes journées de septembre. C'est cet esprit qui nous a sauvés. Quant à retrouver ce même esprit dans les directives du G. Q. G. au mois d'août 1914, je m'y évertue pour

ma part sans succès. Je n'y trouve qu'une déformation de la doctrine, qu'une application malhabile, aveugle, impulsive. Le général Canonge l'a exprimé avec netteté :

Quelles que fussent les préférences, à la veille de la guerre, des professeurs de l'Ecole, des officiers qui suivaient les cours et de l'immense majorité de l'armée, ni les uns ni les autres ne sauraient être rendus responsables d'avoir, en août 1914, ordonné à l'armée française de prendre l'offensive dans trois directions divergentes... ; la responsabilité du haut commandement reste seule en cause.

Que tout homme de bon sens, après cela, soit d'avis que nos armées, en présence de la manœuvre allemande, eussent dû se retrancher derrière une ligne convenablement choisie, la ligne de la Meuse, par exemple, jusqu'à Liège et au-delà, je l'accorde bien volontiers. C'eût été prendre le meilleur parti, eu égard à la situation du moment. Il s'agissait de contenir l'adversaire sur un point pour le manœuvrer d'un autre côté. Mais cette constatation ne détruit en rien l'excellence des principes posés dans les Règlements, dont il vient d'être question. Tout est affaire d'application. Au point de vue stratégique, nous les avons vus appliquer avec des contre-sens qu'on ne peut qualifier à l'heure actuelle. Ils nous ont coûté, sur le terrain, je le sais, de douloureux sacrifices ; mais ceux-ci n'ont pas été sans compensation. Ils furent la source d'admirables exemples pour nos troupes. D'autres méthodes, qui eussent calculé davantage, en modérant l'ardeur combative, auraient peut-être été moins fécondes. M. Engerand s'étonne de n'avoir trouvé personne qui ait pu lui désigner le nom de l'auteur de ces Règlements. Sans doute cherchait-il à s'en informer au moment où l'on ne jurait plus que par la guerre d'usure et le pilonage (qui en entendront de grises et de pas mûres, comme disent les poilus, le jour où leur tour sera venu). A ce moment, personne, par charité sans doute, n'a voulu lui dévoiler les noms des grands coupables. En réalité, ces règlements, comme tous ceux qui les ont précédés, furent l'œuvre d'un Comité ; mais je crois ne pas me tromper en ajoutant, — ce qui n'est d'ailleurs plus un mystère pour personne — que leur principal inspirateur fut un de nos généraux à qui fut toujours accordée une estime unanime : le général Pau. C'est, à mon humble avis, un titre d'honneur pour lui.

Je suis également bien en retard pour signaler à mes lecteurs les tomes II et III de **La Grande Guerre sur le Front Occidental** du général Palat. J'ai dit, lors de la publication du tome I, tout le bien qu'il fallait penser de cet ouvrage (1).

La lecture de ces deux nouveaux volumes n'a fait que me confirmer dans mon opinion. Le tome II est consacré à l'affaire de Liége

(1) *Mercure de France* du 16 mai 1918, p. 336-340.

et aux offensives de **Mulhouse et de Sarrebourg-Morhange.** Le général Palat décrit d'abord les opérations de la mobilisation, examine le système défensif de notre frontière du N.-E. et du N., dont il fait une vive critique. Il conclut à la probabilité d'une tentative d'invasion par la Belgique, qui s'imposait avant la guerre à tout esprit clairvoyant et attentif. « Il paraissait impossible, écrit-il après ce long examen, que notre concentration projetée ne tînt pas compte d'une hypothèse aussi universellement admise. » Le général Palat exprime l'opinion qu'une haute intervention est survenue pour imposer à notre Etat-major général la concentration face à l'Est en découvrant notre frontière du Nord pour affirmer sans doute la pureté de nos intentions, avec plus de force encore. Nous ne serions pas étonné que le fait fût exact. La concentration fut terminée le 18 août à minuit : les opérations s'étaient déroulées avec une parfaite régularité, — on cherchait un succès d'opinion ; on le trouva ; — mais à peine était-elle achevée qu'il fallut procéder à sa dislocation pour adopter un dispositif répondant mieux aux éventualités qui se préparaient.

L'attaque de la place de Liége fait la matière d'un long chapitre. Les Allemands auraient perdu 42.000 hommes dans cette opération. Ce chiffre sera rectifié, sans doute, plus tard.

Le général Palat aborde ensuite l'examen des offensives, ou plutôt des reconnaissances offensives, en Alsace et Lorraine. Il en démonte le mécanisme devant nous et l'analyse avec assez de sévérité, tant au point de vue de la conception que de l'exécution. Offensives hésitantes, engagées au « compte-goutte », non alimentées, qui semblent témoigner d'un manque de foi chez les chefs chargés de les conduire. Leur direction semble fournir le reflet des Instructions qu'ils avaient reçues. A la suite de cette consciencieuse analyse, M. Hanotaux est vivement pris à partie à propos de la version vraiment trop ingénieuse qu'il a donnée sur l'opportunité de la retraite des 1er et 2e armées. D'après lui, cette retraite aurait fait partie d'un plan machiné avec chausse trappe, où les Allemands négligèrent de tomber ; mais ce plan doit faire le plus grand honneur au génie du G. Q. G. Le général Palat s'exprime ainsi :

Est-il nécessaire de dire que les considérations de M. Hanotaux tiennent beaucoup plus du roman que de l'histoire ? Il semble que M. Hanotaux exagère singulièrement les mérites du Grand Quartier Général et de l'Etat-major de la 2e armée dans cette phase de nos opérations...

Il ajoute plus loin :

L'histoire militaire, aussi bien que l'histoire en général, ne comporte des enseignements que si elle fait abstraction de toute considération s'opposant à la recherche de la vérité.

Au lieu du vrai, si peu flatteur qu'il soit parfois, si contraire qu'il puisse

être à la légende, aux réputations qu'elle crée trop souvent, aux passions comme aux intérêts apparents du pays, il n'y a plus que du roman historique, souvent très goûté du lecteur, nous n'en disconvenons pas, mais de nul profit pour lui, puisque l'historien lui laisse ses idées fausses etparfois en ajoute de nouvelles. Parmi certains historiens de la grande Guerre on voit déjà poindre de fâcheuses tendances, la préoccupation constante de trouver dans les faits le résultat des préparatifs savants d'un génie organisateur.

Il n'était pas inutile qu'un technicien, ayant une autorité indiscutée, fît entendre de telles vérités.

Le tome III étudie les **Batailles des Ardennes et de la Sambre**. Après un premier chapitre sur les opérations de l'armée belge, jusqu'à sa retraite sous Anvers, le général Palat entre dans le vif de la question : l'histoire de la crise la plus angoissante que nous ayons traversée, entre le 15 août et le 1er septembre 1914. Je ne veux pas me répéter à propos de l'affaire de Charleroi, dont je parlais, il y a quelques instants, en citant le livre de M. F. Engerand. Mais il me paraît important de constater que le général Palat, avec une documentation différente, soutient la même thèse que ce dernier. Il est, de plus, certain que chacune de ces deux études a été poursuivie, en toute indépendance. Il y a donc, sur cette question capitale, rencontre de deux esprits excellents, qui se sont attachés l'un et l'autre à faire plus de clarté sur des événements volontairement laissés dans l'obscurité, puis déformés à l'aide de fables intéressées. On ne voit pas aujourd'hui ce que le pays y a gagné.

Le général Palat fait une critique très vive des errements qui furent suivis. Mais il ne s'en tient pas à une simple critique, que l'on peut trouver toujours facile. Il ne craint pas d'indiquer le parti qu'on aurait dû prendre, en présence de la crise où l'on s'était laissé acculer. On ne peut lui contester une grande autorité. Je crois donc utile de faire connaître dans ses grandes lignes le seul plan qui, d'après lui, répondait aux circonstances exceptionnelles, dans lesquelles se trouvaient nos armées, le 14 août :

Attaquer les Allemands en flagrant délit de manœuvre, pendant l'exécution d'un immense mouvement tournant qu'ils exécutaient autour de Metz comme pivot, était la seule combinaison admissible, à défaut de la défensive pure et simple. Or, cette dernière n'aurait pu être admise sans de graves inconvénients. Il faut se rendre compte, en effet, de l'état d'esprit où était la France au commencement d'août 1914, de la fièvre où l'avaient jetée une agression inattendue, la violation d'une neutralité regardée jusqu'alors comme intangible et enfin les premiers sourires d'une gloire qui avait paru nous abandonner quarante ans auparavant. Jamais on n'eût compris que notre jeune armée, dont chacun était si fier, demeurât sur nos frontières, attendant placidement l'attaque de l'ennemi, indifférente en apparence aux épreuves douloureuses de la Belgique.

Il fallait donc arrêter l'offensive allemande, et, pour cela, le meilleur moyen était la manœuvre. En portant le gros de nos forces sur une partie du front ennemi nous avions la possibilité de la dérouter dans ses combinaisons, d'attaquer une de ses fractions avec une grosse supériorité numérique et d'obtenir un de ces effets de surprise qui doublent l'effet d'une attaque. Mais vouloir attaquer simultanément sur toute l'immense ligne que bordaient nos forces de la Belgique à la Suisse, comme nous fîmes en réalité, était nous obliger à être forts partout, même dans les régions dont l'intérêt présent était nul. C'était aussi nous empêcher de grouper un maximum de forces sur le point décisif.

En Lorraine et dans la Haute-Alsace, régions où nous ne pouvions opérer l'offensive principale, nous aurions dû nous borner à une défense active de nos positions de couverture, réservant tout ce qui ne serait pas indispensable en vue de ce rôle à l'attaque du front allemand entre Thionville et la Mer du Nord.

M. le contre-amiral Degouy a écrit en juillet-août 1918 une étude qu'il intitule : **Pour en finir avec les sous-marins**. Cette étude parut, si je ne me trompe, aux approches de l'armistice. Elle faisait d'ailleurs suite à un livre, paru quelques mois plus tôt : *Attaquons-les donc chez eux !* Malgré l'heure tardive à laquelle ces écrits ont paru, l'amiral Degouy peut être satisfait. Ses efforts inlassables pour arriver à faire renoncer aux méthodes passives des marines alliées n'ont pas été vains ; il a eu procès gagné. Au moment de l'armistice, en effet, l'Angleterre mettait en service les premiers exemplaires d'un type de bâtiment destiné à l'attaque des bases allemandes. Je n'ose pas en dire davantage ; la censure est encore là qui me guette. Mais j'ai vu de mes yeux ce que j'avance.

JEAN NOREL.

§

Les dirigeants de l'Allemagne impériale qui, au commencement de la guerre, avaient affirmé que leur pays était victime d'une agression, s'étaient bientôt vus contraints à abandonner cette affirmation insoutenable. La légende des avions français lançant des bombes sur Nuremberg avait fait long feu. Il fallut inventer autre chose. C'est alors que la théorie de la guerre préventive fut mise en circulation. Soutenue à grand renfort d'arguments empruntés à l'histoire contemporaine, répandue dans les pays neutres par la propagande allemande, elle devait justifier la déclaration de guerre à la Russie et à la France, l'invasion de la Belgique, simples précautions d'un pays qui défend son existence et qui prend les devants pour ne pas être anéanti par ses ennemis. Victimes d'une conjuration diabolique, ourdie dans l'ombre par l'Angleterre qui tenait tous les fils de l'intrigue, il ne restait à l'Allemagne que la ressource de prendre les armes, si elle voulait échapper au cercle de fer qui menaçait de l'étouffer. Cette thèse de l'encerclement passe encore pour la vérité offi-

cielle dans l'Allemagne révolutionnaire. Les Ebert et les Scheidemann lui sont demeurés fidèles, bien qu'ils aient l'évidence contre eux. Et Kurt Eisner a été assassiné pour s'être soustrait aux suggestions de Berlin. Persuadé de la culpabilité de son pays, il s'était appliqué à lui faire connaître la vérité et entendait qu'il expiât ses crimes. Or, la République allemande veut bien admettre que le régime déchu a été responsable de la guerre, mais, selon elle, les gouvernements alliés ont leur part dans cette responsabilité, et, seule, une enquête internationale, dirigée par des neutres, pourra départager les belligérants. On sait que le couple Kautsky avait été chargé de rechercher dans les cartons de la Wilhelmstrasse les pièces secrètes relatives aux origines du conflit, mais il ne semble pas que ce travail ait donné les résultats qu'on en attendait, car la publication de ce *Livre blanc* revisé et complété, annoncée pour le mois de décembre, n'a toujours pas vu le jour.

L'opinion des pays alliés est du reste éclairée depuis longtemps sur les origines de la guerre, et le gouvernement britannique, en refusant l'enquête contradictoire proposée par l'Allemagne, a mis fin à une manœuvre dont le but était trop visible. Mais la propagande germanique chez les neutres continue à être redoutable et l'on ne saurait assez insister sur le bon droit de l'Entente. L'auteur de *J'accuse*, le docteur Grelling — on peut maintenant le nommer — a consacré 150 pages à la thèse de la guerre préventive, dans le second volume de son ouvrage *Le Crime*. Il s'applique surtout à y réfuter les arguments présentés par M. Schiemann, dans une brochure dirigée contre lui et qui s'intitulait : *Ein Verleumder, Glossen zur Vorgeschichte des Weltkriegs*. C'est aussi cette brochure, traduite en français pour les besoins de la mauvaise cause, qui sert de point de départ au petit volume de M. Auguste Gauvain, **l'Encerclement de l'Allemagne**, dont on goûtera l'argumentation solide, appuyée sur une connaissance profonde de la politique européenne.

En termes sobres et mesurés le collaborateur du *Journal des Débats*, après avoir analysé successivement les accords internationaux qui ont servi de base à l'argumentation allemande, montre par suite de quels subterfuges nos ennemis ont pu prétendre que les puissances de l'Entente avaient « machiné une conspiration contre l'Allemagne » et « comploté la guerre », dont en réalité (tous les documents en fournissent la preuve) les empires centraux sont seuls coupables. M. Gauvain suit pas à pas les tortueuses machinations qui aboutirent finalement à déchaîner la guerre européenne. Depuis le coup de théâtre de Tanger jusqu'à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, que ce soit pendant la crise bosniaque, à Agadir, ou au cours des deux guerres balkaniques, l'Allemagne n'a pas cessé de

nous provoquer. « Pendant toutes les négociations balkaniques entre les grandes puissances on vit la Triple Entente céder finalement aux exigences de la Triple Alliance et s'exposer ainsi à des reproches véhéments d'interprètes influents de l'opinion publique irritée de ces mortifications successives. »

Notre politique profondément pacifiste a fait naître chez nos adversaires un état d'esprit singulier. Au lieu de rendre hommage à la loyauté de notre attitude, ils nous prêtaient des desseins secrets dont ils ne cessaient de s'inquiéter. La guerre préventive devait donc écarter un danger, qui, en réalité, n'existait pas. Les écrivains militaires prussiens ont toujours soutenu la légitimité d'une semblable guerre. On connaît la thèse du général Bernhardi. Des publicistes notoires l'ont soutenue dans la presse, et, parmi eux, M. Schiemann est certainement le plus connu. Dans sa brochure intitulée *Un Calomniateur* (c'est de l'auteur de *J'accuse* qu'il s'agit), il a fabriqué de toutes pièces une légende, celle du complot tramé par la Triple Entente pour écraser l'Allemagne, après l'avoir encerclée.

Le professeur Schiemann rédigeait avant la guerre, dans la *Gazette de la Croix*, des chroniques hebdomadaires consacrées à la politique extérieure. Il a renoncé à cette collaboration dans les premiers jours d'août 1914, parce que son attachement au régime tsarien ne lui permettait pas de pratiquer une politique anti-russe. C'est du moins le prétexte qu'il invoqua alors, car on a su, depuis, que son silence était dicté par d'autres raisons et l'on a compris en même temps d'où lui venait l'autorité dont il jouissait. Ce personnage était tout simplement un agent secret du contre-espionnage allemand qui travaillait d'accord avec les autorités russes. Nous allons en avoir la preuve : M. Gauvain suit, la plume à la main, le texte extravagant de la brochure Schiemann, laquelle prétend interpréter à sa manière les événements des dix années qui précédèrent la guerre. A propos de l'année 1908 il écrit :

L'année 1908 semble, aux yeux de M. Schiemann, le point culminant de l'encerclement. Pourtant, dit-il, cette année s'annonçait bien. L'arrangement franco-allemand sur le Cameroun et le Congo, le traité de la mer du Nord et celui de la Baltique, l'activité de comités privés en faveur du développement des relations amicales franco-allemandes et anglo-allemandes faisaient bien augurer de l'avenir. Mais Edouard VII rendit visite à Nicolas II dans les eaux de Reval le 9 juin, et tout fut compromis. Tout en reconnaissant que « ce que le tsar et le roi discutaient n'est pas connu », M. Schiemann ajoute : « Le résultat des négociations fut communiqué aux représentants de l'Angleterre et de la Russie à l'étranger, et, après bien des détours, il parvint jusqu'à nous. » Mais il ne produit aucun document. Il fait un récit que nous devons croire sur parole. Quel juge, quel historien s'en contenterait ? A supposer que les rapports parvenus à la Wilhelmstrasse continssent effectivement ce qu'on leur fait dire aujourd'hui,

quelle valeur ont-ils au regard des tiers ? Les agents de l'Allemagne à l'étranger se sont si souvent trompés, les événements de 1914 ont démontré qu'ils avaient transmis à Berlin des informations et des appréciations si erronées, que leurs rapports sur ce qui s'est passé à Reval en 1908 ne peuvent constituer des preuves, ni même des commencements de preuves. Que le Cabinet de Berlin ait conçu des inquiétudes au sujet de l'entrevue d'Edouard VII et de Nicolas II, et que ses agents aient émis à ce sujet des hypothèses, c'est compréhensible. Toutes les entrevues de ce genre donnent forcément lieu à des commentaires confidentiels. Seulement des suppositions d'ambassadeurs et de ministres ne font pas foi. Quand M. Schiemann dit : nous savions, il convient de lire : nous croyions savoir.

Or, M. Schiemann a parlé tout récemment, alors que l'ouvrage de M. Gauvain avait déjà paru, et nous n'ignorons plus maintenant d'où il tirait ses sources. Dans un article publié par la *Taeglische Rundschau* du 14 mars, il avoue la singulière besogne à laquelle il se livrait. Si l'on en croit ses révélations, un employé de l'ambassade russe de Londres transmettait régulièrement à Berlin les correspondances échangées entre l'ambassadeur, comte Benckendorff, et le ministre des Affaires étrangères de Pétersbourg, Sasonof ou Neratof. Ces copies parvenaient en russe à la Wilhelmstrasse et M. Schiemann était chargé de les traduire. Il se plaint maintenant que l'empereur n'en ait pas eu connaissance et prétend que la lecture des rapports secrets donnait non seulement un aperçu de la politique anglo-russe, mais permettait encore de conclure à « une conspiration contre l'Allemagne qui se condensait toujours davantage ». M. Schiemann ajoute d'autres fantaisies à ses affirmations. Il soutient, par exemple, que pour gêner les conjurés on parvint à « faire insérer dans le *Berliner Tageblatt* du 18 juillet 1918 une correspondance de la Haye annonçant le projet d'un débarquement russe en Poméranie ». Malheureusement pour M. Schiemann, le *Berliner Tageblatt* a aussitôt (16 mars) répondu qu'il n'avait jamais rien publié de semblable et ce démenti jette un jour nouveau sur les procédés d'information du belliqueux professeur. M. Gauvain dit fort justement que « des suppositions d'ambassadeurs et de ministres ne font pas foi ». Nous savons, en effet, depuis la publication faite à Berlin de la correspondance des agents belges volée à Bruxelles, quel crédit on peut accorder à certains bavardages de diplomates, mais il n'en est pas moins intéréssant de savoir comment se faisait avant la guerre la cuisine des Cabinets européens. Au surplus, les indiscrétions de M. Schiemann nous confirment dans la certitude que, sous l'ancien régime, en Russie, le personnel diplomatique était infesté de traîtres, qui ne songeaient qu'à faire les affaires de l'Allemagne et qui, en maintes occasions, ont joué le rôle d'agents provocateurs.

Pour M. Schiemann et ses congénères c'est Edouard VII qui aurait conçu le plan de tendre autour de l'Allemagne un réseau

d'alliances qui eussent abouti à son anéantissement. Nous savons pourtant que, loin de vouloir « encercler » l'empire de Guillaume II, le souverain britannique ne visait qu'à le faire participer à des accords dont, avant sa mort, il s'était appliqué à jeter les premiers jalons. « Edouard VII n'a jamais suggéré ni encouragé l'isolement de l'Allemagne », écrit M. Harold Begbie, dans son volume *l'Angleterre justifiée*, qui fournit les détails les plus caractéristiques sur la politique anglo-allemande, en particulier sur la mission de Lord Haldane en Allemagne. En analysant le Mémoire du prince Lichnowsky, M. Gauvain souligne le fait que l'attitude de Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet libéral, fut conforme aux vues pacifistes qui inspiraient alors tous les hommes au pouvoir. Et c'est précisément ce pacifisme qui décida l'Allemagne à précipiter le conflit. Sir Edward Grey tendait à « rapprocher les deux groupes », la Triple Alliance et la Triple Entente.

Ce système, écrit M. Gauvain, était alors en faveur aussi dans une partie du monde politique français sous le nom de « pénétration des alliances »... La pénétration des alliances ne pouvait aboutir qu'à leur dislocation au profit de l'Allemagne. Rien n'était plus dangereux d'émasculer le sentiment national et de décomposer les consciences en traitant en amis les membres d'un groupe rival et en partageant avec eux les territoires d'autrui. Le partage des colonies portugaises était moralement défendable. Mais, si le système prêtait à la critique, le fait que Sir Edward Grey le préconisait et l'appliquait éventuellement prouve sa candeur envers l'Allemagne.

« Le mot de candeur est probablement le plus juste en l'espèce », ajoute M. Gauvain. Plus loin, à propos de la conférence de Londres, il dit encore : « En somme, indirectement, il encourageait l'Allemagne dans une politique que l'ambassadeur de Guillaume II à Londres estimait funeste à la fois à l'empire allemand et au repos de l'Europe. » Cette « candeur » de Lord Grey, qu'on pourrait diagnostiquer encore chez d'autres ministres de l'Entente, faillit mener l'Europe à l'abîme. On comprendra plus tard seulement à quel point « l'extrême pacifisme » des hommes de Paris et de Londres encouragea les Empires centraux dans la réalisation de leurs desseins belliqueux. La démonstration de M. Auguste Gauvain aboutit à des résultats qui convaincront même ceux qui s'obstinent le plus dans l'erreur. Sera-t-elle comprise en Allemagne? Il faut craindre que non, car l'aveuglement y persiste malgré la défaite. Souhaitons néanmoins que « chaque citoyen des puissances alliées soit en mesure de rétorquer les raisonnements de l'adversaire ». Il n'est pas indifférent non plus « que les neutres se persuadent que la victoire a couronné le bon droit ».

L'accueil enthousiaste que nos troupes victorieuses ont reçu de la

part des populations d'Alsace et de Lorraine a démontré que les deux provinces avaient conservé intact leur attachement à la France. Sans doute, les souffrances endurées pendant la guerre ont-elles, par contraste, fait éclater avec une magnifique ampleur la joie de la libération, car les Allemands avaient fait peser pendant quatre ans et demi un régime abominable sur ceux qu'ils appelaient leurs « frères reconquis ». Pour savoir ce que fut ce régime, il faut lire le terrible réquisitoire que M. André Fribourg a dressé contre les autorités impériales, dans le volume qu'il intitule **Le Poing allemand en Lorraine et en Alsace**. L'auteur a laissé les documents parler par eux-mêmes. Après un rapide exposé des destinées du pays, depuis l'annexion jusqu'à la veille de la guerre, il donne, en deux cents pages, la nomenclature des innombrables procès d'opinion qui furent intentés aux habitants, tous traités en suspects. Les armées allemandes cantonnées en Alsace-Lorraine se comportaient comme si elles étaient en pays ennemi. L'espionnage et la délation y étaient à l'ordre du jour. Simplement pour avoir parlé français, des centaines de femmes et d'enfants ont été condamnés à des milliers d'années de prison. La moindre velléité de sentiments hostiles était réprimée avec la dernière énergie et les fonctionnaires eux-mêmes, dès qu'ils étaient originaires du pays, ne se trouvaient pas à l'abri des poursuites. L'auteur rend hommage aux « martyrs d'Alsace et de Lorraine », dont beaucoup payèrent de leur vie l'attachement à la France. Son dernier chapitre s'intitule : « Gloire à ceux qui restèrent ». L'attachement au sol natal leur a fait accepter l'inévitable pour conserver leur foyer à la mère patrie.

HENRI ALBERT.

§

M. Ernest Colin, qui se trouva bien malgré lui aux prises avec l'autorité allemande comme adjoint au maire de Saint-Dié, les premiers jours de l'occupation, a publié une brève relation de ses aventures : **Saint-Dié sous la botte**, que présente M. Emile Hinzelin dans une intéressante notice. Dès le 27 août 1914, au moment de l'invasion, M. Ernest Colin se trouva mandé à l'Hôtel de ville, où le général Knoerzer le chargea d'une mission impérative : obtenir d'urgence du gouvernement français la liberté des femmes et enfants du lieu, de nationalité allemande, qui avaient été arrêtés comme suspects. Bien entendu, il y avait des menaces, non seulement sur lui-même, mais sur d'autres personnes de sa famille et de la ville. L'autorité allemande sera toujours la même ; il faut qu'elle mette les pieds dans le plat. C'est la suite de ses démarches que raconte M. Ernest Colin, et qui furent mouvementées, on peut le croire, si nous n'en pouvons donner que le résumé. Parti avec une automobile obligeamment prêtée, il tomba d'abord en plein

dans la bataille qui se poursuivait dans la région. Mais son permis de circulation n'avait pas le timbre de l'Etat-Major et il dut revenir, pour se remettre en route le lendemain. L'automobile qui le transportait fut volée par l'ennemi et il dut continuer à pied, portant un drapeau blanc. En traversant un bois, — toujours sous la fusillade,— il se trouva rencontrer un homme qui allait d'arbre en arbre et paisiblement récoltait des champignons ; c'était un de ses anciens condisciples et qui offrit de l'accompagner. Tous deux finirent par arriver aux lignes françaises et gagnèrent Epinal, où le général Dubail les reçut. Le soir, après qu'on eut consulté le gouvernement, des ordres furent donnés pour faire reconduire les prisonniers, — à condition toutefois que les habitants de Saint-Dié n'auraient pas à souffrir de l'occupation. Il y eut d'autres démarches et le volume de M. Ernest Colin donne de curieux détails sur la fin de cet épisode. Les prisonniers, descendus d'un autobus, arrivèrent sous la conduite d'un commissaire spécial et d'un employé portant des drapeaux blancs ; un trompette d'artillerie était chargé des sonneries réglementaires. On les conduisit dans la ville et un officier supérieur vint les examiner, après quoi il se mit à pousser des beuglements : « Salauds! Sales cochons de Français ! Misérables, d'avoir emmené prisonniers des femmes et des enfants ! » Ceux-ci n'avaient pourtant pas été molestés, mais racontaient des sévices imaginaires, ce qui fait toujours bien. Quand on met en parallèle, d'ailleurs, les atrocités commises rien qu'en Belgique, durant la même période, par les troupes d'occupation, on peut trouver que l'officier de Saint-Dié aurait eu de bonnes raisons pour se taire. L'armée allemande, d'ailleurs, était en retraite à ce moment ; mais M. Ernest Colin dut courir après sa femme, que l'ennemi avait fait conduire à Strasbourg, où elle dut rester du 4 au 11 septembre, et qu'il finit par retrouver le 24 à Ribeauville. — Saint-Dié avait été cependant réoccupé par nos troupes. J'ai passé sur nombre d'incidents curieux dont se trouve agrémentée cette relation dramatique, dont on peut dire qu'elle garde surtout l'intérêt des faits qu'elle relate. Incidemment, toutefois, on peut indiquer ce détail concernant le séjour de l'ennemi : au château de Saulcy-sur-Meurthe (sud-est de Saint-Dié), on trouva des officiers de l'état-major allemand tués par des obus et qui jonchaient les chambres : salle de billard, salons, etc. L'un était dans un cabinet de toilette, étendu dans une baignoire pleine de vin rouge dont il avait voulu humecter, oindre, laver sa précieuse personne. — On ne dit pas toutefois que ce délicieux liquide était destiné ensuite à la consommation des troupes.

Sur les *Slaves du Sud et l'Autriche-Hongrie* le Dr Bogumil Vosnjak a publié un volume d'études, qui a pour titre : **Un rempart contre l'Allemagne, les Slovènes**, et surtout, à l'heure

actuelle, mérite de retenir l'attention. La question des Slovènes en Autriche-Hongrie, en effet, est un des nombreux problèmes que devra étudier et résoudre, si possible, l'aréopage institué pour nous donner la paix. C'est la branche la plus occidentale des Slaves du Sud, un petit peuple d'environ 1 million 500.000 âmes, qui s'est étendu autrefois des Alpes au Danube et de l'Isonzo à la Bavière, et maintenant se trouve réduit à la partie sud de la Carinthie et de la Styrie, à la Carniole et aux provinces littorales dont il occupe le nord. C'est la route qui descend vers l'Italie et les territoires pour lesquels la lutte se poursuit depuis Charlemagne. La constitution d'une nationalité yougo-slave s'est d'ailleurs effectuée lentement. « Les Serbes, les Croates et les Slovènes, dit leur comité de Londres, sont unis par le sang, la langue, les traditions, les conditions économiques et politiques. Tous les Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie réclament l'application du principe des nationalités et voudraient former avec la Serbie et la Cerna-Gora (Monténégro) un Etat unique et indépendant, qui réunirait tous les territoires qu'ils habitent, — non depuis des temps immémoriaux, comme dit cette relation, mais depuis le VIIe siècle. C'est, en effet, l'époque où les Slovènes et leurs frères les Serbes et les Croates arrivent dans les pays situés au sud et à l'ouest du Danube. Leurs peuplades auraient aisément constitué une des puissances de l'Europe centrale, explique le Dr Bogumil Vosnjak, s'ils avaient été guidés par une politique judicieuse. Sans doute il leur suffit de savoir qu'ils peuvent revendiquer les territoires qu'ils occupent présentement, et de considérer qu'ils pourraient convoiter également ceux du nord, — Styrie, Carinthie, — qui ont subi l'invasion allemande. C'est dans le pays entre les Alpes et l'Adriatique, — pays de vignobles, de jardins qu'habitent les Slovènes ; dans le Carso, l'ancien pays de Trieste, — barrière dressée devant le germanisme et contre laquelle celui-ci s'est buté. Mais c'est aussi le point de contact de trois civilisations différentes, — slave, germanique, italienne, — dont chacune, sans doute, revendique la prépondérance ; et il n'est pas aisé de les accorder, car chacune a ses raisons, — qui sont excellentes, on peut le croire. Les Slovènes, toujours est-il, ont été rongés par le pangermanisme, dont la grande force se trouve toujours dans le nombre. La dénationalisation et l'émigration, — d'autres causes encore qu'on énumère, — sont venues encore les battre en brèche, — d'autant que le malheur des Slovènes fut de s'être établis sur la grande route des nations, d'avoir organisé leur Etat à la croisée des chemins qui mènent vers l'Orient. On peut suivre certes avec intérêt les péripéties de leur longue histoire, — de même qu'on s'arrête volontiers devant le tableau de l'occupation française (1809-1813) avec le maréchal Marmont. La renaissance politique du pays, sa lutte contre le pangermanisme donnent encore

des chapitres intéressants. Mais un autre danger apparaît avec les ambitions de l'Italie, qui se trouve sans doute avoir des raisons excellentes ; qui a tenu au temps passé des établissements nombreux sur la côte autrichienne de l'Adriatique, et s'en montre d'autant plus jalouse, qu'hormis Venise, son littoral au nord-est n'a pas de ports. C'est un problème analogue à celui des Balkans, dont les territoires sont revendiqués par des peuples rivaux, qui dominèrent historiquement et qu'il est presque impossible d'accorder, parce qu'ils prétendent posséder en somme les mêmes terres. On trouvera sans doute un compromis, puisque la perfection n'est pas de ce monde ; mais les mêmes questions ont chance de revenir demain. Le volume du Dr Bogumil Vosnjak apporte, toujours est-il, des renseignements nombreux et dont je ne puis donner le détail. Ce que l'on peut dire, — s'il est assez difficile de se prononcer sans une étude laborieuse, mais dont les éléments sont assez loin de nous, c'est qu'en même temps que les revendications de la nouvelle république Tchéco-Slovaque il est venu à son heure, — pour l'étude d'une question qui mérite, en somme, d'être longuement examinée.

Chez Berger-Levrault encore, M. Paul Bonnefon a donné une biographie du **Premier « as » Pégoud** qui remplira d'aise les fervents de l'aviation, car c'est un livre enthousiaste. La biographie du héros est donnée depuis son jeune âge où il fut garçon boucher dans son pays de Savoie ; l'époque où il fit campagne au Maroc, engagé à 18 ans dans les chasseurs d'Afrique, puis évacué et changé de régiment, et même d'uniforme, pour se trouver enfin au camp de Satory où il suivit le capitaine Carlin qui s'y rendait comme aviateur. Il fit là ses premiers essais et avait trouvé sa vocation. Je passe sur les détails concernant cette époque ; on sait qu'il utilisa ensuite le parachute Blériot et réalisa l'expérience du *looping*, dont l'audace provoqua une véritable stupéfaction et qu'il dut répéter nombre de fois ensuite. Vint la guerre, et M. Paul Bonnefon raconte ses courses nombreuses, ses exploits souvent remarquables et qui ne se terminèrent que le 31 août 1915, où il fut frappé en plein vol d'une balle au cœur. Il tomba et repose sur la terre d'Alsace, qu'il se trouve, en somme, avoir contribué à reprendre.

Lucien Descaves, avec sa curieuse publication : **Dans Paris bombardé**, a fait un intéressant parallèle des faits de 1871, des souvenirs du siège, dont il donne un intéressant récit, et des choses qui advinrent pendant la guerre actuelle. — En 1871, le bombardement commença le 1er janvier, — pour les étrennes, et avec 9° de froid, — et fut d'abord assez anodin. Mais bientôt la canonnade prit de l'intensité (8 et 9 janvier), tant qu'il fallut se réfugier dans les caves. La rive gauche était surtout visée. — Le récit donne cependant des détails sur les faits du siège, — y compris les protesta

tions des neutres, dont les Prussiens bien entendu n'avaient cure. Il y eut bientôt le combat de Buzenval (18 janvier) et le rationnement de la population ; la distribution de ce pain noirâtre, gluant, où l'on trouvait du son et de la paille, — dont nous avons vu ensuite des échantillons, tel du crottin séché, cousus sur un carton spécial, qu'on vendait en province comme souvenir, — et pour lequel il fallait faire la queue sous les averses et les obus. Comme nourriture, d'ailleurs, la plupart des choses manquaient ou avaient atteint des prix excessifs, mais qui sembleront moins extraordinaires après la période actuelle. Le bombardement de Paris, en somme, ne dura que vingt-deux jours et fit relativement peu de dégâts. — Avec la guerre qui s'achève, ce fut d'abord un essai, en quelque sorte un moyen d'intimidation, dont le résultat devait être nul, on pouvait le prévoir, mais qu'employèrent les Allemands avec leur bêtise et leur méchanceté coutumières, en approchant de la capitale. Le premier bombardement par taube a lieu le 30 août 1914, à la veille de la bataille de la Marne et quand l'ennemi se croyait sûr de la victoire. D'autres suivirent, le 11 septembre, après la râclée, — puis, le 17, visite d'un taube. Le 11 octobre, cinq de leurs appareils parvinrent à franchir les lignes ; un taube encore le lendemain. Mais les précautions prises, on peut le croire, les empêchèrent longtemps d'approcher. En 1915 (21 mars) un zeppelin était venu faire quelques dégâts ; puis ce furent des bombes jetées dans les quartiers de Belleville et de Ménilmontant (29 janvier 1916). En 1917, au retour d'une de leurs expéditions si fréquentes en Angleterre (19-20 octobre), quatre autres zeppelins furent abattus en France. En 1918, il y eut un bombardement par escadrilles successives d'avions, la nuit du 30 au 31 janvier ; puis ceux des 8 et 11 mars, dont les dégâts portèrent au coin du boulevard, dans la rue Drouot, dont la chaussée fut enfoncée, tandis que les immeubles voisins perdaient une grande partie de leurs vitres, et qu'en arrière, rue Geoffroy-Marie, une maison s'effondrait sous les obus (1). M. Lucien Descaves donne cependant la physionomie de Paris durant ces journées curieuses. Puis nous arrivons à la grande offensive allemande de 1918. C'est à ce moment la grosse Bertha qui entre en scène, ou plutôt se fait entendre dans la coulisse et crache n'importe où les projectiles monstrueux, par lesquels les Allemands, si médiocres psychologues, pensaient inspirer la terreur. On nous raconte d'abord la surprise et l'incrédulité de la population, les incidents auxquels donna lieu cette agression symptomatique, enfin l'exode hâtif de ceux qui pouvaient s'aller mettre à l'abri de ce bombardement, sur lequel on raconta d'autant plus de

(1) Il faudrait ajouter la nuit de bombardement dont les dégâts portèrent dans la rue Moncey, la rue Blanche et près le square Vintimille : puis celles où furent écornées des maisons de Montmartre, du côté du square Saint-Pierre, etc.

choses que les journaux en pouvaient moins donner. Le Samedi-Saint avait été particulièrement dramatique avec l'obus tombé sur l'église Saint-Gervais. On commençait d'ailleurs à coller partout des bandes de papier sur les vitres pour en éviter le bris avec les explosions trop voisines, et aux soupiraux des caves on entassait des sacs de terre, qui servirent surtout au pipi des chiens. On se réfugiait beaucoup dans le sous-sol durant cette période, dès le beuglement de la sirène municipale ; puis on s'aperçut que la pratique avait des inconvénients, et pour le moins servait à multiplier bronchites, angines, éruptions de fièvre, tics nerveux, etc... Au moment de la deuxième bataille de la Marne, le canon monstre qui tirait sur Paris, se tut brusquement. On l'entendit encore, toutefois, au moment des attaques de l'ennemi entre Reims et Château-Porcien ; puis une dernière fois le 15 août. L'avance des nôtres avait cependant engagé les Boches à déménager cette bijouterie, dont on ne retrouva que les emplacements de tir. Du 15 mai au 15 septembre les escadrilles d'avions étaient venues de temps à autre « jeter leurs saletés », comme verbalisait un agent. Mais on alla détruire leurs postes et les appareils disponibles eurent bien à faire pour répondre à ceux des alliés. — Ainsi finit le bluf allemand, en somme, à mesure que se développait la victoire de l'Entente. Mais on a pu voir que nos amis les Belges, lorsqu'ils reprirent Ostende, mirent la main sur une pièce, qui de là bombardait Dunkerque, resté si longtemps sous le feu de l'ennemi. Si, de notre côté, il put, assez à temps, déménager ses monstrueux engins, en Belgique on ramassa tout un matériel, comprenant des obus dont deux échantillons de taille furent, je crois, envoyés à Dunkerque, où ils doivent monter la garde aux portes de l'hôtel de ville, — en souvenir de cette période qui fut plutôt mouvementée.

CHARLES MERKI.

A L'ÉTRANGER

Allemagne.

LE GAGE DU RHIN. — Un vent de chauvinisme souffle actuellement sur la république impériale des Germanies. Nous avons battu l'Allemagne, mais nous n'avons pas su lui faire comprendre avec assez d'insistance qu'elle l'était. Ayant été surpris par la paix, comme nous avions été surpris par la guerre, nous ignorions les conditions que nous étions en droit de lui imposer, alors que la défaite et la révolution créaient pour elle la dure obligation de tout accepter. Pour avoir trop attendu, nous subissons maintenant le contre-coup des événements, dont les conséquences nous échappent et qu'il y a quatre mois nous eussions pu orienter à notre guise. L'opinion allemande a eu le temps de se ressaisir. Pendant les journées tragiques de novembre

l'effondrement paraissait si total que d'avoir la vie sauve c'était pour chacun comme une grâce du ciel. Les armées en retraite refluaient vers l'intérieur et le gouvernement ne disposait que d'une autorité limitée.

Depuis lors, nous avons permis à la nouvelle Allemagne de se réorganiser. Malgré les désordres intérieurs, malgré les révoltes spartaciennes, elle a pu se créer des institutions stables, dont le fonctionnement régulier donne au plus humble citoyen l'illusion qu'il jouit du régime parlementaire le plus perfectionné. Une armée de volontaires, reconstituée avec les cadres de l'ancienne armée, si elle ne maintient pas toujours l'ordre, parvient du moins à le rétablir, chaque fois que les masses turbulentes esquissent des mouvements d'insurrection. Les représentants de l'ancien régime qui possèdent à l'Assemblée nationale des orateurs écoutés ont repris leur ton agressif et affirment hautement qu'ils ne se tiennent nullement pour responsables des malheurs de l'Allemagne. La presse de toutes nuances encourage le peuple allemand à résister aux « prétentions impérialistes » de l'Entente. Elle n'a jamais subi aucune des restrictions qui ont été imposées aux journaux des pays alliés. Alors que nous, qui sommes les vainqueurs, nous continuons à manquer de papier, nos ennemis disposent encore de tous leurs moyens de propagande. Deux ou trois éditions quotidiennes permettent à tous les journaux, même à ceux de la région rhénane, de distiller leur poison.

Ce sont surtout les anciennes feuilles radicales qui se distinguent par leur intransigeance. « Nous n'avons pas capitulé sans conditions », écrit la *Gazette de Francfort* du 20 mars, et elle prétend en même temps que les 14 articles du président Wilson ont déjà été violés.

Nous avons attendu la paix pendant des années (*sic*) et, depuis notre capitulation, de nombreux mois se sont écoulés. Maintenant quelques semaines ou quelques mois nous importent peu... Nous en appelons à Wilson et au droit incontestable du peuple allemand de déterminer librement s'il veut permettre au gouvernement d'accepter la responsabilité de signer le traité ou de le refuser. Car les conséquences toucheraient le peuple directement et exclusivement. Si nous acceptons une mauvaise paix qui nous fait violence et nous enlève des possessions nationales, auxquelles nous ne pouvons pas renoncer, cette paix ne durera pas, et, tôt ou tard, le droit triomphera et la violence s'effondrera. Nous en avons fait l'expérience sur nous-mêmes.

Pour conclure, la *Gazette de Francfort* demande que les conditions du traité de paix soient soumises au peuple allemand par un referendum.

Le *Berliner Tageblatt* a fait paraître toute une série d'articles contre la paix des Alliés. Celui de M. Ernst Feder (15 mars) s'inti-

tule « Justice » et menace l'Europe de la tempête bolcheviste. Il commence par un aveu :

Aucun intérêt national de la république allemande n'exige que la part de l'Allemagne au déchaînement de la guerre et ses violations du droit pendant la guerre ne soient niées ou diminuées. Les livres scolaires français nous enseignent de quelle façon efficace les fautes du régime impérial ont été exploitées pour faire l'union dans la nouvelle République. Mais avec la même netteté nous devons repousser le sophisme que la culpabilité ou la complicité de l'Allemagne dans la guerre donne à nos adversaires le droit de nous punir et de nous imposer, par la voie du droit, toutes les charges de la guerre. C'est précisément au point de vue du pacifisme qu'une pareille « justice » doit être repoussée.

M. Hans Vorst, le rédacteur du *Berliner Tageblatt* pour les affaires russes, revient sur le même thème quelques jours plus tard (19 mars). Pour lui la « paix juste » c'est la « paix sans victoire » et il ajoute que les « vrais pacifistes de l'Allemagne ont prodigué leurs avertissements à leurs propres dirigeants pendant la guerre ; c'est pourquoi ils ont le droit, après la défaite, de mettre en garde les dirigeants étrangers. »

Enfin, M. Bernhard Dernburg, l'ancien chef de la propagande allemande en Amérique, consacre trois colonnes du *Berliner Tageblatt* (23 mars) à expliquer « ce que l'Allemagne ne signera pas ».

On oublie trop, dit-il, que le peuple allemand d'aujourd'hui n'est plus le même peuple que celui qu'il était pendant les années de la guerre, le peuple serf, trompé par ses chefs et privé du droit de disposer de lui-même ; qu'il n'est plus non plus celui des jours de novembre, désorienté et crédule ; *qu'il est revenu à lui-même ;* qu'il veut déterminer ses propres destinées et que, bien qu'il soit désarmé, il est prêt, sans crainte, à tous les sacrifices qu'exigent le respect de soi, la dignité nationale et les obligation vis-à-vis de l'avenir.

Cette propagande destinée à soutenir chez le peuple allemand le sentiment de l'unité et de la conscience nationales est du reste vigoureusement soutenue et encouragée par la presse officieuse. C'est ainsi que, dans ce concert de récriminations, M. Oscar Muller, par l'organe de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 16, donnait la note pessimiste. Il y regrette que, depuis la révolution, l'Allemagne n'ait pas su adopter une politique extérieure précise. Sans doute, elle a employé, à maintes reprises, la seule arme qui restât à sa disposition, celle de la protestation, mais une épée de théâtre, si bien maniée qu'elle soit, ne peut inspirer de terreur ni infliger de blessure à l'adversaire. Pour donner à la politique extérieure de l'Allemagne l'assurance et la fermeté nécessaires, il aurait fallu que le pays restât uni. Les partis se seraient ralliés à une politique nationale clairement définie ; le gouvernement se serait senti compris et soutenu

par la nation tout entière. Mais totalement divisée l'Allemagne s'est montrée incapable d'avoir une politique étrangère ; elle a été sur ce point inférieure au gouvernement des soviets lui-même, dont l'action extérieure s'est depuis longtemps révélée précise et efficace. Après ces jérémiades dont nous avons résumé les couplets, M. Oscar Muller conclut :

Notre génération a pour premier devoir de veiller aux intérêts des générations à venir. Nous ne voulons pas la vengeance, mais le droit (*sic*). Nous, vivants, nous devons tout accepter : douleur, souffrances, renonciation aux espérances prochaines, pour défendre nos droits contre la violence. La devise « sans armes, mais non sans honneur » ne doit pas être une simple formule oratoire que nous emploierons dans nos négociations, elle devra être l'inspiratrice de toute la politique allemande.

Les criailleries des journaux n'ont pas été sans effet sur l'opinion publique, tardivement sortie de sa torpeur. Se sentant soutenu, le gouvernement a eu recours à ces procédés sournois, dont les agents qui lui viennent de l'ancien régime connaissent si bien toutes les ressources. L'Allemagne, qui nous avait craints, commence maintenant à nous menacer. On l'a bien vu pendant les négociations au sujet du ravitaillement, à Spa et à Bruxelles. Les incidents de Posen, survenus quelques jours plus tard, ne sont pas non plus faits pour nous rassurer sur l'attitude qu'adopteront nos adversaires, au moment de la signature du traité de paix.

Les démonstrations publiques sont venues appuyer les manifestations de la presse. Le dimanche 23 mars, des réunions publiques ont eu lieu à Berlin, à l'effet de protester « contre la politique d'annexion de l'Entente ». Le correspondant de la *Gazette de Francfort* écrit que toutes les classes et toutes les professions y ont pris part. « Il s'agissait de faire comprendre à l'étranger que le peuple allemand se trouve derrière son gouvernement, pour exiger, comme son bon droit, une paix qui corresponde aux exigences de Wilson. » Mais le correspondant ajoutait que, malheureusement, des « dissonances » se sont produites. L'union nationale des officiers est allée chanter l'hymne impérial devant le monument de Bismarck et, comme le général Ludendorff passait « par hasard », il a été acclamé par une foule de deux ou trois cents personnes, parmi lesquelles se trouvaient beaucoup de jeunes gens. Symptôme caractéristique qui montre mieux où va l'Allemagne que ne pourraient le faire tous les discours sur la démocratisation et la socialisation prononcés à l'Assemblée nationale.

Le même jour, à Francfort, se tenait une réunion, organisée par le *Saarschutzbund*, en vue de protester contre la séparation du bassin de la Sarre. Des milliers d'assistants y ont acclamé les orateurs et tous les dirigeants de la république avaient envoyé des télégrammes

d'adhésion. Celui du comte de Brockdorff-Rantzau était ainsi libellé : « Je prie de communiquer à l'Assemblée que la région de la Sarre ne saurait être séparée de l'Allemagne tant que sa population restera fidèle à l'empire allemand. » Le président Ebert proclamait que les charbons de la Sarre sont indispensables à l'industrie allemande et le comte Bernstorff témoignait que l'idée de la séparation paraissait *insupportable* à tous les Allemands.

On pourrait objecter à ces messieurs que le bassin de Briey, lui aussi, faisait partie du patrimoine français, quand les Allemands, qui, alors, se croyaient vainqueurs, se proposaient de l'annexer. Ceux qui, aujourd'hui, crient le plus fort contre les justes réparations qu'exigent les Alliés victorieux, sont précisément ceux qui, quand ils se croyaient sûrs de leur butin, annonçaient qu'ils voulaient tout prendre. Nos charbonnages du Nord, eux aussi, sont indispensables à l'industrie française, et pourtant la soldatesque allemande les a saccagés, au point de les rendre inutilisables pendant dix ans. Nous demandons des réparations et le président Wilson les demande avec nous. Dans dix ans, quand l'extraction des puits de mine du Pas-de-Calais fonctionnera de nouveau régulièrement, les habitants de Sarrebrück et des villages environnants, ces populations si « foncièrement allemandes », se prononceront sur le sort qui doit leur être fait.

Il faudrait pourtant s'entendre. L'Allemagne sait qu'elle doit réparer les dégâts formidables occasionnés par ses méthodes de guerre barbares. Elle a accepté de payer les dommages qu'elle a causés. Ce n'est pas nous qui avons inventé le principe de l'occupation jusqu'à l'exécution intégrale des stipulations contenues dans le traité de paix. Combien de temps les Alliés sont-ils restés en France après 1815? Et Bismarck ne plaisantait pas sur le payement des 5 milliards que nous a coûtés notre défaite de 1870. Les soldats prussiens ont occupé nos départements de l'Est jusqu'au versement du dernier centime. Mais les guerres de l'Empire et la guerre franco-allemande étaient des jeux d'enfant, si on les compare aux massacres dont l'application des méthodes imaginées par le grand état-major de Berlin ont été les conséquences. Aux pertes énormes en biens et en hommes il faut des compensations énormes, et ce ne sera pas de trop si nous restons en territoire allemand l'arme au pied, tant que l'Allemagne ne se sera pas exécutée jusqu'aux extrêmes limites des possibilités. Combien de temps cette occupation durera-t-elle? Il faut proportionner les années à l'importance des sommes exigées. Et qu'ensuite l'empire républicain, s'il existe encore, n'ait pas un homme, pas une forteresse dans le voisinage de notre frontière, de façon à ce qu'il ne lui soit plus jamais possible de reprendre l'attaque brusquée du mois d'août 1914 !

Le Rhin est un gage. Mais il convient de se demander si ce gage doit s'arrêter au Rhin. La rive gauche ne constitue ni une entité politique, ni une entité économique. De nos jours les grands fleuves ne séparent plus, ils unissent. Au cours du dernier siècle les échanges se sont multipliés entre les riverains. Les industriels d'un bord sont tributaires pour leurs matières premières de l'autre bord. Les frontières politiques n'avaient pas entravé cette communauté des intérêts. Ludwigshafen, dans le Palatinat bavarois, n'est qu'un faubourg de Mannheim, ville badoise. Les gens de la Hesse étaient en communion étroite avec ceux de la Prusse rhénane. Notre corps d'occupation n'a peut-être pas assez tenu compte de ces circonstances, et les habitants de la rive gauche, que nous pouvions faire travailler pour notre compte, ont été gênés dans l'exploitation de leurs entreprises par une barrière artificielle que les nécessités militaires nous commandaient d'élever.

L'idée d'une République rhénane qui embrasserait aussi la Westphalie n'est pas née dans un cerveau français. Les gazetiers allemands ne pourront pas mettre à notre compte cette nouvelle forme de l'« impérialisme ». Dès le mois de décembre, à Cologne et à Bonn, certains esprits réfléchis ont pensé que le regroupement des Etats allemands devait rendre sa liberté à des régions qui, pendant cinquante ans, avaient souffert de la domination prussienne. Il y avait parmi eux des catholiques et des particularistes, mais certains libéraux, dégoûtés de la tournure que prenaient les affaires à Berlin, n'étaient pas fâchés, eux non plus, d'affirmer leurs velléités d'indépendance. Voici trop longtemps qu'ils avaient payé de lourds impôts au profit des agrariens d'au-delà de l'Elbe. Confinée pendant trois mois dans les polémiques locales cette question de la République rhénane, sous la poussée des manifestations chauvines, est devenue subitement une affaire d'Etat. L'Assemblée nationale de Weimar s'en est occupée, et la commission constitutionnelle, qui siège pour ainsi dire en permanence, s'est appliquée à amender les dispositions du projet Preuss qui permettaient, par son article 11, à un groupe régional d'au moins 2 millions d'habitants, de constituer un Etat confédéré nouveau. Tandis que ces délibérations se poursuivaient, le 22 mars, l'Assemblée de Prusse, réunie à Berlin, votait une motion en faveur de « l'indivisibilité et de l'intégrité de l'Etat prussien », soutenue par tous les partis, à l'exception des socialistes indépendants.

Une intervention discrète de la part des Alliés, qui, sur la rive gauche du Rhin, disposent de moyens d'action suffisants pour orienter dans un sens déterminé les visées populaires, eût certainement permis d'éviter cette manifestation presque unanime contre un projet dont la mise à exécution faciliterait nos vues. Sans attendre que le

temps ait fait son œuvre, peut-être n'est-il pas trop tard pour donner à notre gage du Rhin des possibilités d'existence.

HENRI ALBERT.

§

Danemark.

LA QUESTION DU SLESVIG. — Le cas du Slesvig, cette Alsace-Lorraine danoise, est maintenant porté devant la Conférence de la Paix. Le Danemark attend la décision des Alliés avec une ferme confiance en leur esprit de justice, non toutefois sans une certaine anxiété assez compréhensible. Les Allemands, ici comme partout où il s'agissait de servir leurs convoitises, se sont si bien attachés à brouiller une question, parfaitement claire cependant, que Lord Palmerston a pu en parler jadis comme de l'une des plus obscures et des plus compliquées qui fussent.

Le Slesvig, depuis l'aube de l'Histoire jusqu'en 1864, a toujours fait partie intégrante du royaume de Danemark. Celui-ci est le plus ancien des Etats existants d'Europe. Les tribus, qui, à l'âge de pierre, prirent possession du sol, y demeurèrent et s'y sont lentement formé une âme commune et constituées en nation. Les conquêtes de Charlemagne s'arrêtèrent à elles sans les toucher, et, en 811, leurs députés, d'accord avec les représentants de l'Empereur, désignèrent la rivière Eider comme limite entre les deux Etats, attribuant ainsi au Danemark, tout le Jutland méridional ou Slesvig. Cette frontière devait rester inviolée jusqu'en 1864, se montrant ainsi l'une des plus solides de l'histoire européenne. Elle fut protégée contre les Germains par le *Danevirke*, le vieux mur danois, construit au xe siècle sous la reine Thyra, et toujours debout, quoique aux mains des ennemis. Le caractère essentiellement scandinave de toute cette région ne saurait être contesté. Les noms primitifs des localités étaient danois, danoises les coutumes comme la façon de bâtir les maisons. Les vieilles pierres runiques qu'on y rencontre parlent le danois, et c'est même dans le Slesvig qu'a été trouvée la plus ancienne inscription connue en notre langue. Elle est écrite sur l'une des deux célèbres cornes d'or datant d'environ 500, découvertes aux xviie et xviiie siècles, et qui, par le poème d'Adam Ohlenschlager, sont si étroitement associées à la renaissance romantique scandinave.

Au xiiie siècle, le Slesvig fut détaché de la couronne au profit d'une branche cadette de la famille royale. Par la suite, ainsi qu'il arriva dans tous les pays à l'époque féodale, les ducs ainsi créés cherchèrent à se rendre indépendants. Dans ce but ils s'allièrent maintes fois, contre le roi, avec leurs voisins, les comtes allemands du Holstein, jusqu'au jour où ceux-ci, devenus leurs rivaux, les

soumirent par la force et s'emparèrent de leur fief, tout en reconnaissant d'ailleurs la suzeraineté danoise. L'intégrité du royaume ne fut donc pas atteinte; mais les querelles entre les seigneurs et la couronne continuèrent. Ayant été appelé comme juge dans l'une d'elles, l'Empereur germain Sigismond (1411-37) décréta que « tout le Jutland méridional ..... a été, est et sera un état du royaume danois avec les droits d'usufruit et de suzeraineté.... et que les comtes, en tant qu'occupants du fief, n'ont aucun droit sur le duché et ses apanages. » Vers le milieu du siècle suivant, la lignée des comtes de Holstein s'étant éteinte, le Slesvig revint naturellement à la couronne danoise. Mais les nobles allemands de Holstein qui y avaient acquis des biens protestèrent contre une séparation qui lésait leurs intérêts et, pour l'éviter, choisirent comme comte le roi de Danemark, Christian Ier. Celui-ci accepta, et, à cette occasion, et bien que chacun des deux Etats dût conserver ses propres lois et coutumes, il s'engagea à les maintenir unis à jamais. C'est cette déclaration, faite alors qu'un Etat allemand se donnait volontairement à la couronne danoise, qui, trois siècles plus tard, servit à la Prusse pour justifier non seulement la conquête de la province germanique, mais aussi le rapt du vieux domaine danois. C'est sur elle encore que s'appuie certaine thèse soutenue dans un article récent du comte Baudissin, paru dans les *Hamburger Nachrichten*, dont M. La Chesnais a parlé ici même (1), et d'après laquelle le droit juridique s'opposerait à une séparation des deux duchés.

Sous la domination de l'aristocratie allemande se manifesta bientôt, parmi les hautes classes, une forte tendance à la germanisation et cette tendance fut encore accentuée par le triomphe de la réforme luthérienne. L'allemand devint la langue d'église dans le Slesvig méridional, malgré les plaintes du peuple qui continuait à parler le danois et ne comprenait point les pasteurs qu'on lui imposait. Le roi Christian Ier d'Oldenborg était allemand de naissance, et, bien que ses descendants se fussent graduellement danicisés, plusieurs maisons de la famille royale, établies en Slesvig et Holstein restèrent purement allemandes et soutinrent plus ou moins la cause du germanisme. L'une d'elles, de Holstein-Gottorp, se rendit même coupable de trahison, en s'alliant avec les ennemis du Danemark, si bien qu'en 1720 Frédéric IV la priva des droits à elle concédés sur une partie du Slesvig et restitua à la couronne dans son intégrité le domaine qui, une fois encore, « en avait été injustement détaché ». A cette époque, la France et l'Angleterre garantirent au Danemark, par les traités du 26 juillet et 18 août 1720, la « possession permanente » du Jutland méridional tout entier. Qu'il nous soit permis aujourd'hui de nous réclamer de ces traités et de les regarder, plu-

(1) *Mercure de France* du 16 mars.

tôt que celui de 1864, comme la base d'où doivent partir les délibérations juridiques de la Conférence de la Paix.

Cependant les succès de 1720 ne furent pas suivis d'une ferme politique danoise. L'administration trop souvent demeura aux mains allemandes et l'allemand même fut introduit dans certaines écoles après l'avoir été dans les églises. Après 1815, le puissant sentiment national qui, durant la guerre d'indépendance contre Napoléon avait soulevé tout le monde germanique, pénétra dans le Holstein et jusque dans certaines classes du Slesvig. Soutenu par les fonctionnaires, l'aristocratie allemande, le clergé et, au dehors, par la Prusse, le mouvement aboutit à la rébellion de 1848-50 dont le Danemark put triompher.

Comme à ce moment la lignée royale allait s'éteindre faute de descendant mâle direct, une conférence européenne, dont firent partie la Prusse et l'Autriche, décida que l'héritage danois, y compris les duchés allemands de Holstein et de Lauenburg, reviendrait au prince slesvigois Christian de Glycksborg (1). Celui-ci monta sur le trône en 1863, et, dès l'année suivante, la Prusse et l'Autriche, oublieuses de leur signature, l'attaquèrent, le vainquirent et le dépouillèrent. Leur prétexte avait été les revendications de la maison d'Augustenborg touchant les duchés de Holstein et Slesvig ; mais après la victoire, Bismarck, répondant aux réclamations de l'Autriche, trouva des juristes pour démontrer que les droits allégués n'existaient pas et que le roi de Danemark était seul possesseur légitime des Etats qu'il venait de céder régulièrement à la Prusse. Cependant Napoléon III avait fait introduire, en 1866, dans le traité de Prague, le paragraphe 5 d'après lequel le Slesvig septentrional et les autres districts de langue danoise retourneraient au Danemark si la population en exprimait le vœu par un vote librement émis. En 1878, quand fut conclue l'alliance de l'Autriche avec l'empire allemand, un des premiers actes de Bismarck fut d'abolir cette clause qu'il affecta de considérer comme engageant seulement vis-à-vis l'une de l'autre les deux parties contractantes.

Dès lors la condition des Danois annexés devint intolérable. Interdiction de la langue maternelle, expulsions, emprisonnements, amendes, abolition des droits paternels pour les parents qui envoyaient leurs enfants étudier en Danemark, toutes les formes de la persécution prussienne, brutales ou sournoises, s'exercèrent là comme en Pologne, comme en Alsace-Lorraine. Et là également elles se heurtèrent au même esprit de résistance. Les écoles virent maintes fois la révolte des petits ; les fidèles délaissèrent les églises officielles pour se bâtir des chapelles dont l'autorité retardait l'ouverture ; aux menaces d'expropriation les paysans répondaient en constituant une

(1) Traité de Londres, 8 mai 1852.

société agricole chargée d'acheter chaque parcelle de terrain mise en vente et de ne la céder qu'à un propriétaire danois. « Ainsi nous avons paré chaque coup, pouvait dire fièrement, dans l'été de 1914, le député au Reichstag H. P. Hanssen. Durant plus de mille années nous avons monté la garde contre le flot allemand et aujourd'hui encore nous tenons ferme. Nous avons l'amour pour la cause, la force pour le combat... ayons foi en l'avenir de notre race. »

Quelques semaines plus tard le conflit mondial éclatait. Il serait trop long d'exposer ici ce qu'eurent à souffrir, pendant la guerre, les Danois dont les fils tombaient pour des maîtres abhorrés. Maintenant tout est fini et nous pouvons espérer que ce long martyre n'aura pas été vain. Quoique combattant contre leurs propres amis, contre leurs libérateurs, les soldats du Slesvig ont racheté de leur sang la terre qu'ils aimaient. La victoire de l'Entente est devenue leur victoire.

Mais la guerre n'a pas duré seulement de 1914 à 1919. Elle a commencé en 1864 quand le Danemark, abandonné et vaincu, dut livrer à la Prusse ce port de Kiel, base future de la puissance maritime allemande. Les cinquante années de la tyrannie prussienne dans le Jutland méridional ne sont qu'un armistice, un instant, comparées aux siècles de légitime souveraineté danoise de 811 à 1864. Si donc nous considérons la question au point de vue de la stricte justice historique, il n'est besoin ni de referendum, ni d'arbitrage. Dès que cesse l'état de guerre, l'état « quo ante », garanti par les Puissances européennes en 1720, est rétabli : c'est-à-dire l'unité du Danemark jusqu'à l'antique frontière de l'Eider.

Nous ne devons pas oublier cependant que la nation danoise elle-même n'est pas unanime dans ses revendications, et qu'une extrême timidité s'y est souvent manifestée. Le programme du gouvernement peut se résumer ainsi : 1° Réincorporation immédiate, sans referendum, du Slesvig septentrional ; 2° certaines parties du Slesvig moyen peuvent être également réincorporées sans referendum, les manifestations connues de sentiment danois étant une garantie suffisante ; 3e libre plébiscite pour la ville de Flensborg où la majorité des habitants parle allemand. Toutefois le fort mouvement inattendu qui s'est dessiné dans le Slesvig moyen en faveur du danisme, le passé de Flensborg, qui fut l'une des plus loyales cités du royaume, les nécessités de son avenir intimement lié au Slesvig septentrional, comme aussi la difficulté d'assurer la parfaite sincérité du vote, inclinent de plus en plus l'opinion à réclamer le retour pur et simple de la ville.

Une autre vue enfin est soutenue par ceux qui luttent pour le rétablissement du Danemark dans ses anciennes frontières. Outre les arguments historiques, ils avancent que l'Entente voudra sans doute

l'internationalisation du canal de Kiel avec une zone neutre et que, dans ce cas, la population entre Flensborg et le Danevirke, séparée de l'Allemagne, préférera le retour à l'ancienne patrie.

Mais si le Danemark fut le premier à combattre dans la grande guerre de l'hégémonie allemande de 1864 à 1918, s'il fut la première victime, il n'a pas fini la guerre, il n'a pas gagné la victoire. Ce n'est donc pas à lui de décider : c'est aux Puissances de l'Entente. Elles ne le feront qu'en considération de l'état européen ; nous exprimons seulement l'espoir que les justes revendications danoises ne seront pas jugées inconciliables avec les exigences de l'intérêt général.

GUDMUND SCHUTTE.

§

Italie.

Dans nos précédentes chroniques nous avons insisté sur le problème des relations italo-yougoslaves. Les points de vue n'ont pas changé, et l'étude de la presse de ces dernières semaines ne nous apprendrait rien de nouveau. Chacun reste sur ses positions, en attendant les décisions de la Conférence de la paix, qui se sera peut-être prononcée au moment où paraîtront ces lignes.

Laissons donc de côté les questions de politique étrangère, et considérons plutôt la renaissante vie politique italienne, à la Chambre et dans le pays. Les partis se réorganisent et songent déjà aux élections. Tant que la guerre durait, les deux seules catégories politiques étaient celle des « défaitistes » et celle des « jusquauboutistes ». Le Parlement n'exerçait qu'un contrôle très relatif sur la conduite de la guerre. Tout se bornait à des conjurations de couloirs ou à des campagnes de presse. Maintenant nul ne se souvient d'avoir été « défaitiste » ; à part les « socialistes officiels », qui restent logiques avec eux-mêmes et continuent à prêcher l'évangile selon Lénine, il n'y a plus qu'un seul grand parti, celui qui a voulu la victoire, et ses différentes fractions vont essayer de l'exploiter au mieux de leurs intérêts.

Avant de nous intéresser à la nouvelle classification des partis, soyons justes pour les « collectivistes », dont nous venons de dire la fidélité à leurs principes, et reconnaissons qu'ils vont droit leur chemin ; il y en a qui hésitent ; d'autres restent en route et reviennent au réformisme ; tout cela ne se fait pas sans crises ; mais celui qui depuis quatre ans n'a pas cessé de lire l'*Avanti* doit reconnaître que ce journal est peut-être le seul qui n'ait jamais varié dans son attitude : hostile à la guerre dès le début, ayant fait campagne contre l'intervention et nargué la censure pendant des mois et des mois, il salua avec enthousiasme l'avènement de la dictature du prolétariat

en Russie. Conséquent avec lui-même, il est en ce moment plein de sympathies pour l'Allemagne révolutionnaire, flétrit les majoritaires et encense les « spartaciens ». Dans un article de fond de ce journal (1), M. Caroti, député de Florence, a annoncé que désormais la lumière venait d'Allemagne.

Vaincue, et justement parce qu'elle est vaincue, l'Allemagne tend à redevenir *l'arbitre des destinées du monde*. De son sort dépend l'assiette mondiale de demain. Sans doute l'habituel aveuglement des hommes d'État occidentaux les empêchera de comprendre le sens des événements qui se produisent dans l'ex-Empire du Kaiser. S'ils pouvaient voir, ils seraient effrayés.

Pour nous, qui avons la foi dans l'avenir du socialisme, qui croyons à sa réalisation, l'intérêt de ce qui se passe en Allemagne est si vif, si palpitant, que cela absorbe entièrement notre affection. L'Allemagne se dresse *comme arbitre des destinées du monde* (M. Caroti y tient) ; nous la voyons devenant l'alliée de la Russie et se lançant à l'assaut du Capitalisme occidental. Il n'y a que les pessimistes et les réactionnaires qui peuvent désirer une autre issue à la lutte...

Il est possible que les idées de M. Caroti soient simplistes : mais au moins elles sont claires et elles frappent l'esprit des ouvriers. Les « théoriciens », les « philosophes » du parti ne sont pas aussi tranchants. M. Turati et M. Treves se souviennent qu'ils sont, avant tout, des intellectuels, et ils continuent à disserter, à gloser, à byzantiniser. En cela, ils sont beaucoup moins forts qu'un Caroti. Dans la *Critica Sociale* ils discutent de l'avenir du socialisme et des méthodes par lesquelles il faut arriver à une réforme de la Constitution et de la Société. Treves préconise la violence et Turati revient à son « évolutionnisme » ; il y reste fidèle, même si son attitude doit l'isoler : « et si omnes, ego non. » M. Turati reste dans le même parti que M. Lazzari, récemment sorti de prison, en vertu de l'amnistie générale. Cependant il y a entre eux presque autant de différence qu'entre M. Lazzari et M. Bissolati. Il est difficile de dire si le fossé qui sépare les « intransigeants » des turatiens pourra être comblé : mais il y a un fait certain, c'est que ce fossé existe.

En face des socialistes « officiels » irréductibles, les libéraux, et même les socialistes réformistes représentent la croyance à l'efficacité du système parlementaire. Tandis que Serrati et Lazarri sont disposés à transférer le pouvoir à d'autres organes : syndicats, conseils techniques, ou même « Soviets », les partisans du « libéralisme » restent fidèles à leurs conceptions politiques, qui ne peuvent se passer du Parlement, intermédiaire nécessaire entre la Nation et le pouvoir exécutif.

(1) *Avanti*, n° du 1er mars 1919.

Mais il est impossible aux anciens partis libéraux de ne pas briser les anciens cadres. Le *Corriere della Sera*, dans un article de mars 1919, fait remarquer avec raison que jusqu'à présent les partis socialistes et catholiques sont les seuls organisés. Les autres ont vécu au jour le jour, sans programmes définis, donnant leur confiance aux ministres qui leur assuraient la majorité aux élections. Or, les temps sont changés. Les masses s'agitent : les ouvriers et les paysans reviennent du front avec une série de revendications et d'exigences. On voit un organe conservateur, plein de dignité et de prudence, comme le *Corriere della Sera*, devenir le journal wilsonien par excellence et défendre non seulement la « Ligue des Nations », mais les réformes démocratiques. Il a peur que l'Italie ne suive pas assez vite les autres nations dans la voie du progrès.

Nous ne savons pas, dit-il, s'il est de l'intérêt des pays occidentaux, qui, en 1914, étaient à la tête des autres pour le libéralisme de leurs institutions, de se retrouver au moment de la paix, en queue, et cristallisés dans le régime d'avant-guerre. Le *Temps* lui-même a exprimé cette crainte pour la France ; crainte qui est aussi légitime pour l'Italie.

... Quant à un quotidien comme le *Tempo*, nous le voyons accueillir la collaboration d'Arturo Labriola et de Francesco Ciccoti, ce qui épouvante l'austère professeur de philosophie à l'université de Rome, M. Giovanni Gentile, qui ne manque pas d'en manifester les plus vives inquiétudes dans les colonnes du *Resto del Carlino*.

Mais à M. Giovanni Gentile on voit répondre, avec habileté et finesse, M. Mario Missiroli, le nouveau directeur du *Tempo* et l'un des meilleurs polémistes d'Italie.

Il ne faut pas accuser le *Tempo* de verser dans le socialisme (ce qui, après tout, serait son droit) ; il faut lui être reconnaissant au contraire d'avoir établi la distinction fondamentale qui existe entre le *libéralisme* et le *parti libéral*. Le malheur est que la spécialité du parti libéral c'est le « conservatisme réactionnaire », qui est purement stagnant : tandis que l'idée libérale, en tant que fonction dynamique, ressort de progrès, fait partie désormais du patrimoine socialiste. C'est un fait évident que, très souvent, en effet, en Italie comme en France, ce sont les socialistes qui ont forcé la main aux libéraux et les ont obligés à réaliser des réformes fondamentales du programme libéral lui-même (2).

Tous ces avertissements, toutes ces polémiques ont amené le parti libéral à faire un examen de conscience. Plusieurs députés, à la suite de M. Chimienti, ont décidé la création d'un « parti libéral réformateur ». Il s'agit, cette fois, d'aller de l'avant, de ne pas se fossiliser.

(1) *Corriere della Sera*. 7 mars 1919.
(2) *Tempo*. 5 mars 1919.

Dans le préambule de la déclaration de M. Chimienti et de ses amis on entend les échos des manifestations de la rue :

Nous croyons, y est-il dit, à l'utilité des organisations ouvrières dans les usines, dans la campagne, et sur la mer, en libre compétition avec les autres organisations économiques. Et nous affirmons que les organisations ouvrières doivent être des instruments efficaces pour assurer au travail la part qui lui revient dans la production de la richesse, et qu'elles seront en outre *une école d'éducation politique pour les travailleurs à qui on doit faciliter une participation plus active à la direction de la vie publique, proportionnée à leur force sociale et économique.*

C'est sans doute pour répondre aux critiques de M. Missiroli que ce programme a été formulé. Il insiste sur les réformes sociales et aussi sur les réformes politiques. A la base il y a la nécessité de « moderniser » le Sénat (dont les membres sont, on le sait, nommés par le Roi), d'en faire un organe vivant de la fonction législative, et enfin de modifier le mode de scrutin pour les élections à la Chambre des Députés. Sur ce point, les libéraux ont encore passé la main aux socialistes. C'est, en effet, un socialiste, M. Turati, qui a proposé à Montecitorio, le 6 mars, le scrutin de liste avec représentation proportionnelle : et c'est la majorité libérale qui l'a repoussé, heureuse de se rallier au « non » énergique de M. Orlando. Comment peut-on, dès lors, avoir confiance dans l'esprit réformateur d'un parti qui aligne les articles d'un beau programme, et qui, à la première difficulté, retombe dans les « mares stagnantes » ?

Le « transformisme » cher à Depretis et à Giolitti a deshabitué les députés italiens de la véritable lutte de partis, de la véritable lutte d'idées. Même la secousse formidable de la guerre les a à peine tirés de leur torpeur. Les libéraux espèrent donner le change avec quelques promesses et des phrases comme celles que nous avons reproduites plus haut. Il est probable qu'ils se trompent : car ils se trouvent entre deux partis solidement organisés, le socialiste officiel et le catholique; et il faudra bien qu'il s'organise, lui aussi, s'il ne veut pas succomber.

Dans un article du *Tempo* (23 février 1919), M. Arturo Labriola, député et maire socialiste de Naples, donne un avertissement solennel à tous les libéraux, à tous les démocrates qui hésitent à entrer dans la voie où s'est spontanément engagé un journal comme le *Corriere della Sera.*

L'Italie, dit-il, est un pays où le régime parlementaire a toujours fonctionné, à sa façon, sans avoir le souci de sa logique interne. Aussi, chez nous, les Cabinets de coalition sont-ils la règle à peu près absolue. Or, des portefeuilles, il y en aura toujours pour les membres de la démocratie parlementaire. Il y aura aussi des collèges. Mais à présent la question n'est plus la même. Quand la démocratie bourgeoise perd sa fonction de part

intermédiaire, le processus de l'évolution historique revêt un caractère de rapidité et d'âpreté qu'il est justement du devoir des institutions démocratiques d'éviter. Or, c'est cette situation nouvelle qui provoque les sages réflexions des éléments démocratiques les plus capables de comprendre... Naturellement, ils posent mal la question, en s'appuyant sur le postulat d'une *nouvelle conscience démocratique* qui devrait se former en Italie... Hélas! il ne s'agit plus de cela : *il s'agit du « hiatus » qui s'est largement ouvert entre la masse et la démocratie...*

Tel est, en effet, le grand problème : réduire ce hyatus : et c'est ce qui explique les efforts — un peu désordonnés — de tous les partis parlementaires, qui, habitués à vivre au jour le jour, se trouvent brusquement en face de nécessités urgentes, de réformes fondamentales qu'il faut réaliser à tout prix.

J. MUROL.

§

A travers la Presse.

LA PRESSE ALLIÉE. — Je trouve dans la *Vraie Italie* une exposition fort juste du bolchévisme russe. Inévitable, et nécessaire peut-être, en Russie, il n'offre aucun danger grave pour les contrées centrales et occidentales de l'Europe. Et, cette crainte écartée, n'est-il pas possible de juger d'un esprit plus équitable les origines et les conséquences de ce mouvement d'humeur philosophico-sociale, né de la guerre, et que résorbera vraisemblablement la paix ?

Il y a une chose qui doit fort étonner les personnes qui ont quelque connaissance de la Russie et de son peuple, du caractère et de l'esprit russe en général, c'est l'ignorance énorme montrée par tous ceux qui se sont occupés publiquement en Europe des affaires de ce pays. Les hommes politiques, les journalistes, même des écrivains de quelque valeur ont dit et imprimé des choses si superficielles, si bêtes, qu'on ne saurait les écouter ou les lire sans un sentiment de révolte et de découragement.

Mais il y a un argument entre tous autour duquel cette ignorance s'est exercée et déployée avec une ampleur sans exemple : j'entends parler du bolchevisme. Les pires absurdités, les plus ridicules non-sens ont été avancés sans aucune pudeur à l'égard de ce phénomène. Dans un mouvement social d'une pareille importance historique, psychologique et même philosophique, les hâbleurs des assemblées et les écrivailleurs à trois sous la ligne n'ont su voir qu'un vaste épisode de brigandage organisé, et dans ceux qui le dirigent de bas aventuriers mus uniquement par l'ambition, la haine, et gavés du fameux « or ennemi », qui serait dans l'espèce l'or boche.

Admettons que quelque apparence puisse justifier un semblable soupçon ; mais n'est-ce pas aller un peu trop vite que de fonder un jugement définitif sur des opinions dont personne n'a encore prouvé le fondement et sans chercher plus loin les raisons profondes d'événements si terriblement com-

plexes et qui depuis bientôt deux ans entraînent dans leur tourbillon un peuple de plus de cent millions d'âmes ?

Tandis qu'il suffirait d'avoir une notion, si sommaire fût-elle, de ce qu'a été depuis un siècle le développement de la pensée et de l'esprit russes, pour apercevoir avec une suffisante clarté l'origine et le mobile d'un fait qui n'est justement autre chose que l'aboutissement de certaines prémisses philosophiques et idéologiques tout aussi bien que le produit d'un état de choses politiques et sociales, bien connu celui-ci, et comme prolongé à dessein pour produire des effets semblables.

L'auteur de l'article nous analyse ensuite le substratum intellectuel et politique du bolchévisme, et nous dit en quelques mots ce que furent pour lui les Pouchkine, les Lermontof, les Gogol, les Dostoïewsky, les Tolstoï, les Tchekof et les Gorki, puis :

Quant à ses origines morales et psychologiques on les aperçoit avec une facilité encore plus grande dans ce qui forme le fond de l'âme nationale russe, à savoir, une tendance générale à de vagues rêveries mystiques et chrétiennes ; une foncière prédisposition au sentimentalisme humanitaire, anarchiste, communiste ; une incapacité presque totale, dans l'homme russe, du barine au moujik, de se conduire selon les plus élémentaires principes d'une logique réaliste, ou simplement de ce que nous, gens de l'occident civilisé, appelons raison. Et aussi dans le manque de volonté et d'équilibre dans les jugements — défaut capital, celui-ci, et qui fait de toute la nation russe quelque chose qui ressemble à un immense peuple d'enfants irresponsables, pouvant passer avec une extrême facilité d'un état de naïve douceur à celui d'une férocité primitive et sauvage : — prêt en tout cas à devenir l'instrument aveugle de l'action la plus généreuse ou la plus criminelle selon l'intention bonne ou malfaisante de celui qui s'en sert.

Mais il serait facile, par contre, d'établir, au point où en sont les choses, si le bolchévisme, dont le peuple russe s'est fait, de bon ou de mauvais gré, l'instrument, est ce qui répond le mieux à ses besoins ou à ses aspirations pour le présent et pour l'avenir. Ce qui peut nous frapper avant tout dans ce mouvement, c'est son côté tragique et chaotique. C'est la folie destructive et vindicative qui le caractérise à nos yeux. Mais la destruction de tout un monde qu'on savait faux et infâme ; mais le chaos dans lequel tout s'engouffre pour aboutir à une construction nouvelle (puisque les peuples ne meurent pas), ne pourraient-ils pas représenter pour la Russie les conditions nécessaires et fatales pour effacer l'abîme qui la séparait de la civilisation moderne vers laquelle elle aspire depuis des siècles ?

Il est en Europe, je le sais, des gouvernements qui craignent, comme on craint un fléau, la propagation de ce phénomène, et qui voudraient, à cause de cela, adopter d'énergiques mesures de défense, ou même courir éteindre avec violence le mal dans son foyer. Cela est très compréhensible ; mais, outre qu'une entreprise de ce genre répondrait assez mal à ces proclamations des droits des peuples à se gouverner et à se développer à leur guise, dont on a tant abusé dans ces derniers temps — je doute fort que cela soit indispensable.

En démontrant que le bolchévisme est un phénomène particulièrement

russe, naturellement russe, nécessaire, oserai-je dire, à la formation d'une Russie vraiment moderne, je crois avoir fait comprendre en même temps que la limitation qu'on voudrait lui imposer il la trouve dans son essence même. S'il fallait une preuve à l'appui de cette thèse, les derniers événement germaniques m'en fourniraient une toute faite.

L'Allemagne a bien senti se produire en son sein quelque chose qui ressemblait au mal bolchéviste, l'Autriche aussi; mais ces deux nations. dont l'esprit diffère substantiellement de l'esprit russe, ont su tout de suite modifier la nature de la maladie et y résister, et, s'il en reste en elles quelques traces, il ne s'agit tout au plus que d'une forme exaspérée de socialisme révolutionnaire, d'anarchisme, de phénomènes, en somme, dont la propagation est bien normale parmi les peuples vaincus.

Pour ce qui est, en tout cas, de l'Italie, on peut avancer, avec très peu de crainte de se tromper, que rien qui ressemble au bolchévisme n'y est à redouter. Notre esprit est trop clair, notre culture traditionnelle trop mûre, notre cerveau trop équilibré pour que nous n'en apercevions d'emblée le côté excessif, irraisonnable, et n'en sentions le danger aussi bien que l'absurdité.

Aussi notre pays est-il celui entre tous qui, devant les événements de Russie, n'a d'autre attitude à prendre que celle qu'il a gardée jusqu'ici. Attitude respectueuse, cordiale à la manière wilsonienne : attitude d'attente, en un mot, et qui comporte un espoir assez fondé de voir le peuple russe, notre ami malgré tout, sortir purifié, renouvelé et mieux organisé pour la vie sociale, de l'atroce mais nécessaire épreuve qu'il est en train de traverser avec tant de douleur.

Que si des bourgeois étrangers, à l'esprit concierge et plus soucieux du sort réservé au bas de laine du peuple qu'ils représentent que des intérêts généraux, du triomphe et de la liberté et du droit des gens, cherchent à nous convaincre que la volonté de cent vingt millions d'hommes peut être violentée par une poignée de meneurs sans scrupules et qu'il faut intervenir pour imposer la *leur*, eh bien ! l'Italie répondra qu'elle est trop désintéressée, trop sûre d'elle-même pour avoir peur et que, s'ils le jugent nécessaire, ils peuvent tenter, eux, pour leur compte, l'aventure.

LA PRESSE ENNEMIE. — Il est curieux que, chez nous, l'idée d'un Parlement professionnel n'ait pu se propager, alors que le parlementarisme politique n'est plus guère du goût de personne. En Allemagne on s'occupe fort d'une représentation professionnelle, et voici ce qu'en écrit la *München-Augsburger Abendzeitung* ;

Il faut d'abord bien s'entendre sur ce qu'est vraiment le gouvernement des Conseils. Les Conseils ne sont rien autre qu'une représentation populaire. Et ils seront un parlement, non point un parlement politique, mais un parlement social. Tandis que le Landtag actuel ne représente que les intérêts politiques de la population, le parlement social représenterait les opinions de chaque profession. Le vice radical du Landtag actuel consiste en son mode d'élection. Bien peu, parmi les sept millions d'électeurs bavarois, sont capables de remplir leurs devoirs électoraux. Et qui nous garantit que les députés élus soient les plus aptes à la politique ?

A tous les inconvénients d'une représentation de cette sorte s'opposent les avantages énormes d'une représentation professionnelle. Les besoins de tout individu dépendent réellement de sa profession, et c'est de ce point de vue qu'il considère tous ses rapports avec la collectivité. C'est également la collectivité tout entière qui aurait intérêt à ce qu'il fût donné aux différentes professions des représentants spéciaux, chargés de présenter leurs revendications. Un tel système permettrait aux électeurs d'élire leurs députés d'une manière plus judicieuse. Ils seraient à même de juger plus sainement les capacités de ceux dont ils peuvent apprécier journellement l'intelligence et l'activité. Malheureusement ce sont les exagérations de certains extrémistes qui compromettent ces idées auprès du public.

Il est à espérer que le parlement ouvrier arrivera à représenter toutes les professions, de même qu'en France l'Assemblée Nationale, constituée d'abord par le Tiers-Etat, est arrivée à représenter la nation entière. L'exemple de la République des soviets n'est pas non plus pour encourager une semblable expérience, mais la constitution sociale de la société russe est si différente de celle de l'Allemagne, qu'un parlement social en Russie ne saurait être que la caricature d'un parlement.

On pourrait reprocher au système des conseils de diriger trop exclusivement la politique vers la considération d'intérêts matériels. Mais, pour parer à cet inconvénient ne pourrait-on, par exemple, revenir au système des deux Chambres, et opposer à ce parlement professionnel une Chambre qui s'occuperait de réalités d'un ordre moins immédiat.

Voici la conclusion d'un article consacré dans les *Münchner Neuste Nachrichten* par le professeur Förster à la reprise des relations commerciales de l'Allemagne avec les puissances étrangères :

Pour résumer, disons que le ravitaillement de l'Allemagne ne pourra être facilité et accéléré que si l'étranger voit se manifester une Allemagne vraiment nouvelle, une Allemagne où l'égoïsme national et la politique de la force cesseront d'être la forme du patriotisme.

Dans ces dernières semaines deux faits ont répandu à l'étranger le scepticisme et le découragement : d'abord ce fait qu'un nombre trop considérable d'hommes, dont la propagande agressive et les faiblesses ont contribué à précipiter l'Allemagne dans la misère, ont pu se placer au premier rang de la scène politique : en outre, ce fait qu'au milieu des protestations dirigées contre les mesures prises par l'ennemi à notre égard, pas une voix allemande ne s'est élevée pour rappeler en toute modestie ce que, durant quatre ans, nous avons exigé des populations du Nord de la France et de la Belgique.

Ce silence observé au sujet des méfaits allemands, ce souci exclusif de nos propres difficultés, sans aucune expression de regret profond inspiré par les misères que nous avons imposées aux populations civiles des pays occupés, produisent à l'étranger l'impression que l'on devine. Même dans les milieux où l'on reste bien disposé envers l'Allemagne, on y voit un signe que l'Allemand est resté prisonnier de ses conceptions nationalistes et ne comprend pas ce qu'on lui reproche ni comment la méfiance générale paralyse toute action en sa faveur. Là-dessus il y aurait encore beaucoup à dire.

Peut-être ce que je viens d'exprimer suffira-t-il pour amener quelques lecteurs à réfléchir sur les relations qui existent entre le blocus économique et le blocus moral. Pour un individu comme pour un peuple, s'efforcer de se connaître soi-même est le seul moyen de sortir du conflit où il se débat.

LA PRESSE NEUTRE. — M. Alexis François, dans la *Semaine littéraire* de Genève, est révolté à l'idée que la neutralité de la Suisse ne cesse point d'être :

Si la Société des nations, telle que la définissait le président Wilson en sa fameuse harangue de janvier 1917, a un sens, c'est que précisément elle doit mettre fin à l'ancienne politique d'équilibre, à base d'alliances. « Je propose que toutes les nations évitent désormais de contracter des alliances qui les mettraient en compétition de puissance. » Et c'est le moment qu'on choisit à Berne pour répéter que la neutralité suisse est dans les vrais intérêts de l'Europe ? En 1815 sans doute ; mais aujourd'hui, où tend à s'instaurer un ordre nouveau, où les groupes d'alliances devront faire place à une vaste association des nations civilisées, aujourd'hui enfin, où les petits peuples vont avoir l'honneur insigne de cimenter la Société des nations, en modérant par leur présence indispensable — ce qui ne s'était jamais vu — l'orgueil et l'appétit des grands Etats !

Qui n'aperçoit le danger qu'il y a de ressasser ainsi des formules vieilles d'un siècle ? Nous risquons de nous entendre dire, et ce sera justice, que la neutralité suisse, dans le nouvel état de choses devient une anomalie intolérable, une monstruosité vicieuse, quelque chose comme un obstacle à cette Société des nations, qui met en jeu surtout les principes d'égalité et de solidarité. Voilà un peuple, dira-t-on, qui s'annonce comme le prototype de la Société des nations et qui commence par faire bande à part !

. . . .

D'où vient que nous en soyons encore là après de telles expériences, je veux dire que le langage de nos autorités continue à se traîner dans une rhétorique aussi plate et aussi terne? C'est encore une fois que nous ne voulons pas être francs avec nous-mêmes. A ce point de vue, nous ne valons pas beaucoup mieux que les Allemands. Nous voulons absolument voir du sublime où il n'y a que de la médiocrité, de la gloire où il n'y a qu'effacement et humiliation.

Aussi bien, comment pourrait-il en être autrement, quand, à l'heure d'aborder les problèmes les plus élevés, nous continuons à nous laisser dominer uniquement par l'idée de profit ? « Les Suisses, observait déjà, non sans malice, le vieil historien Mathieu, ne se proposent point en leurs amitiés de simples paroles ; ils ne les cimentent que par l'évidence et l'égalité du profit. »

C'est bien cela ; au moment même où nos autorités nous prêchent l'idéalisme et accrochent tant bien que mal des ailes d'anges à leurs redingotes politiciennes, elles ne peuvent s'empêcher de faire encore de la *Realpolitik.* Elles ne rêvent que de profit : neutralité, Société des nations, tout cela est bon à mettre ensemble, et autre chose encore si possible. En cumulant les bénéfices, on s'arrange à éviter tous les risques de l'aventure. C'est ainsi

qu'on en arrive à faire de notre politique une sorte de ragoût sans nom, qui lèverait le cœur à des gens moins malades.

Est-ce là ce qu'on veut offrir à notre peuple, à notre jeunesse, pour l'exalter? On le dirait, à voir tant de braves gens occupés, à Genève même, ou dans les alentours, à tourner consciencieusement la sauce dans la casserole fédérale.

Si vous ne voulez pas entrer dans la Société des nations, si elle ne vous apparaît pas, à elle seule, comme une garantie suffisante, si sa première physionomie ne vous rassure pas, si elle n'est pas encore l'édifice largement équilibré que vous avez rêvé, dites-le franchement, et abstenez-vous! Mais pour Dieu, ne laissez pas croire que l'intelligence et le cœur des Suisses sont incapables de choix courageux, qu'il n'y a point pour eux de différences entre les principes, ni de bornes entre les idées. Ne laissez pas croire que tout se confond dans notre conscience nationale, le froid et le chaud, le clair et l'obscur, le noir et le blanc. Il y va de notre réputation de peuple civilisé.

Et surtout, ne laissez pas croire à notre peuple que tout, dans sa vie, ne doit être que garanties et privilèges. Il nous faut aussi, je dirai même surtout, des *responsabilités*. C'est cela seul qui fait vivre une nation et lui donne son caractère. Notre jeunesse ne réagira-t-elle pas ? Se laissera-t-elle mener jusqu'au bout par les mauvais bergers ? Ne sortira-t-il pas d'elle une lumière franche et pure qui dissipera les sophismes malins ? Acceptera-t-elle enfin pour la Suisse de n'être que le portier du Palace où l'on nous permettrait de loger les organes de la Société des nations — car tel est bien le rêve caressé chez nous par une foule de gens ?

PAUL MORISSE.

VARIÉTÉS

Pâques foraines. — La fête foraine ressuscite à Paris !

Par ordre ministériel les journaux nous ont prévenus, nous, amateurs de ce plaisir parisien, qui n'est vraiment goûté en sa complexe plénitude que par les citadins sédentaires : ce ne sera pas une résurrection sans restrictions.

Mais enfin, voici le fait, il y aura, officiellement, le 20 avril 1919, des forains, et de toutes les espèces, au lieu de la ville qu'on nommait autrefois Barrière du Trône, et que l'on pourrait continuer à nommer ainsi pour l'évocation des deux colonnes qui lancent au ciel de royales statues, lesquelles se profilent sur les nuages comme sont cousines des figures du jeu de cartes. D'ailleurs, si ces colonnes marquent l'échec d'un arc de triomphe à la gloire de Louis XIV, les princes de pierre à la mode de Louis-Philippe sont Philippe-Auguste et Saint-Louis, et non le Roi-Soleil.

Depuis 1914 on n'avait pu voir les forains au carrefour. Un peu de la paix réapparaîtra avec eux. Courons en jouir à la Foire au pain d'épices.

De renommée pas encore séculaire, elle s'ouvre fidèlement le jour

de Pâques, quelle que soit la mobilité de cette fête au calendrier. Il n'y a point que des marchands de nonnettes et de pavés de santé, comme l'enseigne le ferait croire strictement. Mais c'est le rendez-vous annuel de la plupart des établissements habitués à promener leur matériel dans la région parisienne. Et l'on devrait l'appeler la Foire des Foires.

Les restrictions ne lui enlèveront-elles pas quelque peu de son lustre ? C'est probable, encore que la malice des êtres humains qu'on veut empêcher de danser connaisse plus d'un tour, et déjoue, comme spontanément, parce qu'elle est l'éternelle Rosine naturelle, toutes les tutelles et tous les tuteurs.

On a confiance dans l'ingéniosité des fabricants de produits alimentaires pour offrir des pains d'épices approximatifs, d'un art succulent, bien que conforme aux exigences des circulaires du Ravitaillement. Et puis les petits cochons d'avant-hier, qui renaîtront demain, n'étaient-ils point baptisés à la minute par un cornet-stylo empli d'un sirop déjà sucré à la saccharine ? Il y aura sur le prix 150 o/o d'augmentation, voilà tout.

Aussi bien, qui osa manger jamais cet animal festonné, brodé, et dont l'aspect demeure si peu comestible ? En lui ne respecte-t-on pas le fétiche qu'il est vulgairement, obscurément ? Cependant il ne sembla point participer assez au Rintintinisme pour préserver l'endroit d'une violente dégringolade de mitraille lors d'un passage de gothas en l'an de grâce guerrière 1918 !

Le cochon de pain d'épices peu à peu conquit tout l'étalage au préjudice de la faune plus variée qui y foisonnait, alors que nos parents étaient puérils. Et aussi aux dépens de l'espèce humaine, car les silhouettes gastronomiques des hommes à la mode s'y dressaient au même temps. On y vit et Napoléon, le premier, et Carnot, le troisième. Vers 1850, il y eut Proudhon ; vers 1880, l'amant d'Amanda. Verrons-nous Wilson en caricature mielleuse ? Et combien de poilus ? Quant au cochon, ne se métamorphosera-t-il pas en tigre ? Oui, nous sourirons de nouveau aux bonshommes et aux bêtes, d'un sourire qui hésitera à les croquer.

De même, frites, crêpes, beignets, gaufres, brioches, tartes, galettes, tout ce qu'on déguste saupoudré de poussière et vanillé de l'odeur des fourneaux, des fours et de la foule (pourquoi renier notre relent humain ?) reprendront place, ou à peu près, sur les étals engageants.

La restriction alimentaire n'est point celle dont aura le plus à souffrir la Foire. Les autres restrictions risquent de la marquer davantage.

La lumière, par exemple.

Sans doute nous regretterons l'immense lueur rouge qui procla-

mait aux habitants des rues sombres la gloire lumineuse de la fête. Et comme l'on sera moins ébloui et étourdi en pénétrant dans la foire elle-même ! Voulait-on fixer un point pour reprendre son aplomb, l'on s'apercevait que le point fixé était en mouvement. Tout virait, ondulait, flambait, hurlait. L'étonnement passé, le plaisir vient. On s'amuse comme les autres, comme les milliers d'autres, et c'est se multiplier. On tourne, on danse, on crie à l'imitation... Cet enivrement, très spécialement forain, ne possédera le badaud de ces Pâques-ci que mitigé.

Pour la musique, ah, quelle sourdine !

Les cuivres vainement ensoleillés resteront muets, et l'on tamisera les orgues de Barbarie. Pas d'invention à ce sautillement sur soi-même qui rythme la démarche des épaisses foules vibrantes. Non, du calme, du recueillement. Après tout, n'oubliez pas que c'est un devoir pour vous, Parisien de cet an 1919, d'aller à la Foire du Trône comme votre aïeul allait à la Foire Saint-Laurent, et de vous ébahir selon la tradition à tout ce dont s'ébahissaient votre grand-père et Théophile Gautier devant les bateleurs du Carré Marigny. Ce faisant, vous accomplirez un pèlerinage, acte de citoyen conscient à la fois de votre passé et de votre présent, et vous vivifierez une coutume aborigène. Aussi, pour vous y rendre, ne manquez point de monter le faubourg Saint-Antoine, sinueux comme fleuve et non rectiligne comme canal, où tant de souvenirs historiques vous accompagneront si vous le voulez bien.

J'en conviens, c'est un geste de foi. Mais il serait absurde envers quelque chose qui ne serait pas vivant. Et l'épanouissement est une nécessité de la vie hors du musée, du temple, du livre.

> Tournez, tournez, bons chevaux de bois !

Résiste-t-on à Verlaine ?

> C'est ravissant comme ça vous soûle
> D'aller ainsi dans ce cirque bête !

Mais concevez-vous ce cirque sans musique ?

> Tournez, tournez au son des hautbois !

Et qu'importe que le moulin musical débite la polka de *Madelon*, servante au grand cœur patriotique, et non plus la valse de la *Veuve Joyeuse*, cosmopolite vaincue pour avoir fait faillite au vrai cosmopolitisme de l'humanité pacifique ? Le manège court en cercle. Les chevaux ne se rattrapent point, pas plus que leurs cavaliers, bien que ceux-ci, criants et gesticulants, en cherchent l'illusion. Et vous-même, ô sage, entrez dans la ronde, par sagesse, ou par prudence, ce qui est la même raison, mais teintée d'ironie.

> Le gros soldat, la plus grosse bonne
> Sont sur vos dos comme dans leur chambre.

Ces vers, qui sont encore de Verlaine — pourquoi, détachés, ont-ils le timbre de Coppée ? — m'imposent le souvenir éphémère d'un récit de journaliste racontant qu'en pleine émeute spartacienne de Berlin tournaient imperturbablement les chevaux de bois sous la chevauchée éperdue et heureuse de Fritz et de Gretchen.

Nous reverrons donc ces manèges que, selon leur lettre de noblesse, nous désignons encore chevaux de bois, mais qui ont pris tant d'autres aspects, suivant en cela une évolution analogue à celle de la faune des pains d'épices. Eux aussi sont devenus chats, lapins, cochons. Mais il y a mieux : au mannequin de la plus noble conquête que l'homme ait jamais faite (au XVIIIe siècle) s'est substitué le faux-semblant des plus utiles conquêtes que l'homme ait jamais faites (au XIXe siècle), et voilà, emportant en rond gamins de tous âges, bateaux, chemins de fer, automobiles. Le XXe siècle commençant ajouta les aéroplanes. Demain osera-t-on les tanks ?

En même temps, l'on variait et raffinait le plaisir en le frôlant de la peur. On accommoda la montagne russe à la forme circulaire. On balança les véhicules. On esquissa des obstacles. On combina les secousses, les frissons et les vertiges. La douce ronde enfantine bercée du ronron de l'orgue, moulu à main d'homme, et à peine martelé des sabots du cheval de chair moteur des chevaux de bois, fut étouffée par la violence des orgues mécaniques à cent déclenchements bruyants, le sifflement strident des moteurs à vapeur, et, surtout, par le cri déchaîné, primitif, inconscient, réflexe, de l'animal humain affolé de joie.

Ce cri-là, nous l'entendîmes, expansion étonnante, hors la foire, et la mémoire de nos oreilles ne l'oubliera jamais, le 11 novembre 1918.

Mais, à la foire, ce n'est que le signe d'une jouissance aiguë et simple, assez semblable à un signal de plaisir sensuel. Il y a de l'ingénuité dans l'expression inarticulée. C'est le cri du corps qui seul au corps arrive.

Autrefois, les manèges hurlaient surtout le plaisir des femmes et des éphèbes. Souvenez-vous de la blonde et grosse fille qui, entre les Expositions de 1889 et de 1900, fréquentait infatigable mais correctement flanquée d'une vraie mère, si duègne maigre passée au vermillon, les foires parisiennes. Pourquoi Jean Lorrain, son contemporain, ne fut-il point son historiographe, autrement que par allusions et esquisses? Juchée sur tout ce qui tournait, valsait, sautait, elle achalandait aussitôt l'établissement. Elle paraissait, encore qu'un peu trop dodue, mais si lumineuse de tignasse, échappée d'une affiche de Chéret. Elle ne pouvait pas ne point attirer les yeux du badaud. Mais son aspect ne prenait toute sa valeur d'appel, de confidence, de complicité, qu'à son petit cri gloussé. Ce fut Chichette sirène.

Il y en eut une, il y en eut plus d'une, il y en aura d'autres à la foire de demain. Et, ma foi, les soldats américains, grands crieurs, sauront donner la réplique instinctive, saine, explosive, et hors la convention des villes où se réprime le tapage nocturne.

Ainsi va surgir la vieille foire d'antan rajeunie, encore un peu bridée, comme intimidée de sa résurrection, après un si odieux hivernage de cinq années, et sans doute assez sournoise en son impatience de liberté.

Cependant il y aurait un tableau émouvant à dresser des foires et des forains pendant la guerre. Toute la région du nord de la France avait des ducasses fameuses. Les kermesses de Belgique palpitaient d'une vibration pittoresque et intense toute particulière. Qu'est-il advenu des hommes et des choses ?

Plus heureux furent ceux des forains de pleine France qui purent garer à temps le matériel. Malgré les départs aux armées, la tradition de la foire a pu se continuer au pays des vogues comme au pays des assemblées, avec décence et réserve, mais enfin la vie demeura, ralentie au sud de la Loire, moindre à son nord, et éteinte à Paris.

Or, voilà que les cloches de Pâques sonnent la Foire au Pain d'épices. Corvi, Becker, Pezon se réinstallent. Non, pas eux, mais leurs successeurs et imitateurs.

Car si nous devions voir une foire sans singes et sans lions, quelque chose manquerait à la fête. Le singe est la risée de l'homme et son bouffon philosophique. Pour le petit d'homme il n'est qu'une poupée vivante. Quant au lion... Mais ce serait toute l'histoire de l'humanité par les belluaires que l'on devrait évoquer. Et peut-être aussi un chapitre de sensualité sexuelle féminine, si du moins j'en crois cet admirable amateur des spectacles forains que fut Jean Lorrain. Ah, oui, le prestige de l'uniforme des dompteurs. L'écrivain avisé et intuitif proteste : « Quelle méprise, quelle incommensurable méprise ! Elles viennent là pour les fauves, elles coquettent avec le tigre et aguichent l'orang-outang ; il y en a même qui risquent des œillades à la tigresse. Elles se savent belles et veulent éprouver leur beauté sur les fauves : anesthésiées par le désir de plaire, elles ne sentent même plus l'effroyable remugle des sexes moites et des litières. »

Sortons. Entendra-t-on encore éclater les coups de carabine au fond des tirs ? Nous avons trop de cicatrices sonores pour goûter ces détonations, du moins je le veux croire. Et nous laisserons les jets d'eau sveltes jongler avec le même œuf. Et nous abandonnerons les pipes à leur vie et à leur mort normales.

De même, les loteries, fût-ce celle de la cantinière, qui n'a pu manquer de bleuir son ancien costume. N'avons-nous pas assez joué au

jeu du sort ? Et avec quels enjeux macabres ! Médiocre taquinerie que de l'exciter maintenant au crissement d'une terre que désignera son heureux gagnant. Aussitôt l'envie haineuse du public cernera le possesseur du gros lot. A ce prix je refuse ce destin, de toute ma conscience d'homme d'amour.

Je voudrais, au moins, que la modération transitoire imposée à la musique foraine permît de reprendre une habitude démodée : la parade. Je ne connais rien de plus merveilleux qu'une parade, surtout si l'on s'en tient là et si l'on ne met pas le pied sur l'escalier. C'est le boniment à l'entrée de la Terre Promise. Méfiez-vous du territoire lui-même.

La parade ne pouvait guère ne pas s'adapter à l'évolution générale de la foire. Elle devint de la pure réclame brutale. La persuasion de la parole s'écrasa sous le coup de gong. Le cinéma acheva la déroute du théâtre. A la porte le prélude jurerait d'être comédie ou farce. C'est le racolage en geste plutôt que par la langue.

Le silence relatif ranimera-t-il la parade ? Improbable, d'où grande tristesse pour l'amateur que je renvoie aux nombreux livres qui ont traité du théâtre de la Foire, dont c'était le dernier vestige. Et pourtant quel ne fut point notre esprit de place publique ! Je goûterais aujourd'hui la satire d'un queue-rouge, puisque les paroles volent. Il est vrai que nous avons parfois comme voisin de foule des gens si prompts à se choquer du moindre propos, et si peu imbus de tolérance envers le libre épanchement de l'individu. Mieux vaut se taire ? Alors, des muets ? C'est à éclater de rire, si du moins la terrible trépanation intellectuelle que nous venons tous de subir n'a pas fait de nous des bonshommes de mol et malléable pain d'épices.

Ce que nous retrouverons sans trop de changement ce sera le plein air, je veux dire le chanteur de romances à la lisière du champ de foire, l'acrobate qui fait son cirque d'un morceau de tapis et d'un cercle de badauds, l'athlète cariatide de poids qui ne pèsent pas toujours le leur dans la balance, le brusque évadé des cordes dont on l'a ligotté en saucisson. Peut-être ceux-là nous donneront l'illusion que la chose n'a pas eu lieu, et, par cette illusion, nous permettront d'avoir celle qu'elle n'aura plus jamais lieu...

Et le cycle des fêtes foraines de Paris va recommencer. Chacune a son caractère. Les Invalides, Vaugirard, Neuilly, au printemps, Lion-de-Belfort, Richard Lenoir, Montmartre, en automne, se différencient de manière très appréciable pour l'habitué. Le rêve de l'errant et de l'inconnu apporté ainsi à chaque quartier se modèle un peu sur la réalité du cadre. L'on pourrait nuancer cette géographie psychologique de la Foire et ces mœurs des gens qui vont à la Foire.

A mesure que le cycle de l'an de résurrection s'accomplira, les restrictions et obligations vraisemblablement diminueront, et, peu à

peu, la Fête Foraine redeviendra elle-même, neuve et éternelle, jouet et instrument d'homme, et aussi, et surtout, miroir magique où Narcisse aime à se révéler à soi-même comme à ceux des autres qui ont même appétit que lui de leur humanité individualiste au contact des foules.

LEGRAND-CHABRIER.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Histoire

Charles Bastide : *La France et l'Amérique dans l'histoire*; Renaissance du livre. 1 25

Pierre Edm. Hugues : *Un impôt sur le revenu sous la Révolution. Histoire de la Contribution patriotique dans le Bas-Languedoc*. Préface de M. Paul Delombre; Champion. 9 60

Linguistique

J.-S. Harry Hirtzel : *La facilité de la langue chinoise*; Imp. Judon, Ciney. 3 »

Littérature

Edmond Adam : *La néostiche et le verbe intégral*. Essai sur les tendances poétiques contemporaines. Préface de Ph. Lebesgue. Illust. de G. Pastré; les Humbles. 1 »

Francis Baumal : *La Genèse du Tartufe : Molière et les Dévots*; Le livre mensuel. 5 »

Jean Paul Belin : *L'apostolat d'un malade : Louis Peyrot, 1888-1916*; Bloud. » »

Maurice Bouchor : *La Soupe, La Montagne et La Vallée*, saynètes d'Alsace; Berger-Levrault. 0 90

Lucien-Alphonse Daudet : *La dimension nouvelle*: Crès. 3 »

Jean Giraudoux : *Amica America*. Avec des dessins de Maxime Dethomas; Emile-Paul. » »

Camille Mauclair : *La magie de l'Amour*; Ollendorff. 4 55

Pierre de Ronsard : *Les Amours*. Texte établi sur les éditions de MDLX et de MDLXXVIII et publié avec des additions de l'auteur, des notes et des commentaires par Ad. Van Bever. Avec 8 reprod. en phototypie; Crès, 2 vol. 10 »

Ernest Seillière : *Les étapes du mysticisme passionnel* (*De Saint-Preux à Manfred*); Renaissance du livre. 2 50

Oscar Wilde : *Une tragédie florentine et fragments dramatiques inédits*, précédés de *Mes Souvenirs d'Oscar Wilde*, par Bernard Shaw. Préface de Robert Ross. Avec un dessin de Aubry Beardsley, 2 frontispices de G. Daragnès et une page autographe; Cahiers britanniques et américains. 3 »

Musique

Jean Cocteau : *Le coq et l'arlequin*, notes autour de la musique. Avec un portrait de l'auteur et 2 monogrammes, par P. Picasso; La Sirène. 3 »

Ouvrages sur la guerre actuelle

Henry Bordeaux : *Les derniers jours du Fort de Vaux*: Nelson. 2 50

Emmanuel Bourcier : *Le bombardier Camus*; Berger-Levrault. 0 90

Henriette Celarié : *Quand ils étaient à Saint-Quentin* : Bloud. » »

Albert Droulers : *Sous le poing de fer; Quatre ans dans un faubourg de Lille*; Bloud. » »

Robert de Flers : *Sur les chemins de la guerre* : Lafitte. 3 50

Dr Maurice Limousi : *De l'ambulance à l'hôpital*; Figuière. 2 50

F. Martin-Ginouvier : *Le martyre du Curé de Varreddes*; Bloud. 0 60

René Milan : *Matelots aériens*; *1916-1917*; Plon. 4 50

Lieut. Niox : *Mes six évasions*; Préface de Maurice Barrès; Hachette. 3 50

Dr A. Reiss : *Rapport sur les atrocités commises par les troupes austro-hongroises pendant la première invasion de la Serbie* ; Grasset. 7 50

Dr A. Reiss : *Le traitement des prisonniers et des blessés par les germano-bulgares* ; Grasset. » »

J. Ursu : *Pourquoi la Roumanie a fait la guerre* ; Payot. 4 50

Philosophie

Paul Gaultier : *Leçons morales de la guerre*. Préface de Louis Barthou ; Flammarion. 3 50

Maurice Legendre : *La guerre et la vie de l'esprit*, Bloud. » »

Dr Toulouse : *Pour penser et agir* ; Renaissance du Livre. 3 50

Poésie

Paul Baudry : *Visions* ; Les Œuvres nouvelles. 3 50

Maurice Bouchor : *Pour l'Alsace* ; Fischbacher. » »

Lieut. Lucien Bazin : *Le Sang des gloires, 1915-1918* ; Tequi. » »

Marguerite Combes : *Hélène enchaînée*. Préface de Paul Adam ; Plon. 2 »

Pierre Clerc : *Primevères et Coquelicots* ; Figuière. 3 50

Claude Duboscq : *Hommage aux Musiciens*. Portraits de l'auteur, eau-forte de J. Joets ; Demets. 6 »

A.-Ferdinand Herold : *Guillaume-le-Petit* ; Mercure de France. 3 50

Francis Jammes : *La Vierge et les Sonnets* ; Mercure de France. 3 50

Jean Le Meur : *L'Alibi* ; Figuière. 3 25

Emilien Roumégous : *Les batailles 1914-1918* ; Sansot. 2 50

Léon Kochnitzky : *Les pèlerins de l'aurore* ; Sansot. 3 »

Politique

Claude Anet : *La Révolution russe*, tome III ; Payot. 4 50

Francisco Contreras : *Le Chili et la France*. Préface de M. Jules Roche. Avec une carte ; Bossard. 3 50

Serge Persky : *De Nicolas II à Lénine* ; Payot. 5 »

J.-A. Hoyos : *Les Etats-Unis d'Amérique et la Colombie* ; Pédone. » »

Aurele C. Popovici : *La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie*. Avec tableaux et carte. Préface de M. P. Commene ; Payot. 4 50

R. A. Reiss et A. Bonnassieux : *Réquisitoire contre la Bulgarie* ; Grasset. 1 »

Robert Vaucher : *L'enfer bolchevik à Pétrograd* ; Perrin. 5 »

Publications d'Art.

Jacques-Emile Blanche : *De David à Degas*. Préface par Marcel Proust ; Emile-Paul. 3 50

Questions coloniales

Jean Dybowski : *Notre force future* ; Payot. 4 50

Louis Thomas : *Voyage au Goundafa et au Sous* ; Payot. 4 50

Questions juridiques

Fernand Nicolay : *Ruses légales et roueries financières* ; Perrin. 3 50

Questions militaires

Jacques de La Faye : *Le général de Charette* ; Bloud. 5 »

Ch. Fr. Saint-Maur : *Le capitaine aviateur Didier Le Cour Grandmaison* ; Bloud. 1 20

Questions religieuses

Oscar Havard : *Le prêtre-soldat dans l'histoire* ; Bloud. » »

Roman

Louis Arraou : *Pomponius, le dernier des chevaliers* ; Plon. 4 50

Henri Bachelin ; *Le village* ; Flammarion. 3 50

Maurice Barrès : *Colette Baudoche* ; Nelson. 2 50

Gérard Bauër : *Sous les mers*. Préface de P. Bourget ; Edition franç. illustrée. 4 50

René Béhaine : *Si jeunesse savait* ; Grasset. 3 50

Marcel Boulenger : *La belle et la bête* ; Renaissance du livre. 3 »

Marcel Boulenger : *La croix de Malte*. Illust. de H. Fournier ; Renaissance du livre. 1 »

Louis Chadourne : *Le maître du navire* ; Edition franc. illust. 4 50

Daniel de Foe : *L'étonnante vie du Colonel Jack*. Traduct. de Maurice Dekobra ; Edition franç. illust. 4 50
Robert Florigni et Guy d'Abzac : *L'amant de l'ingénue* ; Edition franç. illust. 4 50
Gustave Guiches : *Le Tremplin* ; Renaissance du Livre. 3 50
Jeanne Régamey : *Celle qui dormait* ; Sansot. 3 50
Romain Rolland : *Colas Breugnon* ; Ollendorff. 3 50
Luigi Libero Russo : *Contes à la Cigogne* ; Figuière. 2 50
Colette Yver : *Les cousins riches* ; Calmann-Lévy. 3 50
André Warnod : *Lily, modèle*. Illust. de l'auteur ; Edition franç. illust. 4 50

Sociologie

Abbé Beaugrin : *Les catholiques français et l'après-guerre* ; Bloud. » »
Jacques Civray : *L'avant-guerre comparée en Allemagne et en France* ; Perrin. 3 »
Georges Deherme : *La culture sociale de la race* ; Publ. du groupe Aug. Comte. 0 75
Paul Griff : *Débourrons les crânes* ; Cattier, Tours. 3 50
Abbé Eug. Griselle : *Le bon combat* ; Bloud. » »
Jean Hennessy : *Réorganisation administrative de la France* ; Berger-Levrault. 3 60
René Lavollée : *Lendemain de victoire* ; Alcan. 6 60
Maurice Legendre : *La paix prochaine et la mission des alliés* ; Bloud. » »
H. Pineau : *La France en ordre* ; Rieder. 3 »

Théâtre

Pegnard : *Le retour imprévu*, comédie en un acte. (Les classiques de l'Odéon) ; Renaissance du Livre. 2 »

Varia

G. Melou : *Où vont les millions que dépensent chaque année les collectionneurs de papillons* ; Imp. de l'Imerina, Tananarive. 3 50

Voyages

Gabriel Faure : *Pèlerinages passionnés* ; Fasquelle. 3 50
André Fontainas : *Paysages et souvenirs de Belgique* ; Crès. 3 »
Marc Henry : *Villes et paysages d'outre-Rhin* ; Payot. 4 50

MERCVRE.

ÉCHOS

Mort d'Adrien Mithouard. — A la maison natale de Verlaine. — Le nouveau traité de Versailles. — Le quatrième centenaire de Vinci. — Le Dr Jaquin. — Psychologie de Cottin. — La « Mêlée Symboliste ». — Les surprises d'une grande vente. — Une chaire de la Société des Nations. — L'enquête de l'Intransigeant. — Publications du « Mercure de France ».

Mort d'Adrien Mithouard. — Adrien Mithouard vient de mourir, cédant au mal pris et repris dans l'accomplissement de ses devoirs publics. Son ardente et claire existence, précieuse aux Lettres, offerte à la Cité, l'abandonne consumé avant la vieillesse.

Il aima sur toute chose la Ville et l'art. Ses derniers vers, ici publiés en décembre et datés du jour de l'armistice, sont l'hymne même de sa pensée : il a célébré dans ce dernier psaume tout le motif de sa vie, et, comme libéré par ce chant, il s'est tu.

De terribles conjonctures l'instituèrent, au mois d'août 1914, véritable Maire de Paris décapité. Revêtu de fonctions municipales que l'approche

des batailles et l'éloignement des autres pouvoirs rendaient essentielles à la vie de la population, redoutables pour lui, ce poète fit voir une fermeté simple, un esprit décisionnaire, un caractère digne de ces jours difficiles. Le hasard l'avait mis pour un peu de temps à la place qui était la sienne. L'histoire devra garder son nom à côté de celui du général Galliéni ; elle devra dire aussi quel ensemble d'idées l'avaient profondément préparé à se tenir si noblement auprès du Gouverneur.

Mithouard rêvait d'une Cité occidentale assez différente de notre Cosmopolis, dont mille parfums advenus et mêlés étonnent et amollisent l'atmosphère originale. Il n'aimait pas cet état désordonné des constructions et des pensées, qui est également opposé aux puissantes et naturelles structures du moyen âge, et aux dispositions raisonnées des âges classiques. Il abhorrait les luxes hâtifs, les plâtreuses splendeurs, la misère des apparences : cela peut-il être beau qui s'effrite en quelques années ?

Tandis que la plupart des modernes croient devoir choisir entre leur sensibilité et la logique, et tandis qu'ils considèrent un antagonisme exister entre la tradition et le mouvement de la vie, — celui-ci avait trouvé dans la finesse et dans la loyauté caractéristique de sa nature un principe directeur infiniment sûr : le goût passionné du beau *travail*.

Les esthétiques, et même les politiques les plus ennemies sont contraintes de s'accorder sur le degré de solidité, de probité, de science qui se remarque dans une œuvre. Un républicain peut admirer le beau métier d'un roi. Joseph de Maistre est ébloui par Voltaire. Bossuet donne à Cromwell de grandes louanges à contre-cœur. Ingres et Delacroix sont très loin de se méconnaître. Il y a dans l'économie des moyens, dans la qualité des matériaux, dans la pleine possession des connaissances techniques, dans le sentiment du temps non épargné, une sorte de charme *réel* et de valeur absolue qui s'impose finalement aux observateurs les moins favorables. Les ouvrages qui portent ces vertus tout indépendantes de la mode sont quelquefois plus stables et mieux reçus de la postérité que ceux fondés sur le seul génie.

Le malheur veut que les modèles de ce genre soient assez peu communs de nos jours. Il faut bien les aller chercher dans le passé. C'est peut-être à quoi se réduisait le *conservatisme* de Mithouard. Mais il goûtait dans le présent tout ce qui lui semblait valoir les choses du passé. Comme il appréciait l'art du maître de l'œuvre dans les magnifiques équilibres de Notre-Dame, il appréciait nos constructeurs du Métropolitain ; et l'espèce de culte qu'il rendait aux voûtes du XIIIe siècle lui faisait mieux admirer la courbe d'acier du Pont-Mirabeau, très élégante épure gâtée par je ne sais quels bronzes... Paris serait un peu plus beau si Mithouard eût été plus écouté.

Cette doctrine entièrement déduite de la pratique des arts est toute pénétrée du sentiment national : Mithouard voyait dans la France la patrie du plus beau labeur, le lieu de la perfection et de la suprême qualité. Il l'a dit et redit magnifiquement dans ses livres. Il a fondé pour le dire encore une revue délicieusement imprimée, l'*Occident*, dans laquelle, entouré d'amis, secondé de son fidèle Albert Chapon, il développait les idées dont je viens de donner un résumé très insuffisant.

Dignitaire charmant, il s'est fait aimer dans tous les partis. Ses paroles

publiques se sentaient de l'excellence de son goût et de la saveur de sa poésie. Jamais reines ni rois ne furent accueillis à l'Hôtel de Ville dans un meilleur langage que celui qu'il leur tenait.

Il a montré à la mort la même âme que nous connaissions par ses actes, par ses vers, par ses discours du temps de guerre, par ses yeux singulièrement purs.

P. V.

Adrien Mithouard était né le 18 janvier 1864. Il est mort président du Conseil municipal de Paris, le 28 mars. Il était conseiller municipal du quartier de l'Ecole-Militaire depuis 1898.

Ses principales œuvres sont: *Bigalume* (1888), *Récital mystique* (1893), *l'Iris exaspéré* (1895), *les impossibles Noces* (1896), *le Pauvre pécheur* (1899), *le Tourment de l'Unité* (1901), *la Coupole de la Cathédrale de Caen* (1902), *les Frères marcheurs* (1902), *le Traité de l'Occident* (1904), *la Perdition de la Bièvre* (1906), *les Pas sur la Terre* (1908), *les Marches de l'Occident* (1910).

§

A la maison natale de Verlaine. — Le dimanche 30 mars, à Metz, sur l'initiative de la Fédération lorraine des Lettres et des Arts et en présence de M. Mirman, commissaire de la République, du général de Maud'huy, commandant supérieur du territoire de Lorraine, des généraux Goigoud, Marjoulet et Madelin, de M. Prevel, maire de Metz, de M. Laurent, secrétaire général à la Préfecture, on a apposé au n° 3 de la rue Hautepierre une plaque sur la maison où naquit, le 30 mars 1844, il y a par conséquent 75 années, Paul Verlaine.

Il faisait un temps humide, il neigeait et on ne put pas, comme on l'aurait désiré, inaugurer cet humble souvenir devant la maison natale. Ce fut dans l'Ecole d'Application qui est en face et qui est un luxueux bâtiment moderne qu'eut lieu la cérémonie.

Des délégations de l'Académie de Metz, de la Lorraine Sportive, des Jeunes Ouvrières, de la Renaissance, du Cercle musical messin étaient présentes.

M. Charles Le Goffic prit le premier la parole au nom de la Société des Gens de Lettres. Il retraça la vie et l'œuvre du poète et termina son discours en citant *l'Ode à Metz*. Le président de la Ligue française de Luxembourg vint ensuite rappeler les attaches luxembourgeoises de Verlaine. Le baron de la Chaise, au nom de l'Académie de Metz, fit un joli portrait de Verlaine lorrain. Puis le général de Maud'huy prononça le petit discours suivant :

Notre grand fabuliste, le bon La Fontaine, a dit quelque part :

Ne forçons pas notre talent
Nous ne ferions rien avec grâce.

C'est un bon conseil, un conseil prudent que je veux écouter. Ne serait-il pas présomptueux pour un soldat de vous faire l'éloge d'un poète ? Je n'aurai pas cette audace. Après des voix si autorisées, je ne vous parlerai pas de Verlaine poète, je ne vous dirai pas la magie de son style, l'harmonie de ses strophes, la cadence de ses vers. Les éloges d'un Béotien sonneraient mal aux oreilles délicates d'Athéniens. Je ne veux pas offenser les vôtres.

Mais si je n'ose vous parler de Verlaine poète, je puis peut-être dire un mot de Verlaine patriote. Et patriote, il l'était, il ne pouvait pas ne pas l'être, puisque Messin et fils de soldat. Ecoutez-le parler de la patrie, de l'amour de la patrie :

L'Amour de la patrie est le premier amour,
Est le dernier amour après l'amour de Dieu.
C'est un feu qui s'allume alors que luit le jour
Où notre regard luit comme un céleste feu.

Et puis, il prévoyait la guerre possible, probable, certaine, et il prophétisait les vertus de nos soldats, l'héroïsme de la race :

Que l'âme de tous nos aïeux brûle en vous tous,
Pour la vie et la mort, au foyer de la foi.

Ses vœux ont été accomplis, sa prophétie s'est réalisée. Dans l'âme guerrière de nos jeunes guerriers a vécu l'âme guerrière des guerriers de leurs ancêtres, l'âme du Breton Bertrand du Guesclin, l'âme de Jeanne la Lorraine, l'âme du Dauphinois Bayard, l'âme de François de Guise, de Fabert, de Ney et de tant d'autres. L'âme guerrière des pères a vaincu par le bras guerrier des fils.

Votre maison messine, Verlaine, ils l'ont ramenée en France, les soldats de France ; votre terre messine, avec leur sang ils l'ont rebaptisée française,les soldat français, les soldats de France. Pour vous, pour votre ville, pour Metz, ils ont su combattre, ils ont su mourir, ils ont su vaincre, les beaux soldats de France. Et c'est en leur nom, à vous, Verlaine patriote, que j'offre l'hommage des durs soldats de France.

Enfin M. Prevel remercia au nom de la ville les orateurs et les organisateurs de cette manifestation et analysa avec une fine psychologie ce qu'on pourrait appeler le « déracinement » de Verlaine. Puis Mlle Gisèle Picard, de l'Odéon, dit un sonnet de M. Jacques Feschotte sur la maison de Verlaine.

Le soir, il y eut une fête, à l'hôtel Terminus, qui avait été organisée par les soldats du xive corps d'armée.

§

Le nouveau traité de Versailles. — On avait parlé d'installer au Grand Trianon à Versailles des appartements pour loger les plénipotentiaires alliés qui viendraient pour la signature de la paix et qui se seraient trouvés ainsi assez près du château où auront lieu les dernières grandes réunions de la conférence.

C'était évidemment une idée.Il n'eût pas été désagréable pour les grands personnages de loger là où Marie-Antoinette et ses courtisans familiers avaient pris jadis leur repos et leurs distractions, mais on fit remarquer que le Grand Trianon a un inconvénient considérable, c'est l'humidité, et que certaines pièces que l'on ne montre pas au public et qu'il aurait bien fallu pourtant utiliser ne peuvent absolument pas servir de logement, tant elles sont vieilles et peu confortables.

Et puis il y avait là un fâcheux souvenir qui risquait d'effacer celui des grâces de la fin du règne de Louis XVI, c'était celui du maréchal Bazaine qui fut jugé à cet endroit. De telle sorte que l'on a renoncé à donner asile aux signataires du traité, qui doit changer la face du monde, en ce lieu charmant et qu'ils logeront soit à Paris, soit dans les palaces voisins.

§

Le quatrième centenaire de Vinci. — Le 2 mai on célébrera à Florence le quatrième centenaire de la mort de Léonard de Vinci. Les Italiens n'ont pas attendu, comme nous l'avons fait trop souvent, les derniers mois qui précèdent l'anniversaire pour préparer des fêtes en l'honneur de celui qui fut une des plus formidables incarnations du génie de l'homme ; dès 1910, il était question et de préparer un « Corpus Vincianum », en vingt volumes, où seront réunis tout ce qu'écrivit de Vinci et que nous con-

naissons déjà, plus trois manuscrits inédits, et d'organiser des cérémonies somptueuses comme on le fit pour Michel-Ange. Mais la guerre a tout bouleversé. Il ne saurait y avoir des fêtes splendides ; on apposera une plaque commémorative sur la maison qu'habita de Vinci et où il travailla avec son maître Verrochio.

Il serait, paraît-il, question, en France, de faire des recherches à l'église Saint-Florentin, près d'Amboise, où fut enterré, en 1519, le peintre qu'aimait François Ier et où l'on suppose qu'on devrait retrouver ses restes. Mais ce projet, à l'heure actuelle, présente de grandes difficultés matérielles, qui font remettre à plus tard ce travail émouvant.

§

Le Dr Jaquin. — Dans le n° du 1er août 1918, à propos de la mort de William Vogt, un écho du *Mercure* cite le Dr Jaquin, mon grand ami, dont personne n'a encore parlé. Pouvez-vous consacrer sa mémoire en disant qu'il fut tué à Reims en 1914 par un des premiers obus tirés par les Prussiens et tombé devant la Cathédrale ? Il était adjoint du maire.

Sincères compliments.

Dr. HENRY LABONNE.

§

Psychologie de Cottin. — Cottin, qui attenta à la vie de M. Clemenceau, nous offre un cas intéressant d'auto-suggestion.

Quand il fut arrêté, il dit à l'agent qu' « il avait été poussé à faire ce qu'il avait fait » et, tout de suite, on recherche un complice, un complot.

A son procès, il dit : « Je n'ai obéi qu'à mon idéal. » Or, il est naturel que nous agissions de manière à satisfaire notre idéal et nous employons les moyens propres à arriver à ce but. C'est le processus normal de tout être bien équilibré.

Mais, si nous rapprochons la déclaration spontanée de Cottin de celle qu'il fit à l'audience, nous voyons qu'il s'agit d'auto-suggestion.

L'idée fixe s'est cristallisée dans son cerveau ; la volonté n'a plus de contrôle sur elle. Elle a germé à l'occasion de lectures faisant l'apologie des crimes politiques ; elle se fortifie du travail de la pensée qui s'alimente de la doctrine anarchiste, laquelle transforme la conscience.

Le futur meurtrier raisonne son acte qu'il trouve juste : rien ne vient donc en troubler la réalisation mentale. Et nous verrons tout à l'heure pourquoi les difficultés, au lieu d'être un obstacle, sont, au contraire, un excitant et un facteur de réussite. Mais, jusqu'ici, il n'y a qu'un travail passif du cerveau qui doit, pour être actif, devenir du désir. C'est l'émotion qui crée la seconde phase, la période dangereuse, indispensable pour passer de la théorie à la pratique. C'est la sensibilité émotionnelle qui crée le désir, d'abord vague, flottant, mais s'exaspérant de lectures, d'interprétations délirantes des événements. C'est alors l'obsession de l'idée fixe, la passion qu'aucune barrière n'arrêtera et qui ne s'éteindra qu'une fois assouvie.

— « Il titubait », dit un témoin.

— « J'étais ému », explique l'accusé.

Et, comme le Commissaire du Gouvernement s'étonnait, il répondit :

« Il faudrait être fou, pour ne pas être émotionné lorsqu'on va faire une chose pareille ! Et je savais bien ce qui m'attendait. »

Or, nous savons que la surexcitation crée l'émotion, et Cottin, conscient de son acte, qu'il revendique, n'hésite pas : il va jusqu'au bout de son idée fixe, de sa passion, de son auto-suggestion, parce que rien n'endigue la passion : le kleptomane riche vole un objet sans valeur et l'exhibitionniste, qui redoute d'être arrêté, se livre quand même à son odieuse passion.

Mais il s'agit là de cas pathologiques, et Cottin n'est pas un aliéné, nous dit le savant aliéniste Roubinovitch. Si nous prenons le morphinomane, nous savons qu'il ne résistera pas à sa passion, malgré la volonté qu'il a de guérir. Mais le morphinomane est aussi un malade. Prenons alors l'exemple de l'amoureux, qui raisonne, mais agit différemment que ne lui conseillent son intérêt et la sagesse : « Le cœur a des raisons que la raison ne comprend pas. »

L'émotion de Cottin, qui eût pu être un obstacle à l'exécution de son acte, cesse au moment de l'accomplir. La nature, dans ses desseins mystérieux, nous donne la force nécessaire au moment voulu : toute l'activité de notre être est mise au service du but poursuivi, tout concourt à l'atteindre, qu'il s'agisse d'une bonne ou d'une mauvaise action, et, pour notre défense, notre émotivité se galvanise et fait place au sang-froid devant le danger.

Dans la magistrale étude sur le soldat au combat publiée dans cette revue, l'auteur nous rapporte la vérification de ce phénomène, et le soldat qui avait peur avant de quitter la tranchée s'élançait bravement, quelques instants après, au moment de l'attaque.

Dr R. FODÉRÉ.

§

La « Mêlée Symboliste ».

Paris, 3 avril 1919.

Mon cher Vallette,

Je me réjouis d'apprendre, par sa lettre, que M. Léon Roux prépare un livre de Notes et Souvenirs sur le Symbolisme. Sur cette époque intéressante et pittoresque on n'en publiera jamais assez. L'opinion publique est si négligente et si capricieuse. Il y a tant d'injustices à réparer et tant de noms chers à sauver du désastre. Plus nous serons à les crier, plus nous aurons chance de les imposer à l'attention. On ne voit pas pourquoi la grande consécration unanime se refuse à des poètes de talent qui en sont dignes et pourquoi leurs livres restent absents des bibliothèques publiques, encombrées de tant d'ouvrages médiocres. Qu'un petit lot d'initiés s'occupe d'Edouard Dubus, d'Aurier, de Maurice du Plessys, de Raymond de la Tailhède, de Saint-Paul-Roux, de Roinard, pour ne citer que ceux-là, ce n'est pas suffisant. Ces poètes méritent mieux que leur demi-célébrité. Je souhaite donc à M. Léon Roux de trouver les loisirs qui lui permettront de parfaire le plus tôt possible son livre annoncé. Que les derniers témoins se hâtent de parler avant que l'oubli n'ait tout submergé.

Ici nous sommes complètement d'accord, mais quand M. Roux dit que le Symbolisme s'est imposé sans batailles, j'ai bien le droit de lui dire qu'il exagère. Je ne parle pas seulement de la bataille des plumes, encore qu'elle

fût vive. Précisément, en même temps que le *Mercure*, m'arrive un journal suisse où Willy, commentant le titre de la *Mêlée Symboliste* qu'il approuve, nous rappelle avec quelle férocité les petites revues s'entre-dévoraient. J'y lis ceci :

Les *Écrits pour l'Art* bafouaient le Symbolisme « se traînant dans une ornière de décrépitude, de niaiseries métaphysiques et de philosophie *à priori* », tandis que dans la *Revue Indépendante* les rancunes naturalistes daubaient sur Paul Adam, Edouard Dujardin, Charles Morice, toute pleine de mépris pour ces « jongleurs abêtis et aveugles, inventés par Anatole France » et elles dénonçaient âprement les déloyales tactiques de ce thuriféraire insidieux qui « confiné dans ce parasitisme d'esprit, dénommé critique littéraire » prônait Verlaine pour inquiéter François Coppée et célébrait les aèdes du Symbolisme pour exaspérer Leconte de Lisle.

Ceci au moment où Anatole France dans le *Temps* venait de découvrir les poètes nouveaux. Mais il n'y eut pas seulement des coups de plume échangés, il y eut des gifles et des coups d'épée.

Tous les envois de témoins ne se sont pas dénoués d'une façon aussi placide que dans le différend qu'il relate d'Ed. Dubus et d'Anatole Baju. Il y eut au moins un homme qui y perdit la vie. C'est le réaliste Robert Caze, tué en duel par l'un des initiateurs du Symbolisme, Charles Vigner. M. Léon Roux a-t-il assisté aux représentations du Théâtre d'Art et du Théâtre Libre ? Si oui, il a pu s'y convaincre de l'atmosphère orageuse qui régnait dans les couloirs et des batailles acharnées qui à certains soirs s'y livrèrent entre symbolistes et naturalistes. On s'y jetait les lorgnettes à la tête. Se souvient-il notamment de la première des *Chapons*, de Descaves et Darien, première si mouvementée que le commissaire de police de service, M. Doucet, se vit sur le point de faire évacuer la salle et fit baisser précipitamment le rideau pour empêcher que le nom des auteurs ne fût proclamé? Et la révocation de Remy de Gourmont bibliothécaire à la Nationale appelle-t-il cela une bagatelle sans importance. Et M. Souday ne vient-il pas de constater dans sa chronique récente du *Temps*, à propos de Paul Verlaine, la férocité des mœurs littéraires et combien les Symbolistes furent, à l'origine et à tort, décriés, signalés (ce sont ses propres termes) comme anarchistes, outlaws et buveurs de sang? Si, malgré tout, le titre de mêlée, pris dans ce sens, déplaît à M. Roux, il a la ressource de le prendre dans le sens de « salade », il sera encore dans le vrai, car le Symbolisme fut une macédoine, et si M. Roux veut m'indiquer un point de doctrine, un seul, où, en dehors des négations et dans le domaine affirmatif, les Symbolistes fussent d'accord, je m'engage à changer le titre de mon livre, à l'appeler désormais la *Paix Symboliste*, et à le lui dédier.

Croyez-moi bien vôtre.

ERNEST RAYNAUD.

§

Les surprises d'une grande vente. — A la vente de la bibliothèque d'Octave Mirbeau on a livré aux enchères des autographes, et, fait assez curieux, les prix qu'ils ont atteints se présentent de telle façon que l'on pourrait tirer presque une conclusion littéraire de ce qui n'est en somme qu'une opération commerciale. C'est ainsi qu'on a vendu 6 lettres et une carte de Maurice Maeterlinck 1001 francs, ce qui remet chaque autographe à plus de 150 francs pièce, une lettre de Pierre Loti 101 francs, une lettre de

Rostand 150 francs, 2 lettres de Charles-Louis-Philippe 111 francs, 14 lettres de Schwob 751 francs, 36 lettres de Mallarmé 180 francs, 7 lettres de Catulle Mendès 20 francs et 19 lettres du comte Robert de Montesquiou 19 francs. A un franc pièce, ce n'est vraiment pas payé pour l'auteur des *Chauves-Souris.*

Dans cette même vente passait un autographe d'Alphonse Daudet assez curieux. Ce dernier manifestait à Mirbeau son humeur contre les médecins et il ajoutait cette phrase : « J'espère bien que mon grand garçon cassera quelques vitres par là un jour », comme s'il prévoyait les *Morticoles.*

D'ailleurs dans ces correspondances adressées à l'auteur du *Jardin des supplices* on trouve en général les marques d'un pessimisme extrêmement amer. C'est Henri Becque qui lui dit : « Ah ! que j'en ai assez de la vie littéraire, j'en crève » C'est Zola qui demande : « Croyez-vous que la jeunesse soit avec nous? Il y a des heures où j'en doute. »

Il est presque malheureux que tous ces autographes aient été dispersés; on aurait fait un assez joli recueil sur le pessimisme de 1880 à 1900, qui aurait intéressé bien des critiques.

§

L'enquête de l'Intransigeant. — Qui voudriez-vous voir, à l'Académie française, succéder à Edmond Rostand, demande *l'Intransigeant.*

Les réponses, — plus de cent déjà, — se sont dispersées, comme d'habitude sur une quarantaine de noms, selon les sympathies ou les fantaisies personnelles, littéraires ou politiques. L'auteur de *Quand Madelon* obtient 2 voix ; 2 le maréchal Pétain, dont celle de M. Victor Snell, de *l'Humanité* ; M. Georges Polti vote pour Polin, l'hilarant troupier de nos cafés-concerts. Fait nouveau, la critique entre en faveur : M. Paul Souday recueille 6 voix, deux de plus que Ponchon et que Francis Jammes, une de moins que Paul Claudel. Adrien Mithouard, Charles Le Goffic, Maeterlinck ont chacun 2 voix ; P.-N. Roinard une ; François Porché, Pierre Louys, Porto-Riche, Henry Bataille et Georges Feydeau : 2 ; Saint-Georges de Bouhélier, André Gide et Auguste Dorchain : 3 ; Mme de Noailles : 8.

Quant à Paul Fort, il monte à 15.

L'enquête continue pendant que, parallèlement, un hebdomadaire, *le Faubourg,* demande à ses lecteurs :

« Si vous pouviez supprimer un académicien, lequel choisiriez-vous ? »

§

Publications du « Mercure de France » :

LA VIERGE ET LES SONNETS, poèmes, par Francis Jammes. Vol. in-18, 3 fr. 50 et majoration de 30 o/o (49 japon à la forme, à 25 fr.; 209 hollande, à 20 francs).

GUILLAUME-LE-PETIT, poèmes, par A.-Ferdinand Herold. Vol. in-18, 3 fr. 50 et majoration de 30 o/o (15 hollande, à 20 francs).

MERCVRE.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du MERCVRE DE FRANCE (G. ROY), 7, rue Victor-Hugo.

FRANCIS JAMMES

La Vierge

et les Sonnets

— *POÈMES* —

Un volume in-18. — Prix (à majorer de 30 o/o) 3 50

A.-FERDINAND HEROLD

Guillaume-le-Petit

— POÈMES —

Un volume in-18. — Prix (à majorer de 30 o/o) 3.50

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Ces annonces sont exclusivement reçues par M. CLAUDE, 6, rue Vivienne.

VENTE au Palais à Paris, le 10 mai 1919, 3 h. 1er lot : **IMMEUBLE A PARIS : RUE FRANCKLIN, 17.** 2e lot : **TERRAIN** de 1.032 m. 60 cent. R. Sextius-Michel et Emeriau (XVe arrt). **Mise à prix : 400.000 fr.** et **100.000 fr.** S'adr. Mes NORGEOT, JOLY et BERTRAND, avoués, W. BAZIN, notaire.

Vente au Palais, le samedi 10 mai 1919 à 3 heures en quatre lots : 1° **MAISON BOURGEOISE** à **AVON** (Seine-et-Marne), 28, avenue du Chemin de fer, libre de location ; **Mise à prix : 16.000 fr.** ; 2° **PAVILLON à VINCENNES**, 39 et 41, rue du Plateau ; loué moyennant loyer annuel de 1.200 fr. **Mise à prix : 12.000 fr.** ; 3° **PAVILLON à VINCENNES**, 35, rue du Plateau, libre de location, **Mise à prix : 6.000 fr.** ; 4° **PAVILLON à VINCENNES**, 44, rue Joseph-Gaillard, loué moyennant loyer annuel de 925 fr. **Mise à prix : 6.000 fr.** S'adresser à Mes Henry MÉNARD, avoué, 22, rue des Capucines ; Diolé, Mignon, Plaignaud, Depaux-Dumesnil, avoués ; Panhard, notaire, et sur les lieux pour visiter.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Modifications au service des trains. La Compagnie d'Orléans a apporté à son service des trains un certain nombre de modifications relatées dans une affiche spéciale apposée dans ses gares et bureaux de renseignements.

Parmi ces modifications, la Compagnie signale : ligne de Bretagne, le train direct AL, qui partait de Paris-Quai d'Orsay à 19 heures, ne quitte plus cette gare qu'à 20 h. 05, l'heure d'arrivée à Quimper restant sensiblement la même ; ligne de banlieue : le train n° 1341 qui partait de Paris-Quai d'Orsay à 7 h. 28 pour atteindre Dourdan à 9 h. 47, part à 7 h. 16 pour arriver à destination à 9 h. 29.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Dans son rapport aux actionnaires de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE dont l'Assemblée a eu lieu le 27 mars 1919, le Conseil, après quelques considérations sur la situation actuelle, énumère les affaires d'intérêt général et régional auxquelles la Société a prêté son concours et indique que l'Etablissement a contribué pour 2 milliards 1/2 au succès du 4e Emprunt National.

En raison des événements qui ont marqué les premiers mois de l'année, le Conseil, d'accord avec le Gouvernement, fit transporter dans une ville du Centre de la France, les titres et objets précieux de la clientèle que l'Etablissement, malgré les difficultés de personnel et de transport, ne cessa pas un seul jour de recevoir en dépôt.

Le Rapport signale le rétablissement des cordiales et étroites relations, interrompues par la guerre, avec la Société Générale Alsacienne de Banque, fondée en 1880, sous les auspices de la Société Générale, et qui, par son réseau complet d'Agences et son excellent crédit, occupe une des premières places dans les provinces retrouvées. Des rapports ont été également repris avec la filiale de Belgique, la Société Française de Banque et de Dépôts, qui, vraisemblablement, ne tardera pas à retrouver son ancienne prospérité. Quant à la filiale suisse, la Société Suisse de Banque et de Dépôts, sa situation est satisfaisante en tous points. A Barcelone, un immeuble a été acquis, en vue d'y installer une succursale, et de concert avec la Banque de Salonique et des personnalités importantes de Lyon et de Marseille, la Société Générale a constitué la Banque Française de Syrie.

Le Conseil rend ensuite un dernier hommage aux 1.550 morts et disparus appartenant au personnel de la Société Générale, et mentionne les 57 « Légion d'Honneur », les 151 « Médaille Militaire » et les 1.643 « Croix de Guerre » glorieusement gagnées, qui attestent les exploits accomplis par les agents mobilisés de la Société.

Enfin, le Conseil salue la mémoire de trois de ses membres décédés pendant l'exercice, MM. de Matharel, Dujardin-Beaumetz, de Fredaigue, et exprime ses profonds regrets de la retraite de son Vice-Président, M. Dejardin-Verkinder, imposée par son grand âge et son état de santé.

Sur le produit net de l'exercice qui s'est élevé à 15.741.058 francs, le Conseil propose de servir aux actionnaires un dividende de 6 o/o, à raison de 15 francs par titre sous déduction des impôts. Un acompte de 6 fr. 25 ayant été mis en paiement le 2 janvier 1919, il sera distribué à partir du 1er juillet 1919, 8 fr. 75 par action sous déduction des impôts, soit net 8 francs.

L'Assemblée a fait un excellent accueil aux déclarations du Conseil et a voté à l'unanimité toutes les résolutions présentées.

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de Paris et des Pays-Bas s'est tenue le 25 mars, sous la présidence de son Président, M. Griolet, qui a ouvert la Séance en saluant avec émotion la mémoire de ses Agents tombés au Champ d'honneur ou disparus (37, sur près de 300 mobilisés).

Comme les années précédentes, la Banque de Paris et des Pays-Bas a apporté tout son concours au placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale ainsi qu'à l'émission de l'« Emprunt de la Libération ».

Parmi les émissions auxquelles la Banque a participé, nous citerons :

les Bons de la Compagnie d'électricité de l'Ouest-Parisien (Ouest-Lumière) ; les Bons de la Société Internationale de Régie Co-Intéressée des Tabacs au Maroc ; les Obligations de la Société des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt ; la souscription au capital de la Compagnie Française de Télégraphie sans fil ; l'augmentation du capital de la Société des Usines Métallurgiques de la Basse-Loire, de la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques, de la Compagnie des Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue (ancienne Société Péchiney et Cie) ; de la Société pour l'Exploitation des Procédés Thomson-Houston, de la Société des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, de la Société des Chantiers Navals Français. Toutes ces Sociétés travaillaient pour la Défense Nationale ou présentent un caractère d'intérêt public.

Nous devons, enfin, en rappelant la grande part qu'a prise cette Banque au développement du Maroc, mentionner l'Emprunt Marocain 5 o/o de Frs. 204.464.000 garanti par le Gouvernement Français.

Le Bilan, qui se totalise, tant à l'Actif qu'au Passif, par Frs. 681.373.453,53, présente une augmentation de Frs. 61. 563.128.81 sur celui de l'exercice précédent. Cette augmentation porte, à l'Actif, principalement sur les comptes : « Portefeuilles-Effet France et Bons de la Défense Nationale », « Reports », « Actions et Obligations » et « Opérations de Change à terme garanties », et « Correspondants et Comptes Courants ». Le montant des Réserves devient supérieur à celui du capital social.

Le Bilan se solde par un bénéfice de Frs. 9.218.186.65 contre Frs. 8.032.831,44 l'an dernier. Ce résultat a permis la distribution d'un dividende de 8 o/o (Frs. 40.) contre celui de 7 o/o (Frs. 35), réparti l'an dernier.

Le report à nouveau s'élève à Frs. 9.578.827,48.

M. le Comte A. de Germiny et M. le Comte Foy s'étant démis de leurs fonctions d'Administrateurs ont été remplacés par M. J. Kulp, qui remplissait les fonctions de Censeur, et M. le Comte Pillet-Will. M. le Comte Foy a été appelé aux fonctions de censeur. M. A. Turrettini a résigné ses fonctions de Directeur-Général et reste Vice-Président du Conseil.

L'Assemblée Générale a ratifié ces nominations et réélu MM. S. Dervillé, le Baron Hély d'Oissel et R. Delaunay-Belleville, Administrateurs sortants, le Comte Foy Censeur, R. Sautter et le Comte de Lyrot, Commissaires des Comptes.

La Direction du Siège Social se trouve composée de MM. H. Finaly, E. Moret, J. Chevalier et H. Chabert. M. H. Urban a été appelé à la Direction de la Succursale de Bruxelles.

L'Assemblée Générale du 25 mars 1919 a décidé que le dividende de **40** francs par action serait payé à partir du 1er Avril, sous déduction des impôts établis par les lois de Finances.

En conséquence, ce dividende sera payé, à partir du **1er Avril 1919**, à raison de :

Fr. **38** » par action nominative,
» **34.95** par action au porteur,
contre remise du **Coupon n° 88**.

A Paris, au Siège social, 3, rue d'Antin ;
Et au change du jour sur Paris ;

A Amsterdam,
A Bruxelles,
A Genève,
aux succursales de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris-6e

—

Littérature, Poésie, Théâtre, Beaux-Arts
Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Critique
Voyages, Bibliophilie
Littératures étrangères, Revue de la Quinzaine

Le *Mercure de France* paraît le 1er et le 16 de chaque mois et forme tous les ans six volumes d'un maniement aisé, avec une Table des Sommaires et une Table par Noms d'Auteurs.

Sa liberté d'esprit lui conférerait déjà un caractère assez exceptionnel; sa « Revue de la Quinzaine » lui assigne dans la presse universelle une place unique. Cette partie de la revue appartient tout entière à l'actualité : c'est, si l'on veut, du journalisme « criblé », débarrassé de ce qui est par trop éphémère. La « Revue de la Quinzaine » est d'une variété sans limite, car aux chroniques fondamentales et de roulement régulier se joignent, éventuelles, toutes les rubriques que commandent les circonstances. Elle constitue ainsi un organe d'une extrême souplesse. Et comme elle est attentive à tout ce qui se passe, à l'étranger aussi bien qu'en France, dans presque tous les domaines, et ne laisse échapper aucun événement de quelque importance, elle présente un caractère encyclopédique de premier ordre.

On voit combien le *Mercure de France* s'éloigne de la conception habituelle des revues, et que mieux que toute autre revue, cependant, il est la chose que signifie ce mot. En outre, alors que l'intérêt des autres périodiques est momentané, puisque la totalité de leurs matières paraît en volumes à bref délai, il garde une évidente valeur documentaire, les deux tiers de ce qu'il publie ne devant jamais être réimprimés.

Complété de tables méthodiques et claires, le *Mercure de France*, par l'abondance et l'universalité des documents recueillis, est un instrument de recherches incomparable.

Il n'est peut-être pas inutile de signaler qu'il est celui des grands périodiques français qui coûte le moins cher.

PRIX DU NUMÉRO

France.............. 1 fr. 50	**Étranger............ 1 fr. 75**

ABONNEMENT

Les abonnements partent de tous les numéros.

FRANCE		**ÉTRANGER**	
Un an..............	**32** fr.	Un an..............	**37** fr.
Six mois............	**17** »	Six mois............	**20** »
Trois mois..........	**9** »	Trois mois..........	**11** »

Envoi franco d'un numéro spécimen et du catalogue complet des Editions du *Mercure de France*, sur demande adressée rue de Condé, 26, Paris (6e).

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France, G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.